



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

## Procès-verbaux

---

Du 16 octobre 1984 au 20 décembre 1984

Du 12 mars 1985 au 4 avril 1985

Du 16 avril 1985 au 20 juin 1985

**CINQUIÈME SESSION**  
**TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE**

VOL. CXVIII

---

**QUÉBEC**



## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamations: Convocation de la cinquième session de la 32 <sup>e</sup> Législature	VII
Prorogation de la 32 <sup>e</sup> Législature .....	411
Dissolution de la 32 <sup>e</sup> Législature.....	413
Élections générales .....	415
Convocation de la 33 <sup>e</sup> Législature.....	417
 Résumé des travaux de la session .....	 IX
 Procès-verbaux de l'Assemblée nationale .....	 1
 Liste des documents dont le dépôt est prescrit par la loi .....	 11
 Précis des décisions rendues par le Président .....	 419
 Liste des membres du Conseil exécutif et des adjoints parlementaires..	 423
 Liste alphabétique des circonscriptions électorales .....	 427
 Liste alphabétique des membres de l'Assemblée nationale.....	 431
 Index des Procès-verbaux .....	 436





# PROCLAMATION



*(Convocation)*

J.GILLES LAMONTAGNE  
[L.S.]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer l'Assemblée nationale pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour quatorze heures, le seizième jour d'octobre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J.GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-quatrième jour de septembre, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-quatre et de Notre Règne le trente-troisième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

RENÉ BLONDIN.



# RÉSUMÉ DES TRAVAUX

## SESSION 1984-1985

---

### CINQUIÈME SESSION TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

---

Ouverture de la session: le mardi 16 octobre 1984

Prorogation: 10 octobre 1985

Dissolution: 23 octobre 1985

	<i>Nombre</i>
Séances .....	80
Documents déposés sur le bureau de la Chambre .....	528
Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale:	
Projets de loi du Gouvernement .....	66
Projets de loi publics au nom des députés .....	8
Projets de loi d'intérêt privé .....	41
Projets de loi sanctionnés:	
Projets de loi du Gouvernement .....	58
Projets de loi publics au nom des députés .....	3
Projets de loi d'intérêt privé .....	35
Avis de motions et de questions .....	30



# **ASSEMBLÉE NATIONALE**

## **PROCÈS-VERBAUX**

---

**SESSION 1984-1985**

**PRÉSIDENCE DE M. RICHARD GUAY**

---



Quatorze heures

M. le Président prend le fauteuil et fait observer un moment de recueillement.

Puis, M. le Président communique à l'Assemblée les lettres suivantes:

Lettre de démission de M. René Blondin comme secrétaire général de l'Assemblée nationale, en date du 13 septembre 1984.

*(Document de la session n° 1)*

Deux lettres du Premier ministre, en date du 11 octobre 1984, annonçant, la nomination de M. Jean-François Bertrand comme leader du gouvernement à titre provisoire et celle de M. Raynald Fréchette comme leader adjoint.

*(Document de la session n° 2)*

M. le Président informe l'Assemblée que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçu du Directeur général des élections l'avis suivant:

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Sainte-Foy, le 26 juin 1984

Monsieur René Blondin  
Secrétaire général  
Assemblée nationale  
Bureau 191  
Hôtel du Parlement  
Québec

OBJET: Élections partielles du 18 juin 1984  
Marguerite-Bourgeoys, Marie-Victorin  
et Sauvé

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à l'article 134 de la Loi électorale (L.R.Q., chap. E-3.1), je vous transmets une liste des candidats proclamés élus à la suite des élections partielles du 18 juin 1984, tenues en vertu d'un décret du gouvernement émis le 2 mai 1984.

L'avis de proclamation d'élection est publié dans l'édition de la *Gazette officielle du Québec* en date du 30 juin 1984.

Permettez-moi de vous souligner que le deuxième alinéa de l'article 134 se lit comme suit:

16 octobre 1984

---

« À compter de la publication de cet avis, le député est membre de l'Assemblée nationale ».

Veillez agréer, monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur général des élections,  
(Signé) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

Liste annexée des candidats proclamés élus lors des élections partielles du 18 juin 1984:

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	CANDIDAT ÉLU	APPARTENANCE POLITIQUE
MARGUERITE-BOURGEOYS	Monsieur Gilles Fortin	Parti Libéral du Québec
MARIE-VICTORIN	Monsieur Guy Pratt	Parti Libéral du Québec
SAUVÉ	Monsieur Marcel Parent	Parti Libéral du Québec

(Document de la session n° 3)

M. le Président dépose les documents suivants:

Exemplaire de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 30 juin 1984, se rapportant aux élections partielles du 18 juin 1984.

(Document de la session n° 4)

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 16 octobre 1984.

(Document de la session n° 5)

M. le Président invite successivement les nouveaux députés à se présenter en Chambre.

Alors, M. Gilles Fortin, député de la circonscription électorale de Marguerite-Bourgeoys, M. Guy Pratt, député de la circonscription électorale de Marie-Victorin et M. Marcel Parent, député de la circonscription électorale de Sauvé sont, l'un après l'autre, présentés par M. Levesque (Bonaventure) et prennent séance.

M. le Président, le chef de l'Opposition et le Premier ministre félicitent les nouveaux députés et leur souhaitent la bienvenue en cette Assemblée, après quoi les trois députés font chacun une courte allocution.

Puis, M. le Président suspend la séance à loisir.



Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

L'honorable lieutenant-gouverneur, accompagné de son aide de camp, fait son entrée dans l'Assemblée nationale et occupe le fauteuil.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur lit l'allocution d'ouverture suivante à l'adresse de l'Assemblée:

*Mesdames et Messieurs  
de l'Assemblée nationale,*

J'ai l'honneur aujourd'hui de vous souhaiter la bienvenue à la cinquième session de la 32<sup>e</sup> Législature.

Lors de la prorogation de la 4<sup>e</sup> session de la 32<sup>e</sup> Législature, je vous ai souhaité un repos et une détente bien mérités dans l'ambiance des festivités communautaires du 450<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé. J'ose espérer que mon vœu a été exaucé et que nous revenons tous dans cette enceinte avec un enthousiasme et une motivation qui inspireront les décisions à être prises dans les semaines et les mois qui suivront.

D'après les témoignages entendus dans toutes les parties du Québec que j'ai visitées durant les derniers mois, l'Été 84 en aura été un où les Québécois ont bien mis en pratique cette joie de vivre qui les caractérise si bien et pour laquelle le Québec est devenu un site choyé des nombreux visiteurs venant tant des Amériques que de l'Europe.

Je tiens également à rappeler une visite exceptionnelle, celle du Souverain Pontife, Sa Sainteté Jean-Paul II. Cette visite a, de toute évidence, laissé sa marque profonde dans l'esprit de chacun de nous et de tous ceux et celles qui l'ont vu et entendu, surtout lorsque la rencontre de la foi et de la culture a été un des thèmes majeurs de sa pensée et l'orientation qu'il a voulu donner à sa visite. Il convenait que ce soit à Québec, porte d'entrée du catholicisme en Amérique, que le pape Jean-Paul II vienne parler de foi et de culture.

Encore là, les Québécois ont été privilégiés et ils ont su faire un grand succès de tous les aspects de cette visite.

Je m'en voudrais aussi de passer sous silence les succès de nos athlètes québécois aux Jeux Olympiques de Los Angeles. La réception que la population leur a réservée, lors de manifestations depuis leur retour, témoigne bien de la fierté des Québécois envers ces jeunes qui ont réussi de façon héroïque à certains moments, non seulement durant les Jeux, mais surtout durant leur entraînement rigoureux, ce qui a exigé d'eux beaucoup de sacrifices, de ténacité, et de caractère. Félicitations pour les succès obtenus, et bonne chance pour l'avenir dans leurs carrières respectives.

Plus récemment encore, nous avons eu une autre raison parmi bien d'autres d'être fiers en constatant qu'un des nôtres, Marc Garneau, a été choisi pour faire un séjour dans l'espace. Il est normal que le lancement spectaculaire ait suscité, chez nous tous, admiration, envie et fierté.

Maintenant, avec l'ouverture de cette session, le travail législatif doit reprendre et j'espère qu'il sera productif et s'attaquera aux domaines qui sont les plus cruciaux et les plus valorisants pour les Québécois, afin de les aider à poursuivre leur propre épanouissement et la réalisation de leurs aspirations les plus chères.

Je sais qu'il y en a plusieurs qui ont travaillé laborieusement durant l'intersession et qui reviennent ici à l'Assemblée nationale avec le désir de matérialiser, dans les plus brefs délais, ce travail de réflexion et de planification préparé durant l'été, notamment afin d'améliorer la situation sociale et économique de notre jeunesse québécoise. J'ose espérer que des solutions adéquates seront trouvées, et que ce sera un sujet sur lequel nous verrons une coordination d'efforts, une collaboration et une volonté commune d'agir de la part de l'ensemble de cette Assemblée, mais aussi de la part du gouvernement fédéral.

Car, il est évident que l'atmosphère des relations mutuelles qui semblent se dessiner devrait être propice à des gestes qui amorceront un mode de relations intergouvernementales qui, pour tous les Québécois, permettra de profiter de cette relance économique, et ceci sans scepticisme et avec beaucoup d'espérance pour l'avenir, et de pouvoir enfin vivre une entente cordiale par des compromis honorables et constructifs que nous désirons tous.

En terminant, j'aimerais vous rappeler qu'il y a quelques jours, c'était le jour de l'Action de Grâce. Jetant un regard sur tout ce qui se passe sur cette planète il serait approprié, je crois, de réfléchir quelques instants pour remercier la Providence de nous avoir privilégiés si généreusement en nous faisant héritiers d'un territoire immense, d'institutions démocratiques, de ressources inépuisables et d'un patrimoine chèrement acquis par ceux qui nous ont précédés. Il faut constamment s'efforcer de ne jamais prendre pour acquis ce territoire d'abondance et de libertés que les catastrophes n'ont jamais vraiment effleuré. Bien au contraire il faut, par nos actes et nos pensées, vouloir le mériter.

Mesdames et Messieurs de l'Assemblée nationale, en ouvrant aujourd'hui la cinquième session de la 32<sup>e</sup> Législature et en offrant mes vœux de prompt rétablissement au Leader du Gouvernement, l'honorable Marc-André Bédard, ainsi qu'à tous ceux dont la santé ne leur permet pas d'être avec nous aujourd'hui, je vous souhaite à tous une session fructueuse, que vos débats soient imprégnés de tolérance, de compréhension, de lucidité et de franchise, et que la Divine Providence vous guide dans vos délibérations.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, le Premier ministre prononce le discours d'ouverture.

16 octobre 1984

---

Le discours est terminé.

À seize heures trente-cinq minutes, M. le Président ajourne l'Assemblée à demain quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quinze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 099, en date du 21 juin 1984, concernant le Règlement sur l'achat et le louage de biens et le louage de services;
- Décision 100, en date du 21 juin 1984, concernant le Règlement sur l'attribution d'une rémunération additionnelle;
- Décision 101, en date du 21 juin 1984, concernant la contribution à la fondation de l'Association parlementaire du Commonwealth;
- Décision 102, en date du 21 juin 1984, concernant le Règlement sur le paiement des services professionnels;
- Décision 103, en date du 21 juin 1984, concernant une nouvelle orientation de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale;
- Décision 104, en date du 21 juin 1984, concernant la situation budgétaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 105, en date du 21 juin 1984, concernant le Règlement sur les ressources financières et le personnel attribués aux commissions et sous-commissions de l'Assemblée nationale;
- Décision 106, en date du 21 juin 1984, concernant le Règlement sur la prolongation du stage probatoire de certains fonctionnaires cadres supérieurs à l'Assemblée nationale;
- Décision 107, en date du 21 juin 1984, concernant le choix d'un manufacturier pour la production d'uniformes pour certains employés de l'Assemblée nationale;
- Décision 108, en date du 21 juin 1984, concernant les frais funéraires de Messieurs Georges Boyer, Roger Lefrançois et Camille Lepage, et autres dépenses;
- Décision 109, en date du 28 juin 1984, concernant le Règlement sur les missions officielles;

- Décision 110, en date du 28 juin 1984, concernant le Règlement modifiant de nouveau le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 111, en date du 9 août 1984, concernant le développement de l'informatique à l'Assemblée nationale;
- Décision 112, en date du 9 août 1984, concernant la Directive sur les drapeaux et sur l'utilisation des locaux et de l'équipement de l'Assemblée nationale pour les cérémonies officielles;
- Décision 113, en date du 19 septembre 1984, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;
- Décision 114, en date du 19 septembre 1984, concernant le Règlement concernant la nomination de monsieur René Blondin;
- Décision 115, en date du 19 septembre 1984, concernant le Règlement sur la dotation de l'emploi de directeur de l'aménagement à l'Assemblée nationale.  
(Document de la session n° 6)

Conformément à l'article 58 des Règles de procédure, la liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.

(Document de la session n° 7)

Cette liste est reproduite en annexe au *Procès-verbal* d'aujourd'hui.

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:

Rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 8)

Par M. Marcoux:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 9)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 10)

Par M. Dean:

Rapport de l'Institut québécois d'opinion publique inc. sur la question des pourboires au Québec.

(Document de la session n° 11)

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement des biens culturels suivants:

- Grange ronde et hangar circulaire (Austin);
- Maison Petit-dit-Beauchemin (Varennnes);
- Site de la pulperie (Chicoutimi);
- Usine hydro-électrique (Les Cèdres);
- Vieux Palais de justice (Québec);
- Vieux presbytère (Batiscaan);
- Site de l'église (La Présentation);
- Site de pêche Déry (Pont-Rouge);
- Ancienne école Saint-Charles de Hedleyville (Québec);
- Église méthodiste (Oddeltown);
- Maison et laiterie Guimont (Cap Saint-Ignace).

*(Document de la session n° 12)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'année 1983.

*(Document de la session n° 13)*

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 14)*

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 20 septembre 1984 afin de vérifier les engagements financiers des mois d'avril, mai et juin 1984 du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, du ministère du Commerce extérieur, du ministère du Travail, du ministère de l'Énergie et des Ressources et du ministère de la Science et de la Technologie.

*(Document de la session n° 15)*

Par M. French:

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé le 4 octobre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère des Affaires culturelles, du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et du ministère des Communications pour les mois d'avril, mai et juin 1984, et de procéder aussi à la vérification des engagements financiers du ministère des Communications reportée lors de la séance du 12 juin 1984.

*(Document de la session n° 16)*

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 20 septembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères des Finances et du Revenu, du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration pour les mois d'avril, mai et juin 1984.

*(Document de la session n° 17)*

Par M. Fallu:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 26 septembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des mois d'avril, mai et juin 1984 du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, du ministère des Affaires municipales, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, du ministère de l'Environnement, du ministère des Transports et du ministère du Conseil exécutif en ce qui concerne l'aménagement et le développement régional.

*(Document de la session n° 18)*

M. le Premier ministre propose que cette Assemblée souligne la visite au Québec du président de la République et Canton du Jura et de la délégation ministérielle qui l'accompagne, et qu'elle réitère la volonté du Québec de favoriser le plein épanouissement de nos relations communes en recherchant les plus grands avantages mutuels.

Le chef de l'Opposition officielle intervient sur cette motion en y donnant son appui au nom de son groupe parlementaire.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que demain à compter de neuf heures, à la Salle 80, la sous-commission de l'Assemblée nationale siégera afin de poursuivre ses travaux sur la réforme parlementaire.

Conformément à l'article 49 des Règles de procédure, le chef de l'Opposition officielle entame le débat sur le discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre.

À la fin de son intervention, M. Levesque (Bonaventure) présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

Et le débat se poursuit.

M. Gratton propose que le débat soit ajourné.

Et une discussion s'engage sur cette motion.

17 octobre 1984

---

À dix-huit heures, le débat est automatiquement ajourné et l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



17 octobre 1984

## APPENDICE

	Pages		Pages
Premier ministre	12	Ministre des Finances	34
Ministre délégué à l'Administration	13	Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur	37
Ministre des Affaires culturelles	13	Ministre de l'Industrie et du Commerce	38
Ministre délégué aux Affaires linguistiques	16	Ministre de la Justice	42
Ministre des Affaires municipales	17	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	44
Ministre des Affaires sociales	18	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu	45
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	20	Procureur général	47
Ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional	23	Ministre délégué aux Relations avec les citoyens	47
Ministre du Commerce extérieur	23	Ministre des Relations internationales	47
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration	23	Ministre du Revenu	47
Ministre des Communications	23	Ministre de la Science et de la Technologie	48
Ministre déléguée à la Condition féminine	25	Ministre délégué au Tourisme	50
Président du Conseil du trésor	26	Ministre des Transports	50
Ministre de l'Éducation	26	Ministre du Travail	52
Ministre de l'Énergie et des Ressources	28	Président de l'Assemblée nationale	54
Ministre de l'Environnement	34		

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Premier ministre.	La proclamation du gouvernement approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute Convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	L.R.Q., c. C-67, a. 4.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Toute proclamation approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention du Nord-Est québécois.	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4.	Dans les quinze jours suivant son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux après un ajournement de plus de vingt jours.
Le Premier ministre.	Toute directive émise en vertu du présent article, portant sur les objectifs et l'orientation de SIDBEC ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Rapport des activités du ministère du Conseil exécutif pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué à l'Administration.	Rapport des activités de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.	L.R.Q., c. R-10, a. 161.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	L.R.Q., c. B-4, a. 14.	À chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement d'un bien culturel.	L.R.Q., c. B-4, a. 29.	Dans les trente jours de la décision de la Commission.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport d'activités et les états financiers de l'Institut québécois du cinéma pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43.	Dans les trente jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport d'activités et les états financiers de la Société générale du cinéma pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 70.	Dans les trente jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de la Régie du cinéma pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146.	Dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis du Conseil consultatif de la lecture et du livre concernant les projets de règlement visés dans la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la lecture et du livre pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout mandat spécifique demandé par le ministre concernant l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de l'Institut québécois de recherche sur la culture pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	L.R.Q., c. M-20, a. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-42, a. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la Loi constituant la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 20.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des industries de la culture et des communications, dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de la Société de développement des industries de la culture et des communications pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités et les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-12.1, a. 28.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités et les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport d'activités et états financiers du Musée du Québec ainsi que du Musée d'Art contemporain de Montréal pour l'exercice financier précédent.	1983, c. 52, a. 34.	Dans les trente jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Affaires linguistiques.	Rapport des activités de l'Office de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 120.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Affaires linguistiques.	Rapport des activités de la Commission de protection de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 184.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Affaires linguistiques.	Rapport des activités du Conseil de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 204.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-37.1, a. 230.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités de son ministère pour l'année précédente.	L.R.Q., c. M-22, a. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires municipales.	Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la Loi sur les villages cris et le village naskapi.	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23.	Dans les quinze jours de son adoption par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Tout décret portant sur tout autre mandat connexe aux objets de la Société immobilière du Québec que lui confie le gouvernement.	1983, c. 40, a. 22.	Dans les quinze jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Tout décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	1983, c. 40, a. 33.	Dans les quinze jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires municipales.	Toute directive donnée en vertu de l'article 38 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	1983, c. 40, a. 38.	Dans les quinze jours de son approbation ou de son adoption, selon le cas, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités et les états financiers de la Société immobilière du Québec.	1983, c. 40, a. 42.	Dans les quinze jours de leur réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-57, a. 17.	Sans délai.
Le ministre des Affaires sociales.	Plan triennal des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport des activités de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-23, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.



17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi sur la protection de la santé publique.	L.R.Q., c. P-35, a. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-5, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires sociales.	Toute directive approuvée par le gouvernement portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. R-5, a. 32.	Dans les cinq jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux pour l'année se terminant le 31 mars précédent.	L.R.Q., c. S-5, a. 41.	Dans les trente jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires sociales.	Tout décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire entre les mêmes parties et destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake.	1984, c. 13, a. 3.	Dans les quinze jours qui suivent la date où il a été pris si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

## LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers sur son administration de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des opérations de la Régie des assurances agricoles du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-30, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-75.1, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Plan triennal des activités du Fonds de recherche en agriculture, en pêcheries et en alimentation.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités du Fonds de recherche en agriculture, en pêcheries et en alimentation pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. E-12.1, a. 31.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie des grains du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. G-1.1, a. 21.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-14, a. 3.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-35, a. 14.1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie des marchés agricoles du Québec sur son administration de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.	L.R.Q., c. P-30, a. 60.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Raffinerie de sucre du Québec.	L.R.Q., c. R-0.1, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités et les états financiers de la Raffinerie de sucre du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-0.1, a. 26.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 4.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de vingt jours.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-21, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional.	Rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. O-3, a. 14.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Commerce extérieur.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-29.1, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-16, a. 9.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des Communications.	Toute entente conclue en vertu de l'article 67 ou 68 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ainsi que l'avis sur chaque entente de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70.	Dans les quinze jours de son approbation si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

## LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Rapport des activités de la Commission d'accès à l'information pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Tout décret ordonnant à un organisme public de surseoir, pour la période qu'il indique, à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145.	Dans les quinze jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 179.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Calendrier de l'entrée en vigueur et de la prise d'effet des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 181.	Dans les quinze jours de son adoption si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exemplaires de recueils des lois qui restent en sa possession.	L.R.Q., c. I-16, aa. 25 et 26.	À chaque session.
Le ministre des Communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-24, a. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Rapport identifiant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière, le montant de cette assistance et indiquant la programmation éducative par laquelle l'assistance a été accordée et ceci, suivant les conditions, normes et modalités fixées par règlement du gouvernement.	L.R.Q., c. P-30.1, a. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport des activités de la Société de radio-télévision du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18.	Dans les trente jours suivant sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-59, a. 18.	Sans délai.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport des activités de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Toute directive approuvée par le gouvernement portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des services de garde à l'enfance dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport des activités de l'Office des ressources humaines pour l'exercice financier précédent.	1983, c. 55, a. 97.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur le degré de réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes dont les emplois sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.	1983, c.55, a. 80.	Une fois l'an.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits, conformément aux dispositions de l'article 83 de la Loi sur la fonction publique, de même que les motifs qui ont justifié ces mesures.	1983, c. 55, a. 84.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, au président de l'Assemblée nationale.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur la fonction publique sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier.	1983, c. 55, a. 172.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès du Président de l'Assemblée nationale.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport, avis et recommandations du Comité d'accréditation des associations étudiantes.	L.R.Q., c. A-3.01, a. 63.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-26, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.



17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel des activités du Conseil inter-professionnel du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	L.R.Q., c. C-26, a. 104.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités du Conseil des collèges pour l'exercice financier précédent, et sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial.	L.R.Q., c. C-57.1, a. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-58, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	L.R.Q., c. C-60, a. 9.	À chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Plan triennal des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	L.R.Q., c. E-9, a. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
La ministre de l'Éducation.	Tout plan quinquennal d'investissements universitaires.	L.R.Q., c. I-17, a. 4.	Sans délai.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-15, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures.	L.R.Q., c. U-1, a. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines Limited.	1947, c. 40, a. 1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959-60, c. 23, a. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-78, a. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	L.R.Q., c. D-8, a. 33.	Sans délai.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la Loi sur l'exportation de l'électricité.	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2.	Dans les quinze jours de sa prise, si l'Assemblée est en session, ou si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel détaillé des biens et des opérations d'Hydro-Québec.	L.R.Q., c. H-5, a. 20.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent, du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	L.R.Q., c. R-6, a. 46.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, au cours des trois premières semaines de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	L.R.Q., c. S-9, a. 14.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de cartographie du Québec, approuvée par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-9, a. 15.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de cartographie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-9, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 9, édicté par 1984, c. 18, a. 3.	Dans les quinze jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, approuvée par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-12, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société nationale de l'amiante dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société nationale de l'amiante pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 57.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11 ou 11.1 de la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 13.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'exploration minière dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. S-19, a. 23.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 25.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société québécoise d'initiatives pétrolières une somme prévue à l'article 9.2 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-22, a. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et orientations de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 23.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 6.	Dans les dix premiers jours de la session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu des articles 92 et 93 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 106.	Dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Décret du gouvernement autorisant l'expédition, hors du Québec, de bois non entièrement ouvré provenant du domaine public du Québec.	L.R.Q., c. U-2, a. 3.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec sur l'administration de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées pour l'exercice financier précédent.	1983, c. 16, a. 69.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-2, a. 19.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-2, a. 147.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18.21, a. 38.	Dans les trente jours suivant la réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	L.R.Q., c. A-6, a. 42.	Pas plus tard que le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.



17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	État des rapports du contrôleur des finances des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	L.R.Q., c. A-6, a. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des Finances.	État des comptes publics pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-6, a. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des Finances.	Rapport du vérificateur général.	L.R.Q., c. A-6, a. 79.	
Le ministre des Finances.	Rapport de l'inspecteur général des institutions financières sur son analyse des données statistiques et manuels de tarifs pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-25, a. 182.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., A-26, a. 20 édicté par 1983, c. 10, a. 4.	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le trente avril de la même année, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport de l'inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	L.R.Q., c. A-32, a. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Rapport du ministre sur l'application de la Loi sur les assurances et des recommandations sur l'opportunité de maintenir les dispositions de la présente loi ou de les modifier.	L.R.Q., c. A-32, a. 425.1 édicté par 1984, c. 22, a. 78.	À tous les cinq ans.
Le ministre des Finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 13.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation soit avant soit après la mise en vigueur des Lois refondues du Québec, 1977, et de tout corps légalement constitué dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec.	L.R.Q., c. C-14, a. 170.	Dans les vingt et un premiers jours de chaque session.
Le ministre des Finances.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères au cours de l'exercice financier précédent, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	L.R.Q., c. C-46, a. 13.	À chaque session.
Le ministre des Finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-80, a. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi sur les employés publics, et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	L.R.Q., c. E-6, a. 42.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de l'inspecteur général des institutions financières pour l'année précédente.	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités du Conseil consultatif des institutions financières pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-25, a. 29.	Immédiatement.
Le ministre des Finances.	États financiers et rapport des activités de la Société des loteries et courses du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de la Commission des valeurs mobilières du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 302.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur les valeurs mobilières, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.3, a. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de l'Office de la protection du consommateur pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-1, a. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Régie du logement pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-8, a. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre de recherche industrielle du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	L.R.Q., c. E-14, a. 15.	À chaque session.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Tout mandat spécifique confié à l'Institut national de productivité par le ministre et approuvé par le gouvernement.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 25.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de l'Institut national de productivité pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 28.	Dans les trente jours suivant sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-17, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la société de développement industriel du Québec.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société des alcools du Québec.	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-13, a. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-15, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-16, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement, et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société générale de financement du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. S-17, a. 15.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-17, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société Inter-Port de Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre, ayant fait l'objet d'un avis du Conseil de la coopération du Québec, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des coopératives.	1984, c. 8, a. 22.	Dans les quinze jours de l'approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport des activités de la Société de développement des coopératives pour l'exercice financier précédent.	1984, c. 8, a. 34.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Tout décret autorisant l'établissement d'un fichier confidentiel, ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 82.	Dans les quinze jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-14, a. 93.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, concernant la Loi visant à favoriser le civisme, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-20, a. 25.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-54, a. 15.	Sans délai.
Le ministre de la Justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	L.R.Q., c. E-6, a. 6.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission québécoise des libérations conditionnelles pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.



17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-9.1, a. 21.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Comité de la protection de la jeunesse pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'année précédente.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 15.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Tout décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Fonds d'aide aux personnes sinistrées, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.

## LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Fonds d'aide aux recours collectifs pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Société québécoise d'information juridique pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-20, a. 16.	Sans délai.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.	L.R.Q., c. O-5, a. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport de l'Administration régionale Kativik.	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport de la Régie des installations olympiques sur les biens en sa possession et sur ses activités pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-7, a. 29.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

## LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport des activités de la Régie sur la sécurité dans les sports ainsi que les rapports du vérificateur général, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport des activités et états financiers de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.	1983, c. 39, a. 160.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les allocations familiales du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-17, a. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-34, a. 44.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle sur l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de l'état du compte de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Deux rapports triennaux sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives.	1982, c. 12, a. 22.	Le premier rapport au plus tard le 1 <sup>er</sup> octobre 1985 et le deuxième au plus tard le 1 <sup>er</sup> octobre 1988 ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, auprès de son président.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Procureur général.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	L.R.Q., c. P-13, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Procureur général.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la Loi de police.	L.R.Q., c. P-13, a. 97.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre délégué aux Relations avec les citoyens.	Rapport de l'Office des personnes handicapées du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Relations avec les citoyens.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des personnes handicapées du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Ministre des Relations internationales.	Rapport détaillé de son activité durant l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-21, a. 9.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du Revenu.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. L-6, a. 18	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

## LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Revenu.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-31, a. 9.1.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le gouvernement de tout droit payable à la Couronne ainsi que de toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée dont l'imposition a été autorisée pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	L.R.Q., c. M-31, a. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Tout décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des corporations qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 12.	Dans les trente jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 13.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Rapport des activités du Conseil de la Science et de la Technologie pour l'exercice financier précédent	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Plan annuel pour la répartition des revenus de la Fondation pour le développement de la science et de la technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 52.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Rapport des activités de la Fondation pour le développement de la science et de la technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 63.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Toute directive approuvée par le gouvernement portant sur les objectifs et l'orientation de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.	1983, c. 42, a. 18.	Dans les quinze jours de son approbation si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Tout décret du gouvernement autorisant l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche à dépasser le niveau de participation à une société en commandite prévu au paragraphe troisième du deuxième alinéa de l'article 22.	1983, c. 42, a. 22.	Dans les quinze jours de sa prise, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Rapport des activités de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche pour l'exercice financier précédent.	1983, c. 42, a. 31.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Science et de la Technologie.	Rapport des activités et les états financiers de la Société de la Maison des sciences et des techniques.	1984, c. 7, a. 28.	Dans les trente jours de leur réception si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué au Tourisme.	Rapport des activités de la Société du Palais des congrès de Montréal.	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités du Fonds d'indemnisation prévu à l'article 122 de la Loi sur l'assurance automobile, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-25, a. 140.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de l'Office des autoroutes du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-34, a. 24.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport contenant un compte rendu détaillé des deniers reçus et dépensés par la compagnie de chemin de fer ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle et une copie certifiée du dernier rapport annuel.	L.R.Q., c. C-14, a. 164.	Dans les premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Règlement adopté en vertu de l'article 188 de la Loi sur les chemins de fer.	L.R.Q., c. C-14, a. 189.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les sept premiers jours de la session suivante.



17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	L.R.Q., c. M-28, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de la Régie de l'assurance automobile du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-4, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport de la Société des traversiers du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-14, a. 19.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de la Société québécoise des transports pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-22.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Transports.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise des Transports.	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. T-12, a. 29.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	L.R.Q., c. T-15, a. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des Transports.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section II de la Loi sur les travaux publics.	L.R.Q., c. T-15, a. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 65 de la Loi sur la voirie.	L.R.Q., c. V-8, a. 66.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de l'ouverture de la session suivant leur adoption.
Le ministre du Travail.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, c. 57, a. 11.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Avis du juge en chef du Tribunal du travail et l'arrêté en conseil décrétant la dissolution du Conseil d'information sur les négociations.	L.R.Q., c. C-27, a. 111.5.	Dans les quinze jours de la décision du gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Avis du juge en chef du Tribunal du travail et l'arrêté en conseil décrétant la dissolution du Conseil sur le maintien des services de santé et des services sociaux.	L.R.Q., c. C-27, a. 111.9.	Dans les quinze jours de la décision du gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour son exercice financier précédent, et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	L.R.Q., c. C-55, a. 15.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante, ou selon le cas, dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-32.1, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de l'Office de la construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-20, a. 9.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 163.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Tout règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Règles et règlements adoptés par le Bureau de l'Assemblée nationale.	L.R.Q., c. A-23.1, a. 109.	Dans les quinze jours de leur adoption si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. C-12, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation pour l'année précédente.	L.R.Q., c. E-2.1, a. 122.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Les jugements qu'il a reçus des juges ou des tribunaux concernant les élections contestées.	L.R.Q., c. E-3.1, a. 176.	Sans délai.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du Protecteur du citoyen.	L.R.Q., c. P-32, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport de la Commission de la représentation dans lequel elle propose une délimitation des circonscriptions électorales du Québec, à la suite d'une élection générale.	L.R.Q., c. R-24.1, a. 25.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

17 octobre 1984

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités de la Commission de la fonction publique pour l'exercice financier précédent.	1983, c. 55, a. 124.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Déposé conformément à l'article 58 des Règles de procédure de l'Assemblée nationale.

*Le président,*

RICHARD GUAY.

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

État du rapport et des dépenses encourues au 12 octobre 1984 sur le mandat spécial autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 19)*

Par M. Godin:

Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 20)*

Par M. Garon:

Rapport de la Commission d'enquête sur Madelipêche inc. et Pêcheurs unis du Québec, en date du 21 septembre 1984.

*(Document de la session n° 21)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 3 octobre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois d'avril, mai et juin 1984.

*(Document de la session n° 22)*

Par M. Vaugeois:

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 28 août 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du Conseil exécutif, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes pour le deuxième trimestre de 1984 ainsi qu'à la vérification des engagements financiers du ministère de la Justice pour les mois de février et mars 1984, reportée lors de la séance du 5 juin 1984.

*(Document de la session n° 23)*

Par M. Laplante:

Extrait d'une pétition signée par 201 363 citoyens pour le maintien des écoles et des commissions scolaires confessionnelles, demandant à l'Assemblée nationale de rejeter le projet de loi 40 qui modifie dans sa forme actuelle le statut confessionnel des écoles et des commissions scolaires.

*(Document de la session n° 24)*

Le Premier ministre propose que cette Assemblée adresse à l'astronaute Marc Garneau qui revient d'un voyage dans l'espace à bord de la navette *Challenger*, toutes ses félicitations et ses meilleurs voeux pour l'avenir.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que la Commission de l'Assemblée nationale siégera immédiatement à la Salle 80 pour y discuter certaines questions dont les membres ont reçu avis.

M. le Président, après qu'il eut constaté un consentement unanime de l'Assemblée, indique que l'interpellation du vendredi 26 octobre 1984 sera celle du député d'Outremont au ministre de l'Énergie et des Ressources, sur le sujet suivant:

Les politiques du gouvernement dans le dossier de l'amiante.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur la motion de censure suivante:

De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

Au cours de son intervention M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

Et le débat se poursuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

18 octobre 1984

---

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 18 octobre 1984 afin de discuter de diverses affaires courantes.

*(Document de la session n° 25)*

Par le Premier ministre:

Livre vert sur la politique familiale, intitulé: *Pour les familles québécoises.*

*(Document de la session n° 26)*

Décret 2335-84, en date du 23 octobre 1984, concernant la tenue d'une élection partielle dans la circonscription électorale de Saint-Jacques le lundi 26 novembre 1984.

*(Document de la session n° 27)*

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 28)*

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 29)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 30)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 31)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 32)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 33)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 34)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 35)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 36)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 37)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 38)*

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 39)*

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 40)*

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 41)*

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 42)*

Rapport annuel de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 43)*

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 44)*

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 45)*

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 46)*

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 47)*

Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 48)*

Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 49)*

Rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 50)*

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 51)*

Plan quinquennal d'investissements universitaires, pour les années 1982-1987.

*(Document de la session n° 52)*

Plan quinquennal d'investissements universitaires, pour les années 1983-1988.

*(Document de la session n° 53)*

Cadre de référence pour les plans quinquennaux d'investissements universitaires pour les années 1982-1987 et 1983-1988.

*(Document de la session n° 54)*

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, le Premier ministre dépose le document suivant:

Revue de presse, en date du 10 octobre 1984, concernant une entrevue accordée par M. René Lévesque lors de sa visite officielle au Japon et parue dans le journal *Asahi Shimbun* de Tokyo le 2 octobre 1984.

*(Document de la session n° 55)*

Conformément à l'article 126 des règles de procédure, M. Gratton propose que le nom de M. Pratt, député de Marie-Victorin, soit substitué à celui de M. Champagne comme membre de la Commission permanente des affaires sociales.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront immédiatement pour des séances de travail:

À la Salle 80:

La Commission des affaires sociales.

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

À la fin de son intervention, M. Gratton présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

Et le débat se poursuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

23 octobre 1984

---

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

De M. Gratton:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

À la fin de son intervention, M. Rivest présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour l'inefficacité de ses actions à courte vue face au problème des jeunes et pour son incapacité à leur assurer une qualité de vie économique, sociale et environnementale qui réponde à leurs besoins.

Et le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Picotte présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'avoir, par des politiques productivistes à outrance et une ouverture de crédits imprudente, incité les agriculteurs à s'endetter à la limite du risque financier et d'avoir, par la même occasion, mis en danger la stabilité du patrimoine agricole des Québécois.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Bacon.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par le Premier ministre:

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 56)*

Par M. Laurin:

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 57)*

Par M. Marcoux:

Rapport annuel de la Commission nationale de l'aménagement, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 58)*

Par M. Ouellette:

Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 59)*

Rapport annuel du Conseil consultatif des réserves écologiques, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 60)*

Par M. Duhaime:

Considérations relatives à l'hydrologie et l'hydraulique de la rivière Caniapiscau en rapport avec l'accident des caribous survenu vers le 30 septembre 1984, présentées par la Société d'énergie de la Baie James, ainsi qu'un rapport et des annexes concernant cet accident.

*(Document de la session n° 61)*

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

Par M. Rivest:

Sept cahiers intitulés: *Changeons le mode d'emploi*, préparés par le Secrétariat à la jeunesse en vue des symposiums sur les jeunes et l'emploi qui doivent avoir lieu prochainement.

(Document de la session n° 62)

Par Mme Marois:

Bilan des mesures s'adressant aux jeunes.

(Document de la session n° 63)

Du consentement unanime, MM. Paquette et Richard proposent conjointement que cette Assemblée offre ses félicitations aux lauréats des Prix du Québec 1984, à savoir: M. Claude Jutra, prix Albert-Tessier; M. Alfred Pelland, prix Paul-Émile Borduas; M. Fernand Nault, prix Denise-Pelletier; M. Jean-Guy Pilon, prix Athanase-David; M. William Henry Gauvin, prix Marie-Victorin et M. Jean-Charles Falardeau, prix Léon-Gérin.

Et une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Chevreton propose que cette Assemblée félicite chaleureusement Ross Harvey, Monique Parent et Suzanne Robert pour leur performance exceptionnelle lors des récents championnats mondiaux de raquetball à Sacramento, Californie.

Du consentement unanime de l'Assemblée un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton propose que le nom de M. Pratt, député de Marie-Victorin, soit substitué à celui de M. Scowen sur la liste des membres de la Commission permanente des affaires sociales.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que demain à compter de neuf heures, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la sous-commission de l'Assemblée nationale siégera afin d'étudier la question de la protection des témoins en commission.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:



De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électorisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

De M. Gratton:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

De M. Rivest:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour l'inefficacité de ses actions à courte vue face au problème des jeunes et pour son incapacité à leur assurer une qualité de vie économique, sociale et environnementale qui réponde à leurs besoins.

De M. Picotte:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'avoir, par des politiques productivistes à outrance et une ouverture de crédits imprudente, incité les agriculteurs à s'endetter à la limite du risque financier et d'avoir, par la même occasion, mis en danger la stabilité du patrimoine agricole des Québécois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À dix-huit heures, M. l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Déclarations ministérielles:

De M. Biron, ministre de l'Industrie et du Commerce, informant l'Assemblée que le gouvernement en est venu à une entente établissant des bases de développement pour l'industrie pétrochimique du Québec, cette entente ayant été signée entre Union Carbide, Ethylec, Pétromont et le gouvernement du Québec.

De M. Duhaime, ministre de l'Énergie et des Ressources, annonçant la décision du gouvernement d'approuver un nouveau programme de stabilisation tarifaire à l'intention des plus importants clients industriels d'Hydro-Québec, et la volonté d'Hydro-Québec de ne pas demander d'augmentation de ses tarifs, cet automne, pour les consommateurs.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Dean:

État détaillé annuel des remises faites par le gouvernement entre le 25 mars 1983 et le 11 octobre 1984, des taxes, droits et péages payables à la Couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu (L.R.Q., c. M-31, a. 94).

*(Document de la session n° 64)*

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 65)*

Rapport annuel de la Société de développement coopératif, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 66)*

Rapport annuel de l'Institut national de productivité, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 67)*

Par M. Duhaime:

Décret 1659-84 en date du 11 juillet 1984, concernant l'autorisation à Hydro-Québec de conclure deux ententes avec State of Vermont Department of Public Service dans le cadre de l'interconnexion appelée à relier leur réseau respectif.

*(Document de la session n° 68)*

Par M. Rivest:

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 9, 10 et 11 octobre 1984 afin de procéder à une consultation particulière pour étudier le rapport et les recommandations de la Commission de la représentation électorale sur la réforme du mode de scrutin déposés à l'Assemblée nationale le 28 mars 1984.

*(Document de la session n° 69)*

Par M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 2 octobre 1984 afin de procéder à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

*(Document de la session n° 70)*

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé les 6, 7 et 8 août 1984 pour procéder à une consultation particulière afin d'examiner la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction et ses règlements.

*(Document de la session n° 71)*

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé les 28 et 29 août 1984 afin d'entendre, conformément à l'article 51 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret.

*(Document de la session n° 72)*

Par M. Paradis:

Extrait d'une pétition signée par 11 753 résidents de la région de Cowansville, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent à toutes coupures additionnelles de services à l'hôpital Brôme-Missisquoi Perkins et demandant la réouverture de tous les services de santé essentiels.

*(Document de la session n° 73)*

Conformément à l'article 48 des Règles de procédure, M. Bertrand propose que les projets de loi suivants soient inscrits au *Feuilleton* au stade où ils se trouvaient lors de la prorogation de la quatrième session de la présente Législature:

Projet de loi 42.—Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*);

Projet de loi 81.—Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 88.—Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec;

Projet de loi 90.—Loi sur le vérificateur général;

Projet de loi 94.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie;

Projet de loi 193.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval;

Projet de loi d'intérêt privé 225.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert;

Projet de loi d'intérêt privé 236.—Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles.

La motion est adoptée.

M. Marcoux propose que cette Assemblée félicite M. Jean Drapeau pour le prodigieux travail qu'il a accompli à titre de maire de Montréal au cours des trente dernières années et l'invite à continuer de mettre au profit de Montréal et du Québec tout entier son expérience inestimable et ses qualités exceptionnelles.

Et du consentement unanime un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Picotte propose que cette Assemblée félicite l'Union des producteurs agricoles pour son 60<sup>e</sup> anniversaire de fondation et rende un hommage tout particulier à ces hommes et ces femmes qui, au fil des ans, ont façonné par leur labeur, leur dévouement, leur dynamisme, un patrimoine agricole d'une valeur inestimable pour nous tous, Québécois.

Et du consentement unanime un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront le mardi 30 octobre 1984:

À la Salle 80:

À compter de dix heures trente minutes, la Commission du budget et de l'administration, pour une séance de travail.

À la Salle 91:

À compter de onze heures, la Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence, suivie d'une séance de travail.

À la Salle du Conseil législatif:

À compter de dix heures trente minutes, la Commission de la culture afin d'examiner les orientations, activités et gestion de la Société de développement des industries de la culture et des communications.

M. le Président indique que le vendredi 2 novembre 1984, à la Salle de l'Assemblée nationale, à compter de 10 heures jusqu'à 12 heures, la Commission permanente de l'économie et du travail siègera pour l'interpellation du député de Notre-Dame-de-Grâce au ministre de l'Industrie et du Commerce, sur le sujet suivant:

Le sous-emploi au Québec.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompetence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

De M. Gratton:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

De M. Rivest:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour l'inefficacité de ses actions à courte vue face au problème des jeunes et pour son incapacité à leur assurer une qualité de vie économique, sociale et environnementale qui réponde à leurs besoins.

De M. Picotte:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'avoir, par des politiques productivistes à outrance et une ouverture de crédits imprudente, incité les agriculteurs à s'endetter à la limite du risque financier et d'avoir, par la même occasion, mis en danger la stabilité du patrimoine agricole des Québécois.

À la fin de son intervention, M. Paradis présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, par ses mauvais choix budgétaires et son incompétence administrative, a provoqué la détérioration du système de santé et de services sociaux et en a ainsi réduit la capacité à faire face aux défis actuels et à venir qui se posent à notre société.

Et le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Ryan présente la motion de censure suivante:

*Que* le gouvernement soit sévèrement blâmé pour avoir engendré dans notre système d'enseignement une situation qui compromet gravement la qualité de l'éducation à tous les niveaux et qui menace de compromettre également notre aptitude collective à faire face au défi de l'excellence dans tous les champs de l'activité humaine.

Et le débat se poursuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Au cours de son intervention, Mme Dougherty présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir systématiquement affaibli notre capacité scientifique et technologique en refusant de reconnaître que l'aptitude d'une société à faire face au défi de la concurrence internationale et de l'excellence dépend de la qualité de son engagement envers le développement de ses ressources humaines.

Et le débat se poursuit.

25 octobre 1984

---

Le débat est ajourné sur la motion de M. Baril (Arthabaska).

À vingt et une heures cinquante minutes, sur la motion de M. Fréchette, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Marcoux:

Projet de loi 2.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Projet de loi 4.—Loi sur le ministère des Affaires municipales.

M. Marcoux propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Dean:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 74)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel du Bureau de surveillance du cinéma, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 75)*

Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 76)*

États financiers de l'Institut québécois du cinéma, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1983 au 19 février 1984.

*(Document de la session n° 77)*

États financiers de l'Institut québécois du cinéma, pour la période du 14 décembre 1983 au 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 78)*

États financiers de la Société générale du cinéma, pour la période du 14 décembre 1983 au 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 79)*



Mme Harel propose que cette Assemblée appuie sans réserve toutes les initiatives québécoises, canadiennes et internationales visant à mettre un terme à la famine qui ravage actuellement l'Éthiopie et que, de plus, elle demande à la population québécoise de participer à ce vaste mouvement humanitaire international en appuyant le fonds d'aide mis sur pied par des organismes québécois de coopération internationale comme Développement et Paix, Oxfam-Québec, le Cardinal Léger et ses oeuvres, les paroisses et les diocèses.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que la Commission permanente des affaires sociales siégera immédiatement à la Salle 80 pour y tenir une séance de travail.

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

De M. Gratton:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

De M. Rivest:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour l'inefficacité de ses actions à courte vue face au problème des jeunes et pour son incapacité à leur assurer une qualité de vie économique, sociale et environnementale qui réponde à leurs besoins.

De M. Picotte:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'avoir, par des politiques productivistes à outrance et une ouverture de crédits imprudente, incité les agriculteurs à s'endetter à la limite du risque financier et d'avoir, par la même occasion, mis en danger la stabilité du patrimoine agricole des Québécois.

De M. Paradis:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, par ses mauvais choix budgétaires et son incompétence administrative, a provoqué la détérioration du système de santé et de services sociaux et en a ainsi réduit la capacité à faire face aux défis actuels et à venir qui se posent à notre société.

De M. Ryan:

*Que* le gouvernement soit sévèrement blâmé pour avoir engendré dans notre système d'enseignement une situation qui compromet gravement la qualité de l'éducation à tous les niveaux et qui menace de compromettre également notre aptitude collective à faire face au défi de l'excellence dans tous les champs de l'activité humaine.

De Mme Dougherty:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir systématiquement affaibli notre capacité scientifique et technologique en refusant de reconnaître que l'aptitude d'une société à faire face au défi de la concurrence internationale et de l'excellence dépend de la qualité de son engagement envers le développement de ses ressources humaines.

À la fin de son intervention, M. Saintonge présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement et son chef péquiste pour son irréalisme quant au choix de ses priorités et son incompétence dans sa gestion des programmes publics.

Et le débat se poursuit.

En terminant son intervention, M. Côté présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement péquiste dont le mauvais choix de priorités, l'incompétence de la gestion et le gaspillage dans l'utilisation des fonds publics témoignent de son incapacité à administrer de façon judicieuse et efficace l'argent des contribuables québécois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

Les motions de censure sont alors mises aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, M. le Président reporte le vote sur chacune des motions de censure à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération simultanément les deux rapports suivants:

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé les 6, 7 et 8 août 1984 pour procéder à une consultation particulière afin d'examiner la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction et ses règlements;

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé les 28 et 29 août 1984 afin d'entendre, conformément à l'article 51 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Fréchette propose que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dussault.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand:

Réponse de M. Duhaime à la question suivante de M. Fortier, inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui:

1. Depuis 1980, au Canada, aux États-Unis et en Europe, combien d'honoraires professionnels, en frais d'avocats, d'ingénieurs ou de techniciens, ont été payés soit par la Société nationale de l'amiante ou l'une de ses filiales, soit par le gouvernement lui-même, pour contester des poursuites ayant pour motif la nocivité réelle ou appréhendée de l'amiante?

2. Quels montants ont été payés soit à la suite de jugements rendus, soit à la suite de règlements hors cours?

*(Document de la session n° 80)*

Par M. Duhaime:

Décret 1448-84, en date du 20 juin 1984, concernant un paiement par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

*(Document de la session n° 81)*

Par M. Léonard:

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 82)*

Par M. le Président:

Conformément à l'article 90 de la Loi sur l'Assemblée nationale:

Copie d'une lettre, en date du 30 octobre 1984, adressée à M. Richard Guay, président de l'Assemblée nationale, par M. Jacques Brassard, whip en chef du gouvernement, donnant la liste des membres et des membres suppléants désignés pour représenter le gouvernement au Bureau de l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 83)*

Copie d'une lettre, en date du 24 octobre 1984, adressée à M. Richard Guay, président de l'Assemblée nationale, par M. Gérard D. Levesque, chef de l'Opposition, lui faisant part des noms des membres et des membres suppléants désignés pour représenter l'Opposition officielle au Bureau de l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 84)*

Conformément à l'article 91 de la Loi sur l'Assemblée nationale, M. Jolivet propose que MM. Beaumier, Bertrand, Brassard, Cusano, Laplante, Pagé et Rocheleau soient membres du Bureau de l'Assemblée nationale et que MM. Baril (Arthabaska), Blouin, Bordeleau, Côté, Gratton, Picotte et Tremblay soient membres suppléants dudit Bureau.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal des motions de censure suivantes:

Motion de censure de M. Côté:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste dont le mauvais choix de priorités, l'incompétence de la gestion et le gaspillage dans l'utilisation des fonds publics témoignent de son incapacité à administrer de façon judicieuse et efficace l'argent des contribuables québécois.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—37.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger,

LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—59.

Motion de censure de M. Saintonge:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement et son chef péquiste pour son irréalisme quant au choix de ses priorités et son incompétence dans sa gestion des programmes publics.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—37.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—59.

Motion de censure de Mme Dougherty:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir systématiquement affaibli notre capacité scientifique et technologique en refusant de reconnaître que l'aptitude d'une société à faire face au défi de la concurrence internationale et de l'excellence dépend de la qualité de son engagement envers le développement de ses ressources humaines.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—37.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—59.

Motion de censure de M. Ryan:

*Que le gouvernement soit sévèrement blâmé pour avoir engendré dans notre système d'enseignement une situation qui compromet gravement la qualité de l'éducation à tous les niveaux et qui menace de compromettre également notre aptitude collective à faire face au défi de l'excellence dans tous les champs de l'activité humaine.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—38.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—58.

Motion de censure de M. Paradis:

*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, par ses mauvais choix budgétaires et son incompétence administrative, a provoqué la détérioration du système de santé et de services sociaux et en a ainsi réduit la capacité à faire face aux défis actuels et à venir qui se posent à notre société.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—38.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—57.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

Motion de censure de M. Picotte:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'avoir, par des politiques productivistes à outrance et une ouverture de crédits imprudente, incité les agriculteurs à s'endetter à la limite du risque financier et d'avoir, par la même occasion, mis en danger la stabilité du patrimoine agricole des Québécois.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—37.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—59.



Motion de censure de M. Rivest:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour l'inefficacité de ses actions à courte vue face au problème des jeunes et pour son incapacité à leur assurer une qualité de vie économique, sociale et environnementale qui réponde à leurs besoins.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Grégoire, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—39.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—57.

Motion de censure de M. Gratton:

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à adopter une ligne de conduite dictée uniquement par ses intérêts partisans, continue d'affaiblir le leadership du Québec dans ses relations avec ses partenaires canadiens et le gouvernement fédéral, et risque à nouveau, comme en 1981, de desservir grandement les intérêts du Québec.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—38.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean,

de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—58.

Motion de censure de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour sa mauvaise administration des finances publiques, pour l'irréalisme de ses politiques en matière d'investissements créateurs d'emplois et pour son incompétence à répondre aux besoins économiques de la population du Québec.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—38.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—58.

Motion de censure de M. Levesque (Bonaventure):

*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir livré un discours d'ouverture dépourvu de mesures nouvelles concrètes et substantielles touchant la croissance économique et la création d'emplois permanents et qui, par ailleurs, s'inspire d'électoratisme, voire même d'imposture, en tentant de faire croire qu'il peut changer d'attitude à l'égard du fédéralisme canadien sans renier l'objectif d'indépendance qui demeure la raison d'être du parti dont il est issu.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton,

Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Scowen, Sirros, Vallières.—38.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—58.

Du consentement unanime, M. Landry propose les deux motions suivantes:

*Que* cette Assemblée exprime sa tristesse et sa désolation aux autorités ainsi qu'au peuple indien en ce pénible événement que représente l'assassinat de son Premier ministre, Mme Indira Gandhi, condamne cette acte de violence politique et émet le vœu que le dialogue soit maintenu entre les différentes factions idéologiques, religieuses et politiques afin que l'Inde retrouve la paix et l'harmonie.

*Que* cette Assemblée, à l'occasion de l'assassinat du père Popieluszko, offre ses sincères condoléances et exprime à tout le peuple polonais et à la communauté polonaise du Québec la profonde tristesse qu'elle éprouve à l'égard de ces événements, et réitère, au nom de tous les Québécois, son appui au peuple polonais dans sa lutte pour recouvrer ses droits démocratiques et la pleine maîtrise d'oeuvre de son destin.

Et un débat s'ensuit sur ces deux motions.

Les motions sont adoptées.

Mme Saint-Amand propose que cette Assemblée s'associe à l'Université du Québec et à la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean, afin de rendre hommage à soeur Imelda Dallaire pour sa contribution exceptionnelle au développement du réseau de santé, particulièrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Et du consentement unanime, un débat s'engage.

La motion est adoptée.

Dans le cadre de la visite du Premier ministre de France, du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que l'Assemblée nationale tienne une séance le vendredi 9 novembre 1984, à quatorze heures trente minutes, au cours de laquelle il ne sera procédé à aucune période d'affaires courantes.

Conformément à l'article 97 des règles de procédure, M. Rivest propose:

*Que* cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre des propositions substantielles et concrètes de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents.

Avant que ne commence le débat sur cette motion, M. le Président informe l'Assemblée qu'à l'occasion d'une réunion des leaders parlementaires, il a été convenu que, pour cette motion de l'Opposition, l'on procède à une répartition en bloc du temps de parole prévu au règlement.

En conséquence, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que le temps prévu pour la discussion de cette motion soit réparti également entre les deux groupes parlementaires; que les députés indépendants puissent intervenir pendant une période de dix minutes chacun, leur temps devant être soustrait de l'enveloppe globale distribuée à chacun des groupes parlementaires; et que la durée des discours ne soit pas limitée, sauf le droit de réplique qui ne devra pas excéder dix minutes.

Et la discussion se poursuit sur la motion de M. Rivest.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Leduc (Saint-Laurent).

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Tardif dépose le livre vert sur l'habitation intitulé: *Se loger au Québec.*  
(Document de la session n° 85)

M. Bérubé présente le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente de l'éducation pour une consultation particulière et que la liste des intervenants soit établie au cours de la semaine prochaine.

La motion est adoptée.

M. le Président indique l'interpellation du vendredi 9 novembre, soit celle du député de Notre-Dame-de-Grâce au président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration, sur le sujet suivant: L'insuffisance et l'inefficacité du programme de relance économique du gouvernement péquiste.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance de la commission se tiendra de 11 heures à 13 heures.

M. Bertrand soulève une question de règlement et soumet que l'article 287 mérite d'être clarifié en ce qui a trait au choix de l'interpellé. En effet, le règlement indique que l'on peut interpellier un ministre sur une question relevant de sa compétence. Or, il ne devrait pas appartenir à l'interpellant de signifier au gouvernement qui des ministres a la compétence dans le domaine qui est touché par l'objet de l'interpellation.

Dans le cas présent, le thème de l'interpellation est général. Le programme de relance économique est la responsabilité du ministre des Finances et président du Comité ministériel permanent de développement économique. Il n'est pas laissé à l'Opposition d'autre choix que de s'adresser à ce ministre.

MM. Gratton et Levesque (Bonaventure) objectent qu'il appartient à l'Opposition de décider l'aspect de la question qu'elle désire discuter. Elle a choisi d'interpeller le président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration pour le

rôle que ce dernier est appelé à jouer dans le plan de relance économique. De plus, le bénéfice du doute, s'il en est, devrait favoriser l'Opposition puisque c'est à elle que revient l'initiative.

M. Blank soutient que la compétence du ministre à laquelle se réfère l'article 287 est celle que la loi lui accorde et non pas cette responsabilité administrative que lui confie le gouvernement.

M. le Président prend toute cette question en délibéré.

Conformément à l'article 88 des Règles de procédure, M. Ciaccia demande que soit tenu un débat d'urgence pour discuter un sujet précis, à savoir: La grève qui perturbe le service de transport en commun dans la région de Montréal.

Après les brèves explications du député de Mont-Royal, M. le Président explique ainsi son refus d'accorder ce débat.

Il existe une jurisprudence particulièrement abondante sur les débats d'urgence. Certains éléments de la demande sont bien fondés: la grève est un sujet précis et d'importance. Cependant, la question est de savoir si le sujet aurait pu être discuté autrement.

La grève dure depuis quatorze jours. Pendant tout ce temps, il s'est présenté plusieurs occasions dont l'Opposition aurait pu profiter pour discuter cette question: le débat sur le discours d'ouverture, la motion du mercredi, l'interpellation de demain. Même la semaine prochaine, il s'offre encore de multiples possibilités.

Il vaut de souligner, de plus, que traditionnellement il n'est généralement pas accordé de débat d'urgence lorsque dans un conflit de travail des négociations sont en cours.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

À dix-sept heures cinquante minutes M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

1<sup>er</sup> novembre 1984

---

À vingt et une heures quarante minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président rend la décision suivante sur la question qu'il avait prise en délibéré le jeudi 1<sup>er</sup> novembre dernier.

Le sujet de l'interpellation doit correspondre aux critères énoncés à l'article 287 des Règles de procédure et, notamment, relever de la compétence du ministre interpellé.

S'agit-il de la compétence juridique ou de la compétence administrative du ministre interpellé? L'Assemblée nationale a, par l'article 9 de la Loi sur l'exécutif à laquelle on doit se référer en l'occurrence pour définir les compétences des ministres, délégué au gouvernement le pouvoir de répartir les tâches et les compétences de tout membre du Conseil exécutif.

Le Président n'a donc pas à intervenir dans cette question qui relève de l'exécutif. L'interpellation appartient à l'Opposition; mais à défaut de pouvoir saisir, à la face même de son libellé, le ministre concerné par le sujet de l'interpellation, il appartient au gouvernement de préciser quel ministre est le premier concerné.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 86)*

Par M. French:

Rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé les 30 et 31 octobre 1984 afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Société de développement des industries de la culture et des communications.

*(Document de la session n° 87)*

Par M. Gratton:

Extrait d'une pétition signée par 4 475 citoyens de la circonscription de Gatineau, informant l'Assemblée nationale du manque de sécurité de la route 105 entre le chemin Scott et la bifurcation de la route 105 et de la route 117, et demandant au gouvernement de prendre les moyens nécessaires pour corriger cette situation.

*(Document de la session n° 88)*



Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vallières dépose six affidavits portant sur des subventions obtenues du ministère des Transports.

*(Document de la session n° 89)*

M. Marcoux propose que cette Assemblée félicite les maires, mairesses, conseillers et conseillères qui ont été élus à l'occasion des élections de dimanche dernier et souligne avec respect la participation des nombreux autres candidats et candidates qui ont brigué les suffrages à ces élections municipales.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 18 octobre 1984 afin de discuter de diverses affaires courantes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bissonnet.

M. Marcoux propose que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saintonge.

À douze heures cinquante-deux minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Blank présente le projet de loi 196, Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Dean présente le projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Marois:

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 90)

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 91)

Par M. Maltais:

Extrait d'une pétition signée par 746 membres de l'Association des handicapés de Forestville inc., informant l'Assemblée nationale que la nouvelle localisation du bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources de Forestville n'en permet plus l'accessibilité aux personnes handicapées, et demandant au gouvernement de corriger cette situation.

(Document de la session n° 92)

M. le Président donne avis que les commissions suivantes siégeront demain:

À la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May:

À compter de dix heures, la sous-commission de l'Assemblée nationale, suivie à onze heures trente minutes de la Commission de l'Assemblée nationale pour y recevoir le rapport de ladite sous-commission sur des questions ayant trait à la réforme parlementaire.

À la Salle 80:

À compter de dix heures, la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour une séance de travail.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand, pour donner suite à un engagement pris au cours de la séance du 1<sup>er</sup> novembre dernier, propose que, malgré l'article 139 des Règles de procédure, la Commission permanente de l'éducation siège à la Salle du Conseil législatif pour entendre les organismes suivants aux dates et heures indiquées:

*Mardi 13 novembre 1984*

*Avant-midi*

9h30 — 11h00 Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;  
11h00 — 12h30 Fédération des comités de parents de la province de Québec;

*Après-midi*

15h30 — 17h00 Association des commissions scolaires protestantes du Québec;  
17h00 — 18h30 Alliance Québec;

*Soirée*

20h00 — 21h30 Conseil catholique d'expression anglaise;  
21h30 — 23h00 CSN — FTQ;

*Mercredi 14 novembre 1984*

*Avant-midi*

- 9h30 — 11h00 CEQ;  
11h00 — 12h30 Association des cadres scolaires du Québec;

*Après-midi*

- 16h30 — 18h00 Association des directeurs généraux des commissions scolaires;

*Soirée*

- 20h00 — 21h30 Association provinciale des enseignants protestants;  
21h30 — 23h00 Association provinciale des enseignants catholiques;

*Jeudi 15 novembre 1984*

*Avant-midi*

- 9h30 — 11h00 Association des directeurs généraux des commissions scolaires protestantes du Québec;  
Association des administrateurs scolaires du Québec;  
Association des directeurs d'écoles anglaises;  
Association des administrateurs des écoles catholiques du Québec;  
11h00 — 12h30 Commission des écoles catholiques de Montréal;

*Après-midi*

- 15h30 — 17h00 Alliance des professeurs de Montréal;  
17h00 — 18h30 Commission des écoles protestantes du Grand Montréal;

*Soirée*

- 21h00 — 21h30 Conseil scolaire de l'île de Montréal;  
21h30 — 23h00 Association des cadres de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

*Vendredi 16 novembre 1984*

*Avant-midi*

- 9h30 — 11h00 Association des directeurs d'école de Montréal;  
11h00 — 12h30 Fédération québécoise des directeurs d'école.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rivest proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre des propositions substantielles et concrètes de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que l'interpellation prévue pour le vendredi 9 novembre 1984 ait lieu de dix heures à 12 heures plutôt qu'aux heures indiquées antérieurement.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Bertrand, au nom de M. Richard, dépose le rapport d'activités du Commissariat général aux célébrations 1534-1984 ainsi qu'une étude des impacts culturels et économiques de ces activités.

*(Document de la session n° 93)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Rivest proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre des propositions substantielles et concrètes de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Cusano, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—40.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—64.

ABSTENTION:—M. Grégoire,—1.

M. Lévesque (Taillon) propose que cette Assemblée se joigne, par anticipation, aux Québécois et Québécoises qui participeront le 11 novembre prochain au recueillement et à la réflexion en souvenir de ceux de chez nous qui ont participé

aux dernières guerres aux côtés des pays alliés, et témoigne aujourd'hui toute sa reconnaissance à ceux qui ont dû payer si cher dans le passé pour défendre nos libertés et la dignité humaine.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Ouellette propose que cette Assemblée rende un hommage vibrant à la mémoire de ce grand écologiste québécois que fut M. Michel Jurdant, décédé récemment.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que le mardi 13 novembre à compter de dix heures, à la Salle 81, la Commission permanente des affaires sociales siégera pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence.

M. le Président indique que le vendredi 16 novembre 1984, à la Salle de l'Assemblée nationale, à compter de dix heures jusqu'à douze heures, la Commission permanente de l'aménagement et des équipements siégera pour l'interpellation du député de Jeanne-Mance au ministre des Transports, sur le sujet suivant:

Les problèmes que connaît l'industrie du taxi, particulièrement dans l'île de Montréal.

L'Assemblée débat le rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 2 octobre 1984 afin de procéder à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

Le débat est terminé.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Levesque (Bonaventure) propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans quinze jours ».

Avant que ne commence le débat restreint sur cette motion, indiqué à l'article 233 des Règles de procédure, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est—

*Ordonné* que le temps prévu pour la discussion de cette motion soit réparti également entre les deux groupes parlementaires; que les députés indépendants puissent intervenir pendant une période de cinq minutes chacun, leur temps devant être soustrait de l'enveloppe globale distribuée à chacun des groupes parlementaires; et que la durée des discours ne soit pas limitée.

Et la discussion se poursuit sur la motion d'amendement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion d'amendement est rejetée après division des voix.

Et le débat se poursuit sur la motion principale de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dubois.

À vingt et une heures cinquante-sept minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures trente minutes.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Quatorze heures trente minutes*

Moment de recueillement.

La séance est suspendue à loisir afin d'accueillir et entendre le Premier ministre de la République française, M. Laurent Fabius, dans la Salle de l'Assemblée nationale.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

À quinze heures dix minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Marcoux présente le projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand, au nom de M. Duhaime, présente le projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc., et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Léger présente le projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bisailon présente le projet de loi 198, Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 200.—Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 223.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Projet de loi 234.—Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec;

Projet de loi 244.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi 246.—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;

Projet de loi 247.—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami.  
(Document de la session n° 94)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, les articles 6 et 7 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé sont suspendus dans le cas du projet de loi 223, et l'article 4 desdites Règles de fonctionnement est suspendu dans le cas des projets de loi 246 et 247.

Mme Lavoie-Roux présente le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Lachance présente le projet de loi 244, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les projets de loi 223 et 244 soient envoyés à la Commission permanente de l'éducation pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Éducation soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Fallu présente le projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Laplante présente le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi concernant la Ville de Montréal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Marx présente le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Mme Saint-Amand présente le projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les projets de loi 200, 246 et 247 soient envoyés à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Chevette:

Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'année 1983.  
(Document de la session n° 95)

Par M. Léonard:

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 96)

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 97)

Par M. Fallu:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 30 octobre 1984 afin d'étudier les engagements financiers des mois d'avril, mai et juin 1984 relevant de sa compétence.  
(Document de la session n° 98)

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton dépose un exemplaire du bulletin hebdomadaire, *Le nouveau régime*, émanant de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec et traitant, dans son numéro du 9 novembre 1984, du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), dont l'Assemblée est présentement saisie.

(Document de la session n° 99)

M. Clair propose que cette Assemblée proclame la deuxième semaine de novembre la « Semaine d'appréciation de la jeunesse » dans chaque ville, village et localité, tant qu'il y aura des clubs Optimiste au Québec.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Picotte présente une motion dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siègeront:

Immédiatement après les affaires courantes:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'éducation, pour poursuivre ses consultations sur le projet de loi 3 et procéder, à vingt et une heures trente minutes, à une séance de travail.

À la Salle 81:

La Commission de l'économie et du travail, pour l'élection de son président.

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence.

Demain, à compter de dix heures:

À la Salle 80:

La Commission de la culture, pour une séance de travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Au cours de sa réplique, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette dépose le rapport actuariel sur l'évaluation des implications financières des dispositions du projet de loi 42 (*Réimpression*) relatives aux indemnités versées par la C.S.S.T. aux victimes de lésions professionnelles.

(Document de la session n° 100)

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marcoux proposant que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tremblay.

À vingt deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marcoux proposant que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 2 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements.

M. Blouin donne avis que cette commission siégera demain, après les affaires courantes.

M. Marcoux propose que le principe du projet de loi 4, Loi sur le ministère des Affaires municipales, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 4 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Parizeau présente le projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Léonard présente le projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Mme Harel présente le projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Johnson (Anjou) présente le projet de loi 12, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard.

*(Document de la session n° 101)*

M. Saintonge présente le projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le projet de loi 226 soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Godin:

Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 102)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 103)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 104)*



Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie des grains du Québec, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 105)

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 106)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1983.  
(Document de la session n° 107)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Fréchette proposant que le principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Fallu, Fréchette, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugois.—60.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Vaillancourt, Vallières.—40.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 42 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail, la charge de président de la commission devant être assumée par le vice-président, malgré l'article 131 des Règles de procédure, et ce, uniquement pour la durée de l'étude de ce projet de loi.

M. Bertrand propose que les débats de cette commission soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que les commissions suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes:

À la Salle 91:

La Commission permanente des institutions, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence et procéder ensuite à une séance de travail.

Mercredi, le 22 novembre 1984:

À la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May:

La sous-commission de l'Assemblée nationale, pour y poursuivre ses travaux sur la réforme parlementaire.

Conformément à l'article 97 des Règles de procédure, M. Ciaccia propose:

*Que*, de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement péquiste doit décréter dans les meilleurs délais une enquête publique, complète et indépendante sur les circonstances et les raisons qui ont entraîné une perte faunique déplorable, à savoir la disparition tragique de près de 10 000 caribous dans la rivière Caniapiscou à la fin de septembre 1984.

Avant que ne commence le débat sur cette motion, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que le temps prévu pour la discussion de cette motion soit réparti également entre les deux groupes parlementaires; que les députés indépendants puissent intervenir pendant une période de dix minutes chacun, leur temps devant être soustrait de l'enveloppe globale distribuée à chacun des groupes parlementaires; et que la durée des discours ne soit pas limitée, sauf le droit de réplique qui ne devra pas excéder dix minutes.

Et la discussion se poursuit sur la motion de M. Ciaccia.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Garon présente le projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Fréchette présente le projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Chevette présente le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Johnson (Anjou) présente le projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand, au nom de M. Bérubé, présente le projet de loi 16, Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203.—Loi concernant la succession de John Dwane;

Projet de loi 229.—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;

Projet de loi 230.—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;

Projet de loi 235.—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville.

*(Document de la session n° 108)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, l'article 4 des Règles de fonctionnement est suspendu dans le cas du projet de loi 230.

M. Fallu présente le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la succession de John Dwane, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Lavigne présente le projet de loi d'intérêt privé 229, Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Leduc (Saint-Laurent) présente le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les projets de loi 203, 229 et 230 soient envoyés à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Baril (Arthabaska) présente le projet de loi d'intérêt privé 235, Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Clair, président du Conseil du trésor, fait une déclaration ministérielle relativement aux conditions de travail des

agents de la Sûreté du Québec, à savoir que le gouvernement a décidé d'accorder à ces salariés une augmentation de traitement de 3% pour l'année 1984, de n'en accorder aucune en 1985 et de voter l'augmentation égale au taux d'inflation en 1986, en autant que celui-ci ne soit pas supérieur à 4%.

À la fin de sa déclaration, M. Clair dépose deux tableaux comparant les salaires des agents de la Sûreté du Québec et ceux d'autres corps policiers au Canada et indiquant les pourcentages moyens d'augmentations accordés aux agents et aux employés des secteurs public et parapublic au cours de la période 1978-1985.

*(Document de la session n° 109)*

M. Houde présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Bertrand donne avis qu'immédiatement jusqu'à vingt-deux heures avec suspension des travaux de dix-huit heures jusqu'à vingt heures, à la Salle 81, la Commission permanente de l'aménagement et de l'équipement siégera afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 2.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Projet de loi 4.—Loi sur le ministère des Affaires municipales.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes:

À la Salle 80:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour une séance de travail.

À compter de dix heures jusqu'à douze heures:

À la Salle de l'Assemblée nationale:

Demain, la Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'interpellation du député de Jeanne-Mance au ministre des Transports, sur le sujet suivant:

Les problèmes que connaît l'industrie du taxi, particulièrement dans l'île de Montréal.

Le vendredi 23 novembre 1984, la Commission de l'économie et du travail, pour l'interpellation du député de Portneuf au ministre du Travail, sur le sujet suivant:

L'indifférence et l'inaction du gouvernement péquiste face à la situation que connaît l'industrie de la coiffure.

L'Assemblée débat le rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé les 9, 10 et 11 octobre 1984 afin de procéder à une consultation particulière pour étudier le rapport et les recommandations de la Commission de la représentation électorale sur la réforme du mode de scrutin déposés à l'Assemblée nationale le 28 mars 1984.

Avant que ne commence le débat sur ce rapport, du consentement unanime et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que le temps prévu pour la prise en considération de ce rapport soit réparti également entre les deux groupes parlementaires et que les députés indépendants puissent intervenir pendant une période de cinq minutes chacun, leur temps devant être soustrait de l'enveloppe globale distribuée à chacun des groupes parlementaires.

Et le débat se poursuit sur le rapport.

Au cours de son intervention, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Brouillet dépose une proposition de réforme du mode de scrutin relativement à la compensatoire régionale et nationale.

*(Document de la session n° 110)*

Le débat est terminé.

M. Chevrette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Polak.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, malgré l'article 101 des Règles de procédure, la séance est suspendue à loisir.

15 novembre 1984

---

À vingt-trois heures vingt-cinq minutes, à la reprise de la séance, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 111)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Fréchette:

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 112)*

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 8 novembre 1984, afin de désigner la commission parlementaire qui fera l'étude du rapport d'activités 1983-1984 de la Commission d'accès à l'information.

*(Document de la session n° 113)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 13 novembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de juillet, août et septembre 1984.

*(Document de la session n° 114)*

Puis M. le Président communique à l'Assemblée une lettre en date du 20 novembre 1984 qu'il a reçue de M. Pierre de Bellefeuille, député de Deux-Montagnes, l'avisant de son intention de soulever une question de fait personnel relativement à son inscription comme membre du groupe parlementaire ministériel.

*(Document de la session n° 115)*

Dans son intervention, M. de Bellefeuille informe l'Assemblée de sa décision de démissionner comme membre de l'aile parlementaire du Parti québécois et, par voie de conséquence, comme adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:



Le mercredi 21 novembre 1984, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 2.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Projet de loi 4.—Loi sur le ministère des Affaires municipales.

Le mardi 27 novembre 1984, à compter de dix heures jusqu'à onze heures trente minutes:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'éducation afin de poursuivre le mandat confié par l'Assemblée le 7 novembre dernier, soit procéder à une consultation particulière concernant le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes:

À la Salle 91:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence, suivie d'une séance de travail.

Ce soir, à compter de vingt heures:

À la Salle 80:

La Commission de l'éducation, pour une séance de travail.

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour une séance de travail.

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, conformément aux dispositions de l'article 54 de

l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

GILLES LAMONTAGNE

Édifice André-Laurendeau  
Québec, le 15 novembre 1984

*(Document de la session n° 116)*

Sur la motion de M. Bertrand, tous ces crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevette proposant que le principe du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, soit maintenant adopté.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fortier.

À vingt et une heures cinquante minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette proposant que le principe du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

À douze heures trente-trois minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 233.—Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal;

Projet de loi 248.—Loi concernant le testament de Armand Marcotte;

Projet de loi 249.—Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances;

Projet de loi 250.—Loi concernant la ville de Montréal-Nord.

*(Document de la session n° 117)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, l'article 4 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas des projets de loi 248, 249 et 250.

M. Blank présente le projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Mme Lachapelle présente le projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant le testament de Armand Marcotte, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les projets de loi 233 et 248 soient envoyés à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Paré présente le projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Laplante présente le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi concernant la ville de Montréal-Nord, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marcoux:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 118)*

Par M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par 700 travailleurs et travailleuses de l'est de Montréal, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents

du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), continue de pénaliser les victimes d'accidents et de maladies du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

(Document de la session n° 119)

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 21 novembre 1984.

(Document de la session n° 120)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Chevrette proposant que le principe du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachapelle, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Bacon, Bisaillon, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Côté, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Marx, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—31.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Bertrand donne avis que la Commission permanente de l'aménagement et des équipements siégera à la Salle 81, immédiatement après les affaires courantes jusqu'à dix-huit heures, et le jeudi 22 novembre 1984, à compter de onze heures trente minutes jusqu'à treize heures, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

M. le Président donne avis que la sous-commission de l'Assemblée nationale siégera demain à compter de dix heures, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, pour y poursuivre ses travaux sur la réforme parlementaire.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ciaccia proposant en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que*, de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement péquiste doit décréter dans les meilleurs délais une enquête publique, complète et indépendante sur les circonstances et les raisons qui ont entraîné une perte faunique déplorable, à savoir la disparition tragique de près de 10 000 caribous dans la rivière Caniapiscou à la fin de septembre 1984.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, la séance est suspendue jusqu'à quatorze heures quinze minutes.

*Quatorze heures quinze minutes*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Vaugeois:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 14 novembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du Conseil exécutif, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes pour les mois de juillet, août et septembre 1984.

*(Document de la session n° 121)*

Par M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par 418 membres du Conseil provincial de la construction, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), vient empirer une situation déjà inacceptable pour les accidentés du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'adopter immédiatement des modifications à la loi actuelle conformément à leurs revendications.

*(Document de la session n° 122)*

Extrait d'une pétition signée par 2 210 travailleurs et travailleuses de la région de Montréal, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), vient empirer une situation déjà inacceptable pour les accidentés du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'adopter immédiatement des modifications à la loi actuelle conformément à leurs revendications.

*(Document de la session n° 123)*

M. le Président communique à l'Assemblée une lettre en date du 22 novembre 1984 qu'il a reçue de M. Jérôme Proulx, député de Saint-Jean, l'avisant de son intention de soulever une question de fait personnel aujourd'hui relativement à son appartenance à un groupe parlementaire.

*(Document de la session n° 124)*

M. Proulx informe l'Assemblée qu'il démissionne du groupe parlementaire ministériel et comme adjoint parlementaire au ministre des Affaires culturelles.

À quatorze heures vingt-six minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, la séance est suspendue à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Ciaccia proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que*, de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement péquiste doit décréter dans les meilleurs délais une enquête publique, complète et indépendante sur les circonstances et les raisons qui ont entraîné une perte faunique déplorable, à savoir la disparition tragique de près de 10 000 caribous dans la rivière Caniapiscou à la fin de septembre 1984.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bisaillon, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maltais, Marx, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—36.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—56.

M. Brassard propose que cette Assemblée rende un hommage à la mémoire des Patriotes de 1837-1838 et s'associe aux célébrations du jour des Patriotes.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 300 des Règles de procédure, M. le Président fait part à l'Assemblée qu'il a reçu les deux avis suivants pour que soient tenus des débats de fin de séance:



Le premier avis provient du député de Gatineau et porte sur la question qu'il a posée au Premier ministre relativement à la démission du ministre des Finances;

Le second avis provient du député de Brôme-Missisquoi et porte sur la question qu'il a posée au Premier ministre relativement à la démission du vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales.

M. Blouin donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Le mardi 27 novembre 1984, de dix heures jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Le mardi 4 décembre 1984, de dix heures à treize heures et après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 200.—Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 235.—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville;

Projet de loi 246.—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;

Projet de loi 247.—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami;

Projet de loi 250.—Loi concernant la ville de Montréal-Nord.

M. le Président donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

À la Salle de l'Assemblée nationale:

Le vendredi 30 novembre, à compter de dix heures jusqu'à douze heures, la Commission des affaires sociales, pour l'interpellation du député de Brôme-Missisquoi au ministre des Affaires sociales, sur le sujet suivant:

L'indifférence du gouvernement péquiste et l'incohérence de ses politiques dans les dossiers de la santé et des services sociaux.

À la Salle 91:

Immédiatement après les affaires courantes, la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour une séance de travail.

À la Salle 81:

À compter de dix-huit heures, la Commission de l'aménagement et des équipements, pour une séance de travail.

À la Salle 91:

Le mardi 27 novembre 1984, à compter de dix heures trente minutes, la Commission de la culture, pour une consultation générale sur l'étude de l'impact des tendances démographiques actuelles.

M. le Président donne avis que la séance de travail de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, prévue pour dix-huit heures, ne sera pas tenue.

À dix-sept heures quarante minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que l'interpellation au nom du député de Portneuf au ministre du Travail, sur l'indifférence et l'inaction du gouvernement péquiste face à la situation que connaît l'industrie de la coiffure, prévue pour demain, est reportée au vendredi 7 décembre 1984 à la Salle de l'Assemblée nationale, à compter de dix heures jusqu'à douze heures.

Les débats de fin de séance qui devaient avoir lieu ce soir sont annulés.

À vingt heures dix minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'Assemblée nationale, de vive voix, de son siège à l'Assemblée, M. Jacques Parizeau, député de la circonscription électorale de L'Assomption, donne sa démission comme membre de cette Assemblée.

M. Tardif dépose le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'année 1983-1984

*(Document de la session n° 125)*

M. le Président communique à l'Assemblée une lettre en date du 27 novembre 1984 qu'il a reçue de M. Jacques Léonard, député de Labelle, l'avisant de son intention de soulever une question de fait personnel aujourd'hui relativement à son inscription comme membre du groupe parlementaire ministériel.

*(Document de la session n° 126)*

Au cours de son intervention, M. Léonard annonce sa démission comme membre du Conseil des ministres et son intention de siéger comme député indépendant.

Puis, M. le Président communique aussi à l'Assemblée une lettre en date du 27 novembre 1984 qu'il a reçue de Mme Denise LeBlanc-Bantey, députée des Îles-de-la-Madeleine, l'avisant de son intention de soulever une question de fait personnel aujourd'hui relativement à son inscription comme membre du groupe parlementaire ministériel.

*(Document de la session n° 127)*

Mme LeBlanc-Bantey, au cours de son allocution, fait part de sa démission comme membre du Conseil des ministres et sa volonté de siéger comme députée indépendante.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, pour une consultation particulière concernant le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

Le mercredi 28 novembre 1984, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

Le lundi 3 décembre 1984, immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des institutions, pour consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203.—Loi concernant la succession de John Dwane;

Projet de loi 229.—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;

Projet de loi 230.—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;

Projet de loi 233.—Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal;

Projet de loi 236.—Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi 248.—Loi concernant le testament de Armand Marcotte.

M. le Président donne avis qu'immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, à la Salle 80, la Commission permanente des affaires sociales siégera afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Régie du logement.

Au début des affaires du jour, conformément aux articles 88 et 89 des Règles de procédure, M. le Président indique qu'il a reçu une demande du chef de l'Opposition officielle afin que soit tenu un débat d'urgence sur un sujet précis, d'importance particulière, à savoir: la crise soudaine et grave qui secoue le gouvernement et dont l'ampleur est telle que la capacité de ce gouvernement à gérer les affaires de l'État est sérieusement compromise et que même le fonctionnement de l'Assemblée nationale et de ses commissions parlementaires en est perturbé.

Après de brèves explications du député de Bonaventure, M. le Président rend la décision suivante:

La jurisprudence a établi que les possibilités de recevabilité d'un débat d'urgence sont très restreintes. Bien que la demande du chef de l'Opposition respecte certains éléments contenus à l'article 88 des Règles de procédure, le sujet, quant à lui, ne relève pas de la compétence de l'Assemblée.

La composition du gouvernement est la prérogative de celui-ci. L'Assemblée peut bien vérifier si elle lui accorde sa confiance; elle dispose alors de la motion de censure qui constitue le moyen approprié pour décider de cette question.

En outre, les événements auxquels la demande fait référence datent de jeudi dernier; l'Opposition avait à ce moment la possibilité d'inscrire une motion de censure ou une motion débattable le mercredi. De plus, ces événements ont été discutés lors des périodes de questions de jeudi dernier et d'aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, la demande est jugée irrecevable.

M. Dean propose que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat continue.

27 novembre 1984

---

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ciaccia.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dean proposant que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente du budget et de l'administration, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Leduc (Fabre):

Rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé les 13, 14, 15, 16 et 27 novembre 1984 afin de procéder à une consultation particulière concernant le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.  
(Document de la session n° 128)

Par M. Gravel:

Extrait d'une pétition signée par 78 membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel-Dieu de Québec (CSN), informant l'Assemblée nationale qu'ils considèrent que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), pénalise les victimes d'accidents et de maladies du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.  
(Document de la session n° 129)

Extrait d'une pétition signée par 185 membres du Syndicat des professeurs et des employés de soutien du CÉGEP de Limoilou, informant l'Assemblée nationale qu'ils considèrent que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), pénalise les victimes d'accidents et de maladies du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.  
(Document de la session n° 130)

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 28 novembre 1984.

*(Document de la session n° 131)*

M. Chevette propose que cette Assemblée adresse ses félicitations aux récipiendaires du prix et de la bourse François-de-B.-Gourdeau décernés respectivement au père Louis Genest et à l'Association de la conservation de la vallée du Gouffre.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Brassard propose que sur la liste des membres de la Commission permanente de l'économie et du travail, les noms de MM. Desbiens et Lévesque (Kamouraska-Témiscouata) soient retranchés et que les noms de Mme Harel et de MM. Gravel, Lafrenière et LeMay soient ajoutés.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux, soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui entendra, dans le cadre d'une consultation particulière, les groupes et organismes énumérés dans un document qui fera l'objet d'un dépôt.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose alors la liste des groupes et organismes convoqués pour une consultation particulière relativement au projet de loi 13.

*(Document de la session n° 132)*

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.



Le jeudi 29 novembre 1984, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 91:

La Commission du budget et de l'administration afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le mardi 11 décembre 1984, immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'aménagement et des équipements, pour une consultation particulière concernant le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux.

M. le Président donne avis qu'immédiatement après les affaires courantes, à la Salle 80, la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation siégera pour une séance de travail.

Conformément à l'article 97 des Règles de procédure, M. Gratton propose:

*Que* cette Assemblée déplore vivement le manque de rigueur et de discernement dont continue de faire preuve le gouvernement péquiste dans l'utilisation de l'argent des contribuables québécois, tel qu'illustré par les dépenses inutiles et la publicité partisane.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 133)*

Par Mme Lavoie-Roux:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé les 13 et 20 novembre 1984 aux fins de procéder à la vérification des engagements financiers qui sont de sa compétence pour les mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre 1984.

*(Document de la session n° 134)*

Par M. Doyon:

Extrait d'une pétition signée par 326 membres du Syndicat des employés de l'Hôpital Laval (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec diverses dispositions du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 135)*

Par M. Cusano:

Extrait d'une pétition signée par 784 personnes de plusieurs circonscriptions électorales de la région de Montréal, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42 ne répond pas aux revendications des accidentés du travail et demandant au gouvernement que la loi actuelle soit modifiée en adoptant les points positifs prévus dans le projet de loi 42.

*(Document de la session n° 136)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période de questions orales des députés, M. Sirros dépose une lettre en date du 10 août 1984 que M. Pierre Sarault, sous-ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, a reçue de M. Jean-Marie Lalande, sous-ministre adjoint dudit ministère, concernant un rapport de vérification de la fonction « main-d'oeuvre ».

*(Document de la session n° 137)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Gratton proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* cette Assemblée déplore vivement le manque de rigueur et de discernement dont continue de faire preuve le gouvernement péquiste dans l'utilisation de l'argent des contribuables québécois, tel qu'illustré par les dépenses inutiles et la publicité partisane.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Bacon, Bélanger, Bisaillon, Blank, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—41.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*);

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Si l'étude de ce projet de loi n'est pas terminée ce soir, ladite Commission la poursuivra demain, à la même Salle, à compter de dix heures jusqu'à douze heures.

À la Salle 91:

La Commission du budget et de l'administration afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

M. Bertrand corrige un avis donné antérieurement en ce qui a trait à la consultation particulière qu'entreprendra la Commission permanente de l'aménagement et des équipements relativement au projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux: cette commission siégera le mercredi 12 décembre, et non pas le mardi 11 décembre, aux heures indiquées.

M. le Président rappelle l'interpellation du député de Brôme-Missisquoi au ministre des Affaires sociales, prévue pour demain, de même que celle du député de Portneuf au ministre du Travail, prévue pour le vendredi 7 décembre 1984, dont les avis paraissent déjà au *Feuilleton*.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé les 30 et 31 décembre 1984 afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Société de développement des industries de la culture et des communications.

Aucun débat n'est tenu.

M. Bérubé propose que le principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée le débat est suspendu et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* qu'après une entente intervenue entre les deux leaders parlementaires, l'interpellation qui devait avoir lieu demain soit remise à une date qui sera fixée ultérieurement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fallu.

29 novembre 1984

---

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quinze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.

*(Document de la session n° 138)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, l'article 4 des Règles de fonctionnement est suspendu dans le cas du projet de loi 254.

M. Blank présente le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le projet de loi 254 soit envoyé à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose les réponses aux questions suivantes inscrites au *Feuilleton* du 28 novembre 1984:

*Question de M. Fortier:*

Quelle est la liste complète des programmes d'aide à la mise en valeur des forêts privées et ce, pour l'année 1982-1983, avec les budgets s'y rapportant, d'une part au niveau individuel et, d'autre part, au niveau des organismes de gestion en commun?

*Réponse de M. Rodrigue contenant les informations demandées.*

*(Document de la session n° 139)*

*Question de M. Fortier:*

1. Quelle est la liste de toutes les concessions forestières révoquées depuis le 1<sup>er</sup> avril 1976?

2. Pour chacune de ces concessions, quel est le nom de la compagnie concernée ainsi que la superficie concédée et la région administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources?

3. Quels ont été les coûts afférents pour la révocation de chacune des concessions?

*Réponse de M. Rodrigue contenant les informations demandées.*  
*(Document de la session n° 140)*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rodrigue:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 141)*

Par M. Fréchette:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 142)*

M. Lévesque (Taillon) propose que cette Assemblée exprime sa reconnaissance à l'ex-député de l'Assomption, M. Jacques Parizeau, qui décidait dernièrement de quitter son siège et de mettre ainsi un terme, pour l'instant, à sa carrière à plein temps en politique active.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lincoln présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Bertrand propose que les projets de loi suivants soient inscrits aux noms des nouveaux titulaires des ministères comme suit:

Au nom de M. Brassard:

Projet de loi 13.—Loi sur les parcs nationaux;

Projet de loi 88.—Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Au nom de M. Tardif:

Projet de loi 8.—Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval;

Projet de loi 81.—Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

Au nom de M. Duhaime:

Projet de loi 7. —Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières;

Projet de loi 90.—Loi sur le vérificateur général.

Au nom de M. Rodrigue:

Projet de loi 9.— Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

À compter de dix-sept heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81:

La Commission des institutions, pour consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203.—Loi concernant la succession de John Dwane;

Projet de loi 229.—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;

Projet de loi 230.—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;

Projet de loi 248.—Loi concernant le testament de Armand Marcotte;

Projet de loi 254.—Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Middlemiss.



3 décembre 1984

---

À vingt-trois heures, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Denis Lazure, dans une déclaration qu'il fait à l'Assemblée nationale, annonce sa décision de quitter son poste au Conseil des ministres, et démissionne de son siège comme député de Bertrand.

Du consentement unanime, M. Lévesque (Taillon) propose que cette Assemblée communique ses remerciements à M. Denis Lazure pour les services qu'il a rendus à la collectivité québécoise pendant toutes ces années où il fut ministre et député de Bertrand.

Et un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes de l'Assemblée nationale:

- Décision 117, en date du 25 octobre 1984, concernant le Règlement sur la prolongation de la période de validité de la liste de déclaration d'aptitudes établie pour combler certains postes prévus par la décision 041;
- Décision 118, en date du 25 octobre 1984, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;
- Décision 119, en date du 25 octobre 1984, concernant le Règlement sur le traitement, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire général et du secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale;
- Décision 123, en date du 7 novembre 1984, concernant le Règlement sur l'attribution des sommes prévues en vertu de l'article 104 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).

*(Document de la session n° 143)*

Par M. Gendron:

Rapport d'avancement sur l'étude de faisabilité relative au projet d'aménagement des eaux de l'Archipel de Montréal, en date d'avril 1984.

*(Document de la session n° 144)*

Par M. Tremblay:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 15, 21, 22, 27, 28 et 29 novembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 2.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Projet de loi 4.—Loi sur le ministère des Affaires municipales.

*(Document de la session n° 145)*

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 29 novembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

*(Document de la session n° 146)*

Par M. Houde:

Extrait d'une pétition signée par 200 travailleurs de Saint-Gabriel-de-Brandon et des environs, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, représente un net recul pour les accidentés du travail et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 147)*

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements, pour consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 200.—Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 235.—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville;

Projet de loi 246.—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;

Projet de loi 247.—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami;

Projet de loi 250.—Loi concernant la ville de Montréal-Nord.

M. le Président donne avis qu'immédiatement, la Commission permanente de la culture siégera à la Salle 80 pour l'étude des activités de la Commission d'accès à l'information et, du consentement unanime de l'Assemblée, la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation siégera à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, pour une séance de travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À vingt-deux heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose une lettre, en date du 4 décembre 1984, qu'il a reçue de M. René Lévesque, Premier ministre, lui annonçant que dorénavant Mme Lachapelle, députée de Dorion, agira à titre de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 148)*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 5 décembre 1984.

*(Document de la session n° 149)*

Par M. Bertrand:

Réponse de M. Bérubé à la question suivante de M. Vallières inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui:

1. Quelles sont les commissions scolaires qui, depuis 1981, ont effectué une demande d'aide financière pour des projets visant à apporter les correctifs nécessaires aux problèmes occasionnés par des matériaux représentant un risque pour la santé et, dans chaque cas, quel(le) a été *a*) le montant de l'aide financière *b*) le produit identifié comme étant dangereux *c*) la nature des travaux effectués?

2. Quels sont les matériaux que le ministère de l'Éducation considère comme admissibles à une subvention pour des travaux de rénovation, de transformation ou de démolition dans les édifices contenant des matériaux représentant des risques pour la santé?

*(Document de la session n° 150)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1983.

*(Document de la session n° 151)*

Par M. Gendron:

Option d'aménagement de la région métropolitaine de Montréal.

*(Document de la session n° 152)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—43.

ABSTENTIONS:—MM. Blais, de Bellefeuille.—2.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Côté présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Bertrand propose qu'au Bureau de l'Assemblée nationale, M. Brassard soit remplacé par Mme Lachapelle.

La motion est adoptée.

M. Gratton propose que sur la liste des membres de la Commission permanente de l'éducation, le nom de M. Parent soit substitué à celui de M. Dauphin.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'éducation et que les débats de cette commission soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront :

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures :

À la Salle du Conseil législatif :

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81 :

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

M. Marcoux propose que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Assad propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans trois mois ».

Au commencement du débat sur cette motion d'amendement, M. le Président, à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, répartit le temps de parole comme suit : chacun des groupes parlementaires se verra attribuer la moitié du temps prévu pour un débat restreint, les députés indépendants pouvant, à leur gré, utiliser une enveloppe de dix minutes.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* qu'aucun vote par appel nominal n'ait lieu sur cette motion d'amendement.

5 décembre 1984

---

Et le débat se poursuit sur la motion d'amendement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

La motion d'amendement est rejetée après division des voix.

Et le débat se poursuit sur la motion principale de M. Marcoux proposant que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, soit maintenant adopté.

*0 heure, le jeudi 6 décembre 1984*

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 0 heure quarante minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Dix heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Payne:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 3 décembre 1984 afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- Projet de loi 203—Loi concernant la succession de John Dwane;
- Projet de loi 229—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;
- Projet de loi 230—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;
- Projet de loi 233—Loi concernant les immeubles situés au 3460 et 3480 rue Simpson à Montréal;
- Projet de loi 236—Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles;
- Projet de loi 248—Loi concernant le testament de Armand Marcotte;
- Projet de loi 254—Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.

Les projets de loi 203, 229 et 230 sont rapportés sans amendement; le projet de loi 248 est rapporté avec des amendements et l'étude détaillée des projets de loi 233, 236 et 254 est remise à une date ultérieure.

*(Document de la session n° 153)*

Par M. de Bellefeuille:

Extrait d'une pétition signée par 900 membres du Syndicat des travailleurs Brooke Bond Inc. (CSN) informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, continue de pénaliser les victimes d'accidents et de maladies du travail et demandant que le gouvernement retire ce projet de loi ou, à défaut, que l'Assemblée nationale le rejette.

*(Document de la session n° 154)*

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand dépose copie de la correspondance échangée entre Mme Ester Désilets, directrice générale de l'Institut canadien d'éducation des adultes, M. Jean-Guy Paquet, secrétaire de la Régie des services publics et M. Bernard Benoist, secrétaire général et directeur du contentieux de la Société de radio-télévision

du Québec, concernant l'ensemble de la programmation éducative de Radio-Québec et l'introduction de périodes de publicité.

*(Document de la session n° 155)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Marcoux proposant que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bélanger, Bissonnet, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Vaillancourt.—41.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Bertrand propose que le projet de loi 6 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements et que les débats soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Paquette dépose l'extrait d'une pétition signée par 596 citoyens de Rosemont et des environs, informant l'Assemblée que le projet de loi 42, Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, continue de pénaliser les victimes d'accidents et de maladies du travail et demandant que le gouvernement retire ce projet de loi ou, à défaut, que l'Assemblée nationale le rejette.

*(Document de la session n° 156)*

M. Payne propose que le rapport de la Commission permanente des institutions qui a procédé à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 203, 229, 230, 233, 236, 248 et 254, soit adopté.

La motion est adoptée.

M. Pagé présente une motion sans préavis qui n'est pas débattue, faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

À la Salle 91:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), qui se poursuivra à la Salle du Conseil législatif à compter de quinze heures.

Le vendredi, 7 décembre 1984:

À compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

M. le Président donne avis que les commissions suivantes siégeront:

Immédiatement:

À la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May:

La sous-commission de l'Assemblée nationale, sur des questions portant sur la réforme parlementaire.

À compter de quinze heures:

À la Salle 80:

La Commission permanente de la culture, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence et pour une séance de travail.

À la Salle 91:

La Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour une séance de travail.

L'Assemblée débat le rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 29 novembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le débat est terminé.

Le rapport est adopté.

M. Tardif propose que le principe du projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 8 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, les débats devant être dirigés par un président de séance.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Johnson (Anjou) propose que les principes du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives, soient maintenant adoptés.

Et un débat s'ensuit.

Au cours de sa réplique, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marx dépose un tableau comparatif des prix des recueils des lois et des règlements du Canada, de l'Ontario et du Québec.

*(Document de la session n° 157)*

Et le débat se poursuit.

Au commencement de sa réplique, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson (Anjou) dépose des amendements qui seront proposés au projet de loi 15 lors de l'étude détaillée en commission.

*(Document de la session n° 158)*

Et le débat se poursuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, les principes du projet de loi sont adoptés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que, malgré l'article 254 des Règles de procédure, le projet de loi 15 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente des institutions, que le ministre de la Justice en soit membre et que les débats soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que cette commission siégera demain à la Salle 91 à compter de dix heures jusqu'à treize heures.

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 12, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe de ce projet de loi est adopté.

M. Bertrand propose que le projet de loi 12 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente des institutions et que les débats soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que cette commission siégera demain à la Salle 91 à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures.

À vingt-trois heures vingt minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Duhaime présente le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel du Directeur général des élections du Québec et de la Commission de la représentation électorale, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 159)*

Par M. Bertrand:

Réponses aux questions suivantes inscrites au *Feuilleton* du mercredi 5 décembre 1984:

*Question* de M. Picotte:

1. Pour chacun des exercices financiers 1982-1983 et 1983-1984, quel a été le montant total des subventions accordées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour le drainage souterrain?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont bénéficié de ces subventions et combien de mètres linéaires de drain ont été subventionnés?

*Réponse* de M. Garon contenant les informations demandées.

*(Document de la session n° 160)*

*Question* de M. Fortier:

1. Quels sont les montants impayés et dus au gouvernement du Québec au titre des droits et permis de coupe de bois en a) territoires affermés b) forêts domaniales c) terrains vacants d) réserves e) autres?

2. Quelle est la ventilation des montants impayés par année budgétaire depuis le 1<sup>er</sup> avril 1977 et, pour la même période, quel montant a dû être effacé des comptes à recevoir se rapportant à ces mêmes droits et permis impayés?

3. Pour quelles raisons une somme négative de 5 230 335 \$ apparaît-elle à la page 18 du rapport annuel 1983-1984 du ministère de l'Énergie et des Ressources à titre d'intérêts sur les droits et profits d'exploitation minière?

*Réponse de M. Rodrigue contenant les informations demandées.*  
(Document de la session n° 161)

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 162)

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 163)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 164)

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 165)

Par M. Chevrete:

Rapport annuel du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 166)

Rapport annuel du Conseil régional Kativik de la santé et des services sociaux, accompagné des états financiers annuels, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 167)

Par M. Bertrand, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relativement au programme de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1984.

(Document de la session n° 168)

Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1984.

(Document de la session n° 169)

Par M. Biron:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 170)



Par M. Tremblay:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 4 décembre 1984 afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 235—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville;

Projet de loi 246—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;

Projet de loi 247—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami;

Projet de loi 250—Loi concernant la ville de Montréal-Nord.

Les projets de loi 235 et 247 sont rapportés sans amendement et les projets de loi 246 et 250 sont rapportés avec des amendements.

*(Document de la session n° 171)*

Sur la motion de M. Tremblay, le rapport est adopté.

Par M. French:

Rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé le 4 décembre 1984 afin d'étudier le rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information conformément à l'article 119.1 de la Loi sur l'accès aux documents et sur la protection des renseignements personnels.

*(Document de la session n° 172)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, par M. Ciaccia:

Extrait d'une pétition signée par 750 travailleurs de l'industrie aéronautique, informant l'Assemblée nationale de la grève des agents de bord et demandant au gouvernement de mandater la Société québécoise des transports pour régler ce conflit et faire amender le contrat qui permet l'utilisation d'agents de bord de l'Ontario sur les avions de Québecair.

*(Document de la session n° 173)*

M. Bérubé propose que cette Assemblée félicite les candidates et candidats du Québec qui ont été reçus à l'Examen final uniforme de l'Institut canadien des comptables agréés.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

À la Salle du Conseil législatif, à compter de onze heures trente minutes jusqu'à treize heures et de vingt heures à vingt-quatre heures et, à la Salle 91, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À compter de onze heures trente minutes jusqu'à treize heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique.

À compter de vingt heures jusqu'à vingt quatre heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président donne avis que la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation siègera immédiatement à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May pour y tenir une séance de travail.

M. Léger propose que le principe du projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Le débat est suspendu.

M. Blouin donne avis que la Commission permanente de l'économie et du travail ne siégera qu'à la Salle du Conseil législatif à compter de vingt heures pour poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Léger proposant que le principe du projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À la fin de sa réplique, M. Léger informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 14 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 14 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Tardif propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Blouin donne avis que la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui devait siéger ce soir à la Salle 91, siégera plutôt demain après les affaires courantes.

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Tardif proposant que le principe du projet de loi 81 soit maintenant adopté.

*0 heure, le mercredi 12 décembre 1984*

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 81 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À 0 heure neuf minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose la lettre du Directeur général des élections, en date du 3 décembre 1984, concernant l'élection partielle du 26 novembre 1984 dans la circonscription électorale de Saint-Jacques ainsi qu'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 8 décembre 1984, contenant la proclamation d'élection de M. Jean-François Viau comme député libéral de Saint-Jacques.

*(Document de la session n° 174)*

Puis M. le Président invite le nouveau député à se présenter en Chambre.

Alors M. Jean-François Viau, député de la circonscription électorale de Saint-Jacques, est présenté par M. Levesque (Bonaventure) et prend séance.

M. le Président, le chef de l'Opposition et le leader du gouvernement félicitent le nouveau député et lui souhaitent la bienvenue en cette Assemblée après quoi le député fait une courte allocution.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 12 décembre 1984.

*(Document de la session n° 175)*

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 176)*

Par M. Bérubé:

Copie du décret 1349-84, en date du 6 juin 1984, concernant la constitution du Centre québécois pour l'informatisation de la production.

*(Document de la session n° 177)*

Par M. Bertrand:

Rapport annuel du ministère de la Fonction publique, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 178)*

Par M. Godin:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 179)

Du consentement unanime de l'Assemblée, par M. Houde:

Extrait d'une pétition signée par 10 358 personnes du comté de Berthier, informant l'Assemblée nationale que la fermeture de l'usine Melchers de Berthierville est désastreuse pour l'emploi et l'activité économique de la région et demandant aux gouvernements du Canada et du Québec d'intervenir pour la sauvegarde des emplois perdus à la suite de cette fermeture.

(Document de la session n° 180)

Extrait d'une pétition signée par 4 892 personnes du comté de Berthier, informant l'Assemblée nationale des inconvénients que causerait le réaménagement du CLSC Brandon en fonction des territoires des municipalités régionales de comté et demandant au gouvernement que le territoire de ce centre local de services communautaires soit conservé dans son intégrité.

(Document de la session n° 181)

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt et une heures trente minutes, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 8—Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval;

Projet de loi 81—Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président donne avis que la Commission de la culture siégera immédiatement pour tenir une séance de travail.

M. Dean propose que le projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

M. Rodrigue propose que le principe du projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc., soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Middlemiss.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 2—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;

Projet de loi 4—Loi sur le ministère des Affaires municipales.

Le rapport est adopté.

M. Fréchette propose que le principe du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 11 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

Conformément à l'article 242 des Règles de procédure, M. Bertrand demande au Président de l'Assemblée nationale de convoquer les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission permanente de l'éducation sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, devrait être déposé à l'Assemblée.

M. le Président fixe le moment de la rencontre à seize heures quinze minutes à son bureau.

M. Duhaime propose que le principe du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. le Président informe l'Assemblée que, suite à la rencontre avec les leaders visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié le projet de loi 3, il n'y a pas eu d'accord.

En conséquence, M. Bertrand, conformément à l'article 244 des Règles de procédure, propose:

*Que* les travaux de la Commission permanente de l'éducation sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, se terminent immédiatement et que le rapport soit déposé dès l'adoption de la présente motion.

Le débat sur cette motion est remis à la prochaine séance.

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Duhaime proposant que le principe du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, soit maintenant adopté.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 7 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente du budget et de l'administration, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*



L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rodrigue proposant que le principe du projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc., soit maintenant adopté.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 9 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À vingt et une heures vingt minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Bertrand présente le projet de loi 19, Loi électorale, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 255, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

*(Document de la session n° 182)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les articles 4 et 6 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé soient suspendus dans le cas du projet de loi 255.

La motion est adoptée.

M. Leduc (Fabre) présente le projet de loi d'intérêt privé 255, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le projet de loi 255 soit envoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de la Société générale du cinéma, pour la période du 14 décembre 1983 au 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 183)*

Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 184)*

Par M. Rodrigue:

Les statistiques de l'énergie au Québec 1983.

*(Document de la session n° 185)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié les dossiers des sept grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover, lequel rapport contient le procès-verbal des auditions publiques des 10 et 11 octobre 1984 ainsi que les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

*(Document de la session n° 186)*

Par M. French:

Rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé le 6 décembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères des Communautés culturelles et de l'Immigration, des Communications et des Affaires culturelles pour les mois de juillet, août et septembre 1984, ainsi qu'à la vérification des engagements financiers du ministère des Affaires culturelles pour les mois d'avril, mai et juin 1984 reportée lors de la séance du 4 octobre 1984.

*(Document de la session n° 187)*

Par M. Cusano:

Extrait d'une pétition dont les 2 781 signatures ont été recueillies par l'Union des travailleuses et travailleurs accidentés de Montréal (UTAM), informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, désavantage monétairement les accidentés du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'apporter des modifications à la loi actuelle conformément à leurs revendications.

*(Document de la session n° 188)*

Par M. Vaillancourt:

Extrait d'une pétition signée par 721 contribuables de Beebe, Rock Island, Stanstead, Stanstead-Est et Ogden, informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de réforme scolaire qui propose un nouveau découpage du territoire et la création de nouvelles commissions scolaires en Estrie, et demandant au gouvernement que soient maintenues les limites territoriales actuelles de la Commission scolaire de Coaticook.

*(Document de la session n° 189)*

Après la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rivest dépose le rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 7 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 190)*

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront :

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures :

À la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May :

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 91 :

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 8 — Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval;

Projet de loi 81 — Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

Le lundi 17 décembre 1984 :

À la Salle 91 :

La Commission de l'aménagement et des équipements, pour consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 200 — Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 255 — Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

À compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures :

À la Salle 81 :

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

M. le Président donne avis qu'à compter de douze heures, à la Salle 152, la Sous-commission de la réforme parlementaire siégera pour y poursuivre l'étude des questions qui lui ont été soumises.

M. Bertrand propose :

*Que* les travaux de la Commission permanente de l'éducation sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, se terminent immédiatement et que le rapport soit déposé dès l'adoption de la présente motion.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que pour l'étude détaillée des projets de loi 9, 11 et 14, en sus du projet de loi 42 pour lequel une motion a déjà été adoptée, la Commission permanente de l'économie et du travail puisse siéger, la charge de président de la commission pour la durée de ces études devant être assumée par son vice-président, et ce, malgré l'article 131 des Règles de procédure.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand modifie l'avis qu'il a donné antérieurement et annonce que la Commission permanente de l'économie et du travail siégera à la Salle du Conseil législatif ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour l'étude détaillée des projets de loi 11 et 14.

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Bertrand proposant:

*Que* les travaux de la Commission permanente de l'éducation sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, se terminent immédiatement et que le rapport soit déposé dès l'adoption de la présente motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

*0 heure, le vendredi 14 décembre 1984*

Avant que le leader du gouvernement ne commence sa réplique, M. Blank soulève une question de règlement et déclare qu'une partie de la motion étant caduque, toute la motion est viciée dans son ensemble.

Il soutient que la commission a cessé ses travaux à minuit et que, conséquemment, les termes de la motion « les travaux se terminent immédiatement » sont sans objet puisqu'il est deux heures.

M. Bertrand prétend, au contraire, que le libellé de la motion correspond aux nouvelles modalités introduites par la réforme parlementaire et qu'elle est en tous points conforme au règlement, aucune de ses parties n'étant devenue caduque par l'effet du temps.

M. le Président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, rend la décision suivante:

La motion, dans son libellé, vise à mettre un terme au mandat de la commission. Ce mandat se retrouve dans la motion d'envoi pour étude détaillée; il subsiste, que la commission siège ou non. «Que les travaux se terminent immédiatement», ne s'entend pas des travaux de la journée mais plutôt du mandat initial contenu dans une motion préalablement adoptée par l'Assemblée.

Le mot «immédiatement» signifie tout simplement que le leader du gouvernement ne pourrait plus convoquer la commission dès le moment de l'adoption de la motion.

En conséquence, aucune des parties de la motion n'est caduque.

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À deux heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose le rapport du Directeur général des élections du Québec des résultats officiels du scrutin qui s'est tenu le 26 novembre 1984 dans la circonscription électorale de Saint-Jacques.

*(Document de la session n° 191)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Bertrand proposant:

*Que* les travaux de la Commission de l'éducation sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, se terminent immédiatement et que le rapport soit déposé dès l'adoption de la présente motion.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—56.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—50.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

En conséquence, M. Charbonneau dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé les 5, 6, 7, 11, 12 et 13 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

*(Document de la session n° 192)*

M. Bertrand propose que le projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit inscrit au nom de M. Johnson (Anjou).

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 81, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

Le lundi 17 décembre 1984, à compter de dix heures trente minutes jusqu'à treize heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Conformément à l'article 296 des Règles de procédure, M. Levesque (Bonaventure) propose:

*Que l'Assemblée nationale retire sa confiance au gouvernement qui manifeste une attitude incohérente et inacceptable dans la défense des intérêts supérieurs du Québec.*

Avant que ne commence la discussion sur cette motion, M. le Président communique à l'Assemblée la répartition du temps consacré à ce débat, après une réunion tenue avec les leaders des groupes parlementaires.



Ainsi, en respectant une période de dix minutes pour le droit de réplique et une enveloppe de dix minutes pour l'ensemble des députés indépendants, le reste du temps de parole sera réparti également entre chaque groupe parlementaire, chacun étant libre d'utiliser son enveloppe comme il l'entendra, le débat devant se terminer à douze heures cinquante-cinq minutes par la mise aux voix de la motion.

Et un débat s'ensuit sur la motion de censure de M. Levesque (Bonaventure).

Le débat est terminé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—49.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—56.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Jonhson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Bertrand propose que le projet de loi 10 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de la culture et que les débats soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, les dispositions de l'article 230 des Règles de procédure sont suspendues et M. Bertrand propose que le principe du projet de loi 19, Loi électorale, soit maintenant adopté.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Rochefort propose que le projet de loi 19 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions, que le leader du gouvernement ainsi que le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur en soient membres et que les débats soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Aujourd'hui, le vendredi 14 décembre 1984, à quinze heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur à l'édifice André-Laurendeau, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Rochefort, le représentant du Premier ministre, de M. Assad, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de Mme Lachapelle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

5 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Rochefort, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quinze heures*

Moment de recueillement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Marois présente le projet de loi 25, Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Bacon, Baril (Arthabaska), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blank, Bordeleau, Brassard, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Desbiens, Doyon, Duhaime, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Gagnon, Gauthier, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maltais, Marcoux, Marois, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Parent, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Rivest, Rocheleau, Rodrigue, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tremblay, Vallières, Viau.—79.

CONTRE:—0.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé le 14 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

*(Document de la session n° 193)*

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé le 13 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

*(Document de la session n° 194)*

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé le 13 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 195)*

Par M. Fallu:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 12 et 13 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 196)*

Par Mme Bacon:

Extrait d'une pétition signée par 427 personnes de la circonscription électorale de Chomedey informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement qu'il retire ce projet de loi ou, à défaut, que l'Assemblée nationale le rejette.

*(Document de la session n° 197)*

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront aujourd'hui:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt et une heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, ainsi qu'à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 200 — Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 255 — Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

Après les affaires courantes jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'éducation pour procéder à la consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 244, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

À compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 91:

La Commission des institutions afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

M. Duhaime transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 3) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

GILLES LAMONTAGNE

Édifice André-Laurendeau

Québec, le 17 décembre 1984

*(Document de la session n° 198)*

Sur la motion de M. Bertrand, les crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé le 4 décembre 1984 afin d'étudier le rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information.

Aucun débat n'est tenu.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures.*

L'Assemblée reprend sa séance.

Sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1984-1985.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est accordée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Bérubé propose que le principe du projet de loi 16, Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 16 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'éducation.

À vingt-trois heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Mme Marois présente le projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel de l'Université du Québec, accompagné de statistiques, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 199)*

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 200)*

Par M. Cusano:

Extrait d'une pétition signée par 3 501 membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec inc., informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 201)*

Par M. de Bellefeuille:

Extrait d'une pétition signée par 1 006 membres du Conseil central de Montréal (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement qu'il retire ce projet de loi ou, à défaut, que l'Assemblée nationale le rejette.

*(Document de la session n° 202)*

Par M. Baril (Arthabaska):

Extrait d'une pétition signée par 500 membres de syndicats affiliés au Conseil central de Victoriaville (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 203)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit envoyé à la Commission permanente du budget et de l'administration pour une consultation particulière et que cette commission siège demain, à la Salle 81, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront aujourd'hui:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission de l'économie et du travail afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

À la Salle 91:

La Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 6 — Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique;

Projet de loi 81 — Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 88 — Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission des institutions, pour consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 233 — Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal;

Projet de loi 254 — Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.

Ainsi que pour l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

À compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:



À la Salle 81:

La Commission de la culture afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.

À compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 81:

La Commission des institutions afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président donne avis qu'immédiatement après les affaires courantes, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la Commission des affaires sociales siégera pour une séance de travail.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Marois fait une déclaration ministérielle portant sur la déréglementation de la formation et de la qualification obligatoire du métier de coiffeur.

M. Léger propose que le projet de loi 14, Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

L'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

Et le débat s'ensuit.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

M. le Président met aux voix les amendements, les intitulés, les articles, les annexes, le titre du projet de loi 3 et le rapport de la Commission permanente de l'éducation ayant procédé à l'étude détaillée de ce projet de loi.

Le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Aujourd'hui, le mardi 18 décembre 1984, à dix-huit heures cinquante minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur à l'édifice André-Laurendeau, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Léger, le représentant du Premier ministre, de M. Maciocia, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

14 Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives.

À vingt-trois heures cinquante-neuf minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 204)

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 205)

Par M. Bertrand, au nom de M. Godin:

Rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 206)

Par M. Dean:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 207)

Par M. Fallu:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 17 et 18 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 208)

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 17 décembre 1984 pour consultation et étude détaillée, par la voie d'une sous-commission, des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 200 — Loi concernant la Ville de Montréal;

Projet de loi 255 — Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 209)

Le rapport est adopté.

Par M. Brouillet:

Rapport de la Commission permanente de la culture qui a siégé le 18 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée de projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 210)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé le 17 décembre 1984 pour consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 244, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 211)*

Le rapport est adopté.

Par Mme Juneau:

Extrait d'une pétition signée par 1 500 membres du Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke, informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 212)*

Par M. Brouillet:

Extrait d'une pétition signée par 237 membres du Syndicat des chauffeurs de la Commission de transport de la communauté urbaine de Québec, informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 213)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur les amendements, les intitulés, les articles, les annexes et le titre du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, ainsi que sur le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée de ce projet de loi.

M. Bérubé propose que les articles et les intitulés suivants soient supprimés:

- les articles 408, 409, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 504, 505, 540, 548, 552, 555, 599, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 646, 647, 648, 649 et 665;

— l'intitulé de la section I du chapitre VII et celui de la sous-section 1 de la section II du chapitre VII.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

M. Ryan propose l'adoption des amendements qu'il a présentés, sauf ceux qui ont été déclarés irrecevables et portant sur les articles 4, 6, 8, 9, 18, 20, 24, 26, 61 et 62, sur la 2<sup>e</sup> partie de l'amendement à l'article 147, sur les articles 367 et 473.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—62.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

M. Bérubé propose que soient adoptés les amendements, les intitulés et les nouveaux articles suivants:

- les amendements qu'il a présentés aux articles 61, 62, 63, 88, 102, 105, 107, 109, 118, 120, 137, 138, 146.1, 200, 221, 243, 247, 249, 262, 263, 268, 270, 283, 310, 336, 351, 426, 445 et 476;
- l'intitulé de la nouvelle section I du chapitre VII «Organisation des commissions scolaires nouvelles»;
- l'intitulé des sous-sections 1, 2 et 3 de la section I du chapitre VII, soit:
  - sous-section 1: «Élection en juin 1985»
  - sous-section 2: «Conseil provisoire ou élection en octobre 1985»
  - sous-section 3: «Procédure d'élection»;
- les nouveaux articles 483.1, 483.2, 483.2.1, 483.2.2, 483.2.3, 483.3, 483.4, 483.5 et 483.6;
- l'intitulé de la section II du chapitre VII «Fonctions des conseils des commissaires et des conseils provisoires des commissions scolaires nouvelles»;
- l'intitulé de la nouvelle sous-section 1 de la section II du chapitre VII:
  - «1. Fonctions générales»;
- les amendements qu'il a présentés aux articles 499, 506, 507, 507.1, 512, 667, 668, 669, 671, 678, 681 et 683.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

Tous les autres amendements proposés par M. Bérubé sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrete, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

Tous les articles du projet de loi 3, de l'article 1 à l'article 683 inclusivement, leur renumérotation et concordance, les annexes, les intitulés et le titre du projet de loi, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrete, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

Le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après l'adoption du principe, le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, est adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—44.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront aujourd'hui:

Immédiatement après les affaires courantes jusqu'à treize heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission des institutions afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi électorale, et pour consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal.

À compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle du Conseil législatif:

La Commission du budget et de l'administration pour une consultation particulière sur le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, ainsi que pour consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances.

À compter de quinze heures jusqu'à seize heures et de vingt heures à vingt-quatre heures:



À la Salle 81:

La Commission des institutions afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 15—Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi 19—Loi électorale.

À compter de seize heures jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 16, Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires.

M. Bertrand propose que les débats de la Commission de l'éducation qui étudiera le projet de loi 16 soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Blouin propose que le ministre des Finances soit membre de la Commission du budget et de l'administration pour la durée de l'étude du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail, qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

Le rapport est adopté après division des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Marcoux, le projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Marcoux propose que le projet de loi soit adopté.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 2 est adopté.

Sur la motion de M. Marcoux, le projet de loi 4, Loi sur le ministère des Affaires municipales, est adopté.

M. Bérubé propose que le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Laurin.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Mme Marois propose que le principe du projet de loi 25, Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 25 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente des affaires sociales, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit adopté.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Blouin donne avis que la Commission permanente des affaires sociales siégera à la Salle 81, immédiatement après la déclaration ministérielle qui vient, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 25, Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaimé fait une déclaration ministérielle concernant l'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois ainsi que certaines mesures d'ordre fiscal.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le principe du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À vingt-trois heures cinquante-neuf minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Dean, ministre du Revenu, fait une déclaration concernant la participation d'une population cible à un projet pilote introduisant un nouveau formulaire de déclaration de revenus s'adressant aux contribuables qui ont peu de renseignements fiscaux à transmettre au ministre du Revenu, et traitant aussi d'un document d'information relatif à la vérification des entreprises et des contribuables en affaires et, enfin, de la déclaration volontaire visant à régulariser des cas d'omission ou de déclarations incomplètes.

À la fin de sa déclaration, M. Dean dépose les documents suivants:

Une publication gouvernementale portant sur la vérification des entreprises et des contribuables en affaires.

*(Document de la session n° 214)*

Formulaire sans calcul de déclaration de revenus 1984.

*(Document de la session n° 215)*

→ M. Clair, président du Conseil du trésor, dans une déclaration ministérielle, communique la volonté du gouvernement d'établir un nouveau régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, après quoi il dépose un avant projet de loi intitulé: Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 216)*

M. Johnson (Anjou) présente le projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy.

*(Document de la session n° 217)*

M. Brouillet présente le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le projet de loi 222 soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

M. Gravel présente le projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 218)*

Comptes publics du gouvernement du Québec (Volumes 1 et 2), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 219)*

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1984.

*(Document de la session n° 220)*

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 221)*

Rapport annuel du Tribunal de l'expropriation, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 222)*

Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 223)*

Par M. Landry:

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1982-1983.

*(Document de la session n° 224)*

Rapport du Commissaire général à la visite du Pape.

*(Document de la session n° 225)*

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 226)*

Par M. Garon:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 227)*

Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole, pour l'année 1982-1983.

*(Document de la session n° 228)*

Par M. Bérubé:

Rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 229)*

Par M. Rochefort:

Rapport annuel du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 230)*

Par M. Rivest:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 18 décembre 1984 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 231)*

Sur la motion de M. Rivest, le rapport est adopté.

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 19 décembre 1984 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 232)*

Sur la motion de M. Lachance, le rapport est adopté.

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 19 décembre 1984 afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.  
*(Document de la session n° 233)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé le 19 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 16, Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 234)*

Par M. Paré:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé le 19 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 25, Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 235)*

Par M. Payne:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé les 7, 17, 18 et 19 décembre 1984 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 236)*

Par M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):

Extrait d'une pétition signée par 577 personnes de la circonscription électorale de Rouyn-Noranda-Témiscamingue et 435 personnes de la circonscription électorale d'Abitibi-Ouest, informant l'Assemblée nationale de leur opposition au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement qu'il retire ce projet de loi ou, à défaut, que l'Assemblée nationale le rejette.

*(Document de la session n° 237)*

Par M. Rivest, du consentement unanime de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition contenant 41 014 signatures recueillies par le Comité de Survie de l'École Saint-Joseph, l'Association des institutions de niveaux préscolaires et élémentaires (AIPEQ) et le Mouvement pour l'enseignement privé (MEP), informant

l'Assemblée nationale de leur opposition à l'application de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9) et demandant au gouvernement que toutes les mesures soient prises dans les meilleurs délais afin d'éviter la fermeture annoncée de l'École Saint-Joseph de Québec.

*(Document de la session n° 238)*

Au moment de la mise aux voix par appel nominal, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que le vote portant sur l'adoption du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit pris sans autre avis à quinze heures aujourd'hui.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Garon proposant que le principe du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Dean, de Bellefeuille, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—59.

CONTRE—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, Gratton, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—40.

M. Bertrand propose que le projet de loi 1 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et que les débats de cette commission soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Vallières présente une motion sans préavis qui n'est pas débattue, faute de consentement unanime.



Conformément à l'article 142 des Règles de procédure, M. Bertrand propose que la Commission permanente du budget et de l'administration soit convoquée pour une consultation générale sur l'avant projet de loi intitulé: Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront aujourd'hui:

À compter de douze heures vingt-cinq minutes jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'aménagement et des équipements, pour consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec—Sainte-Foy.

À compter de douze heures vingt-cinq minutes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vaugeois dépose le rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé les 18 et 19 décembre 1984 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 239)*

Sur la motion de M. Vaugeois, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la culture qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (n° 2), pour l'année financière 1984-1985.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger à nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vaugois dépose le rapport de la sous-commission constituant le rapport de la Commission permanente des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi électorale.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 240)*

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Johnson (Anjou), au nom du Premier ministre, propose:

*Que* l'Assemblée nationale nomme comme membre et président de la Commission des droits de la personne M<sup>e</sup> Jacques Lachapelle pour une durée de trois ans;

*Que* l'Assemblée nationale renouvelle, pour une durée de deux ans, le mandat de M<sup>e</sup> Nicole Trudeau-Bérard comme membre et vice-présidente de la Commission des droits de la personne;

*Que* l'Assemblée nationale renouvelle, pour une durée de deux ans, les mandats de M<sup>e</sup> Gisèle Côté-Harper et de M<sup>e</sup> André Morel comme membres de la Commission des droits de la personne;

*Que* l'Assemblée nationale renouvelle, pour une durée d'un an, le mandat de M. Luc André comme membre de la Commission des droits de la personne;

*Que* l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, pour une durée de trois ans et en remplacement de messieurs Michael Yarosky et Raymond Sliger dont les mandats sont expirés, les personnes suivantes:

- M. Mayer Lévy, directeur pour le Québec des relations communautaires du Congrès Juif Canadien;
- M. Claude Morrisseau, directeur québécois du Syndicat canadien de la Fonction publique;

*Que* ces nominations et renouvellements de mandats prennent effet aujourd'hui.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, Dougherty, Doyon, Dubois, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vallières, Vaugois, Viau.—100.

CONTRE:—0.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugois.—58.

CONTRE:—0.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

En conséquence, le projet de loi 3 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (nos 2 et 3), pour l'année financière 1984-1985.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (nos 2 et 3), et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 287 068 300 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1984-1985, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés aux projets de loi qui seront présentés.

Le rapport est adopté.

En conséquence, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Duhaime:

Projet de loi 17—Loi n° 5 sur les crédits, 1984-1985;  
Projet de loi 24—Loi n° 6 sur les crédits, 1984-1985.

Sur la motion de M. Duhaime, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, saisis par l'Assemblée et adoptés.

À dix-huit heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront ce soir:

À compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

À compter de vingt heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 81:

La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

M. Bertrand propose que le président du Conseil du trésor soit membre de la Commission permanente du budget et de l'administration qui siégera pour une consultation générale sur l'avant projet de loi sur la réforme du régime de négociation dans les secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

*Ordonné* que, malgré l'article 223 des Règles de procédure, l'Assemblée puisse immédiatement procéder à l'étude du projet de loi 23, Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de techniciens ambulanciers de la région de Montréal métropolitain (6A), et que toutes les étapes puissent être franchies au cours de la même séance.

Alors, M. Chevette présente le projet de loi 23 et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevette dépose le document suivant:

Dispositions constituant des conventions collectives entre les compagnies d'ambulances du Québec et le Rassemblement des employés techniciens ambulanciers du Québec (CSN).

*(Document de la session n° 242)*

M. Chevette propose que le principe du projet de loi 23, Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de techniciens ambulanciers de la région de Montréal métropolitain (6A), soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Bacon dépose le rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé aujourd'hui afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 241)*

Sur la motion de Mme Bacon, le rapport est adopté.

M. Chevette propose que le projet de loi 23, Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de techniciens ambulanciers de la région du Montréal métropolitain (6A), soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Tardif, le projet de loi 8, Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval, est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 9, Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc., est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Rodrigue propose que le projet de loi soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 9 est adopté.

Sur la motion de M. Fréchette, le projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 12, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 15 est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose:

*Qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1984, la rémunération annuelle du Protecteur du citoyen, monsieur Yves Labonté, soit égale à celle de l'échelon inférieur des sous-ministres; et*

*Qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1984, la rémunération annuelle du Vérificateur général, monsieur Rhéal Chatelain, soit égale à celle de l'échelon supérieur des sous-ministres.*

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi électorale.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 19 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 16, Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Bérubé, le projet de loi est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 25, Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de Mme Marois, le projet de loi 25 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Brassard, le projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 10, Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Blouin, au nom du proposeur de chaque projet de loi, le principe des projets de loi d'intérêt privé suivants est adopté après quoi ces mêmes projets de loi sont adoptés:

- Projet de loi 200—Loi concernant la Ville de Montréal;
- Projet de loi 203—Loi concernant la succession de John Dwane;
- Projet de loi 229—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;
- Projet de loi 230—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;
- Projet de loi 233—Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal;
- Projet de loi 235—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville;
- Projet de loi 244—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;
- Projet de loi 246—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;
- Projet de loi 247—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami;
- Projet de loi 248—Loi concernant le testament de Armand Marcotte;
- Projet de loi 249—Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances;
- Projet de loi 250—Loi concernant la ville de Montréal-Nord;
- Projet de loi 254—Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman;
- Projet de loi 255—Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Brouillet propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Brouillet, le projet de loi 222 est adopté.

À vingt-trois heures, cinquante-cinq minutes, l'Assemblée suspend sa séance à loisir.

*0 heure, le vendredi 21 décembre 1984*

À une heure quatorze minutes, l'Assemblée reprend sa séance.



Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lachance dépose le rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 243)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Duhaime, le projet de loi 7 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime propose:

*Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu de suspendre l'application des règles ci-après mentionnées, et ce en vue de l'adoption du projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec:*

- les articles 22, 98 à 100 inclusivement, 223, 229, 230, 233 et 234;
- à l'article 237: les mots « Avant l'étude détaillée, la commission peut procéder à des consultations particulières »;
- à l'article 241: les mots « l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente ».

*Que la commission plénière fasse rapport au plus tard quinze minutes après le début de ses travaux;*

*Que cinq minutes avant l'expiration de ce délai, le Président mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé;*

*Que le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à cinq minutes par parti reconnu;*

*Que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue jusqu'à l'adoption du projet de loi.*

Et un débat s'ensuit.

La motion est adoptée après division des voix.

M. Duhaime propose que le principe du projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée après division des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi est envoyé à la commission plénière pour étude détaillée, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté après division des voix.

Sur la motion de M. Duhaime, le projet de loi 18 est adopté.

M. Landry propose que M. Raymond Brouillet, député de Chauveau, soit nommé vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Le jeudi 20 décembre 1984, à vingt-trois heures cinq minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur à l'édifice André-Laurendeau, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Chevrette, le représentant du Premier ministre, de M. Paradis, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Paré et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 23 Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de techniciens ambulanciers de la région de Montréal métropolitain (6A).

À trois heures trois minutes, M. le Président déclare l'Assemblée ajournée au mardi 12 mars 1985, à quatorze heures.

Le vendredi 21 décembre 1984, à trois heures quinze minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur à l'édifice André-Laurendeau, en présence de M. Brouillet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Landry, le représentant du Premier ministre, de M. Cusano, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 2 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- 3 Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public;
- 4 Loi sur le ministère des Affaires municipales;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières;

- 8 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval;
- 9 Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.;
- 10 Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- 11 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail;
- 12 Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives;
- 15 Loi modifiant diverses dispositions législatives;
- 16 Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires;
- 17 Loi n° 5 sur les crédits, 1984-1985;
- 18 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec;
- 19 Loi électorale;
- 24 Loi n° 6 sur les crédits, 1984-1985;
- 25 Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal;
- 88 Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec;
- 200 Loi concernant la Ville de Montréal;
- 203 Loi concernant la succession de John Dwane;
- 222 Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy;
- 229 Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois;
- 230 Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève;
- 233 Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal;

- 235 Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville;
- 244 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;
- 246 Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc;
- 247 Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami;
- 248 Loi concernant le testament de Armand Marcotte;
- 249 Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances;
- 250 Loi concernant la ville de Montréal-Nord;
- 254 Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman;
- 255 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée les lettres suivantes:

Lettre de démission de M. Camille Laurin, député de Bourget, en date du 25 janvier 1985, et réponse de M. le Président, en date du 8 mars 1985.

*(Document de la session n° 244)*

Lettre de démission de M. Denis Vaugois, député de Trois-Rivières, en date du 19 janvier 1985, et réponse de M. le Président, en date du 8 mars 1985.

*(Document de la session n° 245)*

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Marois:

Rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 246)*

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'année 1981-1982.

*(Document de la session n° 247)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 248)*

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 249)*

Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 250)*

Par M. Gendron:

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 1<sup>er</sup> juillet 1984.

*(Document de la session n° 251)*

Par M. Bertrand:

Rapport intitulé: *Radio-Québec Maintenant*, concernant les orientations des activités et des structures de la Société de radio-télévision du Québec.

(Document de la session n° 252)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du Centre du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 253)

Par M. Martel:

Ensemble de mesures assurant le respect des droits des contribuables à Revenu Québec.

(Document de la session n° 254)

Par M. le Président:

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 31 janvier 1985 afin d'étudier la proposition de délimitation des circonscriptions électorales de la Commission de la représentation électorale, en date du 13 avril 1983, d'entendre le Directeur général des élections et de régler diverses affaires courantes.

(Document de la session n° 255)

Par M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par 2 148 membres des syndicats qui composent la Fédération des syndicats professionnels des infirmières et des infirmiers du Québec, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, bafoue les droits fondamentaux des accidentés du travail en matière d'indemnisation, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

(Document de la session n° 256)

Par M. de Bellefeuille:

Extrait d'une pétition signée par 28 membres du Syndicat de l'enseignement de la région des Mille-Isles informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

(Document de la session n° 257)

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 12 mars 1985.

(Document de la session n° 258)

M. Lévesque (Taillon) propose que l'Assemblée nationale approuve l'envoi par le chef du gouvernement du Québec de deux télégrammes aux autorités politiques de l'U.R.S.S., l'un témoignant de la sympathie du Québec à la suite du décès de M. Constantin Tchernenko, l'autre félicitant M. Mikhail Gorbatchev pour sa récente élection au poste de Secrétaire général du Parti communiste soviétique.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Levesque (Bonaventure) propose que l'Assemblée nationale offre ses condoléances à Mme Lapalme et à sa famille qui ont été plongées dans le deuil récemment à la suite du décès de M. Georges-Émile Lapalme.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Marois propose que l'Assemblée nationale souligne le 8 mars 1985, Journée internationale des femmes, journée-bilan d'une décennie qui a marqué, dans toutes les sociétés du monde, la volonté des femmes de faire avancer la cause de l'égalité.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 126 des Règles de procédure, Mme Lachapelle propose que les députés suivants soient membres de la Commission permanente des institutions: Mme Lachapelle et MM. Blais, Blouin, Gagnon et Leduc (Fabre).

La motion est adoptée.

M. Blouin donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

La Commission du budget et de l'administration, afin de recevoir le rapport de la sous-commission constituée dans le cadre de la consultation générale portant sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. La Commission se réunira à la Salle 91, aujourd'hui, de 17 heures 15 à 18 heures.

La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), à la Salle du Conseil législatif, aujourd'hui, de 17 heures 15 à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, et à la Salle 91, demain, 13 mars 1985, de 10 heures à 12 heures 30.

La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procéder à des consultations particulières, à la Salle 81, le mercredi 13 mars 1985, de 10 heures à 13 heures.

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à des auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur les aspects de relève, de financement et d'endettement agricoles au Québec, à la Salle du Conseil législatif, le mercredi 13 mars 1985, de 10 heures à 13 heures.

M. le Président donne avis que la Commission permanente de l'économie et du travail siégera en vue de procéder à l'élection de son président, à la Salle 91, le mercredi 13 mars 1985, à compter de 12 heures 30.

Mme Marois propose que le principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 21 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente des affaires sociales, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marx.

À 21 heures 38, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain 10 heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Polak.

À 12h48, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 259)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Chevrete:

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 260)*

Par M. Fréchette:

Décret 2100-81, en date du 22 juillet 1981, concernant la dissolution du Conseil d'information sur les négociations et du Conseil sur le maintien des services de santé et des services sociaux en cas de conflit du travail ainsi que l'avis du juge en chef du tribunal du travail concernant la dissolution de chacun de ces conseils.

*(Document de la session n° 261)*

Par Mme Bacon:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 5 et 21 février 1985, afin de procéder à l'élection du président de la Commission en conformité avec l'article 131 des Règles de procédure.

*(Document de la session n° 262)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 28 février 1985, afin de procéder à la vérification des

engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de septembre et octobre 1984.

(Document de la session n° 263)

Par M. Gratton:

Extrait d'une pétition signée par 764 membres du Comité des travailleurs accidentés de l'Outaouais, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, remplace la rente à vie pour le déficit physique permanent par un montant forfaitaire ridiculement bas, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'adopter immédiatement des modifications à la loi actuelle.

(Document de la session n° 264)

M. Vallières propose qu'à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation du journal *La Tribune*, cette Assemblée adresse ses meilleurs vœux à l'équipe actuelle de ce journal et à tous ceux et celles qui ont contribué à faire un succès de cette entreprise.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Blouin avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 81, aujourd'hui, de 16h20 à 18h et demain de 10h à 13h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procéder à des consultations particulières.

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, aujourd'hui, de 16h20 à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Conformément à l'article 97 des Règles de procédure, M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) propose:

*Que* l'Assemblée nationale déplore vivement que le gouvernement du Parti québécois, par son refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises et d'implanter des mesures fiscales plus incitatrices, défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi.

13 mars 1985

---

Avant que ne commence la discussion sur cette motion, M. le Président, à la suite d'une réunion avec les leaders, indique le partage du temps convenu pour la séance d'aujourd'hui: quarante-six minutes pour l'Opposition officielle, quarante-six minutes pour le groupe parlementaire ministériel et huit minutes pour les députés indépendants.

Et le débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Leduc (Saint-Laurent).

À 18h00, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Bédard, au nom de M. Garon:

Projet de loi 27 — Loi sur le mérite de la restauration;  
Projet de loi 28 — Loi sur le mérite du pêcheur.

M. Bédard, au nom de M. Garon, propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Richard:

Rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 265)*

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 266)*

Par M. Bédard, au nom de M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 267)*

Rapport annuel du Conseil consultatif de la justice, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 268)*

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> Session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 13 mars 1985.

*(Document de la session n° 269)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion sans préavis de M. Vallières proposant:

Qu'à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation du journal *La Tribune*, cette Assemblée adresse ses meilleurs vœux à l'équipe actuelle de ce journal et à tous ceux et celles qui ont contribué à faire un succès de cette entreprise.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Viau.—108.

CONTRE:—0.

M. Bédard avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, de 15h10 à 18h et de 20h à 22h, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procéder à des consultations particulières;

La Commission de l'économie et du travail, aujourd'hui, de 15h10 à 18h et de 20h à 22h à la Salle 91, et le mardi 19 mars 1985, de 10h à 12h30 à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Puis, M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, aujourd'hui, à compter de 15h10, à la Salle du Conseil législatif, en vue d'une consultation générale sur la relève agricole;

La Commission de l'Assemblée nationale, le mardi 19 mars 1985, à compter de 10h30, à la Salle 81, pour y discuter de la composition des commissions permanentes et d'autres questions relevant de sa compétence.

La Commission de l'aménagement et des équipements, le mardi, 19 mars 1985, de 10h à 12h30, à la Salle 91, pour la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 22 mars prochain, soit celle inscrite au nom du député d'Outremont et s'adressant au ministre délégué aux Forêts, sur le sujet suivant:

La situation dans l'industrie du bois de sciage.

Conformément à l'article 296 du règlement, M. Levesque (Bonaventure) propose:

*Que* l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti québécois pour son absence de vision éclairée face aux défis que le Québec se doit de relever pour maîtriser son avenir.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est interrompu et M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps de parole qui a été décidé lors d'une réunion des leaders. Ainsi, l'Opposition officielle, en plus du temps réservé à la réplique, se voit attribuer une heure cinquante-cinq minutes, le parti ministériel, une heure cinquante-cinq minutes, et les députés indépendants, vingt-cinq minutes.

Et le débat reprend sur cette motion.

Au cours de son intervention, à la suite d'une demande de M. Gratton en vertu de l'article 207, M. Biron dépose deux lettres concernant les programmes d'aide à la PME:

- Une lettre de « Les Pierres Lévisiennes inc » de Saint-David, Lévis;
  - Une lettre de « Gauvin et Associés », graphistes et imprimeurs, de Sherbrooke.
- (Document de la session n° 270)*

À 17h56, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat étant terminé, un vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Lévesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Faradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—53.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

À 22h02, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 19 mars 1985 afin de déterminer la composition des commissions permanentes de l'Assemblée.

La liste des membres des commissions permanentes est incluse dans le rapport.  
*(Document de la session n° 271)*

Sur la motion de M. Rancourt, le rapport est adopté.

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 129, en date du 19 décembre 1984, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les ressources financières et le personnel attribués aux commissions et sous-commissions de l'Assemblée nationale;
- Décision 130, en date du 19 décembre 1984, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'achat et le louage de biens et le louage de services;
- Décision 132, en date du 19 décembre 1984, concernant le Règlement augmentant les frais remboursés pour les déplacements effectués au moyen d'un véhicule automobile;
- Décision 135, en date du 16 janvier 1985, concernant le Règlement concernant certaines modifications au Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 136, en date du 6 février 1985, concernant les prévisions budgétaires 1985-1986 de l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 272)*

Par M. Richard:

Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 273)*



Par M. Le May:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 274)*

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé les 29, 30, 31 janvier, les 5, 6, 7 février et le 12 mars 1985, aux fins de procéder à une consultation générale portant sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 275)*

Par M. Picotte:

Extrait d'une pétition signée par 1 362 membres du Conseil central de Shawinigan (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 276)*

Par M. Houde:

Extrait d'une pétition signée par 49 membres de l'Association des travailleurs et travailleuses accidentés de Petit Brandon, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, anéantit les acquis des travailleurs, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'améliorer la loi actuelle selon leurs revendications.

*(Document de la session n° 277)*

M. Richard propose que cette Assemblée offre des félicitations à Mme Pauline Julien pour le Grand Prix de l'Académie Charles-Cros qu'elle s'est vue décerner en France et des remerciements pour l'honneur qu'elle fait rejaillir sur tout le Québec.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Payne propose que cette Assemblée exprime ses meilleurs voeux à la communauté irlandaise du Québec à l'occasion de la Saint-Patrick.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bédard, au nom de M. Bérubé, dépose une lettre de la compagnie « Technologie Ordinateur Outaouais inc. » concernant l'évaluation du marché de télédétection

Qualimage, adressée à M. Gilles Bergeron, président de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.

(Document de la session n° 278)

M. Bédard, conformément à l'article 142 des Règles de procédure, propose:

*Que* la Commission permanente de l'économie et du travail se réunisse le mardi 26 mars 1985, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1985;

*Qu'*aux fins de l'exécution de ce mandat, la Commission entende la direction d'Hydro-Québec; et

*Que* le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de la commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, il est—

*Résolu* que le vice-président actuel de la commission agisse comme président pour la durée de ce mandat.

M. Bédard avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'économie et du travail, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, à la Salle du Conseil législatif, et demain, de 10h à 13h, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*);

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, aujourd'hui, de 20h à 22h et demain, de 10h à 13h, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires;

La Commission de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, de 20h à 22h, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et demain, de 10h à 13h, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux.

Puis, M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, à compter de 15h30, à la Salle 91, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence;

La Commission des institutions, aujourd'hui, à compter de 15h30, à la Salle 81, en vue de procéder à l'élection de son président.

M. Duhaime transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Édifice André-Laurendeau  
Québec, 19 mars 1985

J. GILLES LAMONTAGNE

*(Document de la session n° 279)*

Du consentement unanime et sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption de certains crédits provisoires du budget 1985-1986.

La proposition principale d'adopter certains crédits provisoires est alors étudiée et adoptée.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté certains crédits provisoires, soit une somme maximum de 177 549 500,00 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1985-1986, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 174 334 825,00 \$ représentant  $\frac{1}{12}$  des crédits à voter pour le programme 6 « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

2° 3 214 675,00 \$ représentant  $\frac{1}{4}$  des crédits à voter pour le programme 8 « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Le rapport est adopté.

En conséquence, le projet de loi 30, Loi n° 1 sur les crédits, 1985-1986, est présenté par M. Duhaime.

Sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée se saisit du projet de loi; le principe est adopté; le projet de loi est adopté.

M. Bédard avise l'Assemblée que le 21 mars 1985, il proposera la formation de la commission plénière afin qu'elle procède à l'étude des crédits provisoires du budget 1985-1986, conformément à l'article 272 du règlement.

M. Lévesque (Taillon) propose la motion suivante portant sur la reconnaissance des droits des autochtones:

QUE cette Assemblée:

RECONNAISSE l'existence au Québec des nations abénaquise, algonquine, attikamek, crie, huronne, micmaque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuit;

RECONNAISSE leurs droits ancestraux existants et les droits inscrits dans les conventions de la Baie-James et du Nord québécois et du Nord-est québécois;

CONSIDÈRE que ces conventions, de même que toute autre convention ou entente future de même nature, ont valeur de traités;

SOUSCRIVE à la démarche que le gouvernement a engagée avec les Autochtones afin de mieux reconnaître et préciser leurs droits, cette démarche s'appuyant à la fois sur la légitimité historique et sur l'importance pour la société québécoise d'établir avec les Autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle;

PRESSE le gouvernement de poursuivre les négociations avec les nations autochtones en se fondant, sans s'y limiter, sur les quinze principes qu'il a approuvés le 9 février 1983 en réponse aux propositions qui lui ont été transmises le 30 novembre 1982 et à conclure avec les nations qui le désirent ou l'une ou l'autre des bandes qui les constituent des ententes leur assurant l'exercice:

- a) du droit à l'autonomie au sein du Québec;
- b) du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions;
- c) du droit de posséder et de contrôler des terres;

- d) du droit de chasser, pêcher, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques;
- e) du droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier,

de façon à leur permettre de se développer en tant que nations distinctes ayant leur identité propre et exerçant leurs droits au sein du Québec;

DÉCLARE que les droits des Autochtones s'appliquent également aux hommes et aux femmes;

AFFIRME sa volonté de protéger dans ses lois fondamentales les droits inscrits dans les ententes conclues avec les nations autochtones du Québec; et

CONVIENNE que soit établi un forum parlementaire permanent permettant aux Autochtones de faire connaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est suspendu.

M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande du député de Sainte-Marie concernant le conflit de Domtar à Lebel-sur-Quévillon.

Et le débat reprend sur la motion de M. Lévesque (Taillon).

À 17h53, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Payne.

À 21h57, le débat de fin de séance sur la question soulevée par le député de Sainte-Marie est tenu.

Le ministre du Travail répond au député.

Aujourd'hui, le mardi 19 mars 1985, à dix-neuf heures trente, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Fallu, le représentant du Premier ministre, de M. Blank, le représentant du chef

19 mars 1985

---

de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

30 Loi n° 1 sur les crédits, 1985-1986.

À 22h13, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain 10 heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lévesque (Taillon) portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones:

QUE cette Assemblée:

RECONNAISSE l'existence au Québec des nations abénaquise, algonquine, attikamek, crie, huronne, micmaque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuit;

RECONNAISSE leurs droits ancestraux existants et les droits inscrits dans les conventions de la Baie-James et du Nord québécois et du Nord-est québécois;

CONSIDÈRE que ces conventions, de même que toute autre convention ou entente future de même nature, ont valeur de traités;

SOUSCRIVE à la démarche que le gouvernement a engagée avec les Autochtones afin de mieux reconnaître et préciser leurs droits, cette démarche s'appuyant à la fois sur la légitimité historique et sur l'importance pour la société québécoise d'établir avec les Autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle;

PRESSE le gouvernement de poursuivre les négociations avec les nations autochtones en se fondant, sans s'y limiter, sur les quinze principes qu'il a approuvés le 9 février 1983 en réponse aux propositions qui lui ont été transmises le 30 novembre 1982 et à conclure avec les nations qui le désirent ou l'une ou l'autre des bandes qui les constituent des ententes leur assurant l'exercice:

- a) du droit à l'autonomie au sein du Québec;
- b) du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions;
- c) du droit de posséder et de contrôler des terres;
- d) du droit de chasser, pêcher, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques;
- e) du droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier,

de façon à leur permettre de se développer en tant que nations distinctes ayant leur identité propre et exerçant leurs droits au sein du Québec;

DÉCLARE que les droits des Autochtones s'appliquent également aux hommes et aux femmes;

AFFIRME sa volonté de protéger dans ses lois fondamentales les droits inscrits dans les ententes conclues avec les nations autochtones du Québec; et

CONVIENNE que soit établi un forum parlementaire permanent permettant aux Autochtones de faire connaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, soit maintenant adopté.

Du consentement unanime, le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

À 12h50, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Lettre en date du 12 mars 1985 de M. Jacques Perrin faisant part au Président de l'Assemblée nationale de sa démission en qualité de membre de la Commission de la fonction publique.

*(Document de la session n° 280)*

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec ainsi que les états financiers, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 281)*

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, sur la tarification en assurance automobile pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 282)*



Par M. Rodrigue:

Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 283)

Par M. Lavigne:

Extrait d'une pétition signée par 2 013 membres du Comité d'appui des travailleurs accidentés de Valleyfield (C.A.T.A.), informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, ne répond pas aux besoins des travailleurs, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'améliorer la loi actuelle selon leurs revendications.

(Document de la session n° 284)

Par M. Maltais:

Extrait d'une pétition signée par 725 membres du Conseil central de la Côte-Nord inc. (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

(Document de la session n° 285)

Par M. Picotte:

Extrait d'une pétition signée par 607 membres du Conseil central de Trois-Rivières (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

(Document de la session n° 286)

Par M. Charbonneau:

Extrait d'une pétition signée par 860 membres du Comité ad hoc contre le projet de loi 42 du secteur Verchères, Varennes et Boucherville, informant l'Assemblée nationale que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, élimine des acquis importants du système d'indemnisation des accidentés du travail, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi et d'améliorer la loi actuelle selon leurs revendications.

(Document de la session n° 287)

Du consentement unanime de l'Assemblée, la motion de M. Lévesque (Taillon) est modifiée dans son libellé en remplaçant au cinquième paragraphe le mot « bandes » par le mot « communautés ».

L'Assemblée procède alors au vote par appel nominal de la motion de M. Lévesque (Taillon) portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones:

QUE cette Assemblée:

RECONNAISSE l'existence au Québec des nations abénaquise, algonquine, attikamek, crie, huronne, micmaque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuit;

RECONNAISSE leurs droits ancestraux existants et les droits inscrits dans les conventions de la Baie-James et du Nord québécois et du Nord-est québécois;

CONSIDÈRE que ces conventions, de même que toute autre convention ou entente future de même nature, ont valeur de traités;

SOUSCRIVE à la démarche que le gouvernement a engagée avec les Autochtones afin de mieux reconnaître et préciser leurs droits, cette démarche s'appuyant à la fois sur la légitimité historique et sur l'importance pour la société québécoise d'établir avec les Autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle;

PRESSE le gouvernement de poursuivre les négociations avec les nations autochtones en se fondant, sans s'y limiter, sur les quinze principes qu'il a approuvés le 9 février 1983 en réponse aux propositions qui lui ont été transmises le 30 novembre 1982 et à conclure avec les nations qui le désirent ou l'une ou l'autre des communautés qui les constituent des ententes leur assurant l'exercice:

- a) du droit à l'autonomie au sein du Québec;
- b) du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions;
- c) du droit de posséder et de contrôler des terres;
- d) du droit de chasser, pêcher, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques;
- e) du droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier,

de façon à leur permettre de se développer en tant que nations distinctes ayant leur identité propre et exerçant leurs droits au sein du Québec;

DÉCLARE que les droits des Autochtones s'appliquent également aux hommes et aux femmes;

AFFIRME sa volonté de protéger dans ses lois fondamentales les droits inscrits dans les ententes conclues avec les nations autochtones du Québec; et

CONVIENNE que soit établi un forum parlementaire permanent permettant aux Autochtones de faire connaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—66.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Vaillancourt, Vallières, Viau.—44.

M. Fallu propose:

*Que* cette Assemblée rende hommage aux efforts et à la persévérance des bénévoles de l'Association du Québec pour les déficients mentaux; et

*Que* cette Assemblée formule le vœu que les personnes qui vivent avec un handicap mental soient de plus en plus, dans notre société, des citoyens et citoyennes à part égale.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bédard avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'économie et du travail, aujourd'hui, de 16h15 à 18h, et demain, de 10h à 12h30, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*);

La Commission de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, de 16h15 à 17h, et demain, de 10h à 12h00, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre une consultation particulière sur le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux;

La Commission des affaires sociales, demain, de 10h à 12h30, à la Salle 81, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission permanente des affaires sociales tiendra une séance de travail, aujourd'hui, dès la fin des affaires courantes, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May.

Du consentement unanime de l'Assemblée, il est décidé que le nom de M. Grégoire soit ajouté à la liste des membres de la Commission permanente de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* l'Assemblée nationale déplore vivement que le gouvernement du Parti Québécois, par son refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises et d'implanter des mesures fiscales plus incitatrices, défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi.

Avant que ne commence la discussion sur cette motion, M. le Président, à la suite d'une réunion avec les leaders, indique le partage du temps convenu pour la séance d'aujourd'hui: quarante minutes pour l'Opposition officielle, quarante minutes pour le groupe parlementaire ministériel et dix minutes de réplique pour l'auteur de la motion.

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17h58, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Gendron présente le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 288)*

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du Unity Building à Montréal, de la Maison Alix, de Mont-Laurier, et du bureau d'enregistrement et édifice de comté d'Huntingdon.  
*(Document de la session n° 289)*

Par M. Léger:

Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 290)*

Par Mme Lachapelle:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 19 mars 1985 afin de procéder à l'élection du président de la Commission, conformément à l'article 131 des Règles de procédure.  
*(Document de la session n° 291)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 20 décembre 1984 et les 19 et 20 mars 1985, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 292)*

Par M. Bertrand:

Extrait d'une pétition signée par 227 membres du Conseil central de Québec (CSN), informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et demandant au gouvernement de retirer ce projet de loi.

*(Document de la session n° 293)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Jolivet dépose les documents suivants:

- Décret 2200-84, en date du 3 octobre 1984, concernant un mandat d'étude à REXFOR pour évaluer un projet d'usine de pâtes ou de papiers à Port-Cartier;
- Décision du Conseil du trésor, en date du 20 novembre 1984, autorisant le ministère de l'Énergie et des Ressources à verser une subvention n'excédant pas 65 000 \$ au Conseil de développement économique de la région de Port-Cartier afin de permettre la relance de l'usine I.T.T. à Port-Cartier.

*(Document de la session n° 294)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* l'Assemblée nationale déplore vivement que le gouvernement du Parti Québécois, par son refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises et d'implanter des mesures fiscales plus incitatives, défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—44.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—66.

M. Richard propose que l'Assemblée nationale exprime ses condoléances à l'épouse, aux enfants et à tous les proches du réputé violoniste, M. Arthur Leblanc, décédé récemment.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Landry propose que l'Assemblée offre ses condoléances à la famille ainsi qu'aux nombreux amis de M. Gérard Frigon, décédé aujourd'hui.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Landry propose que l'Assemblée nationale souligne le quinzième anniversaire de la création de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Et du consentement unanime, un débat s'élève.

Le débat est terminé.

Un vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vallières, Viau.—104.

CONTRE:—0.

M. Pagé présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

21 mars 1985

---

M. Richard présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Bédard avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'économie et du travail, aujourd'hui, de 17h à 18h et de 20h à 22h, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), et le mardi 26 mars 1985, de 10h à 12h30, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1985 et entendre, à cette fin, les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec;

La Commission de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, de 17h à 18h et de 20h à 22h, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux.

Puis, M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La sous-commission de l'Assemblée nationale, aujourd'hui, à compter de 17h, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, afin de poursuivre ses travaux sur la réforme parlementaire;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, le mardi 26 mars 1985, à compter de 10h, à la Salle 81, afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de l'Office du crédit agricole du Québec.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 29 mars 1985, soit celle du député de Saguenay adressée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, sur le sujet suivant:

La situation de l'industrie de la pêche commerciale.

Sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption en bloc des crédits provisoires du budget 1985-1986.

Et la discussion a lieu en commission plénière.

À 18 heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et la discussion continue en commission plénière.



21 mars 1985

---

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À 22h, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Jolivet présente le projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel du Conseil des collègues pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 30 juin 1984.

*(Document de la session n° 295)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 20 et 21 mars 1985 afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux.

*(Document de la session n° 296)*

Par Mme Lavoie-Roux:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé le 27 novembre 1984 afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie du logement.

*(Document de la session n° 297)*

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé le 21 mars 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 298)*

Par M. Bertrand:

Extrait d'une pétition signée par 767 membres de la Coalition pour le droit de négocier s'opposant à l'adoption, dans sa forme actuelle, du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 299)*

Extrait d'une pétition signée par 10 181 membres de la Coalition pour le droit de négocier exigeant le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 300)*

Par M. Doyon:

Extrait d'une pétition signée par 7 000 membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec inc. exigeant le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 301)*

Par M. Bertrand:

Liste de tous les avis préalables autorisés par le Conseil du trésor et le ministère des Communications pour des campagnes de publicité gouvernementale en 1984-1985.

*(Document de la session n° 302)*

M. Dauphin propose que cette Assemblée exprime ses meilleurs vœux à la communauté hellénique du Québec à l'occasion de la fête nationale de la Grèce.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

M. Bertrand, leader adjoint du gouvernement, avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et le mardi 2 avril 1985, de 10h à 11h, afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard;

La Commission de l'économie et du travail, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1985 et entendre, à cette fin, les membres du conseil de direction.

Puis, du consentement unanime, M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'Assemblée nationale, aujourd'hui, à compter de 15h30, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, afin d'étudier les modifications

proposées au règlement de l'Assemblée nationale et entendre le Directeur général des élections sur des propositions relatives aux règlements découlant de la Loi électorale;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, à la Salle 81, afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de l'Office du crédit agricole du Québec.

M. Blouin, au nom de M. Gravel, propose que le principe du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

M. Blouin propose que le projet de loi 199 soit envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, et que le ministre des Affaires municipales en soit membre pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Blouin avise l'Assemblée que la Commission permanente de l'aménagement et des équipements se réunira à la Salle 91, le mardi 2 avril 1985, de 11h à 12h30, après les affaires courantes jusqu'à 18h et de 20h à 22h; et le mercredi 3 avril 1985, de 10h à 13h et après les affaires courantes jusqu'à 18h, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, soit maintenant adopté.

À 17h30, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Blouin propose que, pour la durée de l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard, le ministre des Affaires municipales soit membre de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements.

La motion est adoptée.

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, soit maintenant adopté.

26 mars 1985

---

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 20 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 20 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente des institutions.

À 21h24, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain 10 heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption en bloc des crédits provisoires du budget 1985-1986.

Et la discussion se poursuit sur l'adoption de ces crédits en commission plénière.

La proposition principale d'adopter en bloc ces crédits provisoires est alors adoptée.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté en bloc des crédits provisoires, soit une somme maximum de 5 298 163 716,66 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1985-1986, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 5 128 578 825,00 \$ représentant  $\frac{1}{4}$  des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière, à l'exception du programme 8 « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

2° 63 973 200,00 \$ représentant  $\frac{1}{4}$  additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 24 066 175,00 \$ représentant  $\frac{1}{4}$  additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

4° 3 806 500,00 \$ représentant  $\frac{4}{12}$  additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Promotion du loisir socio-culturel » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

5° 2 398 466,66 \$ représentant  $\frac{2}{12}$  additionnel des crédits à voter pour le programme 4 « Promotion de l'activité physique et du sport » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

6° 75 340 550,00 \$ représentant  $\frac{1}{4}$  additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Le rapport est adopté.

En conséquence, le projet de loi 31, « Loi n° 2 sur les crédits, 1985-1986 », est présenté par M. Duhaime.

M. Duhaime propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi; que le principe du projet soit adopté et que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

M. Blouin propose que l'ensemble des crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée nationale, soit envoyé pour étude en commissions permanentes.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend successivement en considération les deux rapports suivants:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié les dossiers des sept grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover. (Document de la session n° 186, déposé le 13 décembre 1984)

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé aux fins de procéder à une consultation générale portant sur l'avant projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. (Document de la session n° 275, déposé le 13 décembre 1984)

À 13h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Le document suivant est déposé par M. LeBlanc:

27 mars 1985

---

Extrait d'une pétition signée par 281 employés de la Fonction publique québécoise exigeant le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 303)*

M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission des affaires sociales, à la Salle 91, aujourd'hui, à compter de 15h15, pour une séance de travail;

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 81, demain, de 9h à 10h, pour une séance de travail et de 10h à 12h, afin d'étudier la politique budgétaire du gouvernement et l'évolution des finances publiques.

Conformément à l'article 97 des Règles de procédure, M. Vallières propose:

*Que* l'Assemblée nationale déplore l'état du réseau routier en milieu rural et dénonce l'insuffisance des crédits que le gouvernement du Parti québécois entend consacrer à la construction et à la conservation dudit réseau routier.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

Aujourd'hui, le mercredi 27 mars 1985, à dix-sept heures cinq, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bérubé, le représentant du Premier ministre, de M. Scowen, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

31 Loi n° 2 sur les crédits, 1985-1986.

À 17h55, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Un sondage sur le mode de scrutin et les institutions politiques.  
*(Document de la session n° 304)*

Par M. Fréchette:

Copie du décret 553-85, en date du 20 mars 1985, concernant la fin de la tutelle du Syndicat du transport de Montréal (Employés des services d'entretien — CSN).  
*(Document de la session n° 305)*

Rapport annuel concernant le Syndicat du transport de Montréal (Employés des services d'entretien — CSN) en tutelle depuis le 12 mai 1983.  
*(Document de la session n° 306)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 11 décembre 1984 ainsi que les 13, 14, 19 et 26 mars 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.  
*(Document de la session n° 307)*

Par M. Mailloux:

Extrait d'une pétition signée par 160 employés de la Fonction publique québécoise exigeant le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.  
*(Document de la session n° 308)*

Par M. Cusano:

Extrait d'une pétition signée par 1 036 membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.  
*(Document de la session n° 309)*

Par M. Beauséjour:

Extrait d'une pétition signée par 82 employés du ministère des Transports et membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux exigeant le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 310)*

Par M. Paquette:

Extrait d'une pétition signée par 2 195 membres de l'Union des travailleuses et travailleurs accidentés de Montréal (U.T.A.M.) demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 311)*

M. Garon, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans une déclaration ministérielle, informe l'Assemblée de l'intention du gouvernement de présenter sous peu un projet de loi visant à modifier la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, dans sa partie concernant les permis requis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, des entreprises de transformation des produits marins.

Ce projet de loi permettra, de façon temporaire, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1986, et, dans un cas spécifique, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1987, la poursuite de l'exploitation de certains établissements qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas complété leur normalisation.

M. Bédard, avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, le mardi 2 avril 1985, de 10h à 12h30, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, le mardi 2 avril 1985, de 10h à 11h, afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard, et de 11h à 12h30, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Puis, M. le Président avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, après les affaires courantes, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence;

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 81, après les affaires courantes, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence.

Conformément à l'article 296 des Règles de procédure, M. Bisailon propose:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son inaptitude à mettre en oeuvre une politique de plein emploi, privant en particulier la jeunesse québécoise de ses chances d'avenir, et pour sa faiblesse face au gouvernement fédéral, laquelle réduit ses moyens d'action à cet égard.

Avant que ne commence la discussion sur cette motion, M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion des leaders parlementaires, il a été convenu de la répartition du temps de parole comme suit: vingt et une minutes sont accordées aux députés indépendants, une heure cinquante-cinq minutes aux députés ministériels et une heure cinquante-cinq minutes au groupe de l'Opposition officielle, le droit de réplique dont dispose l'auteur de la motion devant être utilisé à compter de vingt et une heures trente.

Et un débat s'élève.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat étant terminé, un vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant somme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—56.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

28 mars 1985

---

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission permanente de l'Assemblée nationale se réunira, le mardi 2 avril, à la Salle 81, à 11h, pour y discuter d'affaires relevant de sa compétence.

À 22h06, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Duhaime, ministre des Finances, dans une déclaration ministérielle, fait état de la baisse des droits de péréquation du Québec à la suite de la solution retenue par le gouvernement fédéral et souligne l'intention du Québec de reprendre les discussions avec les autorités fédérales afin d'obtenir une compensation honorable et équitable fondée sur les principes inhérents à la péréquation.

Au cours de sa déclaration, M. Duhaime dépose deux graphiques et dix tableaux du ministère des Finances démontrant les pertes qui résultent de l'application de la nouvelle formule de péréquation du gouvernement fédéral.

*(Document de la session n° 312)*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 26 mars 1985 afin de recevoir le rapport de la Sous-commission sur la réforme parlementaire et d'approuver les règlements électoraux.

*(Document de la session n° 313)*

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 2 avril 1985 afin d'approuver les modifications d'ordre linguistique apportées aux Règles de procédure de l'Assemblée nationale.

*(Document de la session n° 314)*

M. Rancourt, conformément aux articles 114 et 124 des Règles de procédure, propose que l'Assemblée adopte ces deux rapports.

La motion est adoptée.

Par M. le Président:

Document de la Commission permanente de l'Assemblée nationale relatant au long les Règles de procédure de l'Assemblée, soit:

- le règlement de l'Assemblée nationale;
- les règles de fonctionnement concernant les commissions;
- les règles de fonctionnement concernant la vérification des engagements financiers; et

- les règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.  
(Document de la session n° 315)

Par M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 28 mars 1985 afin de procéder à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document de la session n° 316)

M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande du député de Brôme-Missisquoi sur les effets des coupures dans les établissements de santé et, plus particulièrement, dans les centres d'accueil pour personnes âgées.

M. Dauphin propose que cette Assemblée offre ses félicitations à M. Paul Dejean, lauréat de la deuxième édition du Prix des communautés culturelles.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bédard avise l'Assemblée de la convocation des commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, et demain, de 10h à 13h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, aujourd'hui, de 15h30 à 18h et de 20h à 22h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission permanente des affaires sociales se réunira aujourd'hui, à la Salle 81, de 16h15 à 18h et de 20h à 22h, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

Le rapport est adopté.

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À 22h, le débat de fin de séance sur la question soulevée par le député de Brôme-Missisquoi est tenu.

Le ministre des Affaires sociales répond au député.

À 22h14, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée s'ajourne à demain 10 heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Gendron, au nom de Mme Marois, propose que le projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 21 est adopté.

M. Gendron propose que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré.

À 13h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 26 mars 1985 afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de l'Office du crédit agricole du Québec.

*(Document de la session n° 317)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 2 avril 1985 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 318)*

Sur la motion de M. Marquis, le rapport est adopté.



Par M. de Bellefeuille:

Extrait d'une pétition signée par 50 membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses du Centre hospitalier de Granby demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 319)*

Par M. Cusano:

Extrait d'une pétition signée par 136 personnes du Centre hospitalier l'Assomption de Saint-Georges-de-Beauce demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 320)*

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé le 26 mars 1985 afin d'étudier la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1985 et d'entendre à cette fin les membres de la direction d'Hydro-Québec.

*(Document de la session n° 321)*

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission permanente de l'aménagement et des équipements se réunira demain, à la Salle 81, à compter de 12h30, pour une séance de travail.

M. Bédard avise l'Assemblée que la Commission permanente de l'économie et du travail se réunira aujourd'hui, à la Salle du Conseil législatif, de 16h15 à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

M. Chevette propose que dans le cadre de la Semaine de la santé, cette Assemblée invite tous nos concitoyens et concitoyennes à accentuer les efforts individuels et collectifs dans le but d'atteindre une meilleure santé.

Et du consentement unanime un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevette dépose une publication intitulée: *Le virage santélogique, scénario pour l'an 2000*.

*(Document de la session n° 322)*

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Bédard, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

3 avril 1985

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Vallières proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* l'Assemblée nationale déplore l'état du réseau routier en milieu rural et dénonce l'insuffisance des crédits que le gouvernement du Parti québécois entend consacrer à la construction et à la conservation dudit réseau routier.

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17h55, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rodrigue:

Décret 390-85, en date du 27 février 1985, concernant un paiement par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

*(Document de la session n° 323)*

Par M. Fréchette:

Rapport du Conseil de tutelle de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada (local 144).

*(Document de la session n° 324)*

Par M. Jolivet:

Résultats du mandat d'étude confié à REXFOR en vue d'évaluer un projet d'usine de pâtes ou de papiers à Port-Cartier.

*(Document de la session n° 325)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 326)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 2 avril 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 327)*

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 19 et 28 mars 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers dont l'étude a été reportée lors des séances du 26 septembre et du 30 octobre 1984 ainsi qu'à la vérification des engagements financiers des mois de juillet à décembre 1984 relevant de la compétence de la Commission.

*(Document de la session n° 328)*

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé le 28 mars 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du Conseil du trésor, des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration, des ministères des Finances et du Revenu, pour les mois de juillet à décembre 1984 inclusivement.

*(Document de la session n° 329)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion sans préavis de M. Chevette proposant:

*Que*, dans le cadre de la Semaine de la santé, cette Assemblée invite tous nos concitoyens et concitoyennes à accentuer les efforts individuels et collectifs dans le but d'atteindre une meilleure santé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Viau.—110.

CONTRE:—0.

Puis, l'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Vallières proposant, en vertu de l'article 97 des Règles de procédure:

*Que* l'Assemblée nationale déplore l'état du réseau routier en milieu rural et dénonce l'insuffisance des crédits que le gouvernement du Parti québécois entend consacrer à la construction et à la conservation dudit réseau routier.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—48.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

ABSTENTIONS:—Mme/MM. Boucher, Grégoire, LeBlanc-Bantey.—3.

Conformément à l'article 142 des Règles de procédure, M. Bédard propose:

*Que* la Commission permanente des affaires sociales se réunisse les 7, 8 et 9 mai 1985, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à une consultation particulière sur les deux sujets suivants:

- 1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;
- 2) la planification de la main d'oeuvre médicale;

*Qu'à* cette fin, la Commission invite les personnes et organismes qu'elle désire entendre; et

*Que* le ministre des Affaires sociales soit membre de la Commission.

La motion est adoptée.

M. Bérubé propose:

*Que* l'Assemblée nationale marque aujourd'hui le souvenir du centenaire de la naissance du frère Marie-Victorin, en reconnaissance de l'importance de son oeuvre et de son influence pédagogique sur des générations de Québécois.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

L'Assemblée prend successivement en considération les deux rapports suivants:

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 31 janvier 1985 afin d'étudier la proposition de délimitation des circonscriptions électorales de la Commission de la représentation, d'entendre le Directeur général des élections et de régler diverses affaires courantes. (Document de la session n° 255, déposé le 12 mars 1985).

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie du logement. (Document de la session n° 297, déposé le 26 mars 1985).

M. Rancourt propose:

*Que* cette Assemblée:

ADOpte à titre de Règles de procédure permanentes le règlement de l'Assemblée nationale, les règles de fonctionnement concernant les commissions, les règles de fonctionnement concernant la vérification des engagements financiers et les règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, tels que relatés au long dans le document de la session n° 315; et

ORDONNE que ces Règles de procédure régissent tous ses travaux à compter du 16 avril 1985.

Et une discussion s'ensuit.

M. Fortier propose l'amendement suivant:

*Que* la motion soit amendée en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

ORDONNE qu'à l'égard de la Commission de l'économie et du travail, le délai de trente jours prévu à l'article 140 du règlement commence à courir à compter du 16 avril 1985.

L'amendement est adopté.

La motion, ainsi amendée, est adoptée.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gravel, le projet de loi 199 est adopté.

M. Marcoux propose que le projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 6 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gendron présente le projet de loi 33, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gendron propose que le principe du projet de loi 33, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi est envoyé à la commission plénière pour étude détaillée, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gendron, le projet de loi 33 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le principe du projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur, soit maintenant adopté.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 28 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

À 16h53, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 16 avril 1985, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 4 avril 1985, à dix-sept heures trente, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Jolivet, le représentant du Premier ministre, de M. Saintonge, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 6 Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique;
- 21 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;
- 33 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marcoux:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1982-1983.  
*(Document de la session n° 330)*

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 331)*

Par M. Rochefort:

Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 332)*

Par M. Bédard, au nom de M. Chevette:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 333)*

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de la représentation électorale sur les délimitations des circonscriptions électorales du Québec, en date du 11 avril 1985.  
*(Document de la session n° 334)*

Répartition du temps prévu pour l'étude des crédits en commission plénière et en commissions permanentes.

*(Document de la session n° 335)*

Par M. Léger:

Extrait d'une pétition signée par 6 992 résidents de Rivière-des-Prairies demandant la construction d'une nouvelle école secondaire qui permettrait d'améliorer les services pédagogiques essentiels ainsi que la vie communautaire.  
*(Document de la session n° 336)*

M. le Président rend la décision suivante concernant le champ d'application de la question de fait personnel, à la suite d'une demande de directive qui lui avait été adressée le 26 mars dernier:

En vertu de l'article 71 du règlement, la question de fait personnel doit porter sur des faits qui se rapportent directement à la personne qui la soulève, et le terme «notamment» donne ouverture à des faits de même nature.

Conformément à la jurisprudence et à la lettre de l'article 71 du règlement, le « fait personnel » se rattache à la personne elle-même, qu'il s'agisse d'un député ou d'un ministre.

La discrétion étant laissée au Président pour décider de la recevabilité d'une demande qui lui est adressée, désormais, un député qui désire soulever une question de fait personnel devra se conformer aux prescriptions de l'article 71 du règlement et la question remplir les exigences suivantes:

- 1) elle devra se rapporter directement à la personne qui la soulève en tant que membre de cette Assemblée;
- 2) son auteur, dans son avis au Président, devra faire la démonstration du caractère personnel de la question qu'il désire évoquer;
- 3) s'il est autorisé à soulever la question, le député devra s'en tenir à l'essentiel du sujet;
- 4) le député devra se limiter à expliquer ou rectifier les faits qui sont à l'origine de son intervention;
- 5) la question devra être *prima facie*, dépourvue de controverse;
- 6) l'intervention devra être dépourvue d'argumentation;
- 7) elle ne devra pas être formulée de manière à susciter un débat;
- 8) elle devra porter sur un des exemples énumérés à l'article 71 ou à une matière analogue.

M. Bertrand propose qu'à l'occasion du décès de l'ex-député de Vanier, le docteur Fernand Dufour, cette Assemblée présente aux membres de sa famille, en particulier son épouse et ses enfants, ses plus sincères condoléances.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Chevrette propose que cette Assemblée souligne la Semaine du bénévolat qui a lieu du 14 au 20 avril sous le thème « Créer l'action bénévole ».

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, immédiatement, afin de procéder à l'élection de son président.

16 avril 1985

---

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h45 à 18h et de 20h à 22h:

La Commission des institutions, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère des Relations internationales;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère du Travail;

La Commission des affaires sociales, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Aujourd'hui, de 15h45 à 17h:

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Revenu.

Aujourd'hui, de 17h à 18h:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources concernant le Secrétariat Archipel.

Aujourd'hui, de 20h à 22h:

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits alloués au ministre délégué aux Relations avec les citoyens.

Demain, 17 avril 1985, de 10h à 13h:

La Commission de la culture, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère des Communications;

La Commission des affaires sociales, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

À 15h45, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

Quinze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport du groupe de travail sur le prix des carburants au Québec.

*(Document de la session n° 337)*

Par M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par 25 président(e)s des sections de la région de Montréal du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec demandant le dépôt à l'Assemblée nationale de la pétition signée par 9 557 personnes qui réclament le retrait de l'avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 338)*

Par M. Polak:

Extrait d'une pétition signée par 3 152 résidents de la circonscription électorale de Sainte-Anne demandant l'appui des différents paliers de gouvernement pour réaliser un projet spécial de 500 unités de logement subventionnées pour les citoyens de Pointe-Saint-Charles.

*(Document de la session n° 339)*

Par M. Blouin:

Extrait d'une pétition signée par 385 membres du Conseil central de Lanaudière (CSN) informant l'Assemblée nationale de leur désaccord avec le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 340)*

M. Brassard propose que cette Assemblée souligne la Semaine de la conservation de la faune qui se déroule du 14 au 20 avril et invite, par conséquent, tous les intervenants, chasseurs, pêcheurs, membres d'organisations de conservation, professeurs, élèves et le public en général à s'impliquer et à participer aux activités prévues dans le cadre de cette semaine.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Bédard propose qu'aux fins de la lecture du discours du budget, l'article 282 soit suspendu le mardi 23 avril, de 16 heures à 18 heures, et qu'aux fins du débat sur le discours du budget, ce même article soit suspendu le jeudi 25 avril, à compter de 14 heures jusqu'à la fin de ce débat, selon les articles 276 et 277 du règlement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Bédard propose que, malgré l'article 282, l'étude des crédits puisse se dérouler du mardi au vendredi au lieu du lundi au vendredi.

La motion est adoptée.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, aujourd'hui, de 16h30 à 18h et demain, de 10h à 13h, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

La Commission des affaires sociales, à la Salle 81, demain, de 10h à 13h, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Puis, M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, aujourd'hui, à compter de 16h30, pour y tenir une séance de travail;

La Commission des institutions, à la Salle 150, aujourd'hui, à compter de 16h30, pour y tenir une séance de travail.

À 16h30, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Bédard dépose le document suivant:

Réponse de M. Garon à la question suivante de M. Houde, inscrite au feuillet du 17 avril 1985:

1. Pour les cinq dernières années, quels sont les montants des subventions accordées aux pisciculteurs et aux producteurs de a) visons b) lapins c) moutons?
  2. Combien de producteurs, dans chaque catégorie, ont bénéficié de subventions?
  3. De ce nombre et par catégorie, combien de producteurs ont fait faillite ou ont cessé leur production et quelles furent les sommes d'argent impliquées?
- (Document de la session n° 341)*

M. Bisailon présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Ouellette propose que cette Assemblée souligne la Semaine internationale sur les pluies acides.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Blouin avise l'Assemblée que la Commission permanente des affaires sociales qui devait se réunir pour une consultation particulière les 7, 8 et 9 mai prochains siégera plutôt aux dates et aux heures suivantes:

- le mardi 14 mai, après les affaires courantes jusqu'à 18h, et de 20h à 22h;
- le mercredi 15 mai, de 10h à 13h, et après les affaires courantes jusqu'à 18h;
- le jeudi 16 mai, de 10h à 12h30, après les affaires courantes jusqu'à 18h, et de 20h à 22h.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h20 à 18h:

18 avril 1985

---

La Commission des institutions, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Relations internationales;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

Aujourd'hui, de 19h à 21h:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits alloués au ministre délégué au Développement et à la Voirie des Régions.

Demain, 19 avril 1985, de 10h à 13h:

La Commission de l'éducation et de la main d'oeuvre, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu concernant la main-d'oeuvre;

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude des crédits alloués au ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

Le mardi 23 avril 1985, de 10h à 12h30:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu concernant la sécurité du revenu.

M. le Président avise l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 26 avril prochain, soit celle du député de Notre-Dame-de-Grâce adressée au ministre des Finances et président du Comité ministériel permanent du développement économique, sur le sujet suivant:

L'insuffisance et l'inefficacité des mesures du gouvernement pour résorber le sous-emploi.

À 15h20, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Landry dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère du Commerce extérieur, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 342)

M. Richard propose que l'Assemblée nationale, à l'occasion du décès de M. Jacques Ferron, présente ses condoléances et ses respects à son épouse, à sa famille et à ses nombreux amis.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Demain, 24 avril 1985, de 10h à 13h:

La Commission de la culture, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Communications;

La Commission des institutions, à la Salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de la Justice;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère du Commerce extérieur.

À 15h12, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures cinquante-cinq minutes.

Conformément à l'article 271 du règlement, M. Duhaime prononce le discours du budget.

Au cours de son exposé, M. Duhaime dépose les documents suivants:



État sommaire des opérations financières pour 1984-1985.

*(Document de la session n° 343)*

Graphique des tables d'imposition pour les années 1985, 1986 et 1987.

*(Document de la session n° 344)*

Graphique démontrant les pertes qui résultent de l'application de la nouvelle formule de péréquation du gouvernement fédéral.

*(Document de la session n° 345)*

États des opérations financières pour 1985-1986.

*(Document de la session n° 346)*

Puis, M. Duhaime propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges), critique financier de l'Opposition, fait quelques commentaires.

Du consentement unanime, M. Paquette s'adresse brièvement à l'Assemblée.

À 17h58, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quinze heures*

Moment de recueillement.

M. Lévesque (Taillon) dépose le décret 773-85, en date du 24 avril 1985, concernant la tenue d'élections partielles dans les circonscriptions électorales de Bertrand, Bourget, L'Assomption et Trois-Rivières le lundi 3 juin 1985.

*(Document de la session n° 347)*

M. Landry présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime.

M. Godin propose:

*Que* cette Assemblée commémore aujourd'hui le génocide arménien qui est survenu il y a soixante-dix ans; et

*Que* le Président de l'Assemblée soit invité à adresser au Premier ministre du Canada une copie de la présente motion.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h30 à 18h:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La Commission des institutions, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de la Justice;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Commerce extérieur.

Demain, 25 avril 1985, de 10h à 12h30:

La Commission de la culture, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;

24 avril 1985

---

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La Commission des institutions, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de la Justice;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de procéder à l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie pour le secteur « science et technologie ».

À 16h30, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Déclaration ministérielle de M. Rodrigue, ministre de l'Énergie et des Ressources, annonçant à l'Assemblée que le gouvernement vient d'approuver les objectifs et les orientations générales contenus dans le plan de développement d'Hydro-Québec 1985-1987, Horizon 1994, ainsi que le règlement tarifaire pour 1985-1986.

Mme Juneau dépose le document suivant:

Extrait d'une pétition signée par 835 membres du Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie inc., demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 348)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand, appuyé par M. Ryan, propose que cette Assemblée adresse ses plus sincères félicitations à monseigneur Louis-Albert Vachon et à monseigneur Édouard Gagnon pour leur accession au Sacré Collège à l'occasion de leur nomination au rang de cardinaux.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Bédard avise l'Assemblée que les séances de la Commission permanente des affaires sociales prévues pour les 14, 15 et 16 mai sont reportées aux 21, 22 et 23 mai prochains, à la Salle du Conseil législatif.

L'Assemblée procède au débat sur la motion de M. Duhaime proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) propose:

*Que* l'Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, dans l'immédiat, alourdit à nouveau le fardeau des taxes du Québec et qui, par souci de relance électorale bien davantage que de création d'emplois, lance le Québec, sans consultation véritable et sans égard aux exigences de la concurrence, sur la voie d'un chambardement complet du régime d'imposition du Québec.

Le débat est suspendu et M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 3 mai prochain, soit celle du député de Vaudreuil-Soulanges adressée au ministre des Finances, sur le sujet suivant:

25 avril 1985

---

L'imposition de la taxe de vente sur les primes d'assurance.

Le débat reprend sur la motion du ministre des Finances.

À 18h06, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Scowen présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir induit la population en erreur avec les prévisions incomplètes et trompeuses des dépenses publiques et des revenus pour l'année fiscale 1986-1987.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Doyon.

À 22h00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Duhaime présente le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Richard présente le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 213—Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec;

Projet de loi 232—Loi concernant Rivermead Golf Club.

*(Document de la session n° 349)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, l'article 37 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 232.

M. Lachance présente le projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton présente le projet de loi d'intérêt privé 232, Loi concernant Rivermead Golf Club, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que les projets de loi 213 et 232 soient envoyés à la Commission permanente du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé à vingt-huit reprises entre le 27 novembre 1984 et le 3 avril 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 350*)

Par M. Pagé:

Extrait d'une pétition signée par 33 résidents de la circonscription électorale de Portneuf demandant à ce que des modifications soient apportées au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

(*Document de la session n° 351*)

M. Ouellette propose que l'Assemblée nationale souligne le Mois de l'environnement débutant le 1<sup>er</sup> mai sous le thème «Préserver, une action pour l'avenir».

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gratton, il est—

*Ordonné* que, malgré l'article 98 du Règlement, le débat sur la motion inscrite au nom du député de Viger, qui sera appelée à la séance de demain, se termine à la fin de cette même séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaine proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* l'Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, dans l'immédiat, alourdit à nouveau le fardeau des taxes du Québec et qui, par souci de relance électorale bien davantage que de création d'emplois, lance le Québec, sans consultation véritable et sans égard aux exigences de la concurrence, sur la voie d'un chambardement complet du régime d'imposition du Québec.

De M. Scowen:

*Que l'Assemblée blâme le gouvernement d'avoir induit la population en erreur avec les prévisions incomplètes et trompeuses des dépenses publiques et des revenus pour l'année fiscale 1986-1987.*

À 18h00, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Bisailon présente la motion de censure suivante:

*Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas tenu compte des revendications des femmes québécoises dans son budget, et d'avoir ainsi contribué à maintenir et à renforcer la dépendance économique des conjoints au foyer en utilisant les exemptions fiscales plutôt que les allocations familiales dans sa tentative d'aide aux familles, favorisant ainsi les familles à revenu élevé et, plus particulièrement, les conjoints masculins.*

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fortier.

À 22h02, l'Assemblée s'ajourne à demain 10 heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaine proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* l'Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, dans l'immédiat, alourdit à nouveau le fardeau des taxes du Québec et qui, par souci de relance électorale bien davantage que de création d'emplois, lance le Québec, sans consultation véritable et sans égard aux exigences de la concurrence, sur la voie d'un chambardement complet du régime d'imposition du Québec.

De M. Scowen:

*Que* l'Assemblée blâme le gouvernement d'avoir induit la population en erreur avec les prévisions incomplètes et trompeuses des dépenses publiques et des revenus pour l'année fiscale 1986-1987.

De M. Bisailon:

*Que* l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas tenu compte des revendications des femmes québécoises dans son budget, et d'avoir ainsi contribué à maintenir et à renforcer la dépendance économique des conjoints au foyer en utilisant les exemptions fiscales plutôt que les allocations familiales dans sa tentative d'aide aux familles, favorisant ainsi les familles à revenu élevé et, plus particulièrement, les conjoints masculins.

À la fin de son intervention, M. de Bellefeuille présente la motion de censure suivante:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir présenté un budget qui taxe lourdement la classe moyenne et les contribuables à faibles revenus, sans apporter le moindre soutien à une éventuelle politique de plein emploi.

Conformément à l'article 275 du Règlement, le débat est suspendu pour se poursuivre en commission.

L'Assemblée procède au débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur les délimitations des circonscriptions électorales du Québec, déposé à l'Assemblée le 16 avril 1985. (L.R.Q., c. R-24.1, a. 31).

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Juneau.

À 12h57, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Bédard, au nom de M. Bérubé, présente le projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 352)*

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 353)*

Par M. Bédard, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 354)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 355)*

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 356)*

Par M. Polak:

Extrait d'une pétition signée par 476 résidents de la circonscription électorale de Sainte-Anne demandant la fin de mesures discriminatoires, la parité de l'aide sociale pour les moins de trente ans et des emplois décents pour tous.

*(Document de la session n° 357)*

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ouellette dépose une copie de la lettre qu'il a adressée le 30 avril 1985 à Mme Suzanne Blais-Grenier, ministre de l'Environnement du Canada, relativement à l'opposition du gouvernement du Québec à l'établissement à Holland (Vermont), à proximité des Cantons de l'Est, d'un site pouvant servir éventuellement à l'entreposage de déchets nucléaires.

*(Document de la session n° 358)*

M. Fréchette propose:

Qu'en ce 1<sup>er</sup> mai, fête des travailleurs et des travailleuses, l'Assemblée nationale souligne l'implication et l'apport des travailleurs et travailleuses du Québec à l'amélioration et à la progression des conditions de vie de la société québécoise.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Conformément aux articles 275 et 292 du Règlement, M. Blouin convoque la Commission permanente du budget et de l'administration, immédiatement jusqu'à 18h, à la Salle du Conseil législatif, afin d'étudier la politique budgétaire du gouvernement, et ce, dans le cadre du débat sur le discours du budget.

M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes pour demain:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 81, après la période des affaires courantes, pour y tenir une séance de travail;

La Sous-commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, à 10h, pour y tenir une séance de travail.

Sur la motion de M. Gratton, au nom de M. Saintonge, le principe du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant la ville de Brossard, est adopté, et le projet de loi est adopté.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Maciocia propose:

Que l'Assemblée nationale déplore l'indifférence et l'inertie du gouvernement quant aux mesures à prendre pour venir en aide à l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

1<sup>er</sup> mai 1985

---

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Aujourd'hui, le mercredi 1<sup>er</sup> mai 1985, à dix-sept heures dix, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Ouellette, le représentant du Premier ministre, de M. Saintonge, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

199 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

226 Loi concernant la ville de Brossard.

À 18h00, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Clair présente le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi est envoyé à la Commission permanente du budget et de l'administration afin qu'elle procède à une consultation particulière, à la Salle du Conseil législatif les 15 et 16 mai 1985.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Marois:

Énoncé d'orientation et plan d'action intitulé: *Agir maintenant pour demain — Une politique québécoise de sécurité du revenu à la retraite.*

*(Document de la session n° 359)*

Par M. Brassard:

Rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports, pour l'année 1983.

*(Document de la session n° 360)*

Rapport annuel de l'Administration régionale Kativik sur les activités du Programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 361)*

Par M. Fortier

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé les 13 novembre 1984, 13 mars et 16 avril 1985 afin de procéder à l'élection du président de la Commission.

*(Document de la session n° 362)*

Par M. Middlemiss:

Extrait d'une pétition signée par 292 membres du regroupement «S.O. Est Montréal» demandant une augmentation d'aide financière et une intervention immédiate pour les propriétaires sinistrés à la suite des effondrements de sol.

*(Document de la session n° 363)*

Par M. de Bellefeuille, au nom de M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par 283 travailleurs et travailleuses du Québec demandant à ce que des modifications soient apportées au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 364)*

Extrait d'une pétition signée par 566 travailleurs et travailleuses du Québec demandant le retrait du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 365)*

M. le Président rend la décision suivante concernant l'exhibition d'objets en Chambre lors de la période de questions. Celle-ci fait suite à une demande de directive qui lui avait été adressée le 1<sup>er</sup> juin 1984, laquelle a de nouveau été soulevée à la période de questions d'hier.

La période de questions a pour but de permettre aux députés d'obtenir des renseignements et non d'en fournir à la Chambre. L'exhibition d'un objet lors de cette période est incompatible avec les articles 74 et 77 du Règlement. Ce geste relève davantage de l'argumentation et suscite un débat; par conséquent, il ne peut être permis.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Maciocia proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

*Que l'Assemblée nationale déplore l'indifférence et l'inertie du gouvernement quant aux mesures à prendre pour venir en aide à l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Marx, Middlemiss, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières, Viau.—40.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois,

2 mai 1985

---

Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

Conformément à l'article 308 du Règlement, M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande du député de Vaudreuil-Soulanges concernant les allocations familiales.

M. Biron propose que l'Assemblée nationale souligne de façon particulière la Semaine nationale de l'entreprise qui se déroule du 2 au 11 mai 1985 sous le thème « Gens d'entreprise, notre force, notre avenir » et rende un vibrant hommage à ces hommes et à ces femmes du Québec qui consacrent leur énergie et leur capital au mieux-être collectif et au développement économique du Québec.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

La Commission des institutions, aujourd'hui, à la Salle 91, de 15h30 à 18h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission du budget et de l'administration, mardi, à la Salle du Conseil législatif, de 9h30 à 12h30, afin de poursuivre l'étude de la politique budgétaire du gouvernement, et ce, dans le cadre du débat sur le discours du budget.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur les délimitations des circonscriptions électorales du Québec, déposé à l'Assemblée le 16 avril 1985. (L.R.Q., c. R-24.1, a. 31).

Le débat est terminé.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gendron proposant que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18h05, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

2 mai 1985

---

*Vingt heures*

M. Jolivet informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À la fin de son allocution, M. Jolivet dépose le Règlement sur les permis de mesureurs de bois.

*(Document de la session n° 366)*

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 26 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail, les débats devant être dirigés par un président de séance.

Le débat de fin de séance qui devait avoir lieu ce soir est, d'un commun accord, reporté à mardi prochain.

À 21h25, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



---

*Quinze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 204—Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;

Projet de loi 206—Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada «Fonds de Pension».

*(Document de la session n° 367)*

M. Perron présente le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Laplante présente le projet de loi d'intérêt privé 206, Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada «Fonds de Pension», et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé les 1<sup>er</sup> et 7 mai 1985 afin de procéder à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement, dans le cadre du débat portant sur le discours du budget.

*(Document de la session n° 368)*

Par M. Grégoire:

Extrait d'une pétition signée par 430 résidents de la circonscription électorale de Frontenac demandant à ce que des modifications soient apportées au projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*(Document de la session n° 369)*

Par M. Paquette:

Extrait d'une pétition signée par 3 500 membres du Front commun des assistés sociaux du Québec s'opposant à plusieurs mesures budgétaires qui augmenteraient les inégalités entre les riches et les pauvres de la société.

*(Document de la session n° 370)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Gendron proposant que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—46.

ABSTENTION:—M. de Bellefeuille.—1.

7 mai 1985

---

En conséquence, le principe de ce projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 29 est envoyé à la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'oeuvre dont les débats seront dirigés par un président de séance.

M. Assad propose:

*Que l'Assemblée nationale appuie les représentants de la communauté libanaise du Québec qui prient le gouvernement du Canada d'user de toute son autorité morale et de ses amitiés internationales pour intervenir diplomatiquement afin d'arrêter les souffrances infligées aux populations civiles du Liban qui, depuis onze ans, sont les victimes innocentes des intérêts divergents des puissances régionales et internationales.*

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bertrand convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h20 à 18h:

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère du Tourisme;

La Commission des institutions, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de la Justice.

Aujourd'hui, de 20h à 22h:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère des Transports;

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Tourisme;

La Commission des institutions, à la Salle 91, afin d'entreprendre l'étude des crédits alloués au ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation.

7 mai 1985

---

Demain, 8 mai 1985, de 10h à 13h:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Transports;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre l'étude des crédits alloués au ministre délégué aux Forêts;

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère des Finances;

La Commission des institutions, à la Salle 91, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat de fin de séance prévu pour ce soir est immédiatement tenu.

Le ministre des Finances répond au député de Vaudreuil-Soulanges relativement à la question portant sur les allocations familiales.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaine proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* l'Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, dans l'immédiat, alourdit à nouveau le fardeau des taxes du Québec et qui, par souci de relance électorale bien davantage que de création d'emplois, lance le Québec, sans consultation véritable et sans égard aux exigences de la concurrence, sur la voie d'un chambardement complet du régime d'imposition du Québec.

De M. Scowen:

*Que* l'Assemblée blâme le gouvernement d'avoir induit la population en erreur avec les prévisions incomplètes et trompeuses des dépenses publiques et des revenus pour l'année fiscale 1986-1987.

De M. Bisailon:

*Que* l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas tenu compte des revendications des femmes québécoises dans son budget, et d'avoir ainsi contribué à maintenir et à renforcer la dépendance économique des conjoints au foyer en utilisant

les exemptions fiscales plutôt que les allocations familiales dans sa tentative d'aide aux familles, favorisant ainsi les familles à revenu élevé et, plus particulièrement, les conjoints masculins.

De M. de Bellefeuille:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir présenté un budget qui taxe lourdement la classe moyenne et les contribuables à faibles revenus, sans apporter le moindre soutien à une éventuelle politique de plein emploi.

Le débat est terminé.

Les motions de censure de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges), de M. Scowen, de M. Bisaillon, de M. de Bellefeuille et la motion de M. Duhaime sont alors mises aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de chacune des motions de censure suivantes:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

*Que* l'Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, dans l'immédiat, alourdit à nouveau le fardeau des taxes du Québec et qui, par souci de relance électorale bien davantage que de création d'emplois, lance le Québec, sans consultation véritable et sans égard aux exigences de la concurrence, sur la voie d'un chambardement complet du régime d'imposition du Québec.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—51.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre),

Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

ABSTENTION:—M. Paquette.—1.

De M. Scowen:

*Que l'Assemblée blâme le gouvernement d'avoir induit la population en erreur avec les prévisions incomplètes et trompeuses des dépenses publiques et des revenus pour l'année fiscale 1986-1987.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—51.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

ABSTENTION:—M. Paquette.—1.

De M. Bisailon:

*Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas tenu compte des revendications des femmes québécoises dans son budget, et d'avoir ainsi contribué à maintenir et à renforcer la dépendance économique des conjoints au foyer en utilisant les exemptions fiscales plutôt que les allocations familiales dans sa tentative d'aide aux familles, favorisant ainsi les familles à revenu élevé et, plus particulièrement, les conjoints masculins.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

ABSTENTIONS:—Mme/M. Grégoire, Harel.—2.

De M. de Bellefeuille:

*Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir présenté un budget qui taxe lourdement la classe moyenne et les contribuables à faibles revenus, sans apporter le moindre soutien à une éventuelle politique de plein emploi.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

7 mai 1985

---

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

La motion de M. Duhaime proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

À 18h25, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



*Quinze heures*

Moment de recueillement.

M. Duhaime, dans une déclaration ministérielle, annonce des mesures de transition qui bénéficieront à la fois aux contribuables et aux responsables de la perception de la taxe de vente sur les primes d'assurances, de même que des règles particulières pour faciliter, dans certains cas, l'application de cette taxe.

M. Richard présente le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 202—Loi concernant les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);

Projet de loi 218—Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures;

Projet de loi 227—Loi concernant la succession de Jean Hudon;

Projet de loi 257—Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle).

*(Document de la session n° 371)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 218.

M. Blank présente le projet de loi d'intérêt privé 202, Loi concernant les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle), et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Scowen présente le projet de loi d'intérêt privé 257, Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle), et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que les projets de loi 202 et 257 soient envoyés à la Commission permanente du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Gravel présente le projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Rivest présente le projet de loi d'intérêt privé 227, Loi concernant la succession de Jean Hudon, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Au cours de la période de questions, M. Chevette dépose:

— Copie d'un certificat d'inspection délivré le 5 mai 1983 par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu au Pavillon Saint-Mathias;

— Copie des permis délivrés par le ministère des Affaires sociales au Pavillon Saint-Mathias pour les périodes du 18 octobre 1983 au 31 mars 1984 et du 1<sup>er</sup> avril 1984 au 31 mars 1986;

— Copie d'un document, en date du 11 août 1983, provenant de la Corporation municipale de la paroisse Saint-Mathias et certifiant que les opérations du Pavillon Saint-Mathias ne contrevenaient aucunement aux règlements de la municipalité.  
*(Document de la session n° 372)*

M. Lévesque (Taillon) propose:

*Que l'Assemblée nationale, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la capitulation des forces allemandes, invite les Québécois et les Québécoises à se souvenir des millions de victimes de la deuxième guerre mondiale et à manifester sans relâche leur volonté de voir s'établir entre les peuples un climat de paix et de fraternité.*

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard dépose le document suivant:

Copie d'un bulletin d'information du ministère du Revenu concernant l'imposition des primes d'assurance.

*(Document de la session n° 373)*

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h55 à 18h:

La Commission de la culture, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Finances;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits alloués au ministre délégué aux Forêts.

Demain, 9 mai 1985, de 10h à 12h30:

La Commission des institutions, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales canadiennes;

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

8 mai 1985

---

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

La Commission des affaires sociales, à la Salle 91, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président convoque la Commission permanente de la culture, ce soir à 19h, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'étude de l'impact des tendances démographiques actuelles.

À 16h55, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Martel présente le projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Chevette présente le projet de loi 41, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Biron présente le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Garon présente le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard, au nom de M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement de la maison Gauvreau située à Rimouski.

*(Document de la session n° 374)*

Par M. Brassard:

Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 375)*

Par Mme Lavoie-Roux:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé le 2 avril 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères de l'Habitation et de la Protection du consommateur, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, des Affaires sociales et du Conseil exécutif, pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1984.

*(Document de la session n° 376)*

Par Mme Dougherty:

Extrait d'une pétition signée par 20 000 résidents de la ville de Pointe-Claire et d'autres municipalités de l'ouest de l'île demandant l'interdiction d'entreposer des biphényles polychlorés (BPC) ainsi que toute autre matière semblable dans l'île de Montréal.

*(Document de la session n° 377)*

Extrait d'une pétition contenant 3 611 signatures de familles résidant sur le territoire de la Commission scolaire Lakeshore et de membres du Comité des parents de cette commission, demandant que la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public soit soumise aux tribunaux, avant son application, pour en déterminer la constitutionnalité.

*(Document de la session n° 378)*

M. Chevette propose que cette Assemblée souligne le Mois de la prévention des problèmes de l'ouïe et de la parole.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h30 à 18h:

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour le secteur « science et technologie »;

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Éducation;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La Commission des affaires sociales, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

Aujourd'hui, de 19h30 à 21h30:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Transports.

Aujourd'hui, de 20h à 22h:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre l'étude des crédits alloués à la ministre déléguée à la Condition féminine;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Demain, de 10h à 13h30:

La Commission de la culture, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Demain, de 10h à 13h:

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Éducation;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

Mardi, 14 mai 1985, de 10h à 12h30:

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce;

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour le secteur de l'enseignement supérieur;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Environnement;

La Commission des institutions, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

9 mai 1985

---

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 17 mai 1985, soit celle du député de Richmond adressée au ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions, sur le sujet suivant:

La politique du gouvernement en matière de voirie.

À 15h32, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



---

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. Rodrigue présente le projet de loi 40, Loi favorisant la réforme du cadastre québécois, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Marcoux présente le projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) présente le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Perron présente le projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Copie d'un aide-mémoire au sujet des paiements de péréquation du gouvernement fédéral adressé au chef de cabinet du Premier ministre du Canada par le secrétaire général du Conseil exécutif du Québec.

*(Document de la session n° 379)*

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 144, en date du 21 mars 1985, concernant le Règlement sur la nomination de M. Réjean Dionne au poste de technicien en électrotechnique à la Direction de la radio-télévision des débats;

- Décision 146, en date du 21 mars 1985, concernant le Règlement sur l'article 23 du Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 148, en date du 18 avril 1985, concernant le Règlement modifiant certains règlements applicables aux députés et à la gestion financière.  
*(Document de la session n° 380)*

M. Bertrand convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h à 18h:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce;

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour le secteur «enseignement supérieur».

Aujourd'hui, de 20h à 22h:

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour le secteur «enseignement supérieur»;

La Commission des institutions, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude des crédits du Bureau du directeur général des élections;

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Demain, de 10h à 13h:

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre une consultation particulière sur le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

14 mai 1985

---

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'économie et du travail, demain, à 10h, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, pour y tenir une séance de travail.

À 15h, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

---

---

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Conformément à l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1985-1986.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est accordée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

À 13h05, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Clair présente le projet de loi 34, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard présente le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Garon présente le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard, au nom de M. Johnson (Anjou), présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

Projet de loi 47 — Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice;

Projet de loi 48 — Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Marcoux présente le projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Tardif présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

Projet de loi 50 — Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;

Projet de loi 54 — Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports;

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Rochefort présente le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 53 est envoyé à la Commission permanente des affaires sociales pour une consultation particulière à la Salle du Conseil législatif les 4, 5 et 6 juin prochains.

M. Biron présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

Projet de loi 55 — Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise;

Projet de loi 56 — Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Paquette présente le projet de loi 191, Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. French présente le projet de loi 197, Loi sur les sondages et la publicité gouvernementale, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bérubé dépose le document suivant:

Plan quinquennal d'investissements universitaires 1984-1989 et cadre de référence s'y rapportant.

*(Document de la session n° 381)*

M. Blouin propose que MM. Beaumier et Gagnon soient membres de la Sous-commission de la réforme parlementaire.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h20 à 18h et de 20h à 22h et, demain, de 10h à 13h:

La Commission du budget et de l'administration, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

Aujourd'hui, de 16h20 à 18h:

La Commission de l'économie et du travail, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois.

M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes:

La Sous-commission de la réforme parlementaire, demain, à compter de 9h30, à la Salle 91;

La Sous-commission des affaires sociales, demain, à compter de 11h, à la Salle 198.

Conformément à l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin d'étudier les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1985-1986.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

15 mai 1985

---

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté les crédits pour la partie à voter des programmes 1, 2, 3, 4 et 5 de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986.

À 17h55, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1984.  
*(Document de la session n° 382)*

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'année 1984.  
*(Document de la session n° 383)*

Par M. Gagnon:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 14 mai 1985 afin d'étudier les prévisions budgétaires du Directeur général des élections, pour l'exercice financier 1985-1986.

*(Document de la session n° 384)*

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 15 mai 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur.

Le projet de loi est rapporté avec amendement.

*(Document de la session n° 385)*

Par M. le Président:

Rapports des commissions permanentes qui ont étudié et adopté les crédits budgétaires des ministères du gouvernement du Québec pour l'année financière 1985-1986, à l'exception du programme 7 (Affaires intergouvernementales canadiennes) du Conseil exécutif, qui n'a pas été adopté.

*(Document de la session n° 386)*

Par M. Champagne:

Extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par des représentants de l'Association de conservation et aménagement de Laval appuyant 13 429 pétitionnaires qui demandent une intervention rapide afin de sauvegarder le boisé Papineau situé à Laval.

*(Document de la session n° 387)*



Au cours de la période de questions, M. Garon dépose:

Copie d'une lettre du 14 mai 1985 adressée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, par M. Jacques Brulotte, président et directeur général de la Régie des assurances agricoles, concernant un acompte sur traitement versé au président et au vice-président de la Régie, ainsi que copie d'une note de service en date du 13 mai 1985.

*(Document de la session n° 388)*

M. Côté présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h15 à 18h et de 20h à 22h:

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle 91, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

Mardi, 21 mai 1985, de 10h à 12h30:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin d'entreprendre une consultation particulière sur les sujets suivants:

- 1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;
- 2) la planification de la main-d'oeuvre médicale.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est—  
*Ordonné* que l'interpellation du vendredi 24 mai 1985 soit celle adressée par le député de Laporte au ministre de l'Industrie et du Commerce, sur le sujet suivant:

La mise en vente du réseau de succursales de la Société des alcools du Québec.

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

L'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À 22h, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

*Projet d'accord constitutionnel — Propositions du Gouvernement du Québec.*  
(Document de la session n° 389)

Par M. Duhaime:

État annuel des permis accordés aux compagnies étrangères, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 390)

Par M. Chevette:

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'année 1984.  
(Document de la session n° 391)

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission permanente du budget et de l'administration qui a siégé les 15 et 16 mai 1985 aux fins de procéder à une consultation particulière portant sur le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

(Document de la session n° 392)

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h à 18h et de 20h à 22h ainsi que demain, de 10h à 13h:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur les sujets suivants:

1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;

2) la planification de la main-d'oeuvre médicale.

Demain, de 10h à 13h:

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes pour une séance de travail:

La Commission des affaires sociales, demain, à compter 9h30, à la Salle du Conseil législatif;

La Commission de l'économie et du travail, demain, de 9h30 à 10h30, à la Salle 91.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose:

*Que*, malgré l'article 288 du règlement, le rapport global sur l'étude des crédits soit amendé en ajoutant le programme 7 du Conseil exécutif, soit une somme de 6 799 900 \$.

Et un débat s'ensuit.

La motion est adoptée après division des voix.

Conformément à l'article 288 du règlement, l'Assemblée procède au débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale, des ministères du gouvernement du Québec et du Directeur général des élections, pour l'année financière 1985-1986, et sur l'amendement proposé au rapport global par M. Bédard.

M. le Président communique à l'Assemblée qu'à la suite de la réunion des leaders, chaque groupe parlementaire aura un droit de parole d'une durée d'une heure, le dernier droit de parole devant être exercé par un représentant ministériel.

Le débat est terminé.

Les rapports et l'amendement sont adoptés après division des voix.

En conséquence, M. Bédard, au nom de M. Duhaime, présente le projet de loi 51, Loi n° 3 sur les crédits, 1985-1986, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi et procède à l'adoption de son principe.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bédard, au nom de M. Duhaime, le projet de loi 51 est adopté après division des voix.

L'Assemblée reprend le débat sur les amendements et sur le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*).

Le débat est terminé.

M. Fréchette propose que soient adoptés les amendements aux articles 129.3, 190, 221, 314, 316, 438, 455, 480, 529.1, 530, 539 et le remplacement partout où ils se trouvent dans le projet de loi des mots « heal, to heal, healing » par les mots « consolidation, to consolidate, consolidating ».

La motion est adoptée.

M. Lincoln, au nom de M. Cusano, propose que soient adoptés les amendements aux articles 2, 58, 59, 352 à 406 inclusivement (chapitre XII), 469, 470 et 471.

La motion est rejetée.

M. Bisaillon propose que soient adoptés les amendements aux articles 44, 46, 47.1, 138, 203, 204, 205, 211, 267 et 347.1.

La motion est rejetée.

M. Fréchette propose que le rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit adopté tel qu'il a été amendé.

La motion est adoptée après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette propose que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 17h50, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Fréchette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 42.

Le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bisaillon.

21 mai 1985

---

À 21h55, sur la motion de M. Fréchette, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fréchette proposant que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit adopté.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 13h12, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Réponse de M. Léger à la question suivante de M. Maciocia inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui:

1. Depuis la nomination de M. Yves Michaud au poste de président de la Société du Palais des congrès de Montréal le 16 janvier 1984 jusqu'à ce jour, quelles sommes lui ont été payées ainsi qu'aux trois vice-présidents en a) dépenses de fonction b) dépenses de voyage et frais de séjour?

2. Pour la même période, combien de contrats ont été accordés à des firmes privées par la Société du Palais des congrès pour des services professionnels et des services alimentaires et quels sont a) le nom de la firme b) le nom des membres du conseil d'administration c) le montant du contrat?

3. Combien de contrats européens et américains ont été signés depuis a) l'entrée en fonction de M. Michaud b) la nomination d'un délégué du Palais à Paris?

4. Combien de congrès ont été tenus grâce à des subventions gouvernementales et quels sont a) le montant de la subvention b) le nom du ministère?

(Document de la session n° 393)

Par M. Bertrand:

Rapport du Comité fédéral-provincial sur l'avenir de la télévision francophone.  
(Document de la session n° 394)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 395)

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 396)

Par M. Beaumier:

Rapport de la Commission permanente de l'économie et du travail qui a siégé le 15 mai 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document de la session n° 397)

Conformément à l'article 129 du règlement, Mme Lachapelle propose:

*Que* la députée de Maisonneuve soit dorénavant membre de la Commission permanente des institutions au lieu de la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'oeuvre;

*Que* la députée de Dorion soit dorénavant membre de la Commission permanente de l'économie et du travail au lieu de la Commission permanente des institutions;

*Que* le député de Rousseau soit dorénavant membre de la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'oeuvre au lieu de la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h à 18h et de 20h à 22h et, demain, de 10h à 12h30:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur les sujets suivants:

1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;

2) la planification de la main-d'oeuvre médicale.



Aujourd'hui, de 16h à 18h:

La Sous-commission des institutions, à la Salle 81, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle 91, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, demain, de 10h à 13h, à la Salle 91, pour la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence;

La Commission de la culture, demain, à compter de 10h, à la Salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, pour une consultation particulière en présence du ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration relativement à l'étude de l'impact des tendances démographiques actuelles au Québec;

La Sous-commission de l'aménagement et des équipements, demain, à compter de 12h30, à la Salle 198, pour une séance de travail.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, il est—  
*Ordonné* que l'interpellation adressée par le député de Laporte au ministre de l'Industrie et du Commerce et portant sur la mise en vente du réseau de succursales de la Société des alcools du Québec ait lieu demain, à la Salle de l'Assemblée nationale, à compter de 10h, plutôt que le vendredi 24 mai 1985.

Conformément à l'article 97 du règlement, M. Bisaillon propose:

*Que* l'Assemblée nationale se prononce avant le 15 juin 1985 sur le principe des projets de loi 198, «Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires», et 191, «Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois».

Et un débat s'ensuit.

Le débat est interrompu et M. le Président, à la suite d'une réunion avec les leaders, indique le partage du temps convenu pour la discussion de la présente motion: quarante-cinq minutes pour l'ensemble des députés indépendants, quarante-cinq minutes pour le groupe parlementaire ministériel, dix minutes pour l'Opposition officielle et un droit de réplique de dix minutes pour l'auteur de la motion.

22 mai 1985

---

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17h55, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'Assemblée nationale, le député de la circonscription électorale de Labelle, M. Jacques Léonard, de vive voix, démissionne de son siège à l'Assemblée nationale.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Bisaillon proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

*Que l'Assemblée nationale se prononce avant le 15 juin 1985 sur le principe des projets de loi 198, «Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires», et 191, «Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois».*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—57.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Fréchette proposant que le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (*Réimpression*), soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—57.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—51.

ABSTENTION:—Mme Harel.—1.

En conséquence, le projet de loi 42 est adopté.

Conformément à l'article 235 du Règlement, M. Bédard propose que la Commission permanente de l'aménagement et des équipements se réunisse afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda.

La motion est adoptée.

Mme Bélanger propose que cette Assemblée souligne la Semaine de l'Âge d'or et témoigne sa reconnaissance à l'endroit de toutes les personnes âgées.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 16h30 à 18h et de 20h à 22h:

La Commission des affaires sociales, à la Salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur les sujets suivants:

1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;

2) la planification de la main-d'oeuvre médicale.

Aujourd'hui, de 16h30 à 18h et de 20h à 22h et, si nécessaire, demain, de 10h à 13h:

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

Mardi, 28 mai 1985, de 10h à 12h30:

La Sous-commission des institutions, à la Salle 81, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

M. le Président convoque la Commission permanente des institutions, aujourd'hui, de 16h30 à 18h et de 20h à 22h, à la Salle 91, pour la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président indique que l'interpellation de la semaine prochaine aura lieu le jeudi 30 mai 1985, de 10h à 12h, et sera celle adressée par le député de Brôme-Missisquoi au ministre des Affaires sociales, sur le sujet suivant:

La diminution de la qualité et de l'accessibilité des soins de santé sous le gouvernement du Parti québécois.

Conformément à l'article 308 du Règlement, M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande du député de Brôme-Missisquoi relativement à l'annonce de la fermeture, pour la période estivale, de plus de 1 000 lits d'hôpitaux dans la région de Montréal.

M. Garon propose que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 46 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, les débats de cette commission devant être dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le principe du projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration, soit maintenant adopté.

23 mai 1985

---

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

À 22h, le débat de fin de séance sur la question soulevée par le député de Brôme-Missisquoi est tenu.

Le ministre des Affaires sociales répond au député.

À 22h13, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 209 — Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.

*(Document de la session n° 398)*

M. Tremblay présente le projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la ville de Carignan, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Charbonneau présente le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que les projets de loi d'intérêt privé 205 et 209 soient envoyés à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 399)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'oeuvre qui a siégé les 16, 22 et 23 mai 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 400)

M. Jolivet propose que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'arbre et de la forêt.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Tardif propose que l'Assemblée nationale souligne la Semaine des transports qui se déroule du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin 1985, et rende hommage à tous les intervenants oeuvrant dans ce secteur de l'activité économique du Québec.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le ministre des Affaires municipales soit membre de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui se réunira le jeudi 6 juin 1985, après les affaires courantes jusqu'à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, à la Salle 91, afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda.

La motion est adoptée.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

La Sous-commission des institutions, à la Salle 81, aujourd'hui, de 15h30 à 18h, et demain, de 10h à 13h, et à la Salle 91, ce soir, de 20h à 22h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la Salle 81, aujourd'hui, de 20h à 22h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la Salle 81, le mardi 4 juin 1985, après les affaires courantes jusqu'à 18h et de 20h à 24h, afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 209 — Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu;



Projet de loi 218 — Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, aujourd'hui, à compter de 15h30, à la Salle 91, pour la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence.

M. Duhaime transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

GILLES LAMONTAGNE

Édifice André-Laurendeau,  
Québec, le 28 mai 1985.

*(Document de la session n° 401)*

Sur la motion de M. Bédard, ces crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

M. Clair propose que le principe du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Dougherty.

Aujourd'hui, le mardi 28 mai 1985, à dix-sept heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Fallu, le représentant du Premier ministre, de M. Levesque (Bonaventure), chef de l'Opposition officielle, de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) et du secrétaire

28 mai 1985

---

général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

42 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

51 Loi n° 3 sur les crédits, 1985-1986.

À 21h50, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'œuvre qui a étudié le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

M. Gendron propose que l'article 34 du projet de loi 29 soit modifié en remplaçant le chiffre « 494.1 » par le chiffre « 494.2 ».

La motion est adoptée.

M. Gendron propose que le rapport de la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'œuvre qui a étudié le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit adopté tel qu'il a été amendé.

La motion est adoptée.

À 13h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rodrigue:

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 402)*

Par M. Dupré:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 23 mai 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de novembre et décembre 1984, janvier, février et mars 1985.

*(Document de la session n° 403)*

Par Mme Lavoie-Roux:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé les 21, 22 et 23 mai 1985 aux fins de procéder à une consultation particulière sur les sujets suivants:

1) les horaires de gardes supplémentaires effectuées par les médecins résidents et internes ainsi que les unités d'enseignement clinique;

2) la planification de la main-d'oeuvre médicale.

*(Document de la session n° 404)*

M. Blouin convoque la Sous-commission des institutions, à la Salle 81, aujourd'hui, de 16h10 à 18h, et à la Salle du Conseil législatif, demain, de 10h à 12h30, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'aménagement et des équipements, à la Salle 91, demain, de 10h à 13h, pour l'étude des engagements financiers relevant de sa compétence.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Perron propose que le principe du projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 194 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales en sera membre.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Scowen propose:

*Que* l'Assemblée nationale déplore vivement l'incapacité du ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation d'élaborer une politique cohérente et efficace de plein emploi pour le Québec.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est interrompu et M. le Président, à la suite d'une réunion avec les leaders, indique le partage du temps convenu pour la discussion de la présente motion: cinquante minutes pour l'Opposition officielle, cinquante minutes pour le groupe parlementaire ministériel et un droit de réplique de dix minutes pour l'auteur de la motion.

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18h, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi 208—Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

Projet de loi 210—Loi modifiant la charte de la ville de Beauport;

Projet de loi 212—Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu.

*(Document de la session n° 405)*

M. Charbonneau présente le projet de loi d'intérêt privé 208, Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi 208 soit envoyé à la Commission permanente des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gravel présente les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi 210—Loi modifiant la charte de la ville de Beauport;

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Tremblay présente le projet de loi 212, Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que les projets de loi 203, 210 et 212 soient envoyés à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Document exposant les faits saillants de la coopération franco-qubécoise en 1984-1985 et les éléments d'un bilan préliminaire de la visite officielle de mai 1985.  
*(Document de la session n° 406)*

Par M. Bérubé:

Rapport du Comité d'accréditation institué en vertu de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., c. A-3.01), en date du 30 avril 1985.

*(Document de la session n° 407)*

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du moulin Michel à Gentilly (Bécancour) et de la Christ Church à Saint-André Est.  
*(Document de la session n° 408)*

Par M. Rodrigue:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1983-1984.  
*(Document de la session n° 409)*

Par M. Dupré:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 28 mai 1985 afin d'étudier le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 410)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Scowen proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

*Que l'Assemblée nationale déplore vivement l'incapacité du ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation d'élaborer une politique cohérente et efficace de plein emploi pour le Québec.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Parent, Pratt, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—41.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

ABSTENTION:—M. Grégoire.—1.

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

La Sous-commission des institutions, aujourd'hui, à la salle du Conseil législatif, de 15h45 à 18h et de 20h à 22h, et le mardi 4 juin 1985, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 10h à 13h, afin de poursuivre l'étude du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission des affaires sociales, à la salle du Conseil législatif, le mardi 4 juin 1985, de 10h à 13h, pour entreprendre la consultation particulière sur le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

M. Bédard corrige un avis antérieurement donné concernant le mandat confié à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui siégera le 4 juin prochain pour y ajouter l'étude détaillée du projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean.

M. Gendron propose que le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.



Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu et M. Rodrigue dépose un document donnant des renseignements complémentaires sur les données utilisées dans la note du 1<sup>er</sup> mai 1985 portant sur les « Implications tarifaires pour les sept prochaines années du projet de M. Robert Bourassa en ce qui concerne le hanarchement du complexe N.B.R. et de certaines rivières de la Côte-Nord ».

*(Document de la session n° 411)*

Et le débat reprend sur la motion de M. Gendron proposant que le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives soit adopté.

M. Pagé propose que le débat soit ajourné.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Bacon, Bélanger, Côté, Dougherty, Doyon, Houde, Kehoe, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Maltais, Pagé, Parent, Picotte, Ryan, Saint-Amand, Vallières.—16.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

30 mai 1985

---

Et le débat reprend sur la motion d'adoption du projet de loi 29.

À 22h, le débat est ajourné au nom de M. Bertrand et, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Quatorze heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 211, Loi concernant le service de transport fourni par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal dans la région de Vaudreuil-Rigaud.

*(Document de la session n° 412)*

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) présente le projet de loi d'intérêt privé 211, Loi concernant le service de transport fourni par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal dans la région de Vaudreuil-Rigaud, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que ce projet de loi soit envoyé à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Transports soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Godin dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 413)*

M. Pagé présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime.

M. Lincoln propose:

*Que* cette Assemblée adresse, au nom de tous les Québécois, ses félicitations et sa reconnaissance les plus vives à Steve Fonyo pour avoir, par sa bravoure et sa tenacité exceptionnelles, symbolisé la détermination de vaincre le cancer et donné ainsi l'espoir et le courage à des milliers de ses concitoyens de dominer et d'enrayer ce mal universel si brutal et si imprévisible dont les ravages incessants ne savent épargner aucun membre, jeune ou vieux, de notre société.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 15h15 à 18h et de 20h à 24h:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle Louis-Joseph-Papineau, afin d'entreprendre la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 209 — Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu;

Projet de loi 208 — Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie;

Et l'étude détaillée du projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean;

La Commission des institutions, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission des affaires sociales, à la salle du Conseil législatif, afin de poursuivre la consultation particulière sur le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, aujourd'hui, à compter de 15h15, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, pour y tenir une séance de travail.

Le débat reprend sur la motion de M. Gendron proposant que le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives, soit adopté.

Le débat est terminé.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance,

Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Côté, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières, Viau.—47.

ABSTENTIONS:—MM. Boucher, de Bellefeuille.—2.

En conséquence, le projet de loi 29 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

À 17h56, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Martel propose que le principe du projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée après division des voix.

4 juin 1985

---

En conséquence, le principe du projet de loi 35 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 35 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente du budget et de l'administration.

M. Bérubé propose que le principe du projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

*0 heure, 5 juin 1985*

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Dougherty.

Le mardi 4 juin 1985, à dix-huit heures cinq minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Gendron, le représentant du Premier ministre, de Mme Dougherty, la représentante du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

29 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.

À 0h21, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Gagnon dépose le document suivant:

Rapport de la Commission permanente des institutions qui a siégé le 23 mai 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères du Conseil exécutif, de la Justice et des Relations internationales pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1984 et janvier, février et mars 1985.

*(Document de la session n° 414)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Clair proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Blank, Boucher, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Vaillancourt, Vallières, Viau.—46.

En conséquence, le principe du projet de loi 37 est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 37 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente du budget et de l'administration.

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission des institutions, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 11h à 13h, et à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme du Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission des affaires sociales, à la salle du Conseil législatif, de 11h à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre la consultation particulière sur le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 12h56, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Marcoux propose que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 17h45, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.



5 juin 1985

---

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 45 est adopté.

Sur la motion de M. Marcoux, le projet de loi 45 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements.

M. Richard propose que le principe du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 43 est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 43 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de la culture.

M. Richard propose que le principe du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

*0 heure, 6 juin 1985*

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 38 est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 38 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de la culture.

À 0h06, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Dans une déclaration ministérielle, M. Landry fait part à l'Assemblée de l'énoncé de politique de relations internationales du gouvernement du Québec et dépose un document intitulé: *Le Québec dans le monde ou le défi de l'interdépendance*.

*(Document de la session n° 415)*

M. Johnson (Anjou) présente le projet de loi 57, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Rodrigue présente le projet de loi 61, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Chevette:

*Mieux vieillir, mieux vivre* — Politique à l'égard de la personne âgée: Le logement, la sécurité du revenu, la santé et les services sociaux.

*(Document de la session n° 416)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 28 et 30 mai 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers dont l'étude a été reportée lors des séances des 19 et 28 mars 1985 ainsi qu'à la vérification des engagements financiers des mois de janvier à mars 1985 relevant de la compétence de la Commission.

*(Document de la session n° 417)*

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 4 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 418)*

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 4 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 419)*

Rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 4 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 420)*

Sur la motion de M. Marquis, les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 209 et 218 sont adoptés.

Par M. Maltais:

Extrait d'une pétition signée par des représentants des travailleurs de la CSN-Construction et du Conseil central de la Côte-Nord inc. appuyant 153 signataires de la circonscription de Saguenay et demandant de rouvrir le décret de l'industrie de la construction pour permettre aux parties de négocier le déficit du régime d'assurances sans puiser dans le fonds de pension des travailleurs.

*(Document de la session n° 421)*

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Bérubé proposant que le principe du projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Côté, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gratton, Hains,

Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Paradis, Parent, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Vaillancourt, Vallières.—40.

ABSTENTIONS:—MM. de Bellefeuille, Paquette.—2.

En conséquence, le principe du projet de loi 39 est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 39 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'éducation et de la main-d'œuvre.

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 11h30 à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre la consultation particulière sur le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda;

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, à la salle du Conseil législatif, de 11h30 à 13h, et à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

M. le Président, du consentement unanime de l'Assemblée, convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes, pour une séance de travail:

La Commission des affaires sociales, à la salle 150, à compter de 11h30, suivie de la Sous-commission des affaires sociales, au même endroit;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à compter de 20h, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Biron propose que le principe du projet de loi 55, Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 55 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 55 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail.

M. Biron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 12h56, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 52 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 52 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'économie et du travail.

M. Garon propose que le principe du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 17h54, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 44 est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 44 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion de M. Garon proposant que le principe du projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration, soit maintenant adopté.

*0 heure, 7 juin 1985*

Le débat est terminé.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 27 est adopté.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 27 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

À 00h32, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Réponse de Mme Marois à la question de M. Pagé inscrite au *Feuilleton* du 5 juin 1985:

Relativement à la réunion de deux jours que la direction de la planification du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu a tenue au lac Delage les 3 et 4 octobre 1984, quels étaient *a)* les motifs de cette réunion *b)* les noms et les fonctions des personnes présentes *c)* le coût de l'hébergement et du transport (avion, automobile, train) pour chaque personne présente *d)* le coût de location de la salle?

*(Document de la session n° 422)*

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 423)*

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Copie du décret 864-85, en date du 8 mai 1985, concernant la constitution du Centre québécois de valorisation de la biomasse.

*(Document de la session n° 424)*

Par M. Bédard, au nom de M. Rochefort:

Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 425)*

Par M. Lafrenière:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé les 4 et 5 juin 1985 aux fins de procéder, par la voie d'une sous-commission, à une consultation particulière sur le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

*(Document de la session n° 426)*

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

7 juin 1985

---

La Commission de l'économie et du travail, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 10h55 à 13h, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 52 — Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec;

Projet de loi 55 — Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 10h55 à 13h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

M. le Président convoque la Commission permanente de l'économie et du travail, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 13h à 16h, afin de procéder à la vérification des engagements financiers et à l'étude du décret concernant le Centre québécois pour l'informatisation de la production.

M. Tardif propose que le principe du projet de loi 54, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 54 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 54 est envoyé pour étude détaillée à la Commission permanente de l'aménagement et des équipements.

À 13h04, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY



Quinze heures

Moment de recueillement.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant la ville de Hull.

*(Document de la session n° 427)*

M. Rocheleau présente le projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant la ville de Hull, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 253 soit envoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Marois:

— Étude d'évaluation sur les mesures de relance visant les jeunes bénéficiaires de l'aide sociale, soit les stages en milieu de travail, le rattrapage scolaire et les travaux communautaires;

— Étude sur la formation qualifiante dans le programme de stages en milieu de travail;

— Analyse des plans de formation du programme de stages en milieu de travail.

*(Document de la session n° 428)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 6 juin 1985 afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda.

*(Document de la session n° 429)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre qui a siégé le 6 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 430)*

M. Bédard convoque les commissions permanentes suivantes:

— Aujourd'hui, 10 juin 1985:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 16h à 18h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 16h à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle du Conseil législatif, de 16h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

— Jeudi 13 juin 1985:

La Commission du budget et de l'administration, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 202 — Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);

Projet de loi 206 — Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada «Fonds de Pension»;

Projet de loi 232 — Loi concernant Rivermead Golf Club;

Projet de loi 257 — Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle);

La Commission des institutions, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 20h à 24h, afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 204 — Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;

Projet de loi 208 — Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

Projet de loi 227 — Loi concernant la succession de Jean Hudon;

Projet de loi 236 — Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles.

10 juin 1985

---

M. Duhaime propose que le principe du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 32 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 32 est envoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Rodrigue informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 40, Loi favorisant la réforme du cadastre québécois, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

L'adoption du projet de loi est remise à une prochaine séance.

À 23h05, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 431)*

Par M. Jolivet:

La politique forestière du Québec: *Bâtir une forêt pour l'avenir.*

*(Document de la session n° 432)*

Par M. Beaumier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 7 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 433)*

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 7 juin 1985 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 55, Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 434)*

Au cours de la période de questions, à la suite d'une demande faite par le député de Gatineau conformément à l'article 214 du Règlement, M. Tardif dépose les documents suivants:

— Renseignements sur les projets de construction routière prévus pour la région de l'Outaouais en vertu d'une entente entre la Commission de la capitale nationale et le ministère des Transports du Québec;

— Carte indiquant les projets prévus pour 1985-1986 et pour les années subséquentes.

*(Document de la session n° 435)*

Mr. Fortier propose:

*Que* l'Assemblée nationale souligne la Semaine du génie québécois et félicite l'Ordre des ingénieurs du Québec pour le dynamisme qu'il déploie en vue d'intéresser les jeunes au développement technologique du Québec.

Et une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Bélanger présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement.

M. Blouin communique des modifications aux avis de convocation donnés hier concernant les commissions suivantes qui ont reçu mandat d'étudier des projets de loi d'intérêt privé:

La Commission des institutions se réunira le jeudi 13 juin, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 20h à 24h;

La Commission du budget et de l'administration se réunira le mardi 18 juin, à la salle Louis-Joseph-Papineau, après les affaires courantes.

M. Blouin convoque les commissions permanentes suivantes:

Aujourd'hui, de 11h15 à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h:

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

La Commission des institutions, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

M. Marcoux propose que le principe du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

À 13h12, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

11 juin 1985

---

M. Tardif propose que le principe du projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

Le débat reprend sur la motion de M. Marcoux proposant que le principe du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 49 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 49 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements qui siégera ce soir de 20h à 24h à la salle Louis-Joseph-Papineau.

Le débat reprend sur la motion de M. Tardif proposant que le principe du projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 50 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 50 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 18h05, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Biron propose que le principe du projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Bertrand, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 22h47, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 219 — Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman;

Projet de loi 221 — Loi concernant la Ville de Greenfield Park.  
(Document de la session n° 436)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas de ces projets de loi.

M. Pagé, au nom de M. Blank, présente le projet de loi d'intérêt privé 219, Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 219 soit envoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau présente le projet de loi d'intérêt privé 221, Loi concernant la Ville de Greenfield Park, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 221 soit envoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Réponse à la question de M. Vallières inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui:

1. Quel montant a été versé par le gouvernement du Québec pour la rétrocession des terrains acquis par le ministère des Transports sur le tronçon de l'autoroute 55 devant relier Saint-Albert-de-Warwick à Richmond?

2. Combien y a-t-il eu d'expropriés et quel montant leur a été accordé originairement?

3. Quels ont été les honoraires professionnels reliés à la rétrocession du corridor exproprié originairement sur la route 55 entre Saint-Albert-de-Warwick et Richmond?

4. Quels montants ont été versés à titre de dommages aux expropriés sur le même corridor de route et combien d'expropriés ont touché des montants pour dommages?

(Document de la session n° 437)

Par M. Bédard, au nom de M. Marcoux:

Rapport d'activités du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 1984.

(Document de la session n° 438)

Par M. LeMay, au nom de M. Tardif:

Rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'année 1983.

(Document de la session n° 439)

Par M. Vallières:

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 10 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 440)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Biron proposant que le principe du projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blouin, Bordeleau, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau,



Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Viau.—106.

CONTRE:—0.

En conséquence, le principe du projet de loi 56 est adopté.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 56 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Mme Bélanger propose:

*Que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du Canada de reconsidérer sa position en ce qui a trait à la désindexation partielle de la Pension de sécurité de la vieillesse, particulièrement pour ceux qui n'ont que cette source de revenu, et qu'elle appuie les représentations en faveur du maintien de l'indexation des prestations de sécurité de la vieillesse.*

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blouin, Bordeleau, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Viau.—106.

CONTRE:—0.

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 11h10 à 13h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal, et de procéder ensuite à l'étude détaillée du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 12h à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

La Commission de l'économie et du travail, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 11h10 à 13h et à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

La Commission de l'aménagement et des équipements, le mardi 18 juin 1985, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, après les affaires courantes jusqu'à 13h et de 15h à 18h, afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203 — Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 212 — Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marienville-Richelieu;

Projet de loi 221 — Loi concernant la Ville de Greenfield Park;

Projet de loi 253 — Loi concernant la ville de Hull.

M. le Président, du consentement unanime de l'Assemblée, convoque pour une séance de travail aujourd'hui, après les affaires courantes, les commissions permanentes suivantes:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la salle 150 de l'Hôtel du Parlement;

La Commission des institutions, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May.

Sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (n° 1) pour l'année financière 1985-1986.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

À 13h, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et la discussion continue en commission plénière.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 49 500 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1985-1986, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

En conséquence, M. Bertrand, au nom de M. Duhaime, présente le projet de loi 59, Loi n° 4 sur les crédits, 1985-1986, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Duhaime, le projet de loi 59 est adopté.

M. Rochefort informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Middlemiss propose:

Qu'en vertu de l'article 241 du règlement, le projet de loi 53 soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé « Loi sur le bâtiment » et comprenant les articles 1 à 82, 163 à 173, 177 à 183, 185 à 259, 261 à 265 et 281; un second intitulé « Loi sur la Commission du bâtiment » et comprenant les articles 83 à 162, 174 à 176, 184, 260 et 266 à 279.

M. le Président prend la question en délibéré, quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Avant de rendre sa décision sur la recevabilité de la motion du député de Pontiac, M. le Président demande aux leaders des deux groupes parlementaires de s'exprimer sur la question.

M. Bertrand fait valoir que le projet de loi en discussion ne contient qu'un seul principe et il vise à fondre en une seule loi plusieurs lois existantes. Les notes explicatives indiquent d'ailleurs l'objectif de la loi et les modalités d'application: le premier paragraphe traduit le principe; ce qui suit est la façon dont tout s'articule autour du principe. Le projet de loi aussi est présenté suivant les règles connues de rédaction législative: il ne contient qu'un seul objet dont tous les aspects sont interreliés. En somme, la loi porte sur l'ensemble du secteur du bâtiment; y sont introduits des modalités, des outils, des moyens pour en faciliter l'application comme la création de cette Commission du bâtiment. La motion de scission ne peut donc être reçue.

M. Gratton maintient que la motion du député de Pontiac est bien fondée. Le projet de loi 53 a deux objectifs bien distincts: la refonte des lois du secteur du bâtiment et la création d'une Commission; le dernier n'est pas nécessaire pour l'application des dispositions contenues dans le premier objectif. L'esprit du règlement est à l'effet de faire voter le plus grand nombre de députés en faveur d'une disposition. Dans le cas présent, une seule partie de la loi est acceptée par l'ensemble. C'est pourquoi il serait souhaitable que l'on puisse scinder le projet de loi. Voilà la raison d'être de la motion de scission.

M. le Président fait remarquer que l'argumentation développée de part et d'autre tient plus de l'opportunité des positions de chacun des groupes que du fond de la question à décider. Il s'agit de déterminer si le projet de loi contient plus d'un principe. D'abord, les notes explicatives n'ont aucune valeur juridique en soi; elles ne permettent pas de répondre à la question. Ce n'est pas non plus parce que les règles de rédaction législative ont été suivies que l'on décrètera qu'un projet de loi ne contient qu'un principe; autrement, la motion de scission ne devrait exister dans le règlement.

Dans le cas qui nous concerne, en raisonnant par a contrario, si le projet de loi ne contenait pas la création de cette Commission et qu'à l'étude détaillée un

amendement visait à créer cette Commission, cet amendement ne pourrait être reçu parce qu'il introduirait un principe nouveau. Le projet de loi à l'étude pourrait-il à lui seul exister sans cette commission qui y est créée? Sans aucun doute, oui. Bien plus, il pourrait se séparer en autant d'éléments qu'il contient de divisions.

Étant donné que le législateur n'a pas voulu parler pour ne rien dire, cet article 241 qui permet l'introduction d'une motion de scission doit trouver son application quelque part.

La motion du député de Pontiac se tient en soi: le projet de loi contient plusieurs principes. La motion est donc recevable.

Et un débat s'élève sur la motion proposant la scission du projet de loi 53.

Le débat terminé, la motion est rejetée après division des voix.

Et le débat reprend sur la motion de M. Rochefort proposant que le principe du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment, soit maintenant adopté.

*0 heure, 13 juin 1985*

Le débat terminé, le principe du projet de loi 53 est adopté après division des voix.

À 0h35, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

*(Document de la session n° 441)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, les articles 35, 36 et 37 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé sont suspendus dans le cas de ce projet de loi.

M. Proulx présente le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 222 soit envoyé à la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fréchette:

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 442)*

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 7 juin 1985 aux fins d'étudier le décret concernant le Centre québécois pour l'informatisation de la production (Décret 1349-84).

*(Document de la session n° 443)*

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment, est envoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission du budget et de l'administration, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 11h à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

La Commission de la culture, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 11h à 13h, et à la salle du Conseil législatif, de 15h à 18h, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 38 — Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal;

Projet de loi 43 — Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 11h à 13h, et à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 50 — Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;

Projet de loi 54 — Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports;

La Commission des institutions, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 15h à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

La Commission des affaires sociales, à la salle du Conseil législatif, de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment;

La Commission des institutions, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 20h à 24h, afin d'entreprendre la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 204 — Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;

Projet de loi 208 — Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

Projet de loi 219 — Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman;

Projet de loi 227 — Loi concernant la succession de Jean Hudon;

Projet de loi 236 — Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles.

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention M. Marx propose la motion de scission suivante:

*Qu'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 47 soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé « Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice » et comprenant les articles 1 à 29 et 40 à 51; et un second intitulé « Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès » et comprenant les articles 30 à 39.*

Le Président prend en délibéré la motion et le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Duhaime informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 90, Loi sur le vérificateur général, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 13h03, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 90 est ajourné sur la motion de M. Blouin.

M. le Président rend une décision sur la motion de scission présentée par le député de D'Arcy-McGee:

La motion de scission vise à extraire du projet de loi 47 les modifications à la « Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès » pour en faire une loi distincte. Ces modifications constituent un principe, conformément à l'article 260, paragraphe 2, du Règlement.

M. le Président, en conséquence, déclare la motion de scission recevable.



Et un débat s'élève sur la motion proposant la scission du projet de loi 47.

Le débat étant terminé, la motion est rejetée après division des voix.

Et le débat reprend sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 47 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 47 est envoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion avec les leaders visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission du budget et de l'administration qui étudie le projet de loi 37.

En conséquence, M. Bédard, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

*Que* la Commission du budget et de l'administration mette fin à son mandat de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, dès l'adoption de la présente motion et qu'elle fasse rapport à l'Assemblée une heure après l'adoption de ladite motion.

Cette motion fera l'objet d'un débat à une séance suivante.

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 48, Loi modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Et le débat se poursuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 48 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 48 est envoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

13 juin 1985

---

Le débat reprend sur la motion de M. Duhaime proposant que le principe du projet de loi 90, Loi sur le vérificateur général, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 90 est envoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 22h16, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose à l'Assemblée une lettre adressée au secrétaire général de l'Assemblée nationale par le Directeur général des élections, en date du 10 juin 1985, l'avisant des noms des candidats proclamés élus à la suite des élections partielles du 3 juin 1985 tenues dans les circonscriptions électorales de Bertrand, Bourget, L'Assomption et Trois-Rivières.

*(Document de la session n° 444)*

M. le Président invite successivement les nouveaux députés à se présenter en Chambre.

M. Paul Philibert, député de la circonscription électorale de Trois-Rivières, M. Jean-Guy Gervais, député de la circonscription électorale de L'Assomption, M. Claude Trudel, député de la circonscription électorale de Bourget et M. Robert Bourassa, député de la circonscription électorale de Bertrand sont, l'un après l'autre, présentés par M. Levesque (Bonaventure) et prennent séance.

M. le Président, le leader de l'Opposition et le Premier ministre félicitent les nouveaux députés et leur souhaitent la bienvenue en cette Assemblée après quoi les quatre députés font une courte allocution.

M. Lévesque (Taillon) présente le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'Ordre national du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature, en date du 14 juin 1985.

*(Document de la session n° 445)*

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Raffinerie de sucre du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 446)*

Par M. Biron:

Énoncé intergouvernemental des principes et du cadre de développement économique régional.

*(Document de la session n° 447)*

Par M. Beaumier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 12 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

*(Document de la session n° 448)*

Par M. Vallières:

Rapport contenant les observations et les recommandations de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a procédé à une consultation générale les 5, 6, 7, 13, 14 et 15 mars 1985 sur les aspects de la relève, du financement et de l'endettement agricoles au Québec.

*(Document de la session n° 449)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 11 et 12 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives.

Ce projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 450)*

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, la Commission des affaires sociales, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 11h55 à 13h et de 15h à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

M. Bédard propose:

*Que* la Commission du budget et de l'administration mette fin à son mandat de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, dès l'adoption de la présente motion et qu'elle fasse rapport à l'Assemblée une heure après l'adoption de ladite motion.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ryan.

À 12h56, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

Quinze heures

Moment de recueillement.

M. Martel, ministre du Revenu, annonce dans une déclaration ministérielle la méthode retenue par le gouvernement concernant la détermination du taux d'intérêt exigible sur les créances ou payable sur les remboursements, et, par la même occasion, le taux d'intérêt à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985, le tout conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31).

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Réponse de M. Bertrand à la question de M. Doyon inscrite au *Feuilleton* du 23 mai 1985:

1. En a) 1980-1981 b) 1981-1982 c) 1982-1983 d) 1983-1984 e) 1984-1985, quelles sommes ont été versées par le ministère des Communications ou tout autre ministère ou société d'État pour des messages publicitaires sur les ondes de Radio-Québec?

2. Quelles sommes ces ministères et organismes ont-ils engagées pour 1985-1986?  
(Document de la session n° 451)

Par Mme Marois:

Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 452)

Par M. Bédard, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 453)

Par M. Rodrigue:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 454)

Décret 1057-85, en date du 5 juin 1985, concernant un paiement par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 455)

Par M. Fallu:

Rapport annuel du Secrétariat aux relations avec les citoyens, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 456)*

Par M. French:

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé le 13 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 457)*

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé le 13 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 458)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 12 et 13 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 459)*

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 13 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 54, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 460)*

Par M. Gagnon:

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 13 juin 1985 afin d'étudier les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 204 — Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;

Projet de loi 208 — Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

Projet de loi 219 — Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman;

Projet de loi 227 — Loi concernant la succession de Jean Hudon;

Projet de loi 236 — Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles.

Le projet de loi 227 est rapporté sans amendement, les projets de loi 204 et 208 avec un amendement et les projets de loi 219 et 236 avec des amendements.  
(Document de la session n° 461)

Sur la motion de M. Bédard, le rapport est adopté.

Par M. Bisaillon:

Extrait d'une pétition signée par dix représentants de l'Association des travailleurs immigrants de Québec demandant à l'Assemblée nationale de s'informer auprès de la ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu des mesures qu'elle entend prendre pour répondre aux 7 000 pétitionnaires qui réclament la hausse immédiate du salaire minimum à 4,50 \$ l'heure.

(Document de la session n° 462)

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission des affaires sociales, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 16h10 à 18h et de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 16h10 à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives;

La Commission des institutions, à la salle 150 de l'Hôtel du Parlement, de 16h10 à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 47 — Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice;

Projet de loi 48 — Loi modifiant diverses dispositions législatives;

La Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre, le mercredi 19 juin 1985, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 15h à 18h, afin de procéder à la consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 222 — Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;

Projet de loi 223 — Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le débat reprend sur la motion de M. Bédard proposant:

*Que* la Commission du budget et de l'administration mette fin à son mandat de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, dès l'adoption de la présente motion et qu'elle fasse rapport à l'Assemblée une heure après l'adoption de ladite motion.

Le débat est terminé et un vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gervais, Gratton, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—46.

À 18h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

M. Blouin avise l'Assemblée que la Commission des institutions siégera ce soir à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May plutôt qu'à la salle 150 de l'Hôtel du Parlement comme il avait été précédemment annoncé.

Conformément à la motion adoptée par l'Assemblée, M. Lachance dépose le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 6, 7, 10, 11, 12 et 13 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

*(Document de la session n° 463)*



17 juin 1985

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 55, Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre qui a étudié le projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration.

Le rapport est adopté.

17 juin 1985

---

M. Chevette propose que le principe du projet de loi 41, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 41 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 41 est envoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Clair propose que le principe du projet de loi 34, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 34 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 34 est envoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 22h40, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

Mme Marois présente le projet de loi 58, Loi sur les régimes complémentaires de retraite, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard, au nom de M. Garon, présente le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord.

*(Document de la session n° 464)*

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, l'article 35 des Règles de fonctionnement est suspendu dans le cas de ce projet de loi.

M. Blouin présente le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 216 soit envoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 465)*

Par M. Clair:

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 466)*

Par M. Bédard, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1984.

*(Document de la session n° 467)*

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le Procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 468)*

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 469)*

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 470)*

Par M. Chevette:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 471)*

Par M. Ciaccia:

Extrait d'une pétition signée par 534 résidents du district scolaire auquel appartient le Mount Royal High School, demandant que l'Assemblée nationale donne les assurances nécessaires afin de maintenir cette institution comme école anglaise.

*(Document de la session n° 472)*

Par M. Gravel:

Extrait d'une pétition signée par des représentants de la CSN-Construction et du Conseil central des syndicats nationaux de la région de Québec appuyant 162 pétitionnaires de la CSN-Construction qui demandent que le décret de l'industrie de la construction soit réouvert pour permettre aux parties de négocier le déficit du régime d'assurances sans puiser dans le fonds de pension des travailleurs.

*(Document de la session n° 473)*

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

18 juin 1985

---

La Commission des affaires sociales, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 11h15 à 13h et de 15h à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 11h15 à 13h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 11h15 à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 20h à 24h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président convoque la Commission des institutions, à la salle 198 de l'Hôtel du Parlement, aujourd'hui, de 15h à 18h, pour y tenir une séance de travail.

M. Bourassa propose, en vertu de l'article 304 du Règlement:

*Que l'Assemblée nationale retire sa confiance au gouvernement du Parti québécois qui se révèle incapable d'assumer le leadership requis pour défendre les intérêts de la société québécoise et relancer le Québec sur la voie du développement et de la prospérité.*

Et un débat s'ensuit.

Le débat est interrompu et M. le Président indique qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion sera comme suit: Quarante-neuf minutes seront consenties à l'Opposition officielle, quarante-quatre minutes au groupe parlementaire ministériel et sept minutes aux députés indépendants.

Et le débat reprend sur la motion de M. Bourassa.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

M. Bédard, conformément à l'article 223 du Règlement, demande que le vote soit reporté à plus tard, au cours de la même séance.

M. Levesque (Bonaventure) soulève une question de règlement et affirme que le vote sur une motion de censure doit être pris immédiatement le débat terminé, conformément à l'article 306 du Règlement. D'ailleurs, l'article 223 laisse au Président la discrétion de reporter ou non un vote. La demande adressée par le leader du gouvernement ne doit donc pas être reçue.

M. le Président, après avoir rappelé plusieurs cas de votes reportés sur des motions de censure, accepte la demande du leader du gouvernement.

En conséquence, du consentement unanime de l'Assemblée, il est—  
*Ordonné* que le vote soit tenu à 17h50.

M. Bédard convoque, pour aujourd'hui, d'autres commissions parlementaires:

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, dès la fin de l'étude du projet de loi 53 par la Commission des affaires sociales jusqu'à 18h, afin d'entreprendre la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203 — Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 212 — Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu;

Projet de loi 221 — Loi concernant la Ville de Greenfield Park;

Projet de loi 253 — Loi concernant la ville de Hull;

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre:

a) la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 202 — Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);

Projet de loi 206 — Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada « Fonds de Pension »;

Projet de loi 232 — Loi concernant Rivermead Golf Club;

Projet de loi 257 — Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle);

b) l'étude détaillée du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives;

c) la consultation et l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec.

À 13h11, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Bertrand, au nom de M. Biron, propose que le projet de loi 56, Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 56 est adopté.

L'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte à 18h le vote sur les amendements et le rapport.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

L'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 54, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports.

M. Ciaccia, du consentement unanime de l'Assemblée, propose le retrait des amendements qu'il avait proposés à l'étape du rapport.

La motion est adoptée.

Les amendements proposés par M. Tardif sont mis aux voix et adoptés.

Le rapport ainsi amendé est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de censure de M. Bourassa:

*Que l'Assemblée nationale retire sa confiance au gouvernement du Parti québécois qui se révèle incapable d'assumer le leadership requis pour défendre les intérêts de la société québécoise et relancer le Québec sur la voie du développement et de la prospérité.*

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—57.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur les amendements et sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

M. Pagé propose l'adoption des amendements qu'il a présentés et portant sur les articles 57, 58, 60, 70, 70.1, 88, à l'annexe A et à l'annexe B.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe,



Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—66.

M. Paquette propose l'adoption des amendements qu'il a présentés, sauf celui qui a été déclaré irrecevable, et portant sur les articles 1, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18a, 19, 23, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53 à 56, 57, 58, 59, 60, 61 à 68, 70, 76, 87, 88 et 89.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Bisaillon, Boucher, de Bellefeuille, LeBlanc-Bantey, Paquette.—5.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourassa, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dauphin, Dean, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gervais, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—113.

M. Bisaillon propose l'adoption des amendements qu'il a présentés aux articles 12, 14 et 19.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Bisailon, Boucher, de Bellefeuille, LeBlanc-Bantey, Paquette.—5.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourassa, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dauphin, Dean, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gervais, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—113.

M. Clair propose que soient adoptés:

- les modifications au titre du chapitre VII, à l'annexe A et à l'annexe B;
- la suppression de l'article 84;
- les amendements aux articles 61, 62, 64, 68, 69, 73, 74, 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89;
- les nouveaux articles 82.1, 82.2, 82.3, 87.1, 89.1, 89.2, 89.3, 90.1, 90.2; et
- la renumérotation des articles du projet de loi.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde,

Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—57.

Tous les articles du projet de loi 37, de 1 à 93, le titre, les intitulés et les annexes, amendés ou non, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—57.

Le rapport ainsi amendé de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié, après l'adoption du principe, le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, est adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, de Bellefeuille,

Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—57.

À 18h15, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

M. Rodrigue propose que le principe du projet de loi 61, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 61 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 61 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose un amendement au rapport.

L'amendement est adopté.

Le rapport ainsi amendé est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Lavoie-Roux dépose le rapport de la Commission des affaires sociales qui a siégé les 13, 14, 17 et 18 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 474)*

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 57, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 57 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 57 est envoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Conformément à l'article 242 du Règlement, M. Bédard propose l'adoption du principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 36 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'Assemblée nationale.

Aujourd'hui, le mardi 18 juin 1985, à dix-sept heures quinze minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Biron, le représentant du Premier ministre, de M. Bourbeau, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

56 Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

59 Loi n° 4 sur les crédits, 1985-1986.

18 juin 1985

---

À 21h45, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Chevette, ministre des Affaires sociales, annonce dans une déclaration ministérielle la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner tout le système québécois des services de santé et des services sociaux connexes.

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant Lomer Pilote.

*(Document de la session n° 475)*

Mme Harel présente le projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant Lomer Pilote, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi d'intérêt privé 251 soit envoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport du Directeur général des élections du Québec des résultats officiels du scrutin tenu le 3 juin 1985 dans les circonscriptions électorales de Bertrand, de Bourget, de L'Assomption et de Trois-Rivières.

*(Document de la session n° 476)*

Par Mme Marois:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 477)*

Par M. Landry:

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 478)*

Rapport annuel du ministère du Commerce extérieur, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 479)*

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1984-1985.  
(Document de la session n° 480)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'année 1984-1985.  
(Document de la session n° 481)

Par M. Brassard:

Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'année 1984.  
(Document de la session n° 482)

Par M. Fréchette, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 483)

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec, pour l'année 1983-1984.  
(Document de la session n° 484)

Par M. Fallu, au nom de M. Martel:

Bulletin d'information n° 2 sur l'imposition des primes d'assurance, publié par le ministère du Revenu.  
(Document de la session n° 485)

Par M. Bédard, au nom de M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du site du Vieux séminaire des Sulpiciens et de son jardin.  
(Document de la session n° 486)

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 18 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 487)

Par M. Lachance:

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 18 juin 1985 afin d'étudier les projets de loi d'intérêt privé suivants:



Projet de loi 202 — Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);

Projet de loi 206 — Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada « Fonds de Pension »;

Projet de loi 232 — Loi concernant Rivermead Golf Club;

Projet de loi 257 — Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle).

Les projets de loi 202, 232 et 257 sont rapportés sans amendement et le projet de loi 206 avec un amendement.

*(Document de la session n° 488)*

Sur la motion de M. Bédard, le rapport est adopté.

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 7 juin 1985 afin d'étudier les engagements financiers concernant le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, secteur de la science et de la technologie.

*(Document de la session n° 489)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 18 juin 1985 afin d'étudier les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 203 — Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;

Projet de loi 212 — Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu;

Projet de loi 221 — Loi concernant la Ville de Greenfield Park;

Projet de loi 253 — Loi concernant la ville de Hull.

Le projet de loi 203 est rapporté sans amendement et les projets de loi 205, 212, 221 et 253 avec des amendements.

*(Document de la session n° 490)*

Sur la motion de M. Bédard, le rapport est adopté.

Par Mme Harel, du consentement unanime de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 9 662 personnes appuyant Mme Christiane Sirois, mère du jeune Sébastien Métivier, toujours porté disparu, dans sa demande de mettre sur pied une escouade spéciale centralisée visant à faciliter le travail des policiers lors d'agressions sexuelles, rapt ou disparitions impliquant des enfants.  
(Document de la session n° 491)

M. Blouin convoque, pour aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes:

La Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 11h20 à 13h et, si nécessaire, de 15h à 18h et de 20h à 24h, pour les fins suivantes:

a) poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives;

b) entreprendre la consultation et l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec;

La Commission des institutions, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 11h20 à 13h et, si nécessaire, de 15h à 18h et de 20h à 24h, pour les fins suivantes:

a) poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 47 — Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice;

Projet de loi 48 — Loi modifiant diverses dispositions législatives;

b) entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 57, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964;

La Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, de 15h à 18h, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités;

La Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, de 15h à 18h, afin d'entreprendre la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 222 — Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;

Projet de loi 223 — Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président convoque, pour aujourd'hui, à la salle 150 de l'Hôtel du Parlement, les commissions permanentes suivantes:

La Commission des affaires sociales, à compter de 11h20, pour y tenir une séance de travail;

La Commission de la culture, à compter de 15h, pour la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence;

La Commission de l'économie et du travail, de 20h à 22h, pour y tenir une séance de travail.

M. Bédard, au nom de M. Lévesque (Taillon), propose que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'Ordre national du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, au nom de M. Lévesque (Taillon), le projet de loi 62 est adopté.

M. Clair propose que le projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 13h, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vallières dépose le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 18 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 492)*

Le débat se poursuit sur la motion de M. Clair proposant l'adoption du projet de loi 37.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte à 17h50 le vote sur cette motion.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

Et un débat s'élève.

Le débat étant terminé, le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Blouin, l'ordre d'envoi à la Commission des affaires sociales est révoqué et le projet de loi 41, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, est envoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Le projet de loi 41 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; l'adoption du projet de loi est remise à une séance subséquente.

Du consentement unanime, M. Bourassa propose que l'Assemblée nationale adresse ses félicitations et ses vœux de longue vie politique à M. Harry Blank, député de Saint-Louis, et à M. Georges Vaillancourt, député d'Orford, à l'occasion de leur 25<sup>e</sup> anniversaire de vie parlementaire.

Et une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Clair proposant l'adoption du projet de loi 37, Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—62.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Caron, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, French, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paquette, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—52.

En conséquence, le projet de loi 37 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard convoque pour ce soir la Commission de l'aménagement et des équipements, à la salle du Conseil législatif, à compter de 20h, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

À 18h20, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

*Vingt heures*

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Richard, le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Richard, le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Marcoux, le projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lachance dépose les documents suivants:

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 17, 18 et 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 493)*

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 18 et 19 juin 1985 afin de procéder à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

*(Document de la session n° 494)*

Sur la motion de M. Blouin, le rapport sur le projet de loi d'intérêt privé 213 est adopté.

Sur la motion de M. Tardif, le projet de loi 50, Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Jolivet, le projet de loi 26, Loi sur les mesureurs de bois, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Bérubé, le projet de loi 39, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté après division des voix.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Biron, le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Biron, le projet de loi 55, Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise, est adopté.

Conformément à l'article 257 du Règlement, M. Tardif propose que l'Assemblée se transforme en commission plénière en vue d'étudier certains amendements qu'il entend proposer au projet de loi 54, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports.

La motion est adoptée.

Le projet de loi 54 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Tardif propose l'adoption du projet de loi 54.

La motion est adoptée.

En conséquence le projet de loi 54 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Blouin, l'ordre d'envoi à la Commission du budget et de l'administration est révoqué et le projet de loi 34, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, est envoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Le projet de loi 34 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; l'adoption du projet de loi est remise à une séance subséquente.

L'Assemblée prend en considération le rapport contenant les observations et les recommandations de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a procédé à une consultation générale sur les aspects de la relève, du financement et de l'endettement agricoles. (*Document de la session n° 449, déposé le 14 juin 1985*).

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Le rapport amendé est adopté.

Aujourd'hui, le mercredi 19 juin 1985, à vingt heures cinq minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Clair, le représentant du Premier ministre, de M. Philibert, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

37 Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;

62 Loi modifiant la Loi sur l'ordre national du Québec.

À 23h58, sur la motion de M. Blouin, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

*Le Président*

RICHARD GUAY

*Dix heures*

Moment de recueillement.

M. Duhaime, ministre des Finances, annonce dans une déclaration ministérielle que la législation et la réglementation fiscales québécoises seront modifiées afin d'harmoniser les régimes d'imposition fédéral et québécois à la plupart des mesures budgétaires annoncées récemment.

Au cours de sa déclaration, M. Duhaime dépose un document s'y rapportant.  
(Document de la session n° 495)

M. Marcoux présente le projet de loi 60, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Réponse à la question de Mme Lavoie-Roux inscrite au *Feuilleton* du 28 mai 1985:

1. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984, combien d'établissements du réseau des affaires sociales ont, soit été mis en tutelle, soit fait l'objet d'une enquête portant sur l'administration ou le fonctionnement de l'établissement?

2. Dans chacun des cas, a) quels motifs ont été invoqués pour justifier l'enquête ou la mise en tutelle b) combien de temps ont-elles duré c) quelles en furent les conclusions?

(Document de la session n° 496)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de Loto-Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 497)

Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 498)

Avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les courtiers d'assurances et la Loi sur les assurances.

(Document de la session n° 499)



Par M. Gendron:

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 500)*

Par M. Ouellette:

Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 501)*

Par M. Rodrigue:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 502)*

Par M. Bédard, au nom de M. Fréchette:

Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec, pour l'année 1984.

*(Document de la session n° 503)*

Par M. Bédard, au nom de M. Richard:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 504)*

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 505)*

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 506)*

Par M. Fallu:

Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'année 1983-1984.

*(Document de la session n° 507)*

Par M. Jolivet:

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR et ses filiales), pour l'année 1984-1985.

*(Document de la session n° 508)*

Par M. Gagnon:

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 47, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 509)*

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 17 et 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 48, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 510)*

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 57, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 511)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre qui a siégé le 13 juin 1985 afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion du Fonds FCAC pour l'aide et le soutien à la recherche.

*(Document de la session n° 512)*

Par M. Marquis:

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 10, 18 et 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 513)*

Par M. Fortier:

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 19 juin 1985 afin de procéder à l'élection du président de la Commission.

*(Document de la session n° 514)*

Par M. Charbonneau:

Rapport de la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre qui a siégé le 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 515)*

Rapport de la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre qui a siégé le 19 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 516)*

Sur la motion de M. Bédard, les rapports sur les projets de loi d'intérêt privé 222 et 223 sont adoptés.

Par M. Paradis:

Extrait d'une pétition signée par 551 résidents de la circonscription électorale de Brôme-Missisquoi et des environs, demandant à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises afin d'aider les enfants adoptés à retrouver leurs parents naturels.

*(Document de la session n° 517)*

Par M. Caron:

Extrait d'une pétition signée par 827 résidents de la circonscription électorale de Verdun, demandant une participation gouvernementale à la réalisation de « Transport sécuritaire l'Envol inc. » pour les enfants de la région du sud-ouest de Montréal qui souffrent d'un handicap physique ou mental.

*(Document de la session n° 518)*

Par M. Fortin:

Extrait d'une pétition signée par 2 341 résidents de la circonscription électorale de Marguerite-Bourgeoys, demandant une participation gouvernementale à la réalisation de « Transport sécuritaire l'Envol inc. » pour les enfants de la région du sud-ouest de Montréal qui souffrent d'un handicap physique ou mental.

*(Document de la session n° 519)*

Par M. Dauphin:

Extrait d'une pétition signée par 1 052 résidents de la circonscription électorale de Marquette, demandant une participation gouvernementale à la réalisation de « Transport sécuritaire l'Envol inc. » pour les enfants de la région du sud-ouest de Montréal qui souffrent d'un handicap physique ou mental.

*(Document de la session n° 520)*

Par M. Polak:

Extrait d'une pétition signée par 1 072 résidents de la circonscription électorale de Sainte-Anne, demandant une participation gouvernementale à la réalisation de « Transport sécuritaire l'Envol inc. » pour les enfants de la région du sud-ouest de Montréal qui souffrent d'un handicap physique ou mental.

*(Document de la session n° 521)*

Par M. Polak, au nom de M. Hains:

Extrait d'une pétition signée par 1 275 résidents de la circonscription électorale de Saint-Henri, demandant une participation gouvernementale à la réalisation de « Transport sécuritaire l'Envol inc. » pour les enfants de la région du sud-ouest de Montréal qui souffrent d'un handicap physique ou mental.

*(Document de la session n° 522)*

Par Mme Lavoie-Roux, du consentement unanime de l'Assemblée:

Pétition signée par des bénéficiaires de Domrémy-Montréal demandant que restent ouvertes les cliniques externes de cet établissement.

*(Document de la session n° 523)*

M. Bédard propose:

*Que* l'Assemblée nationale adresse ses félicitations à l'endroit du Premier ministre du Québec qui célébrera le 22 juin prochain ses vingt-cinq années de vie politique active.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Dougherty propose que cette Assemblée insiste auprès du gouvernement fédéral pour que tout amendement à la Loi sur les brevets ait pour objet de fournir une exclusivité suffisante de commercialisation permettant ainsi l'épanouissement de la recherche et du développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

La motion est adoptée.

M. Landry propose:

*Que* cette Assemblée appuie et encourage les efforts des pays du Groupe de Contadora tels qu'exprimés par la résolution 38/10 des Nations Unies en date du 21 novembre 1983 pour arriver à une solution socialement, économiquement et politiquement juste, équitable et pacifique des problèmes des pays de l'Amérique centrale.

La motion est adoptée.

M. Bédard convoque pour aujourd'hui la Commission du budget et de l'administration, à la salle du Conseil législatif, de 12h15 à 13h, de 15h à 18h et de 20h à 24h, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi sur le vérificateur général.

M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) propose que le principe du projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le principe du projet de loi 190 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, le projet de loi 190 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements dont le ministre de l'Éducation et le ministre des Affaires municipales seront membres.

M. Blouin avise l'Assemblée que cette commission siégera aujourd'hui, à la salle Louis-Joseph-Papineau, à compter de 15h, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 190.

À 13h24, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

*Quinze heures*

M. Rochefort propose que le projet de loi 53, Loi sur le bâtiment, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Blouin, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte à 17h50 le vote sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Blouin convoque pour demain la Commission des institutions, à la salle Louis-Joseph-Papineau, de 10h à 12h30, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

M. Rodrigue propose que le projet de loi 40, Loi favorisant la réforme du cadastre québécois, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marquis dépose le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 20 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 524)*

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) propose que le projet de loi 190, Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 190 est adopté.

M. Chevette propose que le projet de loi 41, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 41 est adopté.

Sur la motion de M. Martel, le projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Lavoie-Roux propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 223 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Proulx propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 222 est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom du proposeur de chaque projet de loi, le principe des projets de loi d'intérêt privé suivants est adopté après quoi ces mêmes projets de loi sont adoptés:

- Projet de loi 202 — Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);
- Projet de loi 203 — Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;
- Projet de loi 204 — Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;
- Projet de loi 205 — Loi concernant la ville de Carignan;
- Projet de loi 206 — Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada « Fonds de Pension »;
- Projet de loi 208 — Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;
- Projet de loi 209 — Loi concernant la Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu;
- Projet de loi 212 — Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu;
- Projet de loi 218 — Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie;
- Projet de loi 219 — Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman;
- Projet de loi 221 — Loi concernant la Ville de Greenfield Park;
- Projet de loi 227 — Loi concernant la succession de Jean Hudon;
- Projet de loi 232 — Loi concernant Rivermead Golf Club;
- Projet de loi 236 — Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles (division d'enregistrement de Montréal);
- Projet de loi 253 — Loi concernant la ville de Hull;

20 juin 1985

---

Projet de loi 257 — Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle).

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 194, Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Perron, le projet de loi 194 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 47, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 47 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 48, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 48 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 57, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson (Anjou), le projet de loi 57 est adopté.

M. Clair propose que le projet de loi 34, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.



Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 34 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Champagne dépose le rapport de la Commission de la culture qui s'est réunie le 19 juin 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères des Communautés culturelles et de l'Immigration, des Affaires culturelles et des Communications pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1984, janvier, février et mars 1985, ainsi qu'à la vérification des engagements financiers des mois de juillet, août et septembre 1984 des ministères des Communautés culturelles et de l'Immigration et des Communications, reportée lors de la séance du 6 décembre 1984.

*(Document de la session n° 525)*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime propose que le projet de loi 32 soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime dépose le document suivant:

Copies des résolutions de la Fédération des Mutuelles d'incendie, de la Société mutuelle de réassurance du Québec, de 41 des 42 sociétés mutuelles membres du mouvement mutualiste approuvant les projets de loi 32 et 213.

*(Document de la session n° 526)*

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 32 est adopté.

M. Lachance propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Lachance, le projet de loi 213 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard dépose:

Décret 1254-85, en date du 19 juin 1985, concernant l'octroi d'une aide à Mme Hélène Côté et à Mme Louise Sutherland.

(Document de la session n° 527)

Conformément à l'article 5 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, M. Lévesque (Taillon) propose:

*Que* l'Assemblée nationale nomme comme président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, M. Jean-Louis Hérivault, pour une durée de cinq ans, comme vice-présidente, Mme Hélène Wavroch, pour une durée de cinq ans, comme vice-président, M. Luc Bessette, pour une durée de cinq ans; et

*Que* ces nominations prennent effet aujourd'hui.

Et une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/—MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourassa, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dauphin, Dean, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gervais, Godin, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parent, Perron, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—107.

CONTRE:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/MM. Bisailon, Boucher, de Bellefeuille, LeBlanc-Bantey, Paquette, Payne, Ryan.—7.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Rochefort proposant l'adoption du projet de loi 53, Loi sur le bâtiment.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR:—Mme(s)/MM. Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin,

Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—65.

CONTRE:—Mme(s)/MM. Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourassa, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Côté, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Fortin, Gervais, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Parent, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—49.

En conséquence, le projet de loi 53 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lachance dépose le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 20 juin 1985 afin d'étudier le projet de loi 90, Loi sur le vérificateur général.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

*(Document de la session n° 528)*

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 90, Loi sur le vérificateur général.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime propose l'adoption du projet de loi 90.

La motion est alors mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

POUR:—Mme(s)/—MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourassa, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré,

Dussault, Fallu, Fortier, Fortin, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gervais, Godin, Gratton, Gravel, Grégoire, Hains, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parent, Payne, Perron, Philibert, Picotte, Polak, Pratt, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Trudel, Vaillancourt, Vallières, Viau.—114.

CONTRE:—0.

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, l'ordre d'envoi à la Commission de l'Assemblée nationale est révoqué et le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, est envoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Le projet de loi 36 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose l'adoption du projet de loi 36.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 36 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération les amendements et le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 45, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Marcoux, le projet de loi 45 est adopté.

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi 28, Loi sur le mérite du pêcheur, est adopté.

20 juin 1985

---

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi 1, Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, est adopté après division des voix.

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, est adopté.

M. Garon propose que le projet de loi 27, Loi sur le mérite de la restauration, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 27 est adopté.

Conformément à l'article 257 du Règlement, M. Garon propose que l'Assemblée se transforme en commission plénière en vue d'étudier un amendement qu'il entend proposer au projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

La motion est adoptée.

Le projet de 44 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Garon propose l'adoption du projet de loi 44.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 44 est adopté.

À 20h42, M. le Président déclare l'Assemblée ajournée au mardi 15 octobre 1985, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 20 juin 1985, à vingt et une heures quinze minutes, au Cabinet de lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Beaumier, le représentant du Premier ministre, de M. Vaillancourt, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Proulx et du secrétaire général par intérim de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 1 Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires;
- 26 Loi sur les mesureurs de bois;

- 27 Loi sur le mérite de la restauration;
- 28 Loi sur le mérite du pêcheur;
- 32 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives;
- 34 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 35 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 36 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;
- 38 Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal;
- 39 Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives;
- 40 Loi favorisant la réforme du cadastre québécois;
- 41 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales;
- 43 Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives;
- 44 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- 45 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités;
- 46 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;
- 47 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice;
- 48 Loi modifiant diverses dispositions législatives;
- 49 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives;
- 50 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;

- 52 Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec;
- 53 Loi sur le bâtiment;
- 54 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports;
- 55 Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise;
- 57 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964;
- 90 Loi sur le vérificateur général;
- 190 Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda;
- 194 Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean;
- 202 Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle);
- 203 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;
- 204 Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles;
- 205 Loi concernant la ville de Carignan;
- 206 Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada «Fonds de Pension»;
- 208 Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;
- 209 Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu;
- 212 Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu;
- 213 Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec;
- 218 Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie;
- 219 Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman;

- 221 Loi concernant la Ville de Greenfield Park;
- 222 Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;
- 223 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- 227 Loi concernant la succession de Jean Hudon;
- 232 Loi concernant Rivermead Golf Club;
- 236 Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles (division d'enregistrement de Montréal);
- 253 Loi concernant la ville de Hull;
- 257 Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle).

*Le Président*

RICHARD GUAY



# PROCLAMATIONS



(Convocation)

J.GILLES LAMONTAGNE  
[L.S.]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale de la Province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le mardi, quinzième jour d'octobre 1985, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de proroger la Législature;

ATTENDU que cette prorogation ne peut être communiquée à l'Assemblée étant donné l'ajournement de ses travaux;

À CES CAUSES, Nous vous faisons savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le mardi, quinzième jour d'octobre 1985, vous convoquons par les présentes pour le mardi 12 novembre 1985, à quatorze heures et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J.GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le dixième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE.

(Dissolution)

J.GILLES LAMONTAGNE  
[L.S.]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale, ainsi qu'à tous  
ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT:

### PROCLAMATION

ATTENDU que sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous  
avons jugé à propos de dissoudre la présente Assemblée;

À CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite Assemblée.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à  
icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J.GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE.



*(Élections générales)*

J.GILLES LAMONTAGNE  
[L.S.]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour enjoint le directeur général des élections de tenir des élections générales le lundi 2 décembre 1985, en vue de la constitution d'une nouvelle Assemblée. Le décret ordonnant des élections générales est en date du 23 octobre 1985, la date limite pour la production d'une déclaration de candidature ayant été fixée au 16 novembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le 2 décembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J.GILLES LAMONTAGNE, C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE.



(Convocation)

J.GILLES LAMONTAGNE  
[L.S.]

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

### PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle Assemblée pour le onzième jour de mars prochain et mandons et ordonnons à ses Membres de s'assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J.GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE.





## PRÉCIS DES DÉCISIONS RENDUES PAR LE PRÉSIDENT

*Le 1<sup>er</sup> novembre 1984*

*Articles 88 et 90*

Est irrecevable une demande de débat d'urgence si des occasions (débat sur le discours d'ouverture, motion émanant des députés, interpellation) de discuter la question devant faire l'objet du débat se sont déjà présentées ou si d'autres possibilités de débattre cette question s'offrent dans un proche avenir (semaine suivante). De plus, traditionnellement, il n'est pas accordé de débat d'urgence sur un conflit de travail lorsque des négociations sont en cours dans le cadre de ce conflit.

*Le 6 novembre 1984*

*Article 295*

Le Président n'a pas à intervenir dans la détermination du ministre visé par une interpellation. Si, sur ce point, le libellé même de l'interpellation est ambigu, il appartient au Gouvernement d'indiquer lequel de ses ministres est le premier concerné. L'assemblée nationale a, par l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif, délégué au Gouvernement le pouvoir de répartir les tâches et les compétences de tout membre du Conseil exécutif.

*Le 27 novembre 1984*

*Articles 88 et 90*

Est irrecevable une demande de débat d'urgence dont l'objet est la composition du Gouvernement. L'Assemblée n'est pas compétente en cette matière.

La demande est également irrecevable en raison du fait que la question soulevée aurait pu être discutée autrement (par le biais d'une motion de censure ou d'une motion émanant des députés). De fait, les événements auxquels la demande fait référence ont déjà été discutés lors de périodes de questions.

N'est pas caduque la partie d'une motion visant à ce que les travaux d'une commission se terminent immédiatement, même si la commission a effectivement cessé de siéger avant l'adoption de cette motion. Dans ce contexte, le mot « travaux » n'est pas synonyme de séance; il doit plutôt être interprété comme se référant au mandat que la commission a reçu de l'Assemblée. Une fois adoptée, la motion a pour effet d'interdire à la commission de poursuivre ou de reprendre l'exécution de ce mandat et, au leader du Gouvernement, de la convoquer à cette fin.

Le 16 avril 1985

Article 71

La question de fait personnel doit porter sur un fait qui se rapporte directement à la personne qui la soulève, qu'il s'agisse d'un député ou d'un ministre. Le terme « notamment » donne ouverture à des faits de même nature.

Désormais, la question de fait personnel devra rencontrer les exigences suivantes:

- 1° se rapporter directement à son auteur en tant que membre de l'Assemblée;
- 2° être, *prima facie*, dépourvue de controverse;
- 3° dans son avis au Président, l'auteur de la question devra en démontrer le caractère personnel;
- 4° s'il est autorisé à la soulever, le député devra s'en tenir à l'essentiel du sujet;
- 5° l'intervention du député devra porter sur un des points énumérés à l'article 71 ou sur une matière analogue;
- 6° le député devra se limiter à expliquer ou à rectifier le fait qui est à l'origine de son intervention;
- 7° l'intervention devra être formulée de manière à ne pas susciter de débat;
- 8° l'intervention devra être dépourvue d'argumentation.

Le 2 mai 1985

Article 77

Ne peut être permise l'exhibition d'un objet lors de la période de questions, ce geste relevant de l'argumentation et suscitant un débat. La période de questions a pour but de permettre aux députés d'obtenir des renseignements et non d'en fournir à la Chambre.

*Le 12 juin 1985*

*Article 241*

Est recevable une motion de scission concernant un projet de loi dont l'une des parties ne pourrait être ajoutée, au moyen d'un amendement, lors de l'étude en commission, vu que ceci constituerait l'introduction d'un nouveau principe.

*Le 13 juin 1985*

*Articles 241 et 260.2*

Est recevable une motion de scission qui vise à faire un projet de loi distinct avec les modifications apportées à l'une des lois touchées par un projet de loi modifiant plusieurs lois. De telles modifications constituent un principe au sens de l'article 260.2.

*Le 18 juin 1985*

*Articles 203 et 306*

À la demande du leader du Gouvernement, le Président peut reporter à plus tard, au cours de la même séance, un vote par appel nominal sur une motion de censure.



**MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
(par ordre de préséance)

et

**ADJOINTS PARLEMENTAIRES**

*5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature*

*Adjoints  
parlementaires*

RENÉ LÉVESQUE	Premier ministre Président du Conseil exécutif	
MARC-ANDRÉ BÉDARD	Vice-Premier ministre Leader du Gouvernement Ministre délégué à la Réforme électorale Président du Comité de législation	
YVES DUHAIME	Ministre des Finances Président du Comité ministériel permanent du développement économique	Michel Gauthier
MICHEL CLAIR	Président du Conseil du trésor Ministre délégué à l'Administration	
YVES BÉRUBÉ	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie Président du Comité ministériel permanent du développement culturel	Roger Paré
PIERRE-MARC JOHNSON	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	
BERNARD LANDRY	Ministre des Relations internationales Ministre du Commerce extérieur	Michel Leduc Gilles Baril
JEAN GARON	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Jacques Baril
FRANÇOIS GENDRON	Ministre de l'Éducation	Hubert Desbiens
PAULINE MAROIS	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu Vice-présidente du Conseil du trésor	

*Adjoints  
parlementaires*

GUY CHEVRETTE	Ministre des Affaires sociales Président du Comité ministériel permanent du développement social	Yves Beaumier
ALAIN MARCOUX	Ministre des Affaires municipales Président du Comité ministériel permanent de l'aménagement	Luc Tremblay
GUY TARDIF	Ministre des Transports	
CLÉMENT RICHARD	Ministre des Affaires culturelles	David Payne
GÉRALD GODIN	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration	Yves Blais
JEAN-F. BERTRAND	Ministre des Communications	
RODRIGUE BIRON	Ministre de l'Industrie et du Commerce	Roland Dussault
RAYNALD FRÉCHETTE	Ministre du Travail	Laurent Lavigne
ROBERT DEAN	Ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation	
ADRIEN OUELLETTE	Ministre de l'Environnement	Léonard Lévesque
MARCEL LÉGER	Ministre du Tourisme	
JEAN-GUY RODRIGUE	Ministre de l'Énergie et des Ressources	Jean-Paul Bordeleau
JACQUES ROCHEFORT	Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur	
JACQUES BRASSARD	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	Raymond Gravel
MAURICE MARTEL	Ministre du Revenu	Jacques Beauséjour
JEAN-PIERRE JOLIVET	Ministre délégué aux Forêts	Jacques Leblanc
HENRI LEMAY	Ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	Denis Perron
ÉLIE FALLU	Ministre délégué aux Relations avec les citoyens	Carmen Juneau
FRANCINE LALONDE	Ministre déléguée à la Condition féminine Présidente du Comité ministériel permanent de la con- dition féminine	

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## *5<sup>e</sup> session, 32<sup>e</sup> Législature*

Président	M. Richard Guay
Vice-présidents	MM. Réal Rancourt Raymond Brouillet
Premier ministre et Président du Conseil exécutif	M. René Lévesque
Chef de l'Opposition officielle	M. Robert Bourassa
Leader du Gouvernement	M. Marc-André Bédard
Leaders adjoints du Gouvernement	MM. Raynald Fréchette René Blouin
Leader de l'Opposition officielle	M. Michel Gratton
Leader adjoint de l'Opposition officielle	M. Marc-Yvan Côté
Whip en chef du Gouvernement	Mme Huguette Lachapelle
Whips adjoints du Gouvernement	MM. Jacques Baril Patrice Laplante
Whip en chef de l'Opposition officielle	M. Michel Pagé
Whip adjoint de l'Opposition officielle	M. Yvon Picotte
<hr/>	
Secrétaire général	M. Pierre Duchesne
Directeur, Conseil en droit parlementaire	M. Mathieu Proulx
<hr/>	
Sergent d'armes	M. René Jalbert





# LISTE ALPHABÉTIQUE

## des

### CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

Indiquant le nom des députés et leur appartenance politique  
(au moment de la dissolution de la 32<sup>e</sup> Législature)

ABITIBI-EST	Bordeleau, Jean-Paul	PQ
ABITIBI-ouest	Gendron, François	PQ
ANJOU	Johnson, Pierre-Marc	PQ
ARGENTEUIL	Ryan, Claude	LIB
ARTHABASKA	Baril, Jacques	PQ
BEAUCE-NORD	Ouellette, Adrien	PQ
BEAUCE-SUD	Mathieu, Hermann	LIB
BEAUHARNOIS	Lavigne, Laurent	PQ
BELLECHASSE	Lachance, Claude	PQ
BERTHIER	Houde, Albert	LIB
BERTRAND	Lazure, Denis <sup>1</sup>	PQ
	Bourassa, Robert <sup>2</sup>	LIB
BONAVENTURE	Levesque, Gérard D.	LIB
BOURASSA	Laplante, Patrice	PQ
BOURGET	Laurin, Camille <sup>3</sup>	PQ
	Trudel, Claude <sup>2</sup>	LIB
BRÔME-MISSISQUOI	Paradis, Pierre	LIB
CHAMBLY	Tremblay, Luc	PQ
CHAMPLAIN	Gagnon, Marcel	PQ
CHAPLEAU	Kehoe, John J.	LIB
CHARLESBOURG	Côté, Marc-Yvan	LIB
CHARLEVOIX	Mailloux, Raymond	LIB
CHÂTEAUGUAY	Dussault, Roland	PQ
CHAUVEAU	Brouillet, Raymond	PQ
CHICOUTIMI	Bédard, Marc-André	PQ
CHOMEDEY	Bacon, Lise	LIB
CRÉMAZIE	Tardif, Guy	PQ
D'ARCY-McGEE	Marx, Herbert	LIB
DEUX-MONTAGNES	de Bellefeuille, Pierre	IND
DORION	Lachapelle, Huguette	PQ
DRUMMOND	Clair, Michel	PQ
DUBUC	Desbiens, Hubert	PQ
DUPLESSIS	Perron, Denis	PQ
FABRE	Leduc, Michel	PQ
FRONTENAC	Grégoire, Gilles	IND

<sup>1</sup> A démissionné le 4 décembre 1984.

<sup>2</sup> Élu le 3 juin 1985.

<sup>3</sup> A démissionné le 25 janvier 1985.

<b>GASPÉ</b>	Le May, Henri	PQ
<b>GATINEAU</b>	Gratton, Michel	LIB
<b>GOVIN</b>	Rocheport, Jacques	PQ
<b>GROULX</b>	Fallu, Élie	PQ
<b>HULL</b>	Rocheleau, Gilles	LIB
<b>HUNTINGDON</b>	Dubois, Claude	LIB
<b>IBERVILLE</b>	Beauséjour, Jacques	PQ
<b>ÎLES-DE-LA-MADELEINE</b>	LeBlanc-Bantey, Denise	IND
<b>JACQUES-CARTIER</b>	Dougherty, Joan	LIB
<b>JEANNE-MANCE</b>	Bissonnet, Michel	LIB
<b>JEAN-TALON</b>	Rivest, Jean-Claude	LIB
<b>JOHNSON</b>	Juneau, Carmen	PQ
<b>JOLIETTE</b>	Chevrette, Guy	PQ
<b>JONQUIÈRE</b>	Saint-Amand, Aline	LIB
<b>KAMOURASKA-TÉMISCOUATA</b>	Lévesque, Léonard	PQ
<b>LABELLE</b>	Léonard, Jacques <sup>1</sup>	PQ
<b>L'ACADIE</b>	Lavoie-Roux, Thérèse	LIB
<b>LAC-SAINT-JEAN</b>	Brassard, Jacques	PQ
<b>LAFONTAINE</b>	Léger, Marcel	PQ
<b>LA PELTRIE</b>	Marois, Pauline	PQ
<b>LAPORTE</b>	Bourbeau, André	LIB
<b>LAPRAIRIE</b>	Saintonge, Jean-Pierre	LIB
<b>L'ASSOMPTION</b>	Parizeau, Jacques <sup>2</sup>	PQ
<b>LAURIER</b>	Gervais, Jean-Guy <sup>3</sup>	LIB
<b>LAVAL-DES-RAPIDES</b>	Sirros, Christos	LIB
<b>LAVIOLETTE</b>	Landry, Bernard	PQ
<b>LÉVIS</b>	Jolivet, Jean-Pierre	PQ
<b>LIMOILLOU</b>	Garon, Jean	PQ
<b>LOTBINIÈRE</b>	Gravel, Raymond	PQ
<b>LOUIS-HÉBERT</b>	Biron, Rodrigue	PQ
	Doyon, Réjean	LIB
<b>MAISONNEUVE</b>	Harel, Louise	PQ
<b>MARGUERITE-BOURGOYS</b>	Fortin, Gilles <sup>4</sup>	LIB
<b>MARIE-VICTORIN</b>	Pratt, Guy <sup>1</sup>	LIB
<b>MARQUETTE</b>	Dauphin, Claude	LIB
<b>MASKINONGÉ</b>	Picotte, Yvon	LIB
<b>MATANE</b>	Bérubé, Yves	PQ
<b>MATAPÉDIA</b>	Marquis, Léopold	PQ
<b>MÉGANTIC-COMPTON</b>	Bélanger, Madeleine	LIB
<b>MERCIER</b>	Godin, Gérald	PQ
<b>MILLE-ÎLES</b>	Champagne, Jean-Paul	PQ
<b>MONTMAGNY-L'ISLET</b>	Leblanc, Jacques	PQ

<sup>1</sup> A démissionné le 23 mai 1985.

<sup>2</sup> A démissionné le 27 novembre 1984.

<sup>3</sup> Élu le 3 juin 1985.

<sup>4</sup> Élu le 18 juin 1984.

MONTMORENCY	Richard, Clément	PQ
MONT-ROYAL	Ciaccia, John	LIB
NELLIGAN	Lincoln, Clifford	LIB
NICOLET	Beumier, Yves	PQ
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Scowen, Reed	LIB
ORFORD	Vaillancourt, Georges	LIB
OUTREMONT	Fortier, Pierre	LIB
PAPINEAU	Assad, Mark	LIB
PONTIAC	Middlemiss, Robert	LIB
PORTNEUF	Pagé, Michel	LIB
PRÉVOST	Dean, Robert	PQ
RICHELIEU	Martel, Maurice	PQ
RICHMOND	Vallières, Yvon	LIB
RIMOUSKI	Marcoux, Alain	PQ
RIVIÈRE-DU-LOUP	Boucher, Jules	IND
ROBERT-BALDWIN	O'Gallagher, John	LIB
ROBERVAL	Gauthier, Michel	PQ
ROSEMONT	Paquette, Gilbert	IND
ROUSSEAU	Blouin, René	PQ
ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE	Baril, Gilles	PQ
SAGUENAY	Maltais, Ghislain	LIB
SAINTE-ANNE	Polak, Maximilien	LIB
SAINT-FRANÇOIS	Rancourt, Réal	PQ
SAINT-HENRI	Hains, Roma	LIB
SAINT-HYACINTHE	Dupré, Maurice	PQ
SAINT-JACQUES	Viau, Jean-François <sup>1</sup>	LIB
SAINT-JEAN	Proulx, Jérôme	IND
SAINT-LAURENT	Leduc, Germain	LIB
SAINT-LOUIS	Blank, Harry	LIB
SAINTE-MARIE	Bisaillon, Guy	IND
SAINT-MAURICE	Duhaime, Yves	PQ
SAUVÉ	Parent, Marcel <sup>2</sup>	LIB
SHEFFORD	Paré, Roger	PQ
SHERBROOKE	Fréchette, Raynald	PQ
TAILLON	Lévesque, René <sup>4</sup>	PQ
TASCHEREAU	Guay, Richard	PQ
TERREBONNE	Blais, Yves	PQ
TROIS-RIVIÈRES	Vaugeois, Denis <sup>3</sup>	PQ
	Philibert, Paul <sup>5</sup>	LIB
UNGAVA	Lafrenière, Marcel	PQ

<sup>1</sup> Élu le 26 novembre 1984.

<sup>2</sup> Élu le 18 juin 1984.

<sup>3</sup> A démissionné le 31 janvier 1985.

<sup>4</sup> A démissionné le 29 septembre 1985.

<sup>5</sup> Élu le 3 juin 1985.

VACHON	Payne, David	PQ
VANIER	Bertrand, Jean-François	PQ
VAUDREUIL-SOULANGES	Johnson, Daniel	LIB
VERCHÈRES	Charbonneau, Jean-Pierre	PQ
VERDUN	Caron, Lucien	LIB
VIAU	Cusano, William	LIB
VIGER	Maciocia, Cosmo	LIB
VIMONT	Rodrigue, Jean-Guy	PQ
WESTMOUNT	French, Richard	LIB

Répartition des sièges à la dissolution de la 32<sup>e</sup> Législature:

60 PQ (Parti québécois)  
53 LIB (Parti libéral du Québec)  
7 IND (Indépendant)  
2 sièges vacants (Labelle, Taillon)

# LISTE ALPHABÉTIQUE

des

## MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Indiquant leur circonscription et leur appartenance politique  
(au moment de la dissolution de la 32<sup>e</sup> Législature)

ASSAD, Mark	Papineau	LIB
BACON, Lise	Chomedey	LIB
BARIL, Gilles	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	PQ
BARIL, Jacques	Arthabaska	PQ
BEAUMIER, Yves	Nicolet	PQ
BEAUSÉJOUR, Jacques	Iberville	PQ
BÉDARD, Marc-André	Chicoutimi	PQ
BÉLANGER, Madeleine	Mégantic-Compton	LIB
BERTRAND, Jean-F.	Vanier	PQ
BÉRUBÉ, Yves	Matane	PQ
BIRON, Rodrigue	Lotbinière	PQ
BISAILLON, Guy	Sainte-Marie	IND
BISSONNET, Michel	Jeanne-Mance	LIB
BLAIS, Yves	Terrebonne	PQ
BLANK, Harry	Saint-Louis	LIB
BLOUIN, René	Rousseau	PQ
BORDELEAU, Jean-Paul	Abitibi-Est	PQ
BOUCHER, Jules	Rivière-du-Loup	IND
BOURASSA, Robert <sup>1</sup>	Bertrand	LIB
BOURBEAU, André	Laporte	LIB
BRASSARD, Jacques	Lac-Saint-Jean	PQ
BROUILLET, Raymond	Chauveau	PQ
CARON, Lucien	Verdun	LIB
CHAMPAGNE, Jean-Paul	Mille-Îles	PQ
CHARBONNEAU, Jean-Pierre	Verchères	PQ
CHEVRETTE, Guy	Joliette	PQ
CIACCIA, John	Mont-Royal	LIB
CLAIR, Michel	Drummond	PQ
CÔTÉ, Marc-Yvan	Charlesbourg	LIB
CUSANO, William	Viau	LIB
DAUPHIN, Claude	Marquette	LIB
de BELLEFEUILLE, Pierre	Deux-Montagnes	IND
DEAN, Robert	Prévost	PQ
DESBIENS, Hubert	Dubuc	PQ
DOUGHERTY, Joan	Jacques-Cartier	LIB
DOYON, Réjean	Louis-Hébert	LIB
DUBOIS, Claude	Huntingdon	LIB

<sup>1</sup> Élu le 3 juin 1985.

DUHAIME, Yves	Saint-Maurice	PQ
DUPRÉ, Maurice	Saint-Hyacinthe	PQ
DUSSAULT, Roland	Châteauguay	PQ
FALLU, Élie	Groulx	PQ
FORTIER, Pierre	Outremont	LIB
FORTIN, Gilles <sup>1</sup>	Marguerite-Bourgeoys	LIB
FRÉCHETTE, Raynald	Sherbrooke	PQ
FRENCH, Richard	Westmount	LIB
GAGNON, Marcel	Champlain	PQ
GARON, Jean	Lévis	PQ
GAUTHIER, Michel	Roberval	PQ
GENDRON, François	Abitibi-Ouest	PQ
GERVAIS, Jean-Guy <sup>2</sup>	L'Assomption	LIB
GODIN, Gérald	Mercier	PQ
GRATTON, Michel	Gatineau	LIB
GRAVEL, Raymond	Limoulu	PQ
GRÉGOIRE, Gilles	Frontenac	IND
GUAY, Richard	Taschereau	PQ
HAINS, Roma	Saint-Henri	LIB
HAREL, Louise	Maisonneuve	PQ
HOUE, Albert	Berthier	LIB
JOHNSON, Daniel	Vaudreuil-Soulanges	LIB
JOHNSON, Pierre-Marc	Anjou	PQ
JOLIVET, Jean-Pierre	Laviolette	PQ
JUNEAU, Carmen	Johnson	PQ
KEHOE, John	Chapleau	LIB
LACHANCE, Claude	Bellechasse	PQ
LACHAPELLE, Huguette	Dorion	PQ
LAFRENIÈRE, Marcel	Ungava	PQ
LANDRY, Bernard	Laval-des-Rapides	PQ
LAPLANTE, Patrice	Bourassa	PQ
LAURIN, Camille <sup>3</sup>	Bourget	PQ
LAVIGNE, Laurent	Beauharnois	PQ
LAVOIE-ROUX, Thérèse	L'Acadie	LIB
LAZURE, Denis <sup>4</sup>	Bertrand	PQ
LE MAY, Henri	Gaspé	PQ
LEBLANC-BANTEY, Denise	Îles-de-la-Madeleine	IND
LEBLANC, Jacques	Montmagny-L'Islet	PQ
LEDUC, Germain	Saint-Laurent	LIB
LEDUC, Michel	Fabre	PQ
LÉGER, Marcel	Lafontaine	PQ
LÉONARD, Jacques <sup>5</sup>	Labeile	PQ

<sup>1</sup> Élu le 18 juin 1984.

<sup>2</sup> Élu le 3 juin 1985.

<sup>3</sup> A démissionné le 25 janvier 1985.

<sup>4</sup> A démissionné le 4 décembre 1984.

<sup>5</sup> A démissionné le 23 mai 1985.

LEVESQUE, Gérard D.	Bonaventure	LIB
LÉVESQUE, Léonard	Kamouraska-Témiscouata	PQ
LÉVESQUE, René <sup>1</sup>	Taillon	PQ
LINCOLN, Clifford	Nelligan	LIB
MACIOCIA, Cosmo	Viger	LIB
MAILLOUX, Raymond	Charlevoix	LIB
MALTAIS, Ghislain	Saguenay	LIB
MARCOUX, Alain	Rimouski	PQ
MAROIS, Pauline	La Peltre	PQ
MARQUIS, Léopold	Matapédia	PQ
MARTEL, Maurice	Richelieu	PQ
MARX, Herbert	D'Arcy-McGee	LIB
MATHIEU, Hermann	Beauce-Sud	LIB
MIDDLEMISS, Robert	Pontiac	LIB
O'GALLAGHER, John	Robert-Baldwin	LIB
OUELLETTE, Adrien	Beauce-Nord	PQ
PAGÉ, Michel	Portneuf	LIB
PAQUETTE, Gilbert	Rosemont	IND
PARADIS, Pierre	Brôme-Missisquoi	LIB
PARÉ, Roger	Shefford	PQ
PARENT, Marcel <sup>2</sup>	Sauvé	LIB
PARIZEAU, Jacques <sup>3</sup>	L'Assomption	PQ
PAYNE, David	Vachon	PQ
PERRON, Denis	Duplessis	PQ
PHILIBERT, Paul <sup>4</sup>	Trois-Rivières	LIB
PICOTTE, Yvon	Maskinongé	LIB
POLAK, Maximilien	Sainte-Anne	LIB
PRATT, Guy <sup>2</sup>	Marie-Victorin	LIB
PROULX, Jérôme	Saint-Jean	IND
RANCOURT, Réal	Saint-François	PQ
RICHARD, Clément	Montmorency	PQ
RIVEST, Jean-Claude	Jean-Talon	LIB
ROCHFORD, Jacques	Gouin	PQ
ROCHELEAU, Gilles	Hull	LIB
RODRIGUE, Jean-Guy	Vimont	PQ
RYAN, Claude	Argenteuil	LIB
SAINT-AMAND, Aline	Jonquière	LIB
SAINTONGE, Jean-Pierre	Laprairie	LIB
SCOWEN, Reed	Notre-Dame-de-Grâce	LIB
SIRROS, Christos	Laurier	LIB

<sup>1</sup> A démissionné le 29 septembre 1985.

<sup>2</sup> Élu le 18 juin 1984.

<sup>3</sup> A démissionné le 27 novembre 1984.

<sup>4</sup> Élu le 3 juin 1985.

TARDIF, Guy	Crémazie	PQ
TREMBLAY, Luc	Chambly	PQ
TRUDEL, Claude <sup>1</sup>	Bourget	LIB
VAILLANCOURT, Georges	Orford	LIB
VALLIÈRES, Yvon	Richmond	LIB
VAUGEOIS, Denis <sup>2</sup>	Trois-Rivières	PQ
VIAU, Jean-François <sup>3</sup>	Saint-Jacques	LIB

Répartition des sièges à la dissolution de la 32<sup>e</sup> Législature:

60 PQ (Parti québécois)

53 LIB (Parti libéral du Québec)

7 IND (Indépendant)

2 sièges vacants (Labelle, Taillon)

<sup>1</sup> Élu le 3 juin 1985.

<sup>2</sup> A démissionné le 31 janvier 1985.

<sup>3</sup> Élu le 26 novembre 1984.





# INDEX

## PROCÈS-VERBAUX

### ASSEMBLÉE NATIONALE

5<sup>e</sup> session — 32<sup>e</sup> Législature

#### Budget et crédits

**Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985**

Projets de loi 17, 24.

Budget supplémentaire (n° 2) déposé:  
*Document n° 116, 115.*

Budget supplémentaire (n° 3) déposé:  
*Document n° 198, 175.*

Commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires, 176, 196, 197.

Rapports, 198.

**Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1986**

Projets de loi 30, 31, 51, 59.

Budget déposé:  
*Document n° 279, 221.*

Budget supplémentaire (n° 1) déposé:  
*Document n° 401, 323.*

#### Budget et crédits:—Suite

Commission plénière pour l'étude des crédits, 221, 234, 240, 302, 304 (Assemblée nationale), 357 (crédits supplémentaires).

Rapports, 221, 240, 305, 357.

*Discours sur le budget (1985-1986):*—Motion pour suspendre l'article 282 du règlement, 263. Discours prononcé; documents n<sup>os</sup> 343, 344, 345, 346 déposés, 266, 267. Débat; motions de censure, 270, 274, 275. Rapport déposé (*Document n° 368*), 284. Reprise du débat; débat terminé; motions de censure rejetées après div.; motion princ. adoptée après div., 286-290.

*Rapports des commissions sur l'étude des crédits (1985-1986):*—Déposé, 306 (*Document n° 386*). Rapport amendé après div.; débat restreint; répartition du temps; rapports et amend. adoptés après div., 310.

### Bureau de l'Assemblée nationale

Décisions déposées, 6, 140, 218, 299.

Listes des membres adoptées (*Documents n<sup>os</sup> 83, 84*), 79.

Membre remplacé, 144.

### Commission de la représentation

Rapport sur les délimitations des circonscriptions électorales déposé (*Document n° 334*), 259. Débat, 276, 281.

### Commissions permanentes

*Commissions:* Liste des membres déposée (*Document n° 271*), 218. Membres remplacés, 314.

*Commission des affaires sociales:* Membre remplacé, 61, 66. Motion concernant la consultation particulière relative aux horaires de gardes des médecins résidents et à la planification de la main-d'oeuvre médicale, 255.

*Commission de l'économie et du travail:* Membres remplacés, 130. Motion concernant la charge de président, 107, 167, 220. Mandat concernant Hydro-Québec, 220. M. Grégoire nommé membre, 230.

*Commission de l'éducation:* Membre remplacé, 144.

*Commission des institutions:* Membres remplacés, 209.

*Sous-commission de la réforme parlementaire:* Membres nommés, 304.

## Débats de fin de séance

*M. Bisailon*:—Conflit de Domtar à Lebel-sur-Quévillon, 223.

*M. Gratton*:—Démission du ministre des Finances, 123. Débat annulé, 124.

*M. Johnson* (Vaudreuil-Soulanges):—Allocations familiales, 281. Débat reporté, 282. Débat, 286.

*M. Paradis*:—Démission du ministre des Affaires sociales, 123. Débat annulé, 124.

*M. Paradis*:—Fermeture de lits d'hôpitaux dans la région de Montréal, 319, 320.

*M. Paradis*:—Effets de coupures dans les établissements de santé, 248, 249.

## Décisions du Président

(Voir aussi: *Précis des décisions*, page 419)

Le leader du gouvernement soulève une question de règlement concernant une interpellation, 87. Décision, 90. (Voir *journal des Débats*, p. 473)

Le député de Mont-Royal demande que soit tenu un débat d'urgence sur la grève du transport en commun à Montréal. Décision, 88. (Voir *journal des Débats*, p. 435)

Le député de Bonaventure demande que soit tenu un débat d'urgence sur la crise au sein du gouvernement. Décision, 127. (Voir *journal des Débats*, p. 1020)

Le député de Saint-Louis soulève une question de règlement et déclare que la motion en vertu de l'article 244 est caduque. Décision, 168. (Voir *journal des Débats*, p. 1832)

Le député de Saint-Louis soulève une question de règlement concernant une intervention du député de Vanier sur un fait personnel (*journal des Débats*, p. 2651). Décision, 259. (Voir *journal des Débats*, p. 2991)

Le Président rend une décision concernant l'exhibition d'objets en Chambre, 280. (Voir *journal des Débats*, p. 3369)

Le député de Pontiac propose la scission du projet de loi 53. Décision, 358. (Voir *journal des Débats*, p. 4537)

Le député de D'Arcy-McGee propose la scission du projet de loi 47. Décision, 362. (Voir *journal des Débats*, p. 4609)

Le leader de l'Opposition affirme que le vote sur une motion de censure doit avoir lieu immédiatement après le débat. Décision, 376. (Voir *journal des Débats*, p. 4783)

## Déclarations ministérielles

*M. Biron*:—Entente entre Union Carbide, Ethylec, Pétrumont et le gouvernement du Québec, 68.

#### Déclarations ministérielles:—Suite

- M. Chevette*:—Création d'une commission d'enquête chargée d'examiner le système des services de santé et des services sociaux, 385.
- M. Clair*:—Conditions de travail des agents de la Sûreté du Québec (*Document n° 109*), 110.
- M. Clair*:—Avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (*Document n° 216*), 190.
- M. Dean*:—Nouveau formulaire de déclaration de revenus et publication gouvernementale relative à la vérification des entreprises (*Documents nos 214 et 215*), 190.
- M. Duhaime*:—Programme de stabilisation tarifaire à l'intention de clients industriels d'Hydro-Québec, 68.
- M. Duhaime*:—Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois et certaines mesures d'ordre fiscal, 189.
- M. Duhaime*:—Baisse des droits de péréquation du Québec à la suite de la solution retenue par le gouvernement fédéral (*Document n° 312*), 247.
- M. Duhaime*:—Mesures de transition relatives à la taxe de vente sur les primes d'assurance (*Document n° 373*), 291.
- M. Duhaime*:—Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois (*Document n° 495*), 394.
- M. Garon*:—Modifications à la loi relative aux permis des entreprises de transformation des produits marins, 244.
- M. Landry*:—Énoncé de politique de relations internationales du gouvernement du Québec (*Document n° 415*), 340.
- Mme Marois*:—Déréglementation de la formation et de la qualification obligatoire du métier de coiffeur, 179.
- M. Martel*:—Détermination du taux d'intérêt exigible sur les créances ou payable sur les remboursements, 367.
- M. Rodrigue*:—Approbation gouvernementale du plan de développement d'Hydro-Québec 1985-1987, 270.

## Démissions

- BOUCHER, Jules, du groupe parlementaire ministériel. Voir *journal des Débats*, p. 2294.
- DE BELLEFEUILLE, Pierre, du groupe parlementaire ministériel, 1.
- LAURIN, Camille, comme député de Bourget, 207.
- LAZURE, Denis, comme député de Bertrand, 140.
- LEBLANC-BANTEY, Denise, du groupe parlementaire ministériel, 125.
- LÉONARD, Jacques, du groupe parlementaire ministériel, 125; comme député de Labelle, 317.
- PAQUETTE, Gilbert, du groupe parlementaire ministériel. Voir *journal des Débats*, p. 2293.

Démissions:—Suite

PARIZEAU, Jacques, comme député de l'Assomption, 125.  
PROULX, Jérôme, du groupe parlementaire ministériel, 122.  
VAUGEOIS, Denis, comme député de Trois-Rivières, 207.

## Discours d'ouverture

Discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre, 4. Débat (motions de censure), 9, 58, 62, 64, 67, 71. Débat terminé; votes reportés, 75-77. Motions de censure rejetées après div., 79-85.

## Documents de la session

*Accidents du travail et maladies professionnelles*:—Exemplaire d'un bulletin émanant de la C.S.S.T. et portant sur le projet de loi 42. Déposé, 102. (Document n° 99)

*Accidents du travail et maladies professionnelles*:—Rapport actuariel sur les implications financières des dispositions du projet de loi 42. Déposé, 103. (Document n° 100)

*Administration régionale Kativik*:—Rapport annuel sur les activités du Programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, pour 1984. Déposé, 279. (Document n° 361)

*Affaires culturelles*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 92. (Document n° 91)

*Affaires culturelles*:—Rapport annuel du ministère, pour 1984-1985. Déposé, 395. (Document n° 504)

*Affaires intergouvernementales*:—Rapport annuel du ministère, pour 1982-1983. Déposé, 191. (Document n° 224)

*Affaires intergouvernementales*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 385. (Document n° 478)

*Affaires municipales*:—Rapport annuel du ministère, pour 1982-1983. Déposé, 259. (Document n° 330)

*Affaires municipales*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 259. (Document n° 331)

*Affaires sociales*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 259. (Document n° 333)

Documents de la session:—Suite

*Affaires sociales*:—Réponse à une question écrite concernant les établissements qui ont été mis en tutelle ou ont fait l'objet d'une enquête. Déposé, 394. (Document n° 496)

*Agir maintenant pour demain*:—Politique de sécurité du revenu à la retraite intitulée:—. Déposé, 279. (Document n° 359)

*Agriculture, Pêcheries et Alimentation*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 192. (Document n° 227)

*Agronomes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (Document n° 40)

*Ambulanciers*:—Conventions collectives des techniciens. Déposé, 199. (Document n° 242)

*Aménagement de la région métropolitaine de Montréal*:—Option d'—. Déposé, 143. (Document n° 152)

*Amendements à la Loi modifiant diverses dispositions législatives*:—Déposé, 151. (Document n° 158)

*Archipel de Montréal*:—Rapport d'avancement relatif au projet—. Déposé, 140. (Document n° 144)

*Arpenteurs-géomètres*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 154. (Document n° 163)

*Audioprothésistes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 207. (Document n° 249)

*Autoroute 55*:—Réponse à une question écrite concernant les montants versés pour la rétrocession de terrains sur le tronçon de l'—. Déposé, 354. (Document n° 437)

*Avant-projet de loi sur les courtiers d'assurances et les assurances*:—Déposé, 394. (Document n° 499)

*Barreau*:—Rapport annuel du—, pour 1983-1984. Déposé, 61. (Document n° 49)

*Bâtir une forêt pour l'avenir*:—Politique forestière du Québec. Déposé, 350. (Document n° 432)

*Blondin, M. René*:—Lettre de démission de—, comme secrétaire général de l'Assemblée nationale. Déposé, 1. (Document n° 1)

**Documents de la session:—Suite**

*Bourassa, M. Robert:—Implications tarifaires du projet de—, concernant le hanarchement du complexe N.B.R. Déposé, 331. (Document n° 411)*

*Boyer, Mme Louise Sutherland:—Décret concernant l'octroi d'une aide à—. Déposé, 404. (Document n° 527)*

*Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986. Déposé, 221. (Document n° 279)*

*Budget supplémentaire (n° 2), 1984-1985:—Déposé, 115. (Document n° 116)*

*Budget supplémentaire (n° 3), 1984-1985:—Déposé, 175. (Document n° 198)*

*Budget supplémentaire (n° 1), 1985-1986:—Déposé, 323. (Document n° 401)*

*Bureau de la protection civile:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 276. (Document n° 352)*

*Bureau de l'Assemblée nationale:*

Décisions 099 à 115. Déposé, 6. (Document n° 6)

Décisions 117, 118, 119, 123. Déposé, 140. (Document n° 143)

Décisions 129, 130, 132, 135, 136. Déposé, 218. (Document n° 272)

Décisions 144, 146, 148. Déposé, 299. (Document n° 380)

*Bureau de l'Assemblée nationale:—Liste des membres désignés pour représenter le gouvernement au—. Déposé, 79. (Document n° 83)*

*Bureau de l'Assemblée nationale:—Liste des membres désignés pour représenter l'Opposition au—. Déposé, 79. (Document n° 84)*

*Bureau de surveillance du cinéma:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 74. (Document n° 75)*

*Caisse de dépôt et placement:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 226. (Document n° 281)*

*Carburants:—Rapport du groupe de travail sur le prix des—. Déposé, 262. (Document n° 337)*

*Caribous:—Rapports relatifs à l'accident des—, survenu le 30 septembre 1984. Déposé, 65. (Document n° 61)*

*Carte électorale:—Rapport de la Commission de la représentation électorale sur les délimitations des circonscriptions électorales. Déposé, 259. (Document n° 334)*

*Centre de recherche industrielle:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (Document n° 506)*



**Documents de la session:—Suite**

*Centre québécois de la valorisation de la biomasse:—*Décret concernant la constitution du—. Déposé, 345. (*Document n° 424*)

*Centre québécois pour l'informatisation de la production:—*Décret concernant la constitution du—. Déposé, 159. (*Document n° 177*)

*Chimistes:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 41*)

*Chiropraticiens:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 45*)

*Comité d'accréditation des associations d'étudiants:—*Rapport en date du 30 avril 1985. Déposé, 329. (*Document n° 407*)

*Comité fédéral-provincial sur l'avenir de la télévision francophone:—*Rapport du—. Déposé, 314. (*Document n° 394*)

*Commerce extérieur:—*Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 266. (*Document n° 342*)

*Commerce extérieur:—*Rapport annuel du ministère, pour 1984-1985. Déposé, 385. (*Document n° 479*)

*Commissaire général à la visite du Pape:—*Rapport du—. Déposé, 192. (*Document n° 225*)

*Commissariat général aux célébrations 1534-1984:—*Rapport d'activités et étude des impacts culturels et économiques de ces activités. Déposé, 96. (*Document n° 93*)

*Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances:—*Rapport annuel pour 1984. Déposé, 374. (*Document n° 466*)

*Commission consultative de l'enseignement privé:—*Rapport annuel pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 1<sup>er</sup> juillet 1984. Déposé, 207. (*Document n° 251*)

*Commission d'accès à l'information:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 59. (*Document n° 28*)

*Commission de la fonction publique:—*Lettre de démission de M. Jacques Perrin en qualité de membre de la—. Déposé, 226. (*Document n° 280*)

*Commission de la protection du territoire agricole:—*Rapport annuel pour 1982-1983. Déposé, 192. (*Document n° 228*)

Documents de la session:—Suite

*Commission de la représentation électorale*:—Rapport sur les délimitations des circonscriptions électorales en date du 11 avril 1985. Déposé, 259. (*Document n° 334*)

*Commission de la santé et de la sécurité du travail*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 360. (*Document n° 442*)

*Commission d'enquête sur Madelipêche inc. et Pêcheurs unis*:—Rapport de la—. Déposé, 56. (*Document n° 21*)

*Commission de police*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 276. (*Document n° 353*)

*Commission de protection de la langue française*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 56. (*Document n° 20*)

*Commission de protection du territoire agricole*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 386. (*Document n° 483*)

*Commission des affaires sociales*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 92. (*Document n° 90*)

*Commission des biens culturels*:—Avis. Déposés, 8, 231, 295, 329, 386. (*Documents nos 12, 289, 374, 408, 486*)

*Commission des biens culturels*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 211. (*Document n° 259*)

*Commission des services juridiques*:—Rapport annuel au 31 mars 1984. Déposé, 191. (*Document n° 220*)

*Commission des transports*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 374. (*Document n° 469*)

*Commission des valeurs mobilières*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 90. (*Document n° 86*)

*Commission des valeurs mobilières*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 394. (*Document n° 498*)

*Commission de toponymie*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 106. (*Document n° 102*)

*Commission nationale de l'aménagement*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 65. (*Document n° 58*)

*Commission québécoise des libérations conditionnelles:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 35. (Document n° 423)*

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapports:*

- Étude d'affaires courantes. Déposé, 59. (*Document n° 25*). Débat, 91.
- Désignation de la commission qui étudiera le rapport de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 114. (*Document n° 113*)
- Étude de la proposition de délimitation des circonscriptions électorales et de diverses affaires courantes. Déposé, 208. (*Document n° 255*). Débat, 256.
- Composition des commissions permanentes. Déposé, 218. (*Document n° 271*)
- Étude du rapport de la Sous-commission sur la réforme parlementaire et des règlements électoraux. Déposé, 247. (*Document n° 313*)
- Étude des modifications d'ordre linguistique apportées aux Règles de procédure de l'Assemblée (*Document n° 315*). Déposé, 247. (*Document n° 314*)

*Commission permanente des affaires sociales:—Rapports:*

- Vérification des engagements financiers. Déposés, 132, 296. (*Documents nos 134, 376*)
- Étude détaillée du projet de loi 25. Déposé, 193. (*Document n° 235*)
- Étude des activités de la Régie du logement. Déposé, 236. (*Document n° 297*)
- Étude détaillée du projet de loi 21. Déposé, 236. (*Document n° 298*)
- Consultation sur les horaires de gardes supplémentaires et la planification de la main-d'oeuvre médicale. Déposé, 326. (*Document n° 404*)
- Consultation particulière sur le projet de loi 53. Déposé, 345. (*Document n° 426*)
- Étude détaillée du projet de loi 53. Déposé, 383. (*Document n° 474*)

*Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:—Rapports:*

- Vérification des engagements financiers. Déposés, 56, 114, 211, 325. (*Documents nos 22, 114, 263, 403*)
- Étude du dossier des grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover. Déposé, 165. (*Document n° 186*). Débat, 241.
- Étude détaillée du projet de loi 1. Déposé, 231. (*Document n° 292*)
- Étude des activités de l'Office du crédit agricole. Déposé, 250. (*Document n° 317*)
- Étude détaillée du projet de loi 28. Déposé, 306. (*Document n° 385*)
- Étude détaillée du projet de loi 46. Déposé, 329. (*Document n° 410*)
- Étude détaillée du projet de loi 27. Déposé, 354. (*Document n° 440*)
- Consultation sur les aspects de la relève, du financement et de l'endettement agricoles (recommandations). Déposé, 366. (*Document n° 449*). Débat, 393.
- Étude détaillée du projet de loi 44. Déposé, 389. (*Document n° 492*)

*Commission permanente de l'aménagement et des équipements:—Rapports:*

- Vérification des engagements financiers. Déposés, 9, 102, 253, 340.  
(*Documents n<sup>os</sup> 18, 98, 328, 417*)
- Étude détaillée des projets de loi 2 et 4. Déposé, 141. (*Document n<sup>o</sup> 145*)
- Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 235, 246, 247, 250. Déposé, 155. (*Document n<sup>o</sup> 171*)
- Étude détaillée du projet de loi 8. Déposé, 174. (*Document n<sup>o</sup> 196*)
- Étude détaillée du projet de loi 88. Déposé, 181. (*Document n<sup>o</sup> 208*)
- Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 200 et 255. Déposé, 181. (*Document n<sup>o</sup> 209*)
- Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 222. Déposé, 199. (*Document n<sup>o</sup> 241*)
- Élection du président. Déposé, 211. (*Document n<sup>o</sup> 262*)
- Consultation particulière sur le projet de loi 13. Déposé, 236. (*Document n<sup>o</sup> 296*). Liste des organismes invités. Déposé, 130. (*Document n<sup>o</sup> 132*)
- Étude détaillée du projet de loi 6. Déposé, 243. (*Document n<sup>o</sup> 307*)
- Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 226. Déposé, 250. (*Document n<sup>o</sup> 318*)
- Étude détaillée du projet de loi 199. Déposé, 253. (*Document n<sup>o</sup> 327*)
- Étude détaillée du projet de loi 194. Déposé, 340. (*Document n<sup>o</sup> 418*)
- Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 209. Déposé, 341. (*Document n<sup>o</sup> 419*)
- Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 218. Déposé, 341. (*Document n<sup>o</sup> 420*)
- Consultation particulière sur le projet de loi 190. Déposé, 347. (*Document n<sup>o</sup> 429*)
- Étude détaillée du projet de loi 49. Déposé, 366. (*Document n<sup>o</sup> 450*)
- Étude détaillée du projet de loi 50. Déposé, 368. (*Document n<sup>o</sup> 459*)
- Étude détaillée du projet de loi 54. Déposé, 368. (*Document n<sup>o</sup> 460*)
- Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 203, 205, 212, 221, 253. Déposé, 387. (*Document n<sup>o</sup> 490*)
- Étude détaillée du projet de loi 45. Déposé, 396. (*Document n<sup>o</sup> 513*)
- Étude détaillée du projet de loi 190. Déposé, 400. (*Document n<sup>o</sup> 524*)

*Commission permanente du budget et de l'administration:—Rapports:*

- Vérification des engagements financiers. Déposés, 8, 254. (*Documents n<sup>os</sup> 17, 329*)
- Étude de la politique budgétaire du gouvernement. Déposés, 69, 248. (*Documents n<sup>os</sup> 70, 316*). Débat, 97.
- Étude détaillée du projet de loi 5. Déposé, 141. (*Document n<sup>o</sup> 146*)
- Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 249. Déposé, 192. (*Document n<sup>o</sup> 232*)
- Consultation particulière sur le projet de loi 18. Déposé, 193. (*Document n<sup>o</sup> 233*)
- Étude détaillée du projet de loi 7. Déposé, 203. (*Document n<sup>o</sup> 243*)
- Consultation générale sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives. Déposé, 219. (*Document n<sup>o</sup> 275*). Débat, 241.

**Documents de la session:—Suite**

Étude de la politique budgétaire du gouvernement dans le cadre du discours du budget. Déposé, 284. (*Document n° 368*)

Consultation particulière sur le projet de loi 37. Déposé, 309. (*Document n° 392*)

Étude détaillée du projet de loi 37. Déposé, 370. (*Document n° 463*)

Étude détaillée du projet de loi 35. Déposé, 386. (*Document n° 487*)

Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 202, 206, 232, 257. Déposé, 387. (*Document n° 488*)

Étude détaillée du projet de loi 32. Déposé, 391. (*Document n° 493*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213. Déposé, 391. (*Document n° 494*)

Étude détaillée du projet de loi 90. Déposé, 405. (*Document n° 528*)

*Commission permanente de la culture:—Rapports:*

Vérification des engagements financiers. Déposés, 8, 165, 403. (*Documents nos 16, 187, 525*)

Étude des activités de la Société de développement des industries de la culture et des communications. Déposé, 90. (*Document n° 87*). Débat, 134.

Étude du rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 155. (*Document n° 172*). Débat, 175.

Étude détaillée du projet de loi 10. Déposé, 182. (*Document n° 210*)

Étude détaillée du projet de loi 38. Déposé, 368. (*Document n° 457*)

Étude détaillée du projet de loi 43. Déposé, 368. (*Document n° 458*)

*Commission permanente de l'économie et du travail:—Rapports:*

Vérification des engagements financiers. Déposés, 8, 387. (*Documents nos 15, 489*)

Consultation particulière sur la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction. Déposé, 69. (*Document n° 71*). Débat, 77.

Audition des parties impliquées dans la négociation du décret de la construction. Déposé, 69. (*Document n° 72*). Débat, 77.

Étude détaillée du projet de loi 9. Déposé, 173. (*Document n° 193*)

Étude détaillée du projet de loi 11. Déposé, 173. (*Document n° 194*)

Étude détaillée du projet de loi 14. Déposé, 174. (*Document n° 195*)

Étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour 1985. Déposé, 251. (*Document n° 321*)

Étude détaillée du projet de loi 42. Déposé, 273. (*Document n° 350*)

Élection du président. Déposés, 279, 396. (*Documents nos 362, 514*)

Étude détaillée du projet de loi 26. Déposé, 314. (*Document n° 397*)

Étude détaillée du projet de loi 52. Déposé, 350. (*Document n° 433*)

Étude détaillée du projet de loi 55. Déposé, 350. (*Document n° 434*)

Étude du décret concernant le Centre québécois pour l'informatisation de la production. Déposé, 360. (*Document n° 443*)

Étude détaillée du projet de loi 56. Déposé, 366. (*Document n° 448*)

*Commission permanente de l'éducation et de la main d'œuvre:—Rapports:*

Consultation particulière sur le projet de loi 3. Déposé, 128. (*Document n° 128*)

Étude détaillée du projet de loi 3. Déposé, 169. (*Document n° 192*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 244. Déposé, 182. (*Document n° 211*)

Étude détaillée du projet de loi 16. Déposé, 193. (*Document n° 234*)

Étude détaillée du projet de loi 29. Déposé, 321. (*Document n° 400*)

Étude détaillée du projet de loi 39. Déposé, 347. (*Document n° 430*)

Étude des activités du Fonds FCAC pour l'aide et le soutien à la recherche. Déposé, 396. (*Document n° 512*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 222. Déposé, 396. (*Document n° 515*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 223. Déposé, 397. (*Document n° 516*)

*Commission permanente des institutions:—Rapports:*

Vérification des engagements financiers. Déposés, 56, 121, 337. (*Documents nos 23, 121, 414*)

— Consultation et étude du rapport sur la réforme du mode de scrutin. Déposé, 69. (*Document n° 69*). Débat, 112.

Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 203, 229, 230, 233, 236, 248, 254. Déposé, 147. (*Document n° 153*)

Étude détaillée du projet de loi 12. Déposé, 165. (*Document n° 190*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 254. Déposé, 192. (*Document n° 231*)

Étude détaillée du projet de loi 15. Déposé, 193. (*Document n° 236*)

Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 233. Déposé, 195. (*Document n° 239*)

Étude détaillée en sous-commission du projet de loi 19. Déposé, 196. (*Document n° 240*)

Élection du président. Déposé, 231. (*Document n° 291*)

Étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections. Déposé, 306. (*Document n° 384*)

Consultation et étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 204, 208, 219, 227, 236. Déposé, 369. (*Document n° 461*)

Étude détaillée du projet de loi 47. Déposé, 395. (*Document n° 509*)

Étude détaillée du projet de loi 48. Déposé, 396. (*Document n° 510*)

Étude détaillée du projet de loi 57. Déposé, 396. (*Document n° 511*)

*Commissions permanentes:—Rapport des—, qui ont étudié les crédits pour 1985-1986. Déposé, 306. (Document n° 386)*

*Commissions scolaires:—Réponse à une question écrite concernant l'aide financière accordée relativement à des matériaux comportant un risque pour la santé. Déposé, 143. (Document n° 150)*

Documents de la session:—Suite

*Communautés culturelles et Immigration*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 333. (*Document n° 413*)

*Comptables agréés*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 42*)

*Comptables en administration industrielle*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 276. (*Document n° 356*)

*Comptables généraux licenciés*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 36*)

*Comptes publics du gouvernement*:—Volumes 1 et 2 des—, au 31 mars 1984. Déposé, 191. (*Document n° 219*)

*Concessions forestières*:—Réponse à une question écrite concernant les—, révoquées depuis 1976. Déposé, 136. (*Document n° 140*)

*Conseil consultatif de la justice*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 214. (*Document n° 268*)

*Conseil consultatif de la lecture et du livre*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 74. (*Document n° 76*)

*Conseil consultatif de l'environnement*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 114. (*Document n° 111*)

*Conseil consultatif des réserves écologiques*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 65. (*Document n° 60*)

*Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 137. (*Document n° 142*)

*Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 154. (*Document n° 166*)

*Conseil de la langue française*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 160. (*Document n° 179*)

*Conseil de la science et de la technologie*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 192. (*Document n° 229*)

*Conseil des affaires sociales et de la famille*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 211. (*Document n° 260*)

*Conseil des collèges*:—Rapport annuel pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 30 juin 1984. Déposé, 236. (*Document n° 295*)

Documents de la session:—Suite

*Conseil des universités*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 177. (*Document n° 200*)

*Conseil du statut de la femme*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 231. (*Document n° 288*)

*Conseil exécutif*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 65. (*Document n° 56*)

*Conseil interprofessionnel*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 61. (*Document n° 51*)

*Conseil régional Kativik de la santé et des services sociaux*:—Rapport annuel et états financiers pour 1983-1984. Déposé, 154. (*Document n° 167*)

*Conseil supérieur de l'éducation*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 181. (*Document n° 204*)

*Conseil supérieur de l'éducation*:—État et besoins de l'éducation, pour 1983-1984. Déposé, 181. (*Document n° 205*)

*Conseillers d'orientation*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 207. (*Document n° 248*)

*Conseillers en relations industrielles*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 35*)

*Conseils régionaux de la santé et des services sociaux*:—Rapports annuels pour 1983-1984. Déposé, 65. (*Document n° 57*)

*Constitution*:—Projet d'accord constitutionnel. Déposé, 309. (*Document n° 389*)

*Construction routière*:—Projets de—, dans la région de l'Outaouais en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Déposé, 350. (*Document n° 435*)

*Conventions collectives*:—Avant projet de loi sur le régime de négociation des—, dans les secteurs public et parapublic. Déposé, 190. (*Document n° 216*)

*Conventions collectives des techniciens ambulanciers*:—Déposé, 199. (*Document n° 242*)

*Coopération franco-qubécoise*:—Document exposant les faits saillants de la—, et un bilan préliminaire de la visite officielle du Premier ministre en mai 1985. Déposé, 329. (*Document n° 406*)

*Crédits*:—Répartition du temps pour l'étude des—. Déposé, 259. (*Document n° 335*)



Documents de la session:—Suite

*Crédits*:—Rapports des commissions permanentes qui ont étudié les—. Déposé, 306. (*Document n° 386*)

*De Bellefeuille, M. Pierre*:—Lettre relative à la démission de—, du groupe parlementaire ministériel. Déposé, 114. (*Document n° 115*)

*Dentistes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 61. (*Document n° 47*)

*Denturologistes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 44*)

*Développement économique régional*:—Enoncé intergouvernemental des principes et du cadre de—. Déposé, 365. (*Document n° 447*)

*Diagramme de l'Assemblée nationale*:—Déposés, 2, 119, 130, 143, 159, 208, 214, 365. (*Documents n°s 5, 120, 131, 149, 175, 258, 269, 445*)

*Diététistes*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 59. (*Document n° 33*)

*Directeur de la législation*:—Rapports sur les projets de loi d'intérêt privé suivants: 200, 223, 234, 244, 246, 247. Déposé, 101. (*Document n° 94*)

226. Déposé, 106. (*Document n° 101*)

203, 229, 230, 235. Déposé, 109. (*Document n° 108*)

233, 248, 249, 250. Déposé, 117. (*Document n° 117*)

254. Déposé, 126. (*Document n° 138*)

255. Déposé, 164. (*Document n° 182*)

222. Déposé, 190. (*Document n° 217*)

213, 232. Déposé, 272. (*Document n° 349*)

204, 206. Déposé, 283. (*Document n° 367*)

202, 218, 227, 257. Déposé, 291. (*Document n° 371*)

205, 209. Déposé, 321. (*Document n° 398*)

203, 208, 210, 212. Déposé, 328. (*Document n° 405*)

211. Déposé, 333. (*Document n° 412*)

253. Déposé, 347. (*Document n° 427*)

219, 221. Déposé, 353. (*Document n° 436*)

222. Déposé, 360. (*Document n° 441*)

216. Déposé, 373. (*Document n° 464*)

251. Déposé, 385. (*Document n° 475*)

*Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 153. (*Document n° 159*)

*Dissolution d'organismes*:—Décret concernant la—, et avis du juge en chef du tribunal du travail s'y rapportant. Déposé, 211. (*Document n° 261*)

**Documents de la session:—Suite**

*Documents à déposer à l'Assemblée:—Liste des—. Déposé, 7. (Document n° 7)*

*Drainage souterrain:—Réponse à une question écrite concernant les subventions accordées pour le—. Déposé, 153. (Document n° 160)*

*Droits et permis de coupe de bois:—Réponse à une question écrite concernant les—. Déposé, 153. (Document n° 161)*

*Éducation:—Rapport annuel du ministère, pour 1984-1985. Déposé, 395. (Document n° 500)*

*Élection partielle du 20 novembre 1984:*

Décret. Déposé, 59. (Document n° 27)

Lettre du Directeur général des élections et exemplaire de la *Gazette officielle*. Déposé, 159. (Document n° 174)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 169. (Document n° 191)

*Élections partielles du 18 juin 1984:*

Liste des candidats proclamés élus. Déposé, 2. (Document n° 3)

Exemplaire de la *Gazette officielle* contenant la proclamation d'élection. Déposé, 2. (Document n° 4)

*Élections partielles du 3 juin 1985:*

Décret. Déposé, 268. (Document n° 347)

Liste des candidats proclamés élus. Déposé, 365. (Document n° 444)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 385. (Document n° 476)

*Énergie et Ressources:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 8. (Document n° 14)*

*Entreposage de déchets nucléaires:—Copie d'une lettre relative à l'opposition du Québec à l'établissement au Vermont d'un site pouvant servir à l'—. Déposé, 277. (Document n° 358)*

*Environnement:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 192. (Document n° 226)*

*Environnement:—Rapport annuel du ministère, pour 1984-1985. Déposé, 374. (Document n° 470)*

*Ergothérapeutes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 59. (Document n° 30)*

*Établissements du réseau des affaires sociales:—Réponse à une question écrite concernant les—, qui ont été mis en tutelle ou ont fait l'objet d'une enquête. Déposé, 394. (Document n° 496)*

Documents de la session:—Suite

*États des opérations financières, 1984-1985 et 1985-1986*:—Déposés, 267.  
(Documents n<sup>os</sup> 343, 346)

*Évaluateurs agréés*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—,  
pour 1983-1984. Déposé, 60. (Document n<sup>o</sup> 38)

*Finances*:—Deux graphiques et dix tableaux démontrant les pertes résultant  
de la nouvelle formule de péréquation. Déposé, 247. (Document n<sup>o</sup> 312)

*Fonction publique*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 159.  
(Document n<sup>o</sup> 178)

*Fonds d'aide aux recours collectifs*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé,  
214. (Document n<sup>o</sup> 267)

*Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers*:—Rapport annuel pour 1983-1984.  
Déposé, 154. (Document n<sup>o</sup> 169)

*Fonds de recherche en santé*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 7.  
(Document n<sup>o</sup> 8)

*Forêts privées*:—Réponse à une question écrite concernant la mise en valeur des—.  
Déposé, 136. (Document n<sup>o</sup> 139)

*Habitation et Protection du Consommateur*:—Rapport annuel du ministère, pour  
1983-1984. Déposé, 192. (Document n<sup>o</sup> 230)

*Hanarchement du complexe N.B.R.*:—Implications tarifaires du projet concernant  
le—. Déposé, 331. (Document n<sup>o</sup> 411)

*Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois*:—Document se  
rapportant à la déclaration ministérielle de M. Duhaime. Déposé, 394.  
(Document n<sup>o</sup> 495)

*Hydro-Québec*:—Décret concernant l'autorisation à—, de conclure deux ententes  
avec le Vermont. Déposé, 68. (Document n<sup>o</sup> 68)

*Hydro-Québec*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 325. (Document n<sup>o</sup> 402)

*Hydro-Québec*:—Implications tarifaires du projet de M. Robert Bourassa  
concernant le hanarchement du complexe N.B.R. Déposé, 331. (Document  
n<sup>o</sup> 411)

*Hygiénistes dentaires*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—,  
pour 1983-1984. Déposé, 59. (Document n<sup>o</sup> 32)

*Industrie, Commerce et Tourisme*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984.  
Déposé, 154. (Document n<sup>o</sup> 170)

**Documents de la session:—Suite**

*Infirmières et infirmiers:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 154. (Document n° 165)*

*Ingénieurs:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (Document n° 39)*

*Ingénieurs forestiers:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 61. (Document n° 46)*

*Inspecteur général des institutions financières:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 59. (Document n° 29)*

*Inspecteur général des institutions financières:—Rapport annuel sur la tarification en assurance automobile pour 1984. Déposé, 226. (Document n° 282)*

*Inspecteur général des institutions financières:—Rapport annuel sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1984. Déposé, 374. (Document n° 467)*

*Institut national de productivité:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 68. (Document n° 67)*

*Institut québécois de recherche sur la culture:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 106. (Document n° 103)*

*Institut québécois du cinéma:—États financiers pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1983 au 31 mars 1984. Déposés, 74. (Documents nos 77, 78)*

*Institut québécois du cinéma:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 164. (Document n° 184)*

*Japon:—Communiqué de presse concernant une entrevue accordée par M. René Lévesque lors d'un voyage au—. Déposé, 61. (Document n° 55)*

*Jeunes:—Sept cahiers préparés en vue des symposiums sur les—, et l'emploi. Déposé, 66. (Document n° 62)*

*Jeunes:—Bilan des mesures s'adressant aux—. Déposé, 66. (Document n° 63)*

*Justice:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 191. (Document n° 223)*

*Lac Delage:—Réponse à une question écrite concernant la réunion des fonctionnaires du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu tenue au—, en octobre 1984. Déposé, 345. (Document n° 422)*

Documents de la session:—Suite

*Laurin, M. Camille*:—Lettre de démission de—, comme député de Bourget. Déposé, 207. (*Document n° 244*)

*Leader du gouvernement*:—Nomination de M. Jean-François Bertrand comme—, à titre provisoire. Déposé, 1. (*Document n° 2*)

*Leader adjoint du gouvernement*:—Nomination de M. Raynald Fréchette comme—. Déposé, 1. (*Document n° 2*)

*LeBlanc-Bantey, Mme Denise*:—Lettre de—, relative à sa démission du groupe parlementaire ministériel. Déposé, 125. (*Document n° 127*)

*Lefrançois, Mme Hélène Côté*:—Décret concernant l'octroi d'une aide à—. Déposé, 404. (*Document n° 527*)

*Léonard, M. Jacques*:—Lettre de—, relative à sa démission du groupe parlementaire ministériel. Déposé, 125. (*Document n° 126*)

*Liste des documents à déposer à l'Assemblée*:—Déposé, 7. (*Document n° 7*)

*Livre vert sur la politique familiale*:—Déposé, 59. (*Document n° 26*)

*Livre vert sur l'habitation*:—Déposé, 87. (*Document n° 85*)

*Loisir, Chasse et Pêche*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 295. (*Document n° 375*)

*Loto-Québec*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 394. (*Document n° 497*)

*Madelipêche inc.*:—Rapport de la Commission d'enquête sur—. Déposé, 56. (*Document n° 21*)

*Main-d'oeuvre*:—Lettre du Directeur général du réseau Travail-Québec concernant la fonction—. Déposé, 132. (*Document n° 137*)

*Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu*:—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 207. (*Document n° 246*)

*Mandat spécial*:—Autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale. Déposé, 56. (*Document n° 19*)

*Médecins*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 37*)

*Médecins vétérinaires*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 61. (*Document n° 48*)

Documents de la session:—Suite

*Michaud, M. Yves*:—Réponse à une question écrite concernant la Société du Palais des congrès et—. Déposé, 313. (*Document n° 393*)

*Mieux vieillir, mieux vivre*:—Politique à l'égard de la personne âgée intitulée:—. Déposé, 340. (*Document n° 416*)

*Musée des beaux-arts de Montréal*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 218. (*Document n° 273*)

*Notaires*:—Rapport annuel de la Chambre des—, pour 1983-1984. Déposé, 61. (*Document n° 50*)

*Notaires*:—Rapport annuel de la Chambre des—, pour 1981-1982. Déposé, 207. (*Document n° 247*)

*Office de la construction*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 395. (*Document n° 503*)

*Office de la langue française*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 181. (*Document n° 206*)

*Office de la protection du consommateur*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 345. (*Document n° 425*)

*Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 367. (*Document n° 452*)

*Office de planification et de développement*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 219. (*Document n° 274*)

*Office de recrutement et de sélection du personnel de la fonction publique*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 132. (*Document n° 133*)

*Office des autoroutes*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 102. (*Document n° 97*)

*Office des personnes handicapées*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 395. (*Document n° 507*)

*Office des professions*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 386. (*Document n° 480*)

*Office des services de garde à l'enfance*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 159. (*Document n° 176*)

*Office du crédit agricole*:—Rapport annuel pour 1983-1984 (crédit forestier). Déposé, 137. (*Document n° 141*)

Documents de la session:—Suite

*Office du crédit agricole*:—Rapport annuel pour 1983-1984 (financement agricole).  
Déposé, 154. (*Document n° 168*)

*Office franco-qubécois pour la jeunesse*:—Rapport annuel pour 1983. Déposé,  
102. (*Document n° 95*)

*Office franco-qubécois pour la jeunesse*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé,  
386. (*Document n° 482*)

*Opticiens d'ordonnances*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984.  
Déposé, 207. (*Document n° 250*)

*Optométristes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 154.  
(*Document n° 164*)

*Orthophonistes et audiologistes*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle  
des—, pour 1983-1984. Déposé, 59. (*Document n° 31*)

*Outaouais*:—Projets de construction routière dans l'—, en vertu d'une entente  
fédérale-provinciale. Déposé, 350. (*Document n° 435*)

*Parcs nationaux*:—Liste des organismes convoqués en commission relativement  
au projet de loi 13. Déposé, 130. (*Document n° 132*)

*Pavillon Saint-Mathias*:—Certificats et permis concernant le—. Déposé, 292.  
(*Document n° 372*)

*Péréquation*:—Graphiques et tableaux démontrant les pertes résultant de la  
nouvelle formule de—. Déposés, 247, 267. (*Documents nos 312, 345*)

*Péréquation*:—Aide-mémoire concernant les paiements de—. Déposé, 299.  
(*Document n° 379*)

*Permis accordés aux compagnies étrangères*:—État annuel pour 1984-1985. Déposé,  
309. (*Document n° 390*)

*Perrin, M. Jacques*:—Lettre de démission de—, en qualité de membre de la  
Commission de la fonction publique. Déposé, 226. (*Document n° 280*)

*Pétitions*:

Agents de bord, règlement du conflit. Déposé, 155. (*Document n° 173*)  
Aide sociale pour les moins de trente ans, parité. Déposé, 276. (*Document  
n° 357*)

Avant projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives,  
retrait. Déposés, 237, 242, 243, 244, 262. (*Documents nos 300, 301,  
303, 308, 310, 338*)

Biphényles polychlorés, entreposage. Déposé, 296. (*Document n° 377*)

**Documents de la session:—Suite**

- Boisé Papineau, sauvegarde. Déposé, 306. (*Document n° 387*)  
Bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources (Forestville), relocalisation. Déposé, 93. (*Document n° 92*)  
C.L.S.C. Brandon, réaménagement. Déposé, 160. (*Document n° 181*)  
Décret de la construction, réouverture. Déposés, 341, 374. (*Documents n°s 421, 473*)  
Domrémy-Montréal, maintien des cliniques externes. Déposé, 398. (*Document n° 523*)  
École Saint-Joseph (Québec), fermeture. Déposé, 193. (*Document n° 238*)  
Enfants adoptés, recherche des parents naturels. Déposé, 397. (*Document n° 517*)  
Escouade spéciale visant à protéger les enfants, création. Déposé, 388. (*Document n° 491*)  
Front commun des assistés sociaux, opposition aux mesures budgétaires. Déposé, 284. (*Document n° 370*)  
Hôpital Brôme-Missisquoi, coupures. Déposé, 69. (*Document n° 73*)  
Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, constitutionnalité. Déposé, 296. (*Document n° 378*)  
Mount Royal High School, maintien comme école anglaise. Déposé, 374. (*Document n° 472*)  
Pointe-Saint-Charles, projet de 500 unités de logement. Déposé, 262. (*Document n° 339*)  
Projet de loi 40, retrait. Déposés, 56, 165. (*Documents n°s 24, 189*)  
Projet de loi 42, retrait. Déposés, 118, 121, 129, 132, 141, 147, 148, 165, 174, 177, 182, 193, 208, 212, 219, 227, 232, 236, 243, 244, 251, 262, 270, 273, 280, 284. (*Documents n°s 119, 122, 123, 129, 130, 135, 136, 147, 154, 156, 188, 197, 201, 202, 203, 212, 213, 237, 256, 257, 264, 276, 277, 284, 285, 286, 287, 293, 299, 309, 311, 319, 320, 340, 348, 351, 364, 365, 369*)  
Rivière-des-Prairies, construction d'une école. Déposé, 259. (*Document n° 336*)  
Routes 105 et 117 (Gatineau), manque de sécurité. Déposé, 90. (*Document n° 88*)  
Salaire minimum, hausse. Déposé, 369. (*Document n° 462*)  
S.O.Est Montréal, aide financière. Déposé, 279. (*Document n° 363*)  
Transport sécuritaire l'Envol inc., participation gouvernementale. Déposés, 397, 398. (*Documents n°s 518, 519, 520, 521, 522*)  
Usine Melchers (Berthierville), fermeture. Déposé, 160. (*Document n° 180*)

*Pisciculteurs et producteurs de visons, lapins, moutons:—Réponse concernant les subventions accordées aux—. Déposé, 264. (Document n° 341)*

*Plan quinquennal d'investissements universitaires, 1982-1987:—Déposé, 61. (Document n° 52)*

*Plan quinquennal d'investissements universitaires, 1983-1988:—Déposé, 61. (Document n° 53)*



**Documents de la session:—Suite**

*Plan quinquennal d'investissements universitaires, 1984-1989:—Déposé, 304. (Document n° 381)*

*Plans quinquennaux d'investissements universitaires, 1982-1987 et 1983-1988:—Cadre de référence. Déposé, 61. (Document n° 54)*

*Politique à l'égard de la personne âgée:—Déposé, 340. (Document n° 416)*

*Politique de relations internationales:—Énoncé de—, intitulé: Le Québec dans le monde ou le défi de l'interdépendance. Déposé, 340. (Document n° 415)*

*Politique de sécurité du revenu à la retraite:—Déposé, 279. (Document n° 359)*

*Politique forestière du Québec:—Document sur la—, intitulé: Bâtir une forêt pour l'avenir. Déposé, 350. (Document n° 432)*

*Port-Cartier:—Décret concernant un projet d'usine de pâtes et papiers à—, et décision du Conseil du trésor relative à une subvention pour la relance de l'usine I.T.T. Déposé, 232. (Document n° 294)*

*Port-Cartier:—Résultats du mandat d'étude confié à Rexfor en vue d'évaluer un projet d'usine de pâtes ou de papiers à—. Déposé, 253. (Document n° 325)*

*Pourboires:—Sondage de l'IQOP sur la question des—. Déposé, 7. (Document n° 11)*

*Primes d'assurances:—Bulletin d'information n° 1 concernant l'imposition des—. Déposé, 293. (Document n° 373)*

*Primes d'assurances:—Bulletin d'information n° 2 concernant l'imposition des—. Déposé, 386. (Document n° 485)*

*Programme d'aide aux Inuits bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois:—Rapport annuel de l'Administration régionale Kativik sur les activités du—, pour 1984. Déposé, 279. (Document n° 361)*

*Programme des stages en milieu de travail:—Études et analyse du—. Déposé, 347. (Document n° 428)*

*Programmes d'aide à la PME:—Deux lettres concernant les—. Déposé, 216. (Document n° 270)*

*Projet d'accord constitutionnel:—Déposé, 309. (Document n° 389)*

*Projets de loi 32 et 213:—Copie des résolutions de sociétés mutuelles d'assurance appuyant les—. Déposé, 403. (Document n° 526)*

**Documents de la session:—Suite**

*Protecteur du citoyen*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 373. (*Document n° 465*)

*Protection de la vie privée*:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues en vertu de la Loi sur la—, pour 1984. Déposé, 374. (*Document n° 468*)

*Proulx, M. Jérôme*:—Lettre relative à la démission de—, du groupe parlementaire ministériel et comme adjoint parlementaire. Déposé, 121. (*Document n° 124*)

*Psychologues*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 154. (*Document n° 162*)

*Publicité gouvernementale*:—Liste des avis préalables autorisés par le Conseil du trésor pour des campagnes de—. Déposé, 237. (*Document n° 302*)

*Publicité gouvernementale*:—Réponse à une question écrite concernant la—, sur les ondes de Radio-Québec. Déposé, 367. (*Document n° 451*)

*Qualimage*:—Lettre concernant l'évaluation du marché de télédétection aéroportée. Déposé, 219. (*Document n° 278*)

*Radio-Québec*:—Correspondance concernant la programmation de—, et l'introduction de périodes de publicité. Déposé, 148. (*Document n° 155*)

*Radio-Québec*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 214. (*Document n° 266*)

*Radio-Québec*:—Réponse à une question écrite concernant les sommes versées pour des messages publicitaires sur les ondes de—. Déposé, 367. (*Document n° 451*)

*Radio-Québec Maintenant*:—Rapport intitulé:—. Déposé, 208. (*Document n° 252*)

*Raffinerie de sucre*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 365. (*Document n° 446*)

*Rapport Marceau*:—Rapport de la Commission d'enquête sur Madelipêche inc. et Pêcheurs unis. Déposé, 56. (*Document n° 21*)

*Recueils de lois et de règlements*:—Tableau comparatif des prix des—, du Canada, de l'Ontario et du Québec. Déposé, 151. (*Document n° 157*)

*Réforme du mode de scrutin*:—Rapport de la Commission des institutions qui a siégé pour étudier les recommandations de la Commission de la représentation. Déposé, 69. (*Document n° 69*)

*Réforme du mode de scrutin*:—Proposition relative à la compensatoire régionale et nationale. Déposé, 112. (*Document n° 110*)

**Documents de la session:—Suite**

*Réforme du mode de scrutin:—*Sondage sur le mode de scrutin et les institutions politiques. Déposé, 243. (*Document n° 304*)

*Régie de la sécurité dans les sports:—*Rapport annuel pour 1983. Déposé, 279. (*Document n° 360*)

*Régie de l'assurance automobile:—*Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 386. (*Document n° 481*)

*Régie de l'assurance-dépôts:—*Rapport annuel pour 1984. Déposé, 306. (*Document n° 382*)

*Régie de l'assurance-maladie:—*Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 374. (*Document n° 471*)

*Régie de l'électricité et du gaz:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 329. (*Document n° 409*)

*Régie des assurances agricoles:—*Copie d'une lettre et d'une note de service concernant un acompte sur traitement versé au président et au vice-président de la—. Déposé, 307. (*Document n° 388*)

*Régie des assurances agricoles:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 314. (*Document n° 395*)

*Régie des entreprises de construction:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 125. (*Document n° 125*)

*Régie des grains:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 107. (*Document n° 105*)

*Régie des installations olympiques:—*Rapport annuel pour 1984. Déposé, 309. (*Document n° 391*)

*Régie des loteries et courses:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 74. (*Document n° 74*)

*Régie des marchés agricoles:—*Rapport annuel pour 1982-1983. Déposé, 107. (*Document n° 106*)

*Régie des marchés agricoles:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 386. (*Document n° 484*)

*Régie des rentes:—*Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 385. (*Document n° 477*)

**Documents de la session:—Suite**

*Régie du logement:*—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 259. (*Document n° 332*)

*Règlement sur les permis de mesureurs de bois:*—Déposé, 282. (*Document n° 366*)

*Règles de procédure de l'Assemblée nationale:*—Document de la Commission de l'Assemblée nationale relatant les—. Déposé, 247. (*Document n° 315*)

*Remises des droits et peines:*—Déclaration relative aux—, faites entre le 25 mars 1983 et le 11 octobre 1984. Déposé, 68. (*Document n° 64*)

*Revenu:*—Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 181. (*Document n° 207*)

*Revenu:*—Publication gouvernementale portant sur la vérification des entreprises. Déposé, 190. (*Document n° 214*)

*Revenu:*—Formulaire sans calcul de déclaration de revenus. Déposé, 190. (*Document n° 215*)

*Revenu:*—Ensemble de mesures assurant le respect des droits des contribuables. Déposé, 208. (*Document n° 254*)

*REXFOR:*—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (*Document n° 508*)

*Santé:*—Publication intitulée: *Le virage santélogique, scénario pour l'an 2000*. Déposé, 251. (*Document n° 322*)

*Secrétariat aux relations avec les citoyens:*—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 368. (*Document n° 456*)

*Sécurité du revenu à la retraite:*—Politique québécoise de—. Déposé, 279. (*Document n° 359*)

*Société d'aménagement de l'Oulouais:*—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 118. (*Document n° 118*)

*Société de cartographie:*—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 227. (*Document n° 283*)

*Société de développement coopératif:*—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 68. (*Document n° 66*)

*Société de développement de la Baie James:*—Rapport annuel pour 1983. Déposé, 8. (*Document n° 13*)

**Documents de la session:—Suite**

*Société de développement des industries de la culture et des communications:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 367. (Document n° 453)*

*Société de développement industriel:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 68. (Document n° 65)*

*Société de la Place des Arts:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 214. (Document n° 265)*

*Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (Document n° 508)*

*Société des alcools:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 7. (Document n° 10)*

*Société des alcools:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (Document n° 505)*

*Société des traversiers:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 102. (Document n° 96)*

*Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel pour 1983. Déposé, 107. (Document n° 107)*

*Société du Palais des congrès de Montréal:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 231. (Document n° 290)*

*Société du Palais des congrès de Montréal:—Réponse à une question écrite concernant la—. Déposé, 313. (Document n° 393)*

*Société du parc industriel du Centre du Québec:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 208. (Document n° 253)*

*Sociétés mutuelles d'assurance:—Copie des résolutions de—, appuyant les projets de loi 32 et 213. Déposé, 403. (Document n° 526)*

*Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 321. (Document n° 399)*

*Société générale de financement:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 350. (Document n° 431)*

*Société générale du cinéma:—États financiers pour la période du 14 décembre 1983 au 31 mars 1984. Déposé, 74. (Document n° 79)*

*Société générale du cinéma:—Rapport annuel pour la période du 14 décembre 1983 au 31 mars 1984. Déposé, 164. (Document n° 183)*

**Documents de la session:—Suite**

- Société nationale de l'amiante*:—Réponse à une question écrite concernant les honoraires professionnels payés par la —, pour contester des poursuites. Déposé, 78. (*Document n° 80*)
- Société nationale de l'amiante*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 106. (*Document n° 104*)
- Société nationale de l'amiante*:—Décret concernant un paiement pour des actions de la—. Déposés, 78, 253, 367. (*Documents nos 81, 323, 455*)
- Société québécoise d'assainissement des eaux*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 65. (*Document n° 59*)
- Société québécoise d'assainissement des eaux*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (*Document n° 501*)
- Société québécoise des transports*:—Rapport annuel pour 1983. Déposé, 354. (*Document n° 439*)
- Société québécoise d'exploration minière*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 367. (*Document n° 454*)
- Société québécoise d'information juridique*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 191. (*Document n° 221*)
- Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires*:—Rapport annuel pour 1983-1984. Déposés, 253, 314. (*Documents nos 326, 396*)
- Société québécoise d'initiatives pétrolières*:—Rapport annuel pour 1984-1985. Déposé, 395. (*Document n° 502*)
- Sondage sur la question des pourboires*:—Déposé, 7. (*Document n° 11*)
- Stages en milieu de travail*:—Études et analyse du programme des—. Déposé, 347. (*Document n° 428*)
- Statistiques de l'énergie, 1983*:—Déposé, 164. (*Document n° 185*)
- Subventions du ministère des Transports*:—Six affidavits portant sur des—. Déposé, 91. (*Document n° 89*)
- Sûreté du Québec*:—Deux tableaux comparant les salaires des agents de la—, et ceux d'autres corps d'emploi. Déposé, 111. (*Document n° 109*)
- Sûreté du Québec*:—Rapport annuel pour 1984. Déposé, 306. (*Document n° 383*)

**Documents de la session:—Suite**

*Symposiums sur les jeunes et l'emploi:—*Sept cahiers préparés en vue des—. Déposé, 66. (*Document n° 62*)

*Tables d'imposition pour 1985, 1986, 1987:—*Graphique des—. Déposé, 267. (*Document n° 344*)

*Techniciens dentaires:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 34*)

*Techniciens en radiologie:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1983-1984. Déposé, 60. (*Document n° 43*)

*Téledétection aéroportée:—*Lettre concernant l'évaluation du marché de—, (Qualimage). Déposé, 219. (*Document n° 278*)

*Télévision francophone:—*Rapport du Comité fédéral-provincial sur l'avenir de la—. Déposé, 313. (*Document n° 394*)

*Transports:—*Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 78. (*Document n° 82*)

*Transports:—*Six affidavits portant sur des subventions du ministère des—. Déposé, 91. (*Document n° 89*)

*Travail:—*Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 114. (*Document n° 112*)

*Travailleurs sociaux:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 276. (*Document n° 354*)

*Travaux publics et Approvisionnements:—*Rapport annuel du ministère, pour 1983-1984. Déposé, 7. (*Document n° 9*)

*Travaux publics et Approvisionnements:—*Rapport des activités du ministère, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 1984. Déposé, 354. (*Document n° 438*)

*Tribunal de l'expropriation:—*Rapport annuel pour 1983-1984. Déposé, 191. (*Document n° 222*)

*Tutelle:—*Rapport du Conseil de tutelle de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie (local 144). Déposé, 253. (*Document n° 324*)

*Tutelle du Syndicat du transport de Montréal:—*Décret concernant la fin de la—, et rapport annuel concernant ce syndicat. Déposés, 243. (*Documents nos 305, 306*)

**Documents de la session:—Suite**

*Université du Québec:—Rapport annuel et statistiques pour 1983-1984. Déposé, 177. (Document n° 199)*

*Urbanistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1983-1984. Déposé, 276. (Document n° 355)*

*Vaugeois, M. Denis:—Lettre de démission de—, comme député de Trois-Rivières. Déposé, 207. (Document n° 245)*

*Vérificateur général:—Rapport du vérificateur des comptes relatifs au—, pour 1982-1983. Déposé, 143. (Document n° 151)*

*Vérificateur général:—Rapport annuel au 31 mars 1984. Déposé, 191. (Document n° 218)*

*Vermont:—Copie d'une lettre relative à l'opposition du Québec à l'établissement au—, d'un site pouvant servir à l'entreposage de déchets nucléaires. Déposé, 277. (Document n° 358)*

*Vermont:—Décret concernant l'autorisation accordée à Hydro-Québec de conclure deux ententes avec le—. Déposé, 68. (Document n° 68)*

*Virage santélogique, scénario pour l'an 2000:—Publication intitulée: Le—. Déposé, 251. (Document n° 322)*

*Voyage du Premier ministre au Japon:—Communiqué de presse concernant le—. Déposé, 61. (Document n° 55)*

*Voyage du Premier ministre en France:—Document exposant les faits saillants de la coopération franco-québécoise en 1984-1985 et un bilan préliminaire du—. Déposé, 329. (Document n° 406)*

*Whip en chef du gouvernement:—Lettre annonçant la nomination de Mme Huguette Lachapelle en tant que—. Déposé, 143. (Document n° 148)*

## **Élections partielles**

BOURASSA, Robert, député de Bertrand, 365.  
FORTIN, Gilles, député de Marguerite-Bourgeoys, 2.  
GERVAIS, Jean-Guy, député de L'Assomption, 365.  
PARENT, Marcel, député de Sauvé, 2.  
PHILIBERT, Paul, député de Trois-Rivières, 365.  
PRATT, Guy, député de Marie-Victorin, 2.  
TRUDEL, Claude, député de Bourget, 365.  
VIAU, Jean-François, député de Saint-Jacques, 159.



## Interpellations

- M. Bourbeau*:—Mise en vente du réseau de succursales de la Société des alcools, 307. Ordre, 315.
- M. Fortier*:—Situation dans l'industrie du bois de sciage, 216.
- M. Fortier*:—Dossier de l'amiante, 57.
- M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges)*:—Imposition de la taxe de vente sur les primes d'assurance, 270.
- M. Maltais*:—Situation dans l'industrie de la pêche commerciale, 234.
- M. Pagé*:—Situation dans l'industrie de la coiffure, 112. Ordre de l'Assemblée, 124, 134.
- M. Paradis*:—Diminution de la qualité et de l'accessibilité des soins de santé, 319.
- M. Paradis*:—Dossiers de la santé et des services sociaux, 123, 124.
- M. Rocheleau*:—Problèmes dans l'industrie du taxi, 97, 112.
- M. Scowen*:—Sous-emploi au Québec, 71, 95.
- M. Scowen*:—Inefficacité du programme de relance économique. Question de règlement, 87. Décision, 90.
- M. Scowen*:—Insuffisance des mesures du gouvernement pour résorber le sous-emploi, 265.
- M. Vallières*:—Politique du gouvernement en matière de voirie, 298.

## Motions de censure

### Motions en vertu de l'article 304 du Règlement:

- M. Bisailon*:—Inaptitude du gouvernement à mettre en oeuvre une politique de plein emploi. Répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 245.
- M. Bourassa*:—Incapacité du gouvernement d'assumer le leadership requis pour défendre les intérêts de la société québécoise. Débat; répartition du temps; vote reporté; décision du Président, 376. Motion rejetée après div., 378.
- M. Levesque (Bonaventure)*:—Attitude du gouvernement dans la défense des intérêts supérieurs du Québec. Répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 170, 171.
- M. Levesque (Bonaventure)*:—Absence de vision éclairée du gouvernement face aux défis que le Québec se doit de relever. Répartition du temps; débat; Document n° 270 déposé; motion rejetée après div. (vote), 216.

## Motions de clôture

- M. Bertrand*:—Dépôt du rapport de la Commission de l'éducation sur le projet de loi 3, 162. Débat; question de règlement; décision; vote reporté, 166-168. Motion adoptée après div.; rapport déposé (*Document n° 192*), 169.
- M. Bédard*:—Dépôt du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 37, 363. Débat, 366. Motion adoptée après div. (vote); rapport déposé (*Document n° 463*), 370.

## Motions de fond

### Motions en vertu de l'article 97 du Règlement:

- M. Bisailon*:—Adoption du principe des projets de loi 191 et 198. Débat; répartition du temps; vote reporté, 315. Motion rejetée après div., 317.
- M. Ciaccia*:—Disparition tragique de caribous dans la rivière Caniapiscaw. Répartition du temps; débat, 108. Vote reporté, 120. Motion rejetée après div., 122.
- M. Gratton*:—Manque de rigueur du gouvernement dans l'utilisation de l'argent des contribuables. Débat; vote reporté, 131. Motion rejetée après div., 133.
- M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges)*:—Refus du gouvernement d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises. Répartition du temps; débat, 212. Vote reporté, 230. Motion rejetée après div., 232.
- M. Maciocia*:—Indifférence du gouvernement relativement à l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration. Ordre, 273. Débat; vote reporté, 277. Motion rejetée après div., 280.
- M. Rivest*:—Incapacité du gouvernement à venir en aide aux jeunes. Répartition du temps; débat, 86. Vote reporté, 95. Motion rejetée après div., 96.
- M. Scowen*:—Incapacité du ministre d'élaborer une politique cohérente et efficace de plein emploi. Débat; vote reporté, 326. Motion rejetée après div., 330.
- M. Vallières*:—État du réseau routier en milieu rural. Débat, 242. Vote reporté, 252. Motion rejetée après div., 254.

### Motions proposant un débat d'urgence en vertu de l'article 88 du Règlement:

- M. Ciaccia*:—Grève touchant le transport en commun à Montréal, 88.
- M. Levesque (Bonaventure)*:—Crise au sein du gouvernement, 127.

## Motions de scission

- M. Middlemiss*:—Scission du projet de loi 53; décision du Président; motion débattue et rejetée après div., 358.

#### Motions de scission:—Suite

*M. Marx*:—Scission du projet de loi 47; décision du Président; motion débattue et rejetée après div., 362, 363.

### Motions du gouvernement

*M. Lévesque* (Taillon):—Reconnaissance des droits des Autochtones. Débat, 222. Vote reporté, 225. Motion modifiée et adoptée après div., 227.

### Motions non annoncées

*Agence de coopération culturelle et technique*, 15<sup>e</sup> anniversaire (vote), 233.

*Association du Québec pour les déficients mentaux*, hommage rendu aux bénévoles, 229.

*Blank, M. Harry*, 25<sup>e</sup> anniversaire de vie parlementaire, 390.

*Capitulation des forces allemandes*, 40<sup>e</sup> anniversaire, 281.

*Championnats mondiaux de raquetball*, félicitations aux participants, 66.

*Communauté libanaise du Québec*, appui, 285.

*Comptables agréés*, examen final uniforme, 155.

*Contadora*, appui aux pays du Groupe de—, 398.

*Dallaire, soeur Imelda*, hommage rendu, 85.

*Désindexation des prestations de sécurité de la vieillesse*, 351. Débat (vote), 355.

*Drapeau, M. Jean*, trente années au service de Montréal, 70.

*Dufour, docteur Fernand*, condoléances, 260.

*Famine en Éthiopie*, appui au fonds d'aide, 75.

*Ferron, M. Jacques*, condoléances, 266.

*Fête des travailleurs*, 277.

*Fête nationale de la Grèce*, meilleurs voeux à la communauté hellénique, 237.

*Fonyo, Steve*, félicitations et reconnaissance, 333.

*Frère Marie Victorin*, centenaire de la naissance du—, 255.

*Frigon, M. Gérard*, condoléances, 233.

*Gagnon, Mgr Édouard*, accession au Sacré Collège, 270.

*Gandhi, Mme Indira*, tristesse exprimée à l'occasion de son assassinat, 85.

*Garneau, Marc*, félicitations à l'occasion de son voyage dans l'espace, 57.

*Génocide arménien*, commémoration, 268.

*Gorbatchev, M. Mikhail*, félicitations, 209.

*Jour des patriotes*, 122.

*Jour du souvenir*, 97.

*Journée internationale des femmes*, 209.

*Julien, Mme Pauline*, Grand Prix de l'Académie Charles-Cros, 219.

*Jurdant, M. Michel*, hommage rendu à la mémoire d'un grand écologiste, 97.

*Lapalme, M. Georges-Émile*, condoléances, 209.

*La Tribune*, 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Vote reporté, 212. Motion adoptée, 215.

*Lazure, M. Denis*, remerciements pour services rendus, 140.

*Leblanc, M. Arthur*, condoléances, 233.

#### Motions non annoncées:—Suite

- Lévesque, M. René*, 25<sup>e</sup> anniversaire de vie politique active, 398.  
*Loi sur les brevets*, amendements à la—, 398.  
*Maires et conseillers municipaux*, félicitations, 91.  
*Mois de la prévention des problèmes de l'ouïe et de la parole*, 296.  
*Mois de l'environnement*, 273.  
*Parizeau, M. Jacques*, reconnaissance exprimée, 137.  
*Popieluszko, père*, condoléances à l'occasion de son assassinat, 85.  
*Prix des communautés culturelles*, félicitations à M. Paul Dejean, 248.  
*Prix du Québec 1984*, félicitations aux récipiendaires, 66.  
*Prix François-de-B.-Gourdeau*, félicitations au père Louis Genest, 130.  
*République et Canton du Jura*, visite de son président, 9.  
*Saint-Patrick*, vœux exprimés à la communauté irlandaise, 219.  
*Semaine d'appréciation de la jeunesse*, 103.  
*Semaine de la conservation de la faune*, 262.  
*Semaine de l'Âge d'or*, 318.  
*Semaine de l'arbre et de la forêt*, 322.  
*Semaine de la santé*, document n° 322 déposé; vote reporté, 251. Motion adoptée, 254.  
*Semaine des transports*, 322.  
*Semaine du bénévolat*, 260.  
*Semaine du génie québécois*, 351.  
*Semaine internationale sur les pluies acides*, 264.  
*Semaine nationale de l'entreprise*, 281.  
*Tchernenko, M. Constantin*, condoléances, 209.  
*Union des producteurs agricoles*, 60<sup>e</sup> anniversaire, 70.  
*Vachon, Mgr Louis-Albert*, accession au Sacré Collège, 270.  
*Vaillancourt, M. Georges*, 25<sup>e</sup> anniversaire de vie parlementaire, 390.

Motions non débattues faute de consentement unanime, 103 (M. Picotte), 111 (M. Houde), 137 (M. Lincoln), 144 (M. Côté), 149 (M. Pagé), 194 (M. Valières), 233 (M. Pagé), 234 (M. Richard), 264 (M. Bisailon), 268 (M. Landry), 307 (M. Côté), 333 (M. Pagé).

## Nominations

- Leader du gouvernement*:—M. Jean-François Bertrand, à titre provisoire, 1.  
*Leader adjoint du gouvernement*:—M. Raynald Fréchette, 1.  
*Président et membres de la Commission des droits de la personne*:—Nominations et renouvellement de mandats, 196.  
*Président et vice-présidents de l'Institut de recherche et d'information*:—Mandat de cinq ans, 404.  
*Protecteur du citoyen*:—Rémunération, 201.  
*Vérificateur général*:—Rémunération, 201.  
*Vice-président de l'Assemblée nationale*:—M. Raymond Brouillet élu, 204.  
*Whip en chef du gouvernement*:—Mme Huguette Lachapelle, 143.

## Projets de loi

- Accidents du travail et maladies professionnelles:—Loi sur les—. Projet de loi 42.
- Administration de la justice:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'—. Projet de loi 47.
- Affaires sociales:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 41.
- Assemblée nationale:—Loi modifiant la Loi sur l'—, et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'—. Projet de loi 36.
- Assurances:—Loi modifiant la Loi sur les—, et d'autres dispositions législatives:—Projet de loi 32.
- Bâtiment:—Loi sur le—. Projet de loi 53.
- Beauport:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi 210.
- Biens culturels:—Loi modifiant la Loi sur les—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 43.
- Bronfman, Phyllis Barbara:—Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de—. Projet de loi 219.
- Bronfman, Samuel:—Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de—. Projet de loi 254.
- Brossard:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 226.
- Caisse de dépôt et placement du Québec:—Loi modifiant la Loi sur la—. Projet de loi 18.
- Carignan:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 205.
- Centre de recherche industrielle du Québec:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi 52.
- Code civil:—Loi modifiant le—, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 12.
- Code de la sécurité routière:—Loi modifiant le—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 81.
- Collège militaire Royal de Saint-Jean:—Loi sur le—. Projet de loi 222.
- Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu:—Loi concernant La—. Projet de loi 209.
- Commission des écoles catholiques de Montréal:—Loi concernant la—. Projet de loi 223.
- Communauté urbaine de Montréal:—Loi modifiant la Loi sur la—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 49.
- Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration:—Loi sur le—. Projet de loi 10.
- Coopératives d'électricité:—Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de—. Projet de loi 61.
- Corporation des marchands de meubles du Québec:—Loi concernant la—. Projet de loi 234.

**Projets de loi:—Suite**

- Corporation des officiers municipaux agréés du Québec:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi 203.
- Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie:—Loi concernant la—. Projet de loi 218.
- Corporation municipale du village de Fortierville:—Loi concernant la—. Projet de loi 235.
- Côte-Saint-Luc:—Loi concernant la cité de—. Projet de loi 246.
- Dispositions législatives:—Loi modifiant diverses—. Projets de loi 15, 48.
- Dispositions législatives d'ordre fiscal:—Loi modifiant diverses—. Projet de loi 5.
- Droit à la libre disposition du peuple québécois:—Loi reconnaissant le—. Projet de loi 191.
- Droit des personnes, des successions et des biens:—Loi portant réforme au Code civil du Québec du—. Projet de loi 20.
- Élections et référendums dans les municipalités:—Loi sur les —. Projet de loi 60.
- Enseignement primaire et secondaire public:—Loi sur l'—. Projet de loi 3.
- Enseignement primaire et secondaire public:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi 33.
- Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi 244.
- Finances municipales:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 2.
- Foyer Saint-Joseph de Beauharnois:—Loi concernant le—. Projet de loi 229.
- Greenfield Park:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 221.
- Hull:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 253.
- Immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève:—Loi concernant un—. Projet de loi 230.
- Immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel:—Loi concernant un—. Projet de loi 208.
- Immeubles situés à Sept-Îles:—Loi concernant la description de certains—. Projet de loi 204.
- Immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal:—Loi concernant les—. Projet de loi 233.
- Impôts:—Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 5.
- Impôts:—Loi modifiant la Loi sur les—, et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 35.
- Instruction publique:—Loi modifiant la Loi sur l'—, et diverses dispositions législatives. Projet de loi 29.
- Kénogami:—Loi concernant la municipalité du canton de—. Projet de loi 247.
- La Prévoyance, Compagnie d'Assurances:—Loi concernant—. Projet de loi 249.
- Laval:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi 193.
- Laval:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi 255.

Projets de loi:—Suite

- Les Pétroles Laduboro Ltée.:—Loi concernant—. Projet de loi 202.
- Les Prévoyants du Canada « Fonds de Pension »:—Loi concernant la liquidation de—. Projet de loi 206.
- Loi électorale:—Projet de loi 19.
- Mérite de la restauration:—Loi sur le—. Projet de loi 27.
- Mérite du pêcheur:—Loi sur le—. Projet de loi 28.
- Mesureurs de bois:—Loi sur les—. Projet de loi 26.
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie:—Loi sur le—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 39.
- Ministère des Affaires municipales:—Loi sur le—. Projet de loi 4.
- Ministère du Tourisme:—Loi sur le—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 14.
- Mise en valeur du milieu aquatique:—Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la—. Projet de loi 6.
- Montréal:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 200.
- Montréal-Nord:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 250.
- Morgan Hydrocarbures Inc.:—Loi concernant—. Projet de loi 257.
- Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord:—Loi concernant la—. Projet de loi 216.
- Municipalités:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 45.
- Musée des beaux-arts de Montréal:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi 38.
- Ordre national du Québec:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi 62.
- Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy:—Loi concernant le—, Projet de loi 222.
- Parcs nationaux:—Loi sur les—. Projet de loi 13.
- Pilote, Lomer:—Loi concernant—. Projet de loi 251.
- Pointe-aux-Trembles:—Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de—. Projet de loi 236.
- Production, entreposage, commerce et utilisation d'armes nucléaires:—Loi interdisant la—. Projet de loi 198.
- Produits agricoles, produits marins et aliments:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi 46.
- Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.:—Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les—. Projet de loi 9.
- Protection du territoire agricole:—Loi modifiant la Loi sur la—. Projet de loi 44.
- Protection sanitaire des animaux:—Loi modifiant la Loi sur la—. Projet de loi 65.
- Québec:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi 199.
- Refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964:—Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des—. Projet de loi 57.
- Réforme du cadastre québécois:—Loi favorisant la—. Projet de loi 40.

**Projets de loi:—Suite**

- Régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic:—Loi sur le—. Projet de loi 37.
- Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal:—Loi sur le—. Projet de loi 25.
- Régime de rentes du Québec:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi 21.
- Régimes complémentaires de retraite:—Loi sur les—. Projet de loi 58.
- Régimes de retraite des secteurs public et parapublic:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 34.
- Relations de travail:—Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de—. Projet de loi 11.
- Rivermead Golf Club:—Loi concernant—. Projet de loi 232.
- Rivière-Saint-Jean:—Loi concernant la municipalité de—. Projet de loi 194.
- Rouyn et Noranda:—Loi concernant les villes de—. Projet de loi 190.
- Saint-Hubert:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 225.
- Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires:—Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la—. Projet de loi 16.
- Société des établissements de plein air du Québec:—Loi sur la—. Projet de loi 88.
- Société de transport de la rive sud de Montréal:—Loi sur la—. Projet de loi 50.
- Société de transport de la ville de Laval:—Loi sur la—. Projet de loi 8.
- Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marienville-Richelieu:—Loi concernant la ville de Chambly et la—. Projet de loi 212.
- Société du Parc des expositions agro-alimentaires:—Loi sur la—. Projet de loi 1.
- Société mutuelle de réassurance du Québec:—Loi sur la—. Projet de loi 213.
- Sociétés de développement de l'entreprise québécoise:—Loi abrogeant la Loi sur les—. Projet de loi 55.
- Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise:—Loi sur les—. Projet de loi 56.
- Sondages et publicité gouvernementale:—Loi sur les—. Projet de loi 197.
- Succession de Jean Hudon:—Loi concernant la—. Projet de loi 227.
- Succession de John Dwane:—Loi concernant la—. Projet de loi 203.
- Techniciens ambulanciers de la région du Montréal métropolitain:—Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de—. Projet de loi 23.
- Testament de Armand Marcotte:—Loi concernant le—. Projet de loi 248.
- Transports:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 54.
- Travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie:—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les—. Projet de loi 94.
- Usage du tabac dans les endroits publics:—Loi régissant l'—. Projet de loi 196.
- Valeurs mobilières:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi 7.



**Projets de loi:—Suite**

Vaudreuil-Rigaud:—Loi concernant le service de transport fourni par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal dans la région de—. Projet de loi 211.

Vérificateur général:—Loi sur le—. Projet de loi 90.

Projet de loi 1.—Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.—M. Garon.—Présenté, 109. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; débat terminé; vote reporté, 189. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 194. Rapport déposé (*document n° 292*), 231. Prise en considération et adoption du rapport, 249. Projet de loi adopté après div., 407. Sanction, 407. (1985, c. 13)

Projet de loi 2.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.—M. Marcoux.—Présenté, 74. Motion d'adoption du principe; débat, débat ajourné, 92. Reprise du débat; débat ajourné, 104. Reprise du débat; principe adopté; envoyé en commission, 105. Rapport déposé (*document n° 145*), 141. Prise en considération et adoption du rapport, 161. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapport adopté; projet de loi adopté, 188. Sanction, 204. (1984, c. 38)

Projet de loi 3.—Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.—M. Bérubé.—Présenté et envoyé en commission, 87. Liste des organismes convoqués, 93. Rapport déposé (*document n° 128*), 129. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 134. Reprise du débat; débat ajourné, 138. Reprise et fin du débat; vote reporté, 142. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 144. Réunion des leaders convoquée (art. 242), 162. Aucun accord conclu; motion en vertu de l'art. 244 proposée, 162. Débat sur la motion; question de règlement; décision du Président; débat terminé; vote reporté, 166-168. Motion adoptée après div.; rapport déposé (*document n° 192*), 169. Motion de prise en considération du rapport et des amend.; débat; débat terminé; vote reporté, 179, 180. Amend. du ministre adoptés après div.; amend. de M. Ryan rejetés après div.; art., annexes, intitulés et titre adoptés après div.; rapport adopté après div., 182-186. Motion d'adoption du projet de loi; débat; débat terminé; vote reporté, 188, 189. Vote reporté de nouveau, 194. Projet de loi adopté, 197. Sanction, 204. (1984, c. 39)

Projet de loi 4.—Loi sur le ministère des Affaires municipales.—M. Marcoux.—Présenté, 74. Principe adopté; envoyé en commission, 105. Rapport déposé (*document n° 145*), 141. Prise en considération et adoption du rapport, 161. Projet de loi adopté, 188. Sanction, 204. (1984, c. 40)

Projet de loi 5.—Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.—M. Dean.—Présenté, 92. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 127. Reprise du débat; principe adopté après div.; envoyé en commission, 129. Rapport déposé (*document n° 146*), 141. Prise en considération et adoption du rapport, 150. Projet de loi adopté, 161. Sanction, 172. (1984, c. 35)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 6.—Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique.—M. Marcoux.—Présenté, 100. Motion d'adoption du principe; débat; amend. proposé; ordre concernant le vote; amend. rejeté après div.; débat terminé; vote reporté, 145, 146. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 148. Rapport déposé (*document n° 307*), 243. Prise en considération et adoption du rapport, 249. Projet de loi adopté après div., 257. Sanction, 258. (1985, c. 3)

Projet de loi 7.—Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.—M. Duhaim.—Présenté, 105. Nouveau parrain, 138. Principe adopté; envoyé en commission, 162. Rapport déposé (*document n° 243*) et adopté; projet de loi adopté, 203. Sanction, 204. (1984, c. 41)

Projet de loi 8.—Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.—M. Tardif.—Présenté, 105. Nouveau parrain, 137. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 150. Rapport déposé (*document n° 196*), 174. Prise en considération et adoption du rapport, 187. Projet de loi adopté, 200. Sanction, 205. (1984, c. 42)

Projet de loi 9.—Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière du Lièvre à Les Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.—M. Rodrigue.—Présenté, 100. Nouveau parrain, 138. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 161. Reprise du débat; principe adopté après div.; envoyé en commission, 163. Rapport déposé (*document n° 193*), 173. Prise en considération et adoption du rapport après div., 187. Renvoyé en commission pl.; amendé et rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté après div., 200. Sanction, 205. (1984, c. 43)

Projet de loi 10.—Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 106. Nouveau parrain, 170. Principe adopté; envoyé en commission, 171. Rapport déposé (*document n° 210*), 182. Prise en considération et adoption du rapport, 195. Projet de loi adopté, 201. Sanction, 205. (1984, c. 44)

Projet de loi 11.—Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail.—M. Fréchette.—Présenté, 109. Principe adopté; envoyé en commission, 161. Rapport déposé (*document n° 194*), 173. Prise en considération et adoption du rapport, 187. Projet de loi adopté, 200. Sanction, 205. (1984, c. 45)

Projet de loi 12.—Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 106. Principe adopté; envoyé en commission, 151. Rapport déposé (*document n° 190*), 165. Prise en considération et adoption du rapport, 175. Projet de loi adopté, 200. Sanction, 205. (1984, c. 46)

Projet de loi 13.—Loi sur les parcs nationaux.—M. Brassard.—Présenté, 109. Envoyé en commission; liste des organismes déposée (*document n° 132*), 130. Nouveau parrain, 137. Rapport déposé (*document n° 296*), 236.

#### Projets de loi:—Suite

Projet de loi 14.—Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Léger.—Présenté, 100. Principe adopté (lt-g.); envoyé en commission, 156, 157. Rapport déposé (*document n° 195*), 174. Prise en considération et adoption du rapport, 176. Adopté, 179. Sanction, 180. (1984, c. 36)

Projet de loi 15.—Loi modifiant diverses dispositions législatives.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 109. Principes adoptés; tableau déposé (*document n° 157*); amend. du ministre déposés (*document n° 158*); envoyé en commission (art. 254 suspendu), 150, 151. Rapport déposé (*document n° 236*), 193. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté après div., 200. Sanction, 205. (1984, c. 47)

Projet de loi 16.—Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires.—M. Bérubé.—Présenté, 109. Principe adopté; envoyé en commission, 176. Motion concernant les débats en commission, 187. Rapport déposé (*document n° 234*), 193. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 201. Sanction, 205. (1984, c. 48)

Projet de loi 17.—Loi n° 5 sur les crédits, 1984-1985.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 198. Sanction, 205. (1984, c. 49)

Projet de loi 18.—Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.—M. Duhaime.—Présenté, 153. Envoyé en commission, 178. Rapport déposé (*document n° 233*), 193. Motion pour suspendre certaines règles adoptée après div.; principe adopté après div.; étudié en commission pl.; rapport adopté après div.; projet de loi adopté, 203, 204. Sanction, 205. (1984, c. 50)

Projet de loi 19.—Loi électorale.—M. Bertrand.—Art. 230 suspendu; projet de loi présenté, 164. Principe adopté malgré l'article 230; envoyé en commission, 172. Rapport de la sous-commission déposé (*document n° 240*), 196. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 201. Sanction, 205. (1984, c. 51)

Projet de loi 20.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 190. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné; 210. Reprise du débat; débat ajourné, 211, 226. Reprise du débat; principe adopté; envoyé en commission, 238.

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.—Mme Marois.—Présenté, 177. Principe adopté; envoyé en commission, 210. Rapport déposé (*document n° 298*), 236. Prise en considération et adoption du rapport, 248. Projet de loi adopté, 250. Sanction, 258. (1985, c. 4)

#### Projets de loi:—Suite

Projet de loi 23.—Loi sur la continuité des services et sur les conditions de travail de techniciens ambulanciers de la région du Montréal métropolitain (6A).—M. Chevette.—Suspension de l'article 223; projet de loi présenté; document n° 242 déposé; principe adopté; étudié en commission pl.; amendé; rapport adopté, 199. Projet de loi adopté, 200. Sanction, 204. (1984, c. 37)

Projet de loi 24.—Loi n° 6 sur les crédits, 1984-1985.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 198. Sanction, 205. (1984, c. 52)

Projet de loi 25.—Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.—Mme Marois.—Présenté, 173. Principe adopté; envoyé en commission, 188. Rapport déposé (*document n° 235*), 193. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 201. Sanction, 205. (1984, c. 53)

Projet de loi 26.—Loi sur les mesureurs de bois.—M. Jolivet.—Présenté, 236. Principe adopté (lt-g.) après div.; règlement déposé (*document n° 366*); envoyé en commission, 282. Rapport déposé (*document n° 397*), 314. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté, 392. Sanction, 407. (1985, c. 14)

Projet de loi 27.—Loi sur le mérite de la restauration.—M. Garon.—Présenté, 214. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; débat ajourné, 307. Reprise du débat; débat ajourné, 319. Reprise du débat; principe adopté; envoyé en commission, 344. Rapport déposé (*document n° 440*), 354. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté après div., 407. Sanction, 408. (1985, c. 15)

Projet de loi 28.—Loi sur le mérite du pêcheur.—M. Garon.—Présenté, 214. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; débat ajourné, 249. Reprise du débat; principe adopté; envoyé en commission, 257. Rapport déposé (*document n° 385*), 306. Prise en considération et adoption du rapport, 344. Projet de loi adopté, 406. Sanction, 408. (1985, c. 16)

Projet de loi 29.—Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives.—M. Gendron.—Présenté, 231. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 250. Reprise du débat; débat terminé; vote reporté, 281. Principe adopté après div. et envoyé en commission, 284. Rapport déposé (*document n° 400*), 321. Prise en considération du rapport; amend. adopté; rapport adopté, 325. Motion d'adoption du projet de loi; débat; motion d'ajournement rejetée après div. (vote); débat ajourné, 330-332. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote avec abstentions); projet de loi adopté, 335. Sanction, 336. (1985, c. 8)

Projet de loi 30.—Loi n° 1 sur les crédits, 1985-1986.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 222. Sanction, 224. (1985, c. 1)

**Projets de loi:—Suite**

Projet de loi 31.—Loi n° 2 sur les crédits, 1985-1986.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 241. Sanction, 242. (1985, c. 2)

Projet de loi 32.—Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.—M. Duhaime.—Présenté, 272. Principe adopté; envoyé en commission, 349. Rapport déposé (*document n° 493*), 391. Prise en considération et adoption du rapport; document n° 526 déposé; projet de loi adopté, 403. Sanction, 408. (1985, c. 17)

Projet de loi 33.—Loi modifiant la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.—M. Gendron.—Présenté; principe adopté; en commission pl.; rapport adopté; projet de loi adopté, 257. Sanction, 258. (1985, c. 5)

Projet de loi 34.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.—M. Clair.—Présenté, 302. Principe adopté; envoyé en commission, 372. Ordre révoqué; envoyé en commission pl.; amendé; rapport adopté, 393. Projet de loi adopté, 402. Sanction, 408. (1985, c. 18)

Projet de loi 35.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.—M. Martel.—Présenté, 295. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 335. Rapport déposé (*document n° 487*), 386. Prise en considération et adoption du rapport, 392. Projet de loi adopté, 400. Sanction, 408. (1985, c. 25)

Projet de loi 36.—Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.—M. Bédard.—Présenté, 302. Principe adopté (art. 242); envoyé en commission, 383. Ordre révoqué; envoyé en commission pl.; amendé; rapport adopté; projet de loi adopté, 406. Sanction, 408. (1985, c. 19)

Projet de loi 37.—Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.—M. Clair.—Présenté et envoyé en commission, 279. Rapport déposé (*document n° 392*), 309. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 323. Reprise du débat; débat ajourné, 325. Reprise du débat; débat terminé; vote reporté, 335. Principe adopté après div., envoyé en commission, 337. Réunion des leaders convoquée (art. 249); aucun accord conclu; motion en vertu de l'art. 251 proposée, 363. Débat sur la motion; débat ajourné, 366. Reprise du débat; motion adoptée après div.; rapport déposé (*document n° 463*), 370. Motion de prise en considération des amend. et du rapport; débat; débat terminé; vote reporté, 377. Amend. de MM. Pagé, Paquette et Bisailon rejetés après div.; amend. du ministre adoptés après div.; art., titre, intitulés et annexes adoptés après div.; rapport adopté après div., 378-382. Motion d'adoption du projet de loi; débat; débat terminé; vote reporté, 389. Projet de loi adopté après div., 390. Sanction, 393. (1985, c. 12)

**Projets de loi:—Suite**

Projet de loi 38.—Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.—M. Richard.—Présenté, 272. Principe adopté; envoyé en commission, 339. Rapport déposé (*document n° 457*), 368. Prise en considération et adoption du rapport, 382. Projet de loi adopté, 391. Sanction, 408. (1985, c. 20)

Projet de loi 39.—Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et modifiant diverses dispositions législatives.—M. Bérubé.—Présenté, 276. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 336. Reprise du débat; débat terminé; vote reporté, 338. Principe adopté après div.; envoyé en commission, 341. Rapport déposé (*document n° 430*), 347. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté après div., 392. Sanction, 408. (1985, c. 21)

Projet de loi 40.—Loi favorisant la réforme du cadastre québécois.—M. Rodrigue.—Présenté, 299. Principe adopté (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapport adopté, 349. Projet de loi adopté, 399. Sanction, 408. (1985, c. 40)

Projet de loi 41.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales.—M. Chevrette.—Présenté, 295. Principe adopté; envoyé en commission, 372. Ordre révoqué; envoyé en commission pl.; amendé; rapport adopté, 390. Projet de loi adopté, 400. Sanction, 408. (1985, c. 23)

Projet de loi 42.—Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles—M. Fréchette.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 69. Motion d'adoption du principe; débat; débat ajourné, 78. Reprise du débat; débat ajourné, 88, 91, 92. Reprise du débat; amend. proposé et rejeté après div.; répartition du temps; débat ajourné, 97. Reprise du débat; document n° 100 déposé; débat terminé; vote reporté, 103. Motion adoptée après div.; principe adopté; envoyé en commission (président de séance), 107. Rapport déposé (*document n° 350*), 273. Prise en considération du rapport et des amend.; débat; débat ajourné, 308. Reprise du débat; amend. du ministre adoptés; amend. de MM. Cusano et Bisaillon rejetés; rapport adopté après div.; motion d'adoption du projet de loi (lt-g.); débat; débat ajourné, 311. Reprise du débat; débat terminé; vote reporté, 313. Projet de loi adopté après div., 317. Sanction, 324. (1985, c. 6)

Projet de loi 43.—Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives.—M. Richard.—Présenté, 291. Principe adopté; envoyé en commission, 339. Rapport déposé (*document n° 458*), 368. Prise en considération et adoption du rapport, 382. Projet de loi adopté, 391. Sanction, 408. (1985, c. 24)

Projet de loi 44.—Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.—M. Garon.—Présenté, 302. Principe adopté; envoyé en commission, 343. Rapport déposé (*document n° 492*), 389. Prise en considération des amend. et du rapport; rapport adopté, 393. Envoyé en commission pl. (art. 257); amendé, rapport adopté; projet de loi adopté, 407. Sanction, 408. (1985, c. 26)

#### Projets de loi:—Suite

Projet de loi 45.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.—M. Marcoux.—Présenté, 299. Principe adopté; envoyé en commission, 338. Rapport déposé (*document n° 513*), 396. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 406. Sanction, 408. (1985, c. 27)

Projet de loi 46.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.—M. Garon.—Présenté, 295. Principe adopté; envoyé en commission, 319. Adoption du principe; envoyé en commission, 319. Rapport déposé (*document n° 410*), 329. Prise en considération et adoption du rapport, 344. Projet de loi adopté, 407. Sanction, 408. (1985, c. 28)

Projet de loi 47.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 302. Motion d'adoption du principe; débat; motion de scission (décision du Président); motion de scission rejetée après div.; principe adopté; projet de loi envoyé en commission, 362, 363. Rapport déposé (*document n° 509*), 395. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 402. Sanction, 408. (1985, c. 29)

Projet de loi 48.—Loi modifiant diverses dispositions législatives.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 302. Principe adopté; envoyé en commission, 363. Rapport déposé (*document n° 510*), 396. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 402. Sanction, 408. (1985, c. 30)

Projet de loi 49.—Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et d'autres dispositions législatives.—M. Marcoux.—Présenté, 303. Principe adopté; envoyé en commission, 351, 352. Rapport déposé (*document n° 450*), 366. Prise en considération du rapport; amend. du ministre adopté; rapport adopté, 382. Projet de loi adopté, 391. Sanction, 408. (1985, c. 31)

Projet de loi 50.—Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal.—M. Tardif.—Présenté, 303. Principe adopté; envoyé en commission, 352. Rapport déposé (*document n° 459*), 368. Prise en considération et adoption du rapport, 382. Projet de loi adopté, 392. Sanction, 408. (1985, c. 32)

Projet de loi 51.—Loi n° 3 sur les crédits, 1985-1986.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté après div., 310. Sanction, 324. (1985, c. 7)

Projet de loi 52.—Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.—M. Biron.—Présenté, 295. Principe adopté (lt-g.); envoyé en commission, 343. Rapport déposé (*document n° 433*), 350. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté, 392. Sanction, 409. (1985, c. 33)

Projet de loi 53.—Loi sur le bâtiment.—M. Rochefort.—Présenté et envoyé en commission, 303. Rapport déposé (*document n° 426*), 345. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; motion de scission (décision du Président); motion de scission rejetée après div.; principe adopté après div., 358. Envoyé en commission, 360. Rapport déposé (*document n° 474*), 383. Prise en considération et adoption

Projets de loi:—Suite

du rapport après div., 390. Motion d'adoption du projet de loi; débat; débat terminé; vote reporté, 399. Projet de loi adopté après div., 404. Sanction, 409. (1985, c. 34)

Projet de loi 54.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports.—M. Tardif.—Présenté, 303. Principe adopté; envoyé en commission, 346. Rapport déposé (*document n° 460*), 368. Prise en considération des amend. et du rapport; amend. de M. Ciaccia retirés; amend. du ministre adoptés; rapport adopté, 377. En commission pl. (art. 257); amendé; rapport adopté; projet de loi adopté, 392. Sanction, 409. (1985, c. 35)

Projet de loi 55.—Loi abrogeant la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise.—M. Biron.—Présenté, 303. Principe adopté; envoyé en commission, 342. Rapport déposé (*document n° 434*), 350. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté, 392. Sanction, 409. (1985, c. 36)

Projet de loi 56.—Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.—M. Biron.—Présenté, 303. Motion d'adoption du principe; débat; débat terminé; vote reporté, 352. Principe adopté; envoyé en commission, 354. Rapport déposé (*document n° 448*), 366. Prise en considération et adoption du rapport, 371. Projet de loi adopté, 377. Sanction, 383. (1985, c. 9)

Projet de loi 57.—Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941 et 1964.—M. Johnson (Anjou).—Présenté, 340. Principe adopté; envoyé en commission, 383. Rapport déposé (*document n° 511*), 396. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 402. Sanction, 409. (1985, c. 37)

Projet de loi 58.—Loi sur les régimes complémentaires de retraite.—Mme Marois.—Présenté, 373.

Projet de loi 59.—Loi n° 4 sur les crédits, 1985-1986.—M. Duhaime.—Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 357. Sanction, 383. (1985, c. 10)

Projet de loi 60.—Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.—M. Marcoux.—Présenté, 394.

Projet de loi 61.—Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.—M. Rodrigue.—Présenté, 340. Principe adopté; envoyé en commission, 382.

Projet de loi 62.—Loi modifiant la Loi sur l'Ordre national du Québec.—M. Lévesque (Taillon).—Présenté, 365. Principe adopté; env. en commission pl.; rapport adopté; projet de loi adopté, 389. Sanction, 393. (1985, c. 11)



Projets de loi:—Suite

Projet de loi 65.—Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.—M. Garon.—Présenté, 373.

Projet de loi 81.—Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 69. Nouveau parrain, 137. Principe adopté; envoyé en commission, 157.

Projet de loi 88.—Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.—M. Brassard.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 69. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; débat ajourné, 112. Reprise du débat; débat ajourné, 116. Reprise du débat; débat terminé; vote reporté, 117. Principe adopté après div., 119. Envoyé en commission, 120. Nouveau parrain, 137. Rapport déposé (*document n° 208*), 181. Prise en considération et adoption du rapport, 195. Projet de loi adopté après div., 201. Sanction, 205. (1984, c. 54)

Projet de loi 90.—Loi sur le vérificateur général.—M. Duhaime.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 70. Nouveau parrain, 138. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat; débat ajourné, 362. Reprise du débat; principe adopté; envoyé en commission, 364. Rapport déposé (*document n° 528*); prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté (vote), 405. Sanction, 409. (1985, c. 38)

Projet de loi 94.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie.—M. Dean.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 70.

Projet de loi 190.—Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda.—M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue).—Présenté, 299. Envoyé en commission, 318. Rapport déposé (*document n° 429*), 347. Principe adopté; envoyé en commission, 299. Rapport déposé (*document n° 524*) et adopté; projet de loi adopté, 400. Sanction, 409. (1985, c. 48)

Projet de loi 191.—Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois.—M. Paquette.—Présenté, 303.

Projet de loi 193.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval.—M. Rodrigue.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 70.

Projet de loi 194.—Loi concernant la municipalité de Rivière-Saint-Jean.—M. Perron.—Présenté, 299. Principe adopté; envoyé en commission, 326. Rapport déposé (*document n° 418*), 340. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 402. Sanction, 409. (1985, c. 54)

Projets de loi:—Suite

—Projet de loi 196.—Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics.—M. Blank.—Présenté, 92.

—Projet de loi 197.—Loi sur les sondages et la publicité gouvernementale.—M. French.—Présenté, 304.

Projet de loi 198.—Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires.—M. Bisaillon.—Présenté, 100.

Projet de loi 199.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.—M. Gravel.—Présenté, 191. Principe adopté et envoyé en commission, 238. Rapport déposé (*document n° 327*), 253. Prise en considération et adoption du rapport; projet de loi adopté, 257. Sanction, 278. (1985, c. 46)

Projet de loi 200.—Loi concernant la Ville de Montréal.—M. Laplante.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 100. Présenté et envoyé en commission, 101. Rapport déposé (*document n° 209*) et adopté, 181. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 75)

Projet de loi 202.—Loi concernant Les Pétroles Laduboro Ltée (Libre de responsabilité personnelle).—M. Blank.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 371*); présenté et envoyé en commission, 291. Rapport déposé (*document n° 488*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 64)

Projet de loi 203.—Loi concernant la succession de John Dwane.—M. Fallu.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 108*), 109. Présenté et envoyé en commission, 110. Rapport déposé (*document n° 153*), 147. Rapport adopté, 149. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 76)

Projet de loi 203.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.—M. Gravel.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 405*); présenté et envoyé en commission, 328. Rapport déposé (*document n° 490*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 61)

Projet de loi 204.—Loi concernant la description de certains immeubles situés à Sept-Îles.—M. Perron.—Rapport du directeur de la législation (*document n° 367*); présenté et envoyé en commission, 283. Rapport déposé (*document n° 461*) et adopté, 368. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 51)

Projet de loi 205.—Loi concernant la ville de Carignan.—M. Tremblay.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 398*); présenté et envoyé en commission, 321. Rapport déposé (*document n° 490*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 52)

**Projets de loi:—Suite**

Projet de loi 206.—Loi concernant la liquidation de Les Prévoyants du Canada «Fonds de Pension».—M. Laplante.—Rapport du directeur de la législation (*document n° 367*); présenté et envoyé en commission, 283. Rapport déposé (*document n° 488*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 63)

Projet de loi 208.—Loi concernant un immeuble situé dans la ville de Saint-Joseph-de-Sorel.—M. Charbonneau.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 405*); présenté et envoyé en commission, 328. Rapport déposé (*document n° 461*) et adopté, 368. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 53)

Projet de loi 209.—Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.—M. Charbonneau.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 398*); présenté et envoyé en commission, 321. Rapport déposé (*document n° 419*) et adopté, 341. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 58)

Projet de loi 210.—Loi modifiant la charte de la ville de Beauport.—M. Gravel.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 405*); présenté et envoyé en commission, 328.

Projet de loi 211.—Loi concernant le service de transport fourni par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal dans la région de Vaudreuil-Rigaud.—M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges).—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 412*); présenté et envoyé en commission, 333.

Projet de loi 212.—Loi concernant la ville de Chambly et la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu.—M. Tremblay.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 405*), 328. Présenté et envoyé en commission, 329. Rapport déposé (*document n° 490*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 59)

Projet de loi 213.—Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec.—M. Lachance.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 349*); présenté et envoyé en commission, 272. Rapport déposé (*document n° 494*) et adopté, 391. Principe adopté; projet de loi adopté, 403. Sanction, 409. (1985, c. 62)

Projet de loi 216.—Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord.—M. Blouin.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 464*); présenté et envoyé en commission, 373.

Projet de loi 218.—Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de La Peltrie.—M. Gravel.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 371*); présenté et envoyé en commission, 291. Rapport déposé (*document n° 420*) et adopté, 341. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 57)

**Projets de loi:—Suite**

Projet de loi 219.—Loi concernant une fiducie constituée au bénéfice de Phyllis Barbara Bronfman.—M. Blank.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 436*); présenté et envoyé en commission, 353. Rapport déposé (*document n° 461*) et adopté, 369. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 409. (1985, c. 66)

Projet de loi 221.—Loi concernant la Ville de Greenfield Park.—M. Bourbeau.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 436*); présenté et envoyé en commission, 353. Rapport déposé (*document n° 490*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 410. (1985, c. 49)

Projet de loi 222.—Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec — Sainte-Foy.—M. Brouillet.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 217*); présenté et envoyé en commission, 190. Rapport déposé (*document n° 241*) et adopté, 200. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 77)

Projet de loi 222.—Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.—M. Proulx.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 441*); présenté et envoyé en commission, 360. Rapport déposé (*document n° 515*) et adopté, 396. Projet de loi adopté, 400. Sanction, 410. (1985, c. 68)

Projet de loi 223.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Mme Lavoie-Roux.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 100. Présenté et envoyé en commission, 101. Rapport déposé (*document n° 516*) et adopté, 397. Principe adopté; projet de loi adopté, 400. Sanction, 410. (1985, c. 60)

Projet de loi 225.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert.—M. Payne.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 70.

Projet de loi 226.—Loi concernant la ville de Brossard.—M. Saintonge.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 101*); présenté et envoyé en commission, 106, 238. Rapport déposé (*document n° 318*) et adopté, 250. Principe adopté; projet de loi adopté, 277. Sanction, 278. (1985, c. 50)

Projet de loi 227.—Loi concernant la succession de Jean Hudon.—M. Rivest.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 371*); présenté et envoyé en commission, 291. Rapport déposé (*document n° 461*) et adopté, 369. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 410. (1985, c. 67)

Projet de loi 229.—Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois.—M. Lavigne.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 108*), 109. Présenté et envoyé en commission, 110. Rapport déposé (*document n° 153*), 147. Rapport adopté, 149. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 78)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 230.—Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève.—M. Leduc (Saint-Laurent).—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 108*), 109. Présenté et envoyé en commission, 110. Rapport déposé (*document n° 153*), 147. Rapport adopté, 149. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 79)

Projet de loi 232.—Loi concernant Rivermead Golf Club.—M. Gratton.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 349*); présenté et envoyé en commission, 272. Rapport déposé (*document n° 488*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 410. (1985, c. 69)

Projet de loi 233.—Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal.—M. Blank.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 117*), 117. Présenté et envoyé en commission, 117. Étude en commission reportée (*document n° 153*), 147. Rapport déposé (*document n° 239*) et adopté, 195. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 205. (1984, c. 80)

Projet de loi 234.—Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec.—M. Fallu.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 100. Présenté et envoyé en commission, 101.

Projet de loi 235.—Loi concernant la Corporation Municipale du village de Fortierville.—M. Baril (Arthabaska).—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 108*); présenté et envoyé en commission, 110. Rapport déposé (*document n° 171*) et adopté, 155. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 81)

Projet de loi 236.—Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles (division d'enregistrement de Montréal).—M. Marx.—Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la prorogation de la 4<sup>e</sup> session, 70. Étude en commission reportée (*document n° 153*), 147. Rapport déposé (*document n° 461*) et adopté, 369. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 410. (1985, c. 55)

Projet de loi 244.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.—M. Lachance.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 100. Présenté et envoyé en commission, 101. Rapport déposé (*document n° 211*) et adopté, 182. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 82)

Projet de loi 246.—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc.—M. Marx.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 101. Présenté et envoyé en commission, 102. Rapport déposé (*document n° 171*) et adopté, 155. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 83)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 247.—Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami.—Mme Saint-Amand.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 94*), 101. Présenté et envoyé en commission, 102. Rapport déposé (*document n° 171*) et adopté, 155. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 84)

Projet de loi 248.—Loi concernant le testament de Armand Marcotte.—Mme Lachapelle.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 117*), 117. Présenté et envoyé en commission, 118. Rapport déposé (*document n° 153*), 147. Rapport adopté, 149. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 85)

Projet de loi 249.—Loi concernant La Prévoyance Compagnie d'Assurances.—M. Paré.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 117*), 117. Présenté et envoyé en commission, 118. Motion proposant que le ministre soit membre de la commission, 187. Rapport déposé (*document n° 232*) et adopté, 192. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 86)

Projet de loi 250.—Loi concernant la ville de Montréal-Nord.—M. Laplante.—Rapport du directeur de la législation (*document n° 117*), 117. Présenté et envoyé en commission, 118. Rapport déposé (*document n° 171*) et adopté, 155. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 87)

Projet de loi 251.—Loi concernant Lomer Pilote.—Mme Harel—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 475*); présenté et envoyé en commission, 385.

Projet de loi 253.—Loi concernant la ville de Hull.—M. Rocheleau.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 427*); présenté et envoyé en commission, 347. Rapport déposé (*document n° 490*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 401. Sanction, 410. (1985, c. 47)

Projet de loi 254.—Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman.—M. Blank.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 138*); présenté et envoyé en commission, 136. Étude en commission reportée (*document n° 153*), 147. Rapport déposé (*document n° 231*) et adopté, 192. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 88)

Projet de loi 255.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.—M. Leduc (Fabre).—Rapport du directeur de la législation (*document n° 182*); présenté et envoyé en commission, 164. Rapport déposé (*document n° 209*) et adopté, 181. Principe adopté; projet de loi adopté, 202. Sanction, 206. (1984, c. 89)

Projet de loi 257.—Loi concernant Morgan Hydrocarbures Inc. (Libre de responsabilité personnelle).—M. Scowen.—Rapport du directeur de la législation déposé (*document n° 371*); présenté et envoyé en commission, 291. Rapport déposé (*document n° 488*) et adopté, 387. Principe adopté; projet de loi adopté, 402. Sanction, 410. (1985, c. 65)

## Questions écrites et réponses

*Affaires sociales, réseau*:—Établissements mis en tutelle ou ayant fait l'objet d'une enquête. Réponse, 394. (*Document n° 496*)

*Autoroute 55*:—Montants versés pour la rétrocession de terrains. Réponse, 354. (*Document n° 437*)

*Commissions scolaires*:—Aide financière concernant des matériaux comportant un risque pour la santé. Réponse, 143. (*Document n° 150*)

*Concessions forestières*:—Révocations depuis 1976. Réponse, 136. (*Document n° 140*)

*Drainage souterrain*:—Montant total des subventions accordées. Réponse, 153. (*Document n° 160*)

*Droits et permis de coupe de bois*:—Montants dus au gouvernement. Réponse, 153. (*Document n° 161*)

*Forêts privées*:—Programmes d'aide à la mise en valeur. Réponse, 136. (*Document n° 139*)

*Lac Delâge*:—Coût de la réunion de fonctionnaires du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu. Réponse, 345. (*Document n° 422*)

*Pisciculteurs et producteurs de visons, lapins, moutons*:—Montants des subventions accordées. Réponse, 264. (*Document n° 341*)

*Radio-Québec*:—Sommes versées ou engagées pour des messages publicitaires. Réponse, 367. (*Document n° 451*)

*Société du Palais des congrès*:—Allocations payées au président et aux vice-présidents et coût des congrès et des contrats de services. Réponse, 313. (*Document n° 393*)

*Société nationale de l'amiante*:—Honoraires professionnels payés pour contester des poursuites. Réponse, 78. (*Document n° 80*)

## Réforme électorale

Proposition relative à la compensatoire régionale et nationale, 112. (*Document n° 110*)

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé pour étudier les recommandations de la Commission de la représentation, 69. (*Document n° 69*)

#### **Réforme électorale:—Suite**

Rapport sur les délimitations des circonscriptions électorales (*Document n° 334*), 259. Débat, 276, 281.

Sondage sur le mode de scrutin et les institutions politiques, 243. (*Document n° 304*)

### **Règles de procédure de l'Assemblée nationale**

Document de la Commission de l'Assemblée nationale relatant les—. Déposé, 247. (*Document n° 315*)

Adoption des Règles de procédure permanentes, 256.

### **Sanction royale**

Projets de loi sanctionnés, 172, 180, 204-206, 223, 242, 258, 278, 323, 336, 383, 393, 407-410.

### **Séances spéciales**

*Vendredi 9 novembre 1984*:—Motion, 85. Visite du Premier ministre de la République française, M. Laurent Fabius, 99.



Achevé d'imprimer  
sur les presses du Service de l'imprimerie  
de l'Assemblée nationale  
en mars 1986